QUARANTIÈME ANNÉE — N° 12032 — MARDI 4 OCTOBRE 1983

LE SOMMET DE VITTEL

**M. Mitterrand veut proposer un « plan d'urgence » pour le continent africain**

LIRE PAGE 6



Fondateur : Hubert Beuve-Méry — Directeur : André Laurens

3,80 F

Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dir. ; Tunisie, 380 m. ; Allemagne, 1,60 DM ; Autriche, 15 sch. ; Belgique, 26 fr. ; Canada, 1,10 $ ; Côte-d'Ivoire, 340 F CFA ; Danemark, 6,50 Kr. ; Espagne, 100 pes. ; E.-U., 95 c. ; G.-B., 50 p. ; Grèce, 65 dr. ; Irlande, 80 p. ; Italie, 1 200 L ; Liban, 350 P. ; Libye, 0,350 DL ; Luxembourg, 27 f. ; Norvège, 8,00 kr. ; Pays-Bas, 1,75 fl. ; Portugal, 85 esc. ; Sénégal, 340 F CFA ; Suède, 7,75 kr. ; Suisse, 1,40 f. ; Yougoslavie, 130 nd.

Tarif des abonnements page 42

5, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS CEDEX 09
Télex MONDPAR 650572 F
C.C.P. 4207 - 23 PARIS
Tél. : 246-72-23

## La fragile unité des travaillistes britanniques

C'est dans l'euphorie de l'unité retrouvée que les délégués au congrès travailliste de Brihgton ont élu, dimanche 2 octobre, à une très large majorité, leur nouveau leader. Et c'est pour donner toutes chances à ces retrouvailles dont dépend l'avenir du Labour que après avoir désigné le représentant de l'aile gauche au poste suprême, ils ont — syndicats compris — élu le candidat de l'aile droite, M. Roy Hattersley, comme leader adjoint. Ce dosage suffira-t-il à effacer les divisions qui paralysent le parti depuis sa défaite de 1979, amplifiée en 1983 ? La tâche de réconciliation à laquelle doit prioritairement œuvrer M. Kinnock, une fois retombée l'euphorie du congrès, n'ira probablement pas sans embûches.

Le nouveau leader entend réformer l'organisation du parti de façon à concentrer les énergies sur la propagation du message travailliste plutôt que sur l'élaboration de politiques détaillées, source de conflit inévitable et prématuré, puisque les prochaines élections ne devraient pas avoir lieu avant quatre ans au moins. S'il tente de modifier la ligne adoptée lors du précédent congrès, il risque, en dépit du large soutien dont il dispose, de rencontrer une farouche résistance parmi les membres de la gauche radicale.

Ce danger s'est confirmé, avant même l'élection de M. Kinnock, à propos des questions de défense, qui seront sans nul doute la principale pierre d'achoppement de son début de règne. L'organe exécutif du parti a, en effet, adopté une résolution prônant le désarmement unilatéral de la Grande-Bretagne sous le prochain gouvernement travailliste, en dépit de l'opposition de M. Kinnock, qui souhaitait le report de ce vote. Bien qu'unilatéraliste convaincu, le nouveau leader aurait préféré en rester à une position plus modérée qui n'aurait fait référence à aucun calendrier pour l'abandon des armes nucléaires. Il lui sera difficile de sortir le parti sans heurts de la confusion dans laquelle il se trouve dans ce domaine et qui s'était étalée sur la place publique à quelques jours des élections du mois de juin.

La seconde pierre d'achoppement sera probablement la Communauté économique européenne, qui ne passionne guère pour l'instant les délégués travaillistes mais sur laquelle, selon toute vraisemblance, les divergences vont réapparaître à la veille des élections européennes de juin 1984. Là aussi M. Kinnock a amorcé une évolution prudente en qualifiant un éventuel retrait de la Grande-Bretagne de « dernier recours ».

Outre la gauche radicale, M. Kinnock devra compter aussi avec les syndicats, en dépit du soutien massif qu'ils viennent de lui apporter et de l'évolution vers la modération qui s'est manifestée à leur récent congrès. Certaines fédérations parmi les plus importantes conservent en effet des sympathies pour la gauche du parti, et leur soutien à une ligne de compromis pourrait se révéler fragile.

M. Kinnock parviendra-t-il dans ces conditions à refaire la cohésion, à reconstruire un parti sévèrement ébranlé le 9 juin par sa défaite électorale, la plus cuisante depuis 1918, à rompre avec une politique économique dogmatique et à relever ainsi le défi d'une troisième force politique, l'alliance centriste, décidée à ravir au Labour sa position de principal parti d'opposition ? Son meilleur atout paraît être l'indiscutable popularité dont jouit tant dans le parti que dans la population le jeune leader gallois. Les travaillistes espèrent qu'elle dissipera l'atmosphère d'échec qui, depuis juin entoure le Labour.

LIRE PAGE 4

# Le plan de sauvetage de Creusot-Loire

### *Le Commissariat à l'énergie atomique accroît sa participation dans Framatome*
### *Schneider apportera plus de 750 millions de francs*

M. Pierre Mauroy a, dans une lettre envoyée dans la soirée du 30 septembre à M. Pineau-Valenciennes, P.-D.G. de Creusot-Loire, fixé les conditions de l'aide de l'État au redressement du groupe privé de mécanique et de métallurgie. Le conseil d'administration de Creusot-Loire doit en être informé dans l'après-midi du 3 octobre avant que le plan ne soit rendu public.

Le Commissariat à l'énergie atomique (C.E.A.) est autorisé par le gouvernement à porter sa participation, dans le capital de Framatome, le constructeur de chaudières nucléaires, fleuron de Creusot-Loire, de 30 % à 50 %. Il lui en coûtera 475 millions de francs. Tel est le montant qui découle du décompte actualisé des résultats attendus de cette société. On est loin des 800 millions réclamés par M. Pineau-Valenciennes pour cette même opération au mois de mai dernier.

Un échéancier de remboursement des avances de trésorerie faites par Framatome à Creusot-Loire (qui sont encore de 1,5 milliard de francs après avoir été de 2 milliards) est en outre annexé à l'accord. Le C.E.A. a été aidé, dans les ultimes négociations, par le fait que Creusot-Loire devait rembourser à Framatome, avant le 1er octobre, une somme de 266 millions de francs, échéance que le groupe, au bord du dépôt de bilan, a été bien incapable d'honorer.

Étrangement, le groupe C.G.E. n'a fait aucune contre-proposition formelle ces jours derniers. Ses dirigeants, MM. Brunet et Pébereau, continuaient pourtant de répéter à la cantonade qu'un rapprochement entre leur filiale Alsthom-Atlantique, fabricant de turbines, et le constructeur de chaudières nucléaires, pour former un fournisseur intégré de réacteurs atomiques, représentait la solution industrielle la plus logique. Et sans doute ont-ils envisagé, jeudi 29 septembre, une prise de participation en compagnie d'E.D.F. ; mais ils n'ont même pas formalisé cette intention.

BRUNO DETHOMAS.

(Lire la suite page 41.)

**L'accord C.G.E.-Thomson suscite encore de nombreux remous**

LIRE PAGE 41 L'ARTICLE DE J.-M. QUATREPOINT

# L'échec de la gauche à Sarcelles

### *Jusqu'à quand l'austérité sera-t-elle politiquement supportable par la majorité ?*

Dimanche ordinaire pour la gauche : elle perd Sarcelles, ville de plus de 30 000 habitants dirigée pendant dix-huit ans par un maire communiste ; elle recule dans deux cantons sur trois soumis à renouvellement. Ordinaire, parce qu'il est devenu banal d'enregistrer chaque semaine ici une défaite, là un recul de la majorité.

L'inversion par le corps électoral des résultats de Sarcelles n'appelle pas en elle-même d'autres leçons que celles-ci, également symboliques : c'est une citadelle du P.C., associée aux grands ensembles, qui tombe ; c'est la sanction d'une fraude.

La réaction du P.C.F. est de ce point de vue significative. Pour les communistes, la mobilisation de l'électorat de gauche *« est étroitement liée à la mise en œuvre de tous les engagements souscrits en 1981 »*. Ces derniers n'étant qu'imparfaitement tenus, ledit électorat exprime souvent *« son mécontentement »*.

On ne saurait mieux détourner le tir. Ce qui est en question à Sarcelles, c'est la critique des méthodes communistes. Critique d'une gestion dont on a vu qu'elle avait vieilli : le scrutin de mars dernier avait marqué le déclin du *« communisme municipal »* ; l'élection cantonale partielle de Béziers IV, où la gauche perd vingt-huit points, le confirme. Critique également d'une pratique électorale frauduleuse qui s'est répandue en région parisienne.

Mais la prise de position du P.C. en page une de *l'Humanité* souligne également que, dans la stratégie de « participation-pression » des communistes, le volet « pression » s'accentue au fur et à mesure des mauvais résultats électoraux.

Car c'est l'ensemble de ces résultats — notamment ceux des cantonales partielles — qui donne à l'élection de Sarcelles son véritable sens politique. Le reflux de la gauche (mobilisation de l'opposition, démobilisation de la majorité) a commencé avec la politique de rigueur. M. Delors a réaffirmé au « Club de la presse » d'Europe 1 que cette austérité est faite pour durer. Dès lors, la difficulté majeure est de savoir jusqu'à quand cette rigueur sera jugée politiquement supportable par la majorité.

Si l'on pose ainsi le problème, un autre vient immédiatement à l'esprit.

JEAN-MARIE COLOMBANI.

(Lire la suite page 9.)

# Les choix du P.S.

### *Dialogue de sourds entre M. Delors et M. Chevènement*

Entre l'économisme de M. Jacques Delors — fonctions obligent — et le volontarisme politique de M. Jean-Pierre Chevènement, il y a sans doute une autre voie à explorer.

Le ministre de l'économie et des finances, l'ancien ministre de l'industrie et de la recherche, expriment deux conceptions du « devoir d'État ». Le premier ne veut pas entendre parler des élections législatives de 1986. La survie de l'actuelle majorité lui paraît secondaire en regard de la mission dont il se sent investi : assainir l'économie de la France. Le second affirme que *« 1986 se gagne aujourd'hui »*. Pour lui, les choix économiques de l'heure seront déterminants, électoralement, dans trois ans.

M. Chevènement considère que la politique d'austérité incarnée par M. Delors — dont les méthodes ont été *« étudiées dans les manuels de M. Barre »* — conduit la gauche tout droit à l'échec politique. M. Delors note qu'à force d'avoir « un pied dedans, un pied dehors », on se retrouve le nez par terre. Dans l'un et l'autre cas, le résultat est le même. MM. Chevènement et Delors sont au moins d'accord là-dessus.

JEAN-YVES LHOMEAU.

(Lire la suite page 10.)

# Le Soudan en mal de stabilité

## I. — *Le jeu du maréchal*

De notre envoyé spécial JEAN GUEYRAS

Khartoum. — Les portraits du président Nemeiry, revêtu de son uniforme de maréchal, ornent tous les bureaux des ministères et des administrations publiques, les halls des grands hôtels et la plus petite des échoppes de Khartoum. Les deux seuls quotidiens paraissant au Soudan — *Al Ayyam* et *Al Sahafa* — consacrent l'essentiel de leur première page aux déclarations et décrets du *« président-dirigeant »*, généralement mis en relief par un titre s'étendant sur six colonnes. Les présentateurs de la radio et de la télévision égrènent sans se lasser, au début de leurs bulletins d'informations, les moindres faits et gestes du chef de l'État, qui, le 24 mai dernier, a été reconduit dans ses fonctions présidentielles pour un nouveau mandat de six ans avec 99,6 % des voix exprimées.

Des élections sans surprise, puisque nul n'avait osé s'opposer au *« candidat unique de la nation »*. Au fil des ans et à la faveur d'épurations et remaniements successifs, le président Nemeiry a fait le vide autour de lui. Il est à la fois le chef de l'État et celui du gouvernement, le président du parti unique, l'Union socialiste soudanaise (U.S.S.), le commandant en chef de l'armée et le président... de l'Agence d'informations soudanaise. Il *« règne et gouverne »* en s'appuyant sur une coterie de ministres et de conseillers personnels qu'il nomme et démet au gré des circonstances et qui ne prennent aucune décision sans lui demander au préalable son avis. L'esprit populaire soudanais, toujours en verve malgré les vicissitudes de la vie quotidienne, a résumé cette situation par une phrase faussement respectueuse : *« Notre président est entouré de conseillers à qui l'on conseille de ne rien conseiller. »*

Tous nos interlocuteurs, même ceux qui occupent des positions officielles, sont d'accord : le président Nemeiry n'aime pas partager le pouvoir et ne supporte pas les critiques. Il est sincèrement persuadé de détenir la vérité et ne revient pas sur une action entreprise, même si celle-ci paraît devoir déboucher sur des situations impossibles. Tous ceux qui, au sein de son entourage, ont paru prendre un certain poids dans la vie politique du pays ont été impitoyablement écartés du pouvoir, exilés à l'étranger, renvoyés dans leur campagne natale ou bien promus à des postes honorifiques. D'où l'incroyable *« valse des vice-présidents de la République »* qui a jalonné les quatorze années de règne de M. Nemeiry.

(Lire la suite page 5.)

*DANS CE NUMÉRO :*

**Les manifestations de la C.G.C.**
*LIRE PAGE 44*
*l'article de MICHEL NOBLECOURT :*
**« Le message et ses risques »**

**L'ouverture du IXe VIDCOM**
*LIRE PAGE 42*
*l'article de JEAN-FRANÇOIS LACAN :*
**« Un complot contre la vidéo ? »**

**Les élections du 19 octobre à la Sécurité sociale**
*LIRE PAGE 21*
*l'article de GUY HERZLICH*
*sur le rôle des conseils d'administration des caisses et les programmes des syndicats*



*AU JOUR LE JOUR*

## Terreur

*Terreur, ou le vain combat : on ignore toujours pourquoi un homme est mort, à la Foire de Marseille, victime du terrorisme. Les tueurs étaient-ils les racistes du groupe Charles-Martel, ou les prétendus « anti-impérialistes » de l'ultra-gauche ? Toutes les pistes sont possibles.*

*Cette incertitude illustre à l'extrême l'absurdité du terrorisme qui, non content d'être aveugle, devient aussi muet. Puisqu'un même crime peut avoir été commis pour soutenir une « cause » ou son contraire.*

BRUNO FRAPPAT.

*LE MONDE diplomatique* d'octobre EST PARU

*Au sommaire :*

**La peur européenne à l'ombre des Pershing**

L'ÉTAT CRÉE UN INSTITUT DE FINANCEMENT

# Reconnaissance des industries culturelles

*M. Jack Lang, ministre de la culture, a rendu officielle, ce lundi 3 octobre, la création de l'Institut de financement du cinéma et des industries culturelles (IFCIC).*

Cet investissement de l'État et des établissements financiers est la reconnaissance de la priorité économique accordée au développement des industries de la culture. Qu'il s'agisse de l'édition musicale, de la communication audiovisuelle, du livre ou des arts plastiques, l'IFCIC sera l'instrument privilégié d'un soutien aux petites et moyennes entreprises innovantes dans un secteur à haut risque jusque-là très négligé.

Industries culturelles : le mot est encore trop récent pour aller de soi. Dès qu'elle se marie avec les technologies de reproduction, qu'elle s'aventure sur les marchés de masse, la culture devient suspecte. Une vieille conception persiste à opposer le contact direct avec la création et les sous-produits standardisés, destinés au plus grand nombre. Pourtant un livre de poche et un microsillon, s'ils sont différents de l'édition numérotée ou de la salle de concert, n'en sont pas pour autant dépourvus de valeur culturelle.

Certes, la rencontre entre la culture et les lois du marché n'est pas sans danger : des phénomènes économiques mal maîtrisés (concentration, déséquilibre des échanges extérieurs) peuvent provoquer de véritables asphyxies de la création. Cette relation étroite entre l'économique et le culturel choque encore beaucoup en France, où l'on a toujours préféré « subventionner » la culture, plutôt que la considérer comme un secteur industriel à part entière.

JEAN-FRANÇOIS LACAN.

(Lire la suite page 16.)

# dossier

# Constitution An XXV

**La Constitution de 1958 a vingt-cinq ans. Cet anniversaire a été l'occasion d'un sondage sur les sentiments des Français à l'égard de leurs institutions. Olivier Duhamel, qui le commente, conclut en se demandant si M. Mitterrand n'en tirerait pas les enseignements en soumettant à référendum la réduction, très souhaitée, à cinq ans de la durée du mandat présidentiel.**

*SONDAGE SOFRES DU VINGT-CINQUIÈME ANNIVERSAIRE DE LA CONSTITUTION*

## Les Français et la Vᵉ République

par OLIVIER DUHAMEL (*)

LES Français ont-ils définitivement adopté la Vᵉ République ? Voire. Si le bilan d'un quart de siècle est plus que positif pour le régime, depuis l'alternance du 10 mai 1981, des critiques émergent, des reclassements s'opèrent, de nouvelles demandes institutionnelles voient le jour. Le débat constitutionnel est habituellement réservé aux juristes ou à la classe politique ; *mais lorsqu'on les interroge, comme* la Sofres vient de le faire en détail pour *le Figaro* (1), les Français révèlent qu'ils ne manquent pas d'opinions en la matière — parfois même contre leurs porte-parole.

L'essentiel de notre régime convient certes à l'immense majorité des Français. Sollicités de « porter un jugement sur le fonctionnement des institutions depuis vingt-cinq ans », 57 % estiment qu'elles ont bien fonctionné, 25 % seulement sont d'un avis contraire. A une ou deux unités près, les chiffres reproduisent fidèlement ceux d'une précédente enquête Sofres-Antenne 2 *effectuée en septembre 1978.* L'adhésion dépasse le constat de l'efficacité, et touche les grandes règles constitutionnelles qui font l'originalité de notre régime — baptisé « semi-présidentiel » par Maurice Duverger, présidentialiste par d'autres. Comme dans le régime présidentiel à l'américaine, le président est élu par les citoyens : 86 % d'entre eux l'apprécient, la progression à cet égard est constante — 46 % seulement en décembre 1962, 74 % dès *1964, 81 % en 1969 (enquêtes* IFOP). Comme dans le régime parlementaire à la britannique, l'Assemblée nationale peut renverser le gouvernement *:* 59 % des Français y sont favorables; le chef de l'Etat peut la dissoudre : 57 % approuvent cette disposition. Comme dans les démocraties suisse ou italienne, il existe une « possibilité de recourir au référendum », dont se félicitent 76 % de ses bénéficiaires potentiels.

**TABLEAU N° 1**
**L'APPROBATION DES GRANDES RÈGLES CONSTITUTIONNELLES**

| | Ensemble | Réponses par préférence partisane, du moins favorable au plus favorable |
|---|---|---|
| Favorables à l'élection du président de la République au suffrage universel : | | |
| 1978 | 85% | P.C. 77%, P.S. 83%, U.D.F. 93%, R.P.R. 94% |
| 1983 | 86% | P.C. 88%, U.D.F. 89%, R.P.R. 91%, P.S. 94% |
| Favorables au Conseil *constitutionnel qui* veille à la régularité des lois et des élections : | | |
| 1983 | 80% | P.C. 73%, U.D.F. 86%, R.P.R. 88%, P.S. 89% |
| Favorables à la possibilité de recourir au référendum : | | |
| 1978 | 76% | P.C. 69%, P.S. 77%, U.D.F. 80%, R.P.R. 87% |
| 1983 | 76% | P.C. 70%, P.S. 74%, U.D.F. 85%, R.P.R. 86% |
| Favorables au droit pour l'Assemblée nationale de renverser le gouvernement : | | |
| 1983 | 59% | P.C. 45%, P.S. 51%, U.D.F. 68%, R.P.R. 75% |
| Favorables au droit pour le président de la République de dissoudre l'Assemblée nationale : | | |
| 1978 | 54% | P.C. 28%, P.S. 47%, R.P.R. 74%, U.D.F. 75% |
| 1983 | 57% | P.C. 52%, U.D.F. 61%, R.P.R. 63%, P.S. 67% |
| Favorables à l'article 16 qui donne les pleins pouvoirs au président de la République en cas de crise : | | |
| 1978 | 55% | P.C. 27%, P.S. 42%, U.D.F. 82%, R.P.R. 82% |
| 1983 | 49% | P.C. 40%, U.D.F. 47%, R.P.R. 58%, P.S. 62% |

Comme dans les Etats de droit perfectionnés, une institution « veille à la régularité des lois et des élections » : 80 % des Français sont favorables au Conseil constitutionnel. Ils n'étaient que 70 % en 1978. La nomination d'un président à sensibilité de gauche n'a pas altéré la faveur dont bénéficie le Conseil constitutionnel dans l'opposition — il est vrai que Daniel Mayer vient de la Fédération des droits de l'homme. La décision du Conseil constitution*nel obligeant à reprendre la pre*mière loi de nationalisation pour améliorer l'indemnisation des actionnaires n'a pas suscité une hostilité des électeurs de gauche — malgré la véhémence des critiques proférées par plusieurs responsables socialistes ou communistes. Les électeurs sont plus légalistes que leurs chefs. Une seule exception dans cette idylle, « l'article 16, qui donne les pleins pouvoirs au président de la République en cas de *crise grave ». Ici, les opinions se par*tagent : 49 % se disent en sa faveur, 37 % opposés, 14 % seulement ne se prononcent pas — signe que les dispositions constitutionnelles suscitent l'intérêt. Surtout, il s'agit de la seule règle constitutionnelle à l'égard de laquelle l'approbation ait diminué en cinq ans (voir tableau n° 1). Pourquoi ? Comme souvent dans les sondages, c'est en recherchant *par qui* l'opinion évolue que l'on peut en approcher l'intelligibilité. Précieuses apparaissent à cet égard les compa*raisons, d'une enquête* à l'autre, entre les réponses selon les préférences politiques. Et l'enseignement le plus riche du dernier sondage *le Figaro*-Sofres réside dans ces effets de l'alternance qu'il nous fait découvrir. Les Français de gauche accentuent leur adhésion à la Vᵉ République lorsque ceux de droite s'en détachent quelque peu.

Le cas de l'article 16 illustre parfaitement ce double mouvement : l'opposition à l'article 16 fléchit chez les sympathisants communistes (58 % en 1978, 51 % en 1981) et, plus nettement encore, chez les socialistes (47 % en 1978, 30 % en 1981), mais elle monte dans l'opposition, naguère régimiste (U.D.F. : 10 % d'opposés à l'article 16 en 1978, 37 % en 1983 ; R.P.R. : 12 % en 1978, 34 % en 1983). Peu ou prou, le même chassé-croisé affecte les opinions à l'égard de toutes les grandes règles constitutionnelles. *Les Français avouent ainsi l'extrême* politisation de leur perception des institutions — au détriment d'un jugement proprement constitutionnel. En deçà de l'attachement global à la Vᵉ République, les évolutions révèlent notre opportunisme : les institutions paraissent meilleures quand « notre » tendance est au pouvoir, pires quand ce sont les autres qui l'occupent.

L'aconstitutionnalisme des Français, les modifications de leurs opinions provoquées par le seul fait de l'alternance, sont cependant tempérés par la persistance de quelques idéologies constitutionnelles traditionnelles, d'hostilité critique chez les communistes, de paternité gaullienne pour le R.P.R. Ainsi s'explique la nouvelle répartition des grandes familles politiques. En *1978, l'axe des idées constitution*nelles se conforme strictement à notre vie politique : P.C., P.S., U.D.F., R.P.R. — par ordre d'adhésion croissante à la Vᵉ République.

En 1983, un nouvel axe, étrange, surgit : P.C., U.D.F., R.P.R., P.S. (voir tableau n° 1). On le retrouve dans toutes les réponses concernant les dispositions constitutionnelles, sauf sur le référendum, où joue peut-être un effet de conjoncture — puisque Jacques Chirac l'a réclamé, la gauche marque une réticence — et sur la responsabilité du gouvernement devant le Parlement, — prégnance de la vieille imagerie qui associe le premier à la majorité et le second à l'opposition.

Pour le reste, la bipolarisation des opinions est balayée. Malgré ses pro*grès, l'adhésion communiste reste* minimale — ceux qui restent fidèles au P.C. sont probablement les plus influencés par le vieux discours anti-présidentiel et les plus marqués par les 15 % de G. Marchais le 26 avril 1981. Malgré son recul, l'adhésion R.P.R. reste importante — difficile d'oublier que le père fondateur du mouvement gaulliste fut aussi celui de la République nouvelle. Quant aux barro-giscardiens libéralo-centristes, ils deviennent plus sceptiques, dans le malaise d'une présidence révolue et l'absence d'un attachement originel. *Last but not least, les socialistes battent tous les* records de légitimisme ; l'un des leurs est à la présidence, la République leur appartient.

*Seule cette extrême politisation* du jugement constitutionnel des Français explique leur perception négative du fonctionnement des institutions depuis l'arrivée de la gauche au pouvoir : 46 % contre 40 % répondent qu'elles « ont fonctionné pas très bien ou pas bien du tout », parce que telle est l'opinion de 27 % des socialistes, 33 % des communistes, 62 % des U.D.F. et 68 % des R.P.R. On voit pourtant mal comment le constitutionnaliste le plus hostile à la gauche pourrait démontrer un dysfonctionnement de nos institutions depuis 1981, sauf à tenir pour tel quelque désaccord entre ministres. L'alternance s'est opérée dans une douceur et une facilité institutionnelle défiant tous les pronostics. Les dirigeants de gauche ont assimilé à une vitesse étonnante les *mécanismes de la Vᵉ République* permettant d'imposer les vues du sommet au Parlement et aux partis de la majorité. Bref, la République a *suivi son cours habituel sans connaî*tre la moindre mutation mitterrandienne.

**TABLEAU N° 2**
**QUI GOUVERNE ?**

*A l'heure actuelle, en France, qui fixe les grandes orientations de la politique française ?*

| | Plutôt le Parlement | Plutôt le président de la République | Plutôt le gouvernement |
|---|---|---|---|
| 1978 | 9 % | 42 % | 33 % |
| 1983 | 11 % | 31 % | 42 % |

**TABLEAU N° 3**
**QUI DEVRAIT GOUVERNER ?**

*Qui devrait, à votre avis, fixer les grandes orientations de la politique française ?*

| | Le Parlement | Le président de la République | Le gouvernement |
|---|---|---|---|
| 1978 | 33 % | 24 % | 36 % |
| 1983 | 26 % | 25 % | 35 % |
| P.C. | 24 % | 22 % | 39 % |
| P.S. | 19 % | 32 % | 43 % |
| U.D.F. | 31 % | 28 % | 28 % |
| R.P.R. | 34 % | 26 % | 33 % |

Tout au plus a-t-elle subi, aux *yeux de nos concitoyens, une légère* inflexion gouvernementaliste. La décision suprême paraît émaner moins de l'Elysée, plus de Matignon *et des ministères (voir tableau n° 2).* Cette impression est partagée par toutes les familles politiques, mais de façon plus sensible chez les sympathisants R.P.R. (54 % aujourd'hui contre 29 % il y a cinq ans). On serait tenté d'en déduire que les Français regrettent le poids de « l'élite rose » et éprouvent la nostalgie d'une omniprésence présidentielle, mais leurs réponses à une question de vœux et non plus de constat, en la même matière, incitent à la prudence. Une courte et très relative majorité se dégage à nouveau pour estimer que c'est le gouvernement « qui devrait fixer les grandes orientations de la politique française » (voir tableau n° 3).

Il est vrai qu'en ce qui concerne les sous-groupes politiques, on retrouve notre opportunisme constitutionnel : U.D.F. et R.P.R. sont *plutôt parlementaristes, les commu*nistes gouvernementalistes (39 %) et, surtout, les moins présidentialistes (22 %). L'ombre de 1986 éclipse déjà les *sunlights* socialistes de 1981, les chiraquiens sont devenus plus favorables au Parlement que les sympathisants du P.S. : 34 % d'entre eux estiment qu'il devrait fixer les grandes orientations politiques contre 19 % des socialistes ; 31 % des R.P.R. souhaitent que « dans l'avenir..., le Parlement ait un rôle plus important », contre *28 % des socialistes (29 % des com*munistes, 17 % des U.D.F., 24 % de l'ensemble des Français).

Tout attachés qu'ils soient à la *Vᵉ République, tout incertains qu'ils* puissent être quant à l'attribution abstraite du pouvoir entre les principaux organes de l'Etat, les Français *ont des opinions précises quant à* l'avenir constitutionnel. Le faible nombre des sans-réponses sur des questions pourtant aussi techniques qu'hypothétiques l'atteste. Domine ici l'impression d'une opinion très démocrate, au sens quasi rousseauiste du terme : le peuple doit décider.

Ainsi les Français expriment-ils leur fidélité au programme commun de la gauche — à moins que ce ne soit au projet pompidolien de naguère — ils souhaitent la réduction du mandat présidentiel à cinq ans, et ce quelle que soit leur préférence politique (voir tableau n° 4), et d'ailleurs, quels que soient leur âge, leur sexe, leur profession. Seuls les communistes et les personnes âgées de 65 ans et plus se partagent également entre le quinquennat et le septennat (46 % pour ces derniers, tandis que les 18-24 ans optent à 67 % pour le quinquennat).

Cette revendication demeure pourtant respectueuse du monarque : dans l'hypothèse d'un septennat maintenu, les électeurs ne souhaitent pas que l'on interdise à un président de solliciter un deuxième mandat (69 % estiment que le président aurait le droit de se représenter, 27 % seraient hostiles à la rééligibilité). La préférence de l'actuel président pour le non-renouvellement, exprimée lors de son arrivée au pouvoir, n'est ratifiée par aucune catégorie de Français. Tous les groupes politiques défendent massivement la possibilité d'un deuxième mandat (R.P.R. 69 %, U.D.F. 71 %, P.S. 72 %, P.C. 81 %). La Constitution ne doit pas décréter l'éventuelle lassitude du peuple.

**TABLEAU N° 4**
**UN CONSENSUS POUR LE QUINQUENNAT**

*A votre avis, la durée du mandat présidentiel doit-elle être de sept ans comme actuellement ou de cinq ans ?*

| | Sept ans | Cinq ans |
|---|---|---|
| Ensemble | 35 % | 60 % |
| P.C. | 49 % | 49 % |
| P.S. | 43 % | 53 % |
| U.D.F. | 29 % | 67 % |
| R.P.R. | 33 % | 63 % |

Autre signe de la demande de démocratie, le référendum est plébiscité. On objectera que les sondés répondent toujours favorablement lorsqu'il est question de leur accorder un pouvoir supplémentaire. Ils étaient pourtant une majorité en octobre 1977 (Sofres-*Sud-Ouest*) pour estimer que « ce serait une mauvaise chose d'organiser fré*quemment des référendums car* les gens ne sont pas assez compétents pour trancher les problèmes politiques » (44 % contre 40 % en faveur des référendums). Ils ne sont plus que 32 % à opter pour cette réponse sceptique contre 59 % d'adeptes du référendum. Ici encore, les plus jeunes s'opposent aux plus âgés par leur nouvelle culture démocratique (66 % des 18-24 ans en faveur des référendums contre 49 % des 65 ans et plus). Ici aussi, le renversement vient de la droite, ou, pour mieux dire, de l'opposition (voir tableau n° 5). Effet d'alternance, à n'en point douter, en vertu duquel le pouvoir peut être totalement délégué aux représentants lorsqu'ils expriment vos idées, non lorsqu'ils sont vos adversaires ; effet de conjoncture, de surcroît, puisqu'un appel au référendum est sorti, en juin dernier, de la bouche du maire de Paris ; effet de question, enfin, puisque l'adverbe *fréquemment* n'est pas repris en 1983.

**TABLEAU N° 5**
**LE RÉFÉRENDUM PLÉBISCITÉ**

*Ce serait une bonne chose d'organiser des référendums pour permettre aux gens de trancher les grands problèmes politiques.*

| | Ensemble | Réponses par préférence partisane, des moins favorables aux plus favorables |
|---|---|---|
| 1977 | 40 % | U.D.F. 29 %, R.P.R. 30 %, P.C. 49 %, P.S. 51 % |
| 1983 | 59 % | P.C. 52 %, P.S. 53 %, R.P.R. 63 %, U.D.F. 65 % |

Quant au mode de scrutin pour élire les députés, la question ne laisse pas les Français indifférents (87 % expriment une opinion), mais elle les divise tous, 44 % choisissent la représentation proportionnelle, 43 % le scrutin majoritaire. A l'exception des communistes, proportionnalistes à 69 %, et des écologistes ou autres hors-jeu, les électorats ne connaissent que de faibles majorités pour l'actuel mode de scrutin, y compris chez les socialistes, une fois de plus ralliés par le *10 mai. Lors de l'enquête Sofres-Sud-Ouest* d'octobre 1978, 57 % des sympathisants du P.S. choisissaient la proportionnelle, ils ne sont plus *que 45 % aujourd'hui*; 25 % adoptaient le scrutin majoritaire, ils sont 48 %.

En définitive, seule compte l'élection. L'horizon 86 perturbe déjà le jeu politique — et de proliférer les petites phrases sur la cohabitation. L'enquête de la Sofres nous révèle ici un véritable bouleversement des opinions constitutionnelles. Alors que les sondages sont supposés fabriquer du consensus, alors que le président passe aussi pour un arbitre, alors que les Français étaient tenus pour respectueux des échéances constitutionnelles, alors que, par-delà la diversité des conjonctures et des formulations des questions, il ne s'est jamais trouvé, de 1965 à nos jours, qu'une petite minorité, toujours inférieure au tiers des Français, pour prôner la démission du président en cas de victoire de l'opposition à l'Assemblée nationale, alors que Jacques Chirac lui-même, pendant que le sondage était réalisé, déclarait l'accord possible avec l'actuel président, voici qu'une majorité de Français préfèrent sa démission. (Voir tableau 6.)

Ce retournement de l'opinion relève des explications qui procèdent, essentiellement de la politisation des options constitutionnelles des partisans de l'opposition. Qu'importe la Constitution face à la reconquête. A l'U.D.F. et au R.P.R. ils n'étaient que 9 % à souhaiter la démission de Valéry Giscard d'Estaing en cas de victoire de la gauche en 1978 : ils sont 68 % et 73 % à estimer aujourd'hui que si la gauche perd le président doit partir. Secondairement, une partie des électeurs de gauche réagissent de même, peut-être fidèles à leurs idées d'hier. Il reste un quart des électeurs communistes et socialistes pour estimer que tout changement d'option exprimé par des élections nationales doit se traduire par une alternance complète et par l'exclusion de tout compromis. A la véhémence de l'opposition s'ajoute alors l'intransigeance d'une fraction de la majorité — au détriment éventuel du mandat de François Mitterrand.

Qu'en déduira le président ? Il peut d'abord garder l'espoir de gagner les législatives si passe l'état de disgrâce, de ne point les perdre si le mode de scrutin est ajusté, de cohabiter avec l'ex-opposition si la gauche est vaincue, mais dans un climat moins hostile. Cette enquête du 25ᵉ anniversaire porte en effet les stigmates d'une conjoncture austère. Au-delà de ces souhaits banals, François Mitterrand pourrait également tirer des conclusions plus audacieuses, à l'écoute de ces aspirations démocratiques. Les Français aiment le référendum et veulent réduire le mandat présidentiel à cinq ans. Les cent dix propositions du candidat élu le 10 mai l'envisa*gaient. Un de ses prédécesseurs* a amorcé la procédure — autre anniversaire, c'était il y a dix ans. Georges Pompidou renonça, craignant de ne pas obtenir une majorité des 3/5 au Parlement réuni à Versailles. Mais l'article 89 de la Constitution offre une autre issue : le peuple, dont 51 % des voix suffisent. Sur ce point, François Mitterrand recueillerait sans doute une majorité. A condition que les Français acceptent de ne se prononcer que sur le quinquennat. Une solution pour demain ?

**TABLEAU N° 6**
**1986 : LE REFUS DE LA COHABITATION**

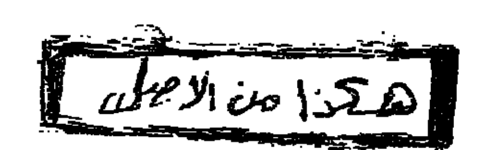
*En cas de victoire de l'opposition aux prochaines élections législatives, souhaitez-vous que M. Mitterrand...*

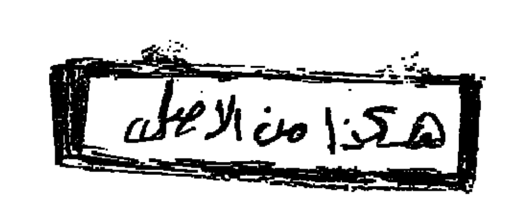
| | Reste jusqu'à la fin de son mandat | Démissionne |
|---|---|---|
| 1983 - Ensemble | 42 % | 46 % |
| P.C. | 70 % | 25 % |
| P.S. | 71 % | 23 % |
| U.D.F. | 20 % | 68 % |
| R.P.R. | 19 % | 73 % |
| Rappel février 1978 Giscard d'Estaing | | |
| Ensemble | 68 % | 23 % |
| P.C. | 37 % | 53 % |
| P.S. | 60 % | 32 % |
| P.R. | 95 % | 2 % |
| R.P.R. | 89 % | 9 % |

(*) Professeur à l'université de Franche-Comté, directeur de la revue *Pouvoirs.*

(1) Enquête Sofres réalisée du 16 au 22 septembre 1983 auprès d'un échantillon national de mille personnes et publiée dans *le Figaro* du 28 septembre 1983 (*le Monde* du 29 septembre). Pas moins de quatorze questions ont été posées, ce qui tranche fort heureusement avec la rareté et la brièveté des sondages en matière constitutionnelle.









Le Monde

# étranger

## PROCHE-ORIENT

### Les responsables de la diplomatie française considèrent le conflit irano-irakien comme le plus grave depuis la seconde guerre mondiale

**« *Nous demanderons à l'Algérie, en raison de ses bonnes relations avec l'Iran, de faire cesser la guerre du Golfe et d'exhorter l'Iran à négocier avec l'Irak* », a déclaré le premier ministre du Koweït, cheikh Saad Al Sabah, à la veille de la visite officielle de trois jours que doit effectuer dans l'émirat le premier ministre algérien, M. Mohamed Benahmed Abdelghani, à partir de ce lundi 3 octobre. L'Algérie semble, en effet, le pays le mieux placé pour relancer la médiation qu'elle avait entamée, il y a deux ans, et mise en veilleuse après la mort de son ministre des affaires étrangères, M. Ben Yahia, en mai 1982, alors qu'il se rendait à Téhéran.**

**Parallèlement, les armées des six Etats du Conseil de coopération du Golfe (Arabie Saoudite, Bahrein, Emirats arabes unis, Koweït, Qatar et Oman) ont entamé, dimanche, des manœuvres communes pour démontrer qu'elles s'opposeront à toute menace sur les champs pétrolifères de la région, alors que la tension est montée encore d'un cran entre l'Irak et l'Iran. Bagdad a menacé de prendre des mesures de représailles si l'Iran venait à mettre à exécution sa menace de bloquer le détroit d'Ormuz. De son côté, Téhéran a annoncé que soixante-sept civils ont été tués par quatre missiles irakiens lancés sur Dezfoul et Andimechk dans la nuit de jeudi à vendredi. Dans les milieux politiques français, on confirme cependant que Paris livrera les Super-Etendard à l'Irak. – *(Reuter, A.F.P.)***

New-York. – Après une semaine de contacts et de consultations facilités par l'ouverture de la 38e Assemblée générale des Nations unies, les responsables de la diplomatie française ont fait le point sur un certain nombre de problèmes en cours. Ils ont procédé à un vaste tour d'horizon avec le secrétaire d'Etat américain, M. George Shultz, qu'ils ont rencontré à plusieurs reprises. Le déploiement prochain des missiles américains en Europe, les tensions Est-Ouest à la suite de l'affaire du Boeing sud-coréen et le dernier discours de M. Andropov, enfin la situation au Liban et le sort de la force multinationale ont été au cœur des entretiens.

Les diplomates français disent avoir été tout à fait rassurés par les déclarations du département d'Etat qui ont suivi les allusions malheureuses du vice-président, M. George Bush, à l'opportunité d'inclure un jour les missiles français et britanniques dans la négociation sur la réduction des armements nucléaires. On estime en effet que la position américaine sur la question n'a pas changé, et l'on confirme l'intention de Paris de limiter sa force nucléaire au « *seuil de la crédibilité* ».

De notre correspondante

A propos de la livraison des Super-Etendard à l'Irak, les officiels français se sont montrés aussi évasifs qu'agacés devant les questions pressantes des journalistes. Ils ont démenti que les Américains aient tenté d'exercer des pressions sur Paris à ce propos et assuré, d'ailleurs, que « *le mot* pressions *a heureusement disparu* » du vocabulaire franco-américain.

#### Des Super-Etendard agaçants...

Mais les diplomates français considèrent la guerre entre l'Iran et l'Irak, tant par les pertes qu'elle provoque que par ses enjeux, comme le conflit le plus grave depuis la fin de la dernière guerre mondiale. Ils estiment qu'à terre la capacité de résistance des Irakiens s'est affirmée : ce serait même la raison pour laquelle l'Iran brandit maintenant l'arme économique en menaçant de fermer le Golfe aux exportations de pétrole. Le résultat de cette nouvelle résistance irakienne et des menaces iraniennes est, selon les officiels français, un rapprochement entre les pays du Golfe et Bagdad. On comprend, du côté français, les inquiétudes des Iraniens, qui vivent durement leur révolution, mais on estime impossible de céder à leur chantage.

Paris attend avec intérêt le sommet arabe de novembre en Arabie Saoudite, mais juge qu'on n'arrivera à un règlement stable au Proche-Orient que si les pays arabes parlent d'une même voix sur les grands problèmes : la guerre irako-iranienne, la place d'Israël dans la région, le sort des Palestiniens et de leur futur Etat, l'unité du Liban, au sujet duquel on veut rester optimiste en s'attendant à une négociation extrêmement lente. On fait remarquer que, lorsque le prince Bandar d'Arabie Saoudite a commencé à négocier à Damas, ses chances de succès paraissaient très minces au milieu des déclarations prédisant la fin imminente du régime de M. Gemayel.

L'une des questions les plus pressantes est aujourd'hui l'envoi d'observateurs au Liban pour assurer le maintien du cessez-le-feu. Le Conseil de sécurité des Nations unies a recommencé, vendredi, ses consultations informelles sur la question. La Jordanie s'est montrée plus favorable qu'il y a quinze jours à l'envoi d'observateurs de l'ONU. Le secrétaire général, M. Perez de Cuellar, qui assistait au conseil, s'est clairement prononcé pour cette solution. Mais l'Union soviétique et la Syrie estiment que les Nations unies n'ont pas à intervenir dans une « *affaire intérieure* » au Liban, ni à se substituer aux parties en cause pour désigner la nationalité des observateurs.

On estime cependant, dans les milieux diplomatiques français, que ces observateurs – qui doivent, par définition, être impartiaux, et dont la tâche sera, dans un premier temps, de veiller à l'application du cessez-le-feu – ne pourraient être mieux choisis qu'au sein des Nations unies. La France serait prête, pour sa part, à en fournir un contingent, mais personne ne le lui a demandé. Il est d'ailleurs peu probable que les nationalités représentées au sein de la force multinationale soient sollicitées pour cette nouvelle tâche. Pourtant, fait-on remarquer chez les Français, Paris avait été le premier, il y a un an, lorsque la force multinationale avait été constituée, à souligner qu'il ne considérait cette solution que comme provisoire, en attendant que les Nations unies prennent pied à Beyrouth, sous une forme ou sous une autre.

NICOLE BERNHEIM.

### Egypte

#### POUR RECONDUIRE L'ÉTAT D'URGENCE

### Le pouvoir invoque treize tentatives de déstabilisation depuis un an

Le Caire *(A.F.P., Reuter)*. – Le Parlement égyptien réuni en session extraordinaire a décidé dimanche 2 octobre, à une large majorité, au terme de deux jours de débats, la reconduction de l'état d'urgence, décrété après l'assassinat du président Anouar El Sadate le 6 octobre 1981. Cette loi prévoit notamment la suspension des libertés individuelles avec la possibilité pour la police de procéder à des arrestations, de jour comme de nuit, sans mandat d'arrêt. Les attroupements de plus de trois personnes sont interdits, et les partis politiques ne peuvent tenir des réunions qu'au siège de leur parti.

Pour justifier la demande du gouvernement de proroger pour un an l'état d'urgence, le ministre de l'intérieur, M. Hassan Abou Bacha, a déclaré au Parlement :

« *Nous avons découvert, depuis octobre dernier, treize tentatives de groupes terroristes armés de la droite et de la gauche qui avaient essayé de miner la sécurité de l'État, et nous avons envoyé leurs auteurs devant la justice.* » Il a précisé qu'en février dernier une « *organisation terroriste étrangère* » avait été démantelée au Caire. Elle était en possession de 225 kilos d'explosifs. Il a indiqué que tous ses membres avaient été expulsés. A l'époque, la presse égyptienne avait parlé de « *groupes extrémistes palestiniens* ». En outre, bien que le ministre ne l'ait pas dit ouvertement, le gouvernement du président Moubarak estime que tout péril intégriste n'est pas écarté.

### Liban

### Beyrouth réagit vivement à la prétention de M. Joumblatt d'instaurer une « administration civile » dans le Chouf

Beyrouth. – M. Walid Joumblatt vient de prendre deux initiatives au cours d'un week-end durant lequel les Beyrouthins, pour la première fois depuis l'invasion israélienne de juin 1982 et même au-delà, pouvaient enfin rouler en toute quiétude et sans passer de « frontières » sur une quarantaine de kilomètres vers le sud, distance inestimable pour une ville rétrécie aux dimensions de sa municipalité. Le dirigeant druze a, en effet, proclamé samedi 1er octobre la naissance d'une « *administration civile* » dans le Chouf, et a demandé, le lendemain, aux officiers et soldats de la caserne de l'armée à Hammanah, en territoire sous contrôle syrien, de ne pas exécuter les ordres de leur commandement. Il a aussitôt provoqué dans les allées du pouvoir un branle-bas de combat contre une attitude qualifiée de « *partitionniste* ». La « commission populaire » mise en place par M. Joumblatt pour administrer le Chouf est en effet exclusivement druze. L'influent journal *An Nahary* voit les prémices d'un canton ou même d'un Etat druze. Il relève la réorganisation distinguant un haut Chouf « druze », de loin le plus peuplé et un bas Chouf « chrétien » où se retrouveraient les réfugiés de l'autre secteur, ainsi que l'interdiction aux agents de l'Etat d'assurer désormais les services publics ainsi des techniciens de l'office d'électricité qui réparaient les câbles d'alimentation ont été séquestrés dimanche). Le journal observe, en outre, que l'initiative de M. Joumblatt coïncide avec le projet syrien d'administration autonome de la Bekaa, au nord et dans la portion de la montagne sous sa tutelle et recoupe également le « *projet israélien bien avéré* » de création d'une entité druze faisant tampon entre la présence israélienne au Liban sud et la présence syrienne dans la Bekaa et au nord.

C'est avec insistance que les médias, en particulier phalangistes, relèvent le double satisfecit décerné par Israël, au cours des dernières vingt-quatre heures, à M. Joumblatt : pour avoir promis d'exclure les Palestiniens du Chouf grâce aux « *excellentes relations nouées avec les druzes* », et carrément, pour avoir mis en place son administration autonome. Décidément, les relations sont loin d'être au beau fixe entre les partis chrétiens et leur ex-allié et protecteur israélien !

#### Une mesure provisoire ?

Le président Amine Gemayel et le chef du gouvernement Chafic Wazzan se sont longuement concertés et ont décidé de saisir du problème les quatre pays contribuant à la force multinationale (Etats-Unis, France, Grande-Bretagne, Italie), ainsi que l'U.R.S.S. et la Chine. Ils ont consulté l'un des « ténors » du camp chrétien, M. Camille Chamoun, qui connaît bien le Chouf pour en être député. Ce dernier a quelque peu dédramatisé la situation en déclarant : « *Je suis convaincu qu'il ne s'agit pas de partition mais d'une option ressemblant à la création d'un canton fédéral (...). Je pense que la mesure est provisoire car je sais que Walid est contre le confessionnalisme, bien que le comité qu'il a formé soit indéniablement confessionnel.* »

De notre correspondant

M. Joumblatt avait lui-même, avant de proclamer son administration civile, souligné : « *Nous voulons préserver cette patrie (...). Deux possibilités s'offrent à cet égard : la suppression du confessionnalisme politique... ou une répartition plus raisonnable du pouvoir entre les différentes communautés.* » Il avait dénoncé en termes très vifs les massacres de chrétiens à Maasser-el-Chouf, promettant un châtiment sévère de leurs auteurs, et donné sa « *parole de druze* » de ne pas toucher au village chrétien de Deir-el-Kamar assiégé par ses forces.

Autre argument développé par ceux qui sont persuadés de la « réversibilité » du processus : en secteur chrétien comme en secteur progressiste, ont déjà fleuri de nombreuses administrations autonomes, dont un projet mort-né du mouvement national de M. Joumblatt lui-même en 1981, et l'exercice du pouvoir *de facto*, y compris du pouvoir administratif là où cela les arrange, par les forces libanaises (chrétiennes) du temps même de Béchir Gemayel.

Dimanche, en signe de bonne volonté à l'égard des druzes, les Forces libanaises ont libéré environ deux cents d'entre eux, habitants de la zone de Kfarmat tombée sous leur occupation. Ces semi-prisonniers n'ont cependant pas été remis à M. Walid Joumblatt, mais à son rival druze, l'émir Arslane.

Le second coup d'éclat du week-end de M. Joumblatt est d'avoir harangué quelque six cents hommes dans la caserne de Hammanah. Cette initiative, présentée comme un début de scission de l'armée, est cependant ramenée à des proportions plus modestes par deux sources militaires qui soulignent que M. Joumblatt n'a pas demandé à ces hommes de rallier ses rangs, et donc de déserter, mais de ne pas obéir aux ordres reçus de Beyrouth, « *tant qu'il n'y aura pas de consensus national* ». En outre les destinataires de cette invitation seraient au nombre de deux cents et non de six cents, tous druzes, à l'exception de quelques chrétiens.

Enfin, ces soldats étaient, en tout état de cause « inutilisables » par l'armée, faisant partie des cinq mille hommes maintenus à titre symbolique pour exprimer la souveraineté nationale dans les zones sous occupation syrienne et israélienne. Ils avaient déjà pour consigne de ne pas entreprendre d'action, d'éviter même de répondre aux provocations et de ne se défendre que s'ils étaient attaqués.

LUCIEN GEORGE.

### Israël

### M. le ministre purge sa peine...

De notre correspondant

Jérusalem. – Pendant trois mois, le commissariat de police de Beit-Dagan, dans la banlieue de Tel-Aviv, va accueillir un greffier intérimaire hors du commun : M. Aaron Abouhatzera, ancien ministre des cultes et chef de file du parti Tami, une des petites formations de la coalition gouvernementale sortante. Accusé d'avoir détourné les fonds d'une organisation de bienfaisance, M. Abouhatzera avait été condamné en août par la Cour suprême, a trois mois de prison ferme. Mais la loi prévoit que la peine peut être commuée en mise à l'épreuve si le condamné accepte d'accomplir pendant la même période des travaux « *d'utilité sociale* ».

L'ancien ministre a tout d'abord accepté l'idée d'aller en prison, puis s'est ravisé – grand seigneur – « *de peur que ses partisans ne déclenchent des désordres* » devant l'établissement. Jusqu'à la fin décembre, il classera donc des fiches de police pendant huit heures par jour. Son « *épreuve* » débutait dimanche 2 octobre. Il est arrivé au commissariat, tout sourire, et conduit par son chauffeur, avec deux heures de retard.

L'opposition s'indigne, car M. Abouhatzera n'a pas renoncé à son siège de député, bien que plusieurs élus aient demandé sa suspension. Il a toutefois demandé à ne pas fréquenter la Knesset pendant qu'il purgera sa peine. Fera-t-il une exception pour le débat d'investiture de M. Shamir ?

L'affaire illustre, une nouvelle fois, les privilèges des parlementaires en Israël. En 1977, déjà, le financier Samuel Flatto Sharon avait pu échapper à l'extradition réclamée par la France en se faisant élire au Parlement.

M. Abouhatzera est un homme à ménager. Avec ses trois députés, le parti Tami, porte-parole des religieux séphارades (israéliens originaires du monde arabe) est un partenaire indispensable au Likoud. N'a-t-il pas plusieurs fois menacé ces derniers mois de reprendre sa liberté si la majorité ne tenait pas assez compte de ses exigences ?

Le quotidien *Davar*, proche des travaillistes, demande à la police de veiller au moins à ce que le commissariat de Beit-Dagan ne devienne pas pour les partisans de l'ancien ministre « *un lieu de pèlerinage* ».

J.-P. LANGELLIER.

## A TRAVERS LE MONDE

### Afghanistan

● KABOUL ANNONCE LA MORT D'UN « ESPION BRITANNIQUE ». – « *Un espion britannique* », M. Steward Bodman, a été tué, le 1er juillet dernier, au cours d'un affrontement armé alors qu'il accompagnait un « *groupe de contre-révolutionnaire* », a annoncé, lundi 3 octobre, un communiqué de l'agence afghane Bakhtar, reçu à Paris. Selon l'agence, qui cite des documents présentés par le ministère des affaires étrangères, ce ressortissant britannique faisait partie d'un « *groupe d'agents étrangers commandité par deux organisations suspectes* », chargé de « *collecter des renseignements secrets* » et de « *semer la terreur et la destruction en Afghanistan* ». Il aurait été en possession d'un matériel perfectionné de « *communication par satellite* », avec « *système de codage informatisé* ». L'agence affirme encore que le « *groupe* » projetait d'installer des instruments de surveillance dans différentes parties de l'Afghanistan et d'« *assurer une liaison avec un satellite américain* ».

### États-Unis

● LA POPULARITÉ DE M. REAGAN. – 59 % des Américains approuvent M. Reagan, selon un sondage publié lundi 3 octobre par le magazine *Time*, et 48 % souhaitent qu'il se représente en 1984. La popularité du président est plus élevée chez les hommes que chez les femmes et chez les Blancs plus que chez les Noirs. La proportion d'Américains qui approuvent M. Reagan a nettement augmenté ces derniers mois, de 45 % en mars à 54 % en juin.

### Israël

● UN DÉTENU FRANÇAIS BLESSÉ. – M. Henry Eichholtzer, jeune Français originaire de Mulhouse poursuivi en Israël pour atteinte à la sûreté de l'Etat, a été blessé vendredi 30 septembre au cours d'une mutinerie dans la maison d'arrêt de Petah-Tikva où il est emprisonné depuis le 18 septembre, a annoncé dimanche son avocat, Me Daniel Roth. La police a confirmé que le jeune homme a été admis à l'hôpital Belinson de Tel-Aviv. – *(A.F.P.)*

### Philippines

● QUARANTE-SIX MORTS DANS UNE EMBUSCADE. – Trente-neuf soldats, un milicien et six civils ont trouvé la mort dans une embuscade dans l'île de Mindanao, jeudi 29 septembre, a-t-on annoncé de source militaire à Manille. L'embuscade aurait été tendue par la nouvelle armée populaire (N.P.A., communiste). –

### R.F.A.

● MANIFESTATION ANTI-NAZIE. – Cinquante et une personnes ont été blessées au cours des affrontements qui ont opposé, samedi 1er octobre à Fallingsbottel, mille cinq cents manifestants antifascistes aux forces de l'ordre. Les manifestants voulaient empêcher la tenue dans cette ville (proche de l'ancien camp de concentration de Bergen-Balsen) d'une réunion du parti d'extrême droite N.P.D. – *(A.F.P.)*

### République Sud-Africaine

● UN DÉTENU NOIR A ÉTÉ TUÉ, vendredi 30 septembre, au cours d'un nouvel incident à la prison de haute sécurité de Barberton (Transvaal). Selon les autorités pénitentiaires, le prisonnier avait poignardé un responsable de la prison, un lieutenant-colonel, et blessé un autre gardien. Il a été tué d'un coup de fusil par un surveillant. En dix mois, c'est le douzième prisonnier qui périt de mort violente à Barberton. Le gouvernement a ouvert une enquête officielle sur les conditions de détention dans ce complexe pénitencier, à la suite du procès de huit gardiens accusés de meurtre et de voies de fait contre les détenus. – *(A.F.P., Reuter.)*

### Suède

● LE PARTI LIBERAL A UN NOUVEAU PRESIDENT. – M. Bengt Westerberg a été élu, samedi 1er octobre, président du parti libéral. Il succède à l'ancien premier ministre, M. Ola Ullsten, qui a donné sa démission cet été, tirant les conséquences de la défaite du gouvernement « bourgeois » aux élections de septembre 1982. M. Westerberg, un économiste âgé de quarante ans, est partisan d'une politique à long terme de lutte contre le chômage, d'une relance de l'initiative privée et d'une réduction de l'importance du secteur public. – *(A.F.P.)*

### Pakistan

● FLAGELLATION POUR ADULTÈRE. – Une Pakistanaise, Mme Lal Mai, condamnée pour adultère par des juges islamiques, a reçu, samedi 1er octobre, quinze coups de fouet devant plus de cinq mille personnes, dans le sud du Pendjab. Elle doit purger, en outre, une peine d'un an de travaux forcés.

# EUROPE

## Grande-Bretagne

# Le parti travailliste a élu ses nouveaux dirigeants

**M. Neil Kinnock, député gallois, représentant la tendance centre-gauche du parti travailliste, a été élu leader de ce parti, le dimanche 2 octobre, au congrès de Brighton. M. Kinnock l'a emporté facilement avec 71,2 % des voix, très loin devant MM. Roy Hattersley (centre droit), *Heffer (gauche radicale) et Shore (droite, anti-européen)*. Il a obtenu une très large majorité dans les trois collèges électoraux (syndicats, groupe parlementaire, sections locales).**

**Dans la soirée, M. Roy Hattersley se voyait attribuer avec 67 % des voix le poste de leader adjoint, devançant de loin lui aussi son principal rival, M. Michael Meacher, candidat de l'extrême gauche.**

## M. NEIL KINNOCK : un homme de cœur plutôt que de tête



La victoire de M. Neil Kinnock est avant tout celle d'un homme qui a été assez habile et chanceux pour exploiter à son avantage le glissement à gauche du parti travailliste. Mais le nouveau leader doit aussi son succès au capital de sympathie qu'il a accumulé pendant vingt-six années de militantisme.

D'un naturel jovial et spontané, gaffeur même, toujours *prêt à taper dans un ballon ou à* joindre sa voix éraillée au chœur des réunions politiques, ce Gallois de quarante et un ans a su se *faire* aimer de ses camarades. Son éloquence et son esprit en ont fait, en outre, un orateur recherché dans les réunions ou les émissions de télévision ; il ne semble jamais fatigué de passer d'un studio à l'autre, de prononcer d'interminables discours dans d'obscures salles de banlieue (au risque d'attraper, comme durant la campagne des législatives, une sérieuse extinction de voix).

Du charme, du punch, de la passion, mais aussi une vulnérabilité face aux critiques, une pro*fondeur intellectuelle qui n'a ja*mais paru excessive et une tendance à se laisser emporter par le flot fougueux de ses pro*pres paroles, M. Neil Kinnock* appartient à la catégorie des hommes politiques de cœur plutôt que de tête.

Ses origines ouvrières – il est issu d'une famille de mineurs – lui permettent de manifester quelque méfiance envers le socialisme « acquis » et cérébral de certains travaillistes d'origine bourgeoise, comme M. Tony *Benn, le porte-parole de la gau*che radicale.

Né en 1942 dans le sud du Pays de Galles, M. Neil Kinnock entre au parti *travailliste à l'âge* de quinze ans. Après avoir obtenu un diplôme de relations industrielles à l'université de Cardiff, au terme d'études sans éclat, il enseigne quelques années dans sa région, tout en continuant de militer au Labour.

Elu en 1970 député de la circonscription galloise d'Islwyn, il développe des relations étroites avec le représentant d'une circonscription voisine, M. Michael Foot, dont il restera l'ami loyal, en dépit d'un désaccord sur la question de la dévolution au Pays de Galles. Quatre ans plus tard, le jeune Kinnock devient secrétaire parlementaire de M. Foot au ministère de l'emploi, un poste *qui constitue à ce jour son* seul contact avec les réalités gouvernementales.

M. James Callaghan, à l'époque où *il tentait désespérément* de s'attirer les bonnes grâces de l'aile gauche travailliste, l'invita plusieurs fois à entrer dans son gouvernement, mais en vain. Cette attitude négative a privé M. Kinnock de toute expérience du pouvoir – une faiblesse surtout évoquée dans les secteurs du Labour, où sa réussite a fait des jaloux, – mais elle lui a permis de préserver une virginité politique presque totale qui l'a considérablement avantagé dans son duel avec M. Roy Hattersley *pour le poste de leader*.

Situé au centre gauche de l'éventail travailliste – une position réputée idéale pour qui aspire à diriger le Labour, – M. Neil Kinnock a épousé sans problèmes les idées radicales contenues dans le dernier programme électoral de son parti. Depuis la déroute travailliste aux législatives, il a cependant assoupli certaines de ses positions. Ainsi, s'il semble toujours aussi attaché au principe de désarmement nucléaire unilatéral, il ne considère plus comme une *priorité le retrait* de la Grande-Bretagne de la C.E.E., une des idées-forces du programme travailliste. Cette *volte-face, dont la légèreté* a choqué plus d'un militant, a eu le mérite de révéler que derrière un socialiste gallois idéaliste se cachait une « bête politique », très intéressée par la conquête du pouvoir.

*(Intérim.)*

## M. ROY HATTERSLEY : un héritier de M. Harold Wilson

*« A l'âge de douze ans, parce que j'étais un Hattersley, je savais que j'étais un travailliste »*, a dit un jour le nouveau leader adjoint du *Labour. Né en 1932 à* Sheffield, M. Roy Hattersley milite au parti travailliste depuis l'âge de dix-sept ans. Élu successivement conseiller municipal de sa ville natale et député d'une circonscription de Birmingham, il occupa divers postes gouvernementaux avant de devenir secrétaire d'Etat au Foreign Office, puis ministre des prix et de la consommation entre 1974 et 1979. Au cours de sa carrière parlementaire, il fut plusieurs fois porte-parole sur des sujets très *divers : défense, éducation*, aménagement du territoire, affaires intérieures.

Partisan convaincu de la C.E.E., il compta un temps parmi les alliés de M. Roy Jenkins à l'intérieur du parti travailliste. Mais lorsque que celui-ci démissionna du cabinet fantôme en 1972, après s'être trouvé en désaccord avec Harold Wilson sur la question de l'entrée de la *Grande-Bretagne dans la Com*munauté, Roy Hattersley ne put se résoudre à le suivre et accepta même une promotion dans *l'équipe Wilson. Il déserta* ensuite complètement le camp Jenkins, pour se rallier à James Callaghan, alors héritier présumé de *Harold Wilson*.

Celui que ses critiques appellent parfois *« Harold Wilson numéro deux »* appartient à l'aile droite du parti, mais reste attaché à un certain égalitarisme, notamment en matière de revenus et d'éducation (il partage avec M. Neil Kinnock une forte hostilité à l'égard des écoles privées). Journaliste de talent et auteur de cinq ouvrages, M. Roy Hattersley a reçu un prix pour ses chroniques régulières dans le *Guardian, Punch* et le *Listener*.

*(Intérim.)*

## Portugal

# Le P.S. se ressoude autour de M. Soares

*(De notre correspondant)*

Lisbonne. – *« Réconciliation »* : tel a été le mot-clé du cinquième congrès du parti socialiste portugais, qui, du 30 septembre au 2 octobre, a réuni, à Lisbonne, un millier de délégués. Réconciliation entre la majorité dirigée par le premier ministre, M. Mario Soares, et cette poignée de dirigeants, presque tous anciens ministres, qui, en décembre 1980, avaient « *osé* » soutenir la réélection à la présidence de la République du général Eanes contre l'avis du secrétaire général du parti.

Les jours qui ont précédé le congrès ont été marqués par des réunions successives entre le leader socialiste et quelques-unes des personnalités les plus connues de la tendance minoritaire, notamment MM. Constancio, Sampaio, Sousa Gomes et Cravinho. Il s'agissait pour ces derniers d'en finir avec un isolement qui ne les favorisait guère. En effet, les minoritaires n'avaient jamais manifesté de cohérence idéologique. Au fil des années, les divisions entre ses membres n'avaient fait que s'accentuer. Le groupe avait tendance à se désagréger. Alors, pourquoi ne pas négocier une reddition honorable ?

Pour M. Soares, il s'agissait de préparer l'élection présidentielle de 1985, à laquelle il ne manquera sans doute pas de se présenter. Face à cette convergence d'intérêts, l'accord a été facile. Au congrès, les minoritaires ne s'attaqueraient pas au gouvernement. En contrepartie, ils pourraient compter sur une certaine bienveillance de la part de l'homme fort de la coalition socialistes-sociaux-démocrates, actuellement au pouvoir. Tout s'est déroulé comme convenu et le congrès de 1983 a été le moins « chaud » de l'histoire du P.S.

Seul candidat au poste de secrétaire général, M. Soares a été réélu avec 86,4 % des suffrages. Pour la commission nationale, trois listes se sont présentées : la liste de la majorité, qui a recueilli 63,5 % des votes ; celle de MM. Sampaio et Constancio, qui en a eu 32,4 % et enfin, une liste animée par l'ancien ministre du travail, M. Curto, qui, représentant le courant « ouvriériste » du parti, a été préférée par 4 % des congressistes.

*Une motion qui visait à expurger* du parti toute référence marxiste a suscité quelques réserves. Mais aucun affrontement ne s'est produit. Le texte en question a été accepté globalement par les congressistes. Il sera profondément modifié par la commission nationale, de telle sorte que, comme l'a affirmé un ténor, le P.S. ne se « désocialise » pas.

Un groupe très nombreux de congressistes voulait investir d'ores et déjà M. Soares comme candidat officiel du parti aux présidentielles de 1985 ! M. Soares les a remerciés de leur intention, mais a pourtant demandé au congrès de ne pas se prononcer en la matière : *« A deux ans de distance*, a-t-il expliqué, *une telle candidature pourrait déstabiliser le régime démocratique.* » – J.R.



# ASIE

## Chine

# Les exécutions massives de « criminels » semblent liées à la répression politique

*De notre correspondant*

Pékin. – *La vague* d'arrestations massives et d'exécutions de *« criminels »* de droit commun qui s'est abattue sur la Chine depuis plus d'un mois continue de déferler : à Tianjin, ville située à une centaine de kilomètres de Pékin, un *« espion »* protaïwanais et deux chefs de *« sociétés secrètes réactionnaires »* ont été fusillés ; à Shen-zhen, dans la zone économique spéciale limitrophe de Hongkong, le sort est tombé *sur un chauffeur municipal qui se* serait rendu coupable de *« contrebande, pots-de-vin, malversations et viol »*.

Les nouvelles faisant état d'exécutions arrivent de tous les coins du pays. A Lhassa, capitale du Tibet, six personnes ont été fusillées à la fin de la semaine dernière, parmi lesquelles figurerait un moine du monastère de Drepung. Le nombre des arrestations s'élèverait à environ cinq cents (*le Monde* daté 2-3 octobre).

Le nombre des exécutés dépasserait déjà plusieurs centaines, et celui des personnes arrêtées et déportées plusieurs dizaines de milliers. Le 22 septembre, l'hebdomadaire *Système légal chinois (Zhongguo Fazhi Bao)* indiquait que trente et un mille criminels s'étaient déjà *« rendus »* aux autorités judiciaires. La police disposerait en outre de quatre cent quarante mille dénonciations.

Alors qu'initialement la répres*sion semblait d'une durée limitée* – la rumeur voulait que la fête nationale du 1er octobre en marque la limite, – il apparaît qu'il n'en sera probablement rien. *Dans l'allocution* prononcée le 30 septembre, à l'occasion de la fête nationale, M. Zhao Ziyang, premier ministre, a peint l'avenir en sombre : *« Nous avons déjà pris et nous continuerons de prendre des mesures vigoureuses pour prévenir et contrer la pollution morale par l'idéologie bourgeoise décadente.* » ». Il s'est réjoui que des *« coups rapides et sévères »* aient été portés aux criminels.

L'augmentation de la criminalité depuis les années troublées de la révolution culturelle ne fait guère de doute. La jeunesse urbaine, livrée en partie à l'oisiveté, à l'ennui et au chômage, et au sein de laquelle domine un désenchantement quant à l'idéologie *et à la réalité de la société* communiste, paraît particulièrement sensible à la tentation de la violence. Quelque 60 % des délits seraient le fait de jeunes ou d'adolescents. Or la moitié de la population a entre quatorze et vingt-cinq ans.

### Un double langage

Tout cela n'explique ni la soudaineté de la campagne ni sa vigueur. Les responsables de la police ne se félicitaient-ils pas, encore récemment, d'une baisse du taux de criminalité ? Lors de la première session de l'Assemblée nationale en juin, les autorités avaient relevé avec satisfaction que le nombre des crimes avait diminué de 15,9 % en 1982 par rapport à 1981. Le mouvement se serait poursuivi pendant les quatre premiers mois de 1983 : 10 % de dé*lits en moins par rapport* à la période correspondante.

A la même époque, M. Liu Fuzhi, ministre de la sécurité publique, notait dans une interview au *China Daily* que le taux de criminalité en Chine était *« l'un des plus bas du monde »* (7,1 pour dix mille) et que le sentiment de sécurité de la population croissait, *« bien que, en certains endroits, la grande criminalité continue de poser des problèmes »*. En juillet, un responsable de la Ligue de la jeunesse relevait que le nombre des délits ches les jeunes de moins de dix-huit ans avait diminué de 18 % en 1982.

Ces contradictions ainsi que l'écart entre les discours tenus au printemps et aujourd'hui autorisent à s'interroger sur les raisons d'un tel changement. Aucune augmentation de la criminalité n'ayant apparem*ment été notée* depuis quelques mois, cette affaire ne cacherait-elle pas des débats internes au sein de l'appareil ?

Alors qu'il n'y a *pas si longtemps* la répression de la criminalité était présentée comme une tâche complexe, exigeant un mélange de prévention, d'éducation et de *sanctions*, le discours officiel la décrit aujourd'hui comme une *« lutte de classe »* impitoyable. Contre les *« ennemis du socialisme »*, la *« dictature du prolétariat »* doit abattre sa *« main de fer »*. Que la majorité des coupables soient des travailleurs ou des enfants de travailleurs est écarté d'un revers de main : à partir du moment où ils ont enfreint la loi, ils se sont montrés *« hostiles au système socialiste, à la direction du parti, aux intérêts de l'Etat et du peuple »*. Ils ont donc *« trahi »*. Dans ces conditions, à quoi bon s'embarrasser du respect de la *« légalité socialiste »*.

Même changement de ton quant aux *origines des crimes*. Celles-ci sont diverses, et, il y a encore quelques mois, la presse l'admettait : à côté des conséquences de la politique d'ouverture *économique* vers les pays capitalistes, elle mentionnait des raisons économiques (chômage), sociales (mauvaises solutions données à des conflits civils) et idéologiques (absence d'idéal, importance excessive donnée à l'argent). Les remèdes proposés étaient alors de pros'était personnellement engagé – sont devenues plus rares. L'accent est mis sur la répression. Les délinquants ayant cédé aux *« influences décadentes capitalistes et au mode de vie bourgeois »*, aucun vice de la société n'est désormais mentionné pour tenter de comprendre le phénomène. La campagne en cours ne serait-elle pas le résultat d'une pression des éléments les plus *méfiants* envers la coopération avec l'Ouest, jugée pernicieuse sur le plan idéologique ? A tout le moins, elle apparaît comme un contre-feu destiné à lutter contre ces *influences*.

Par calcul ou par conviction, M. Deng aurait donné le feu vert à l'opération – le slogan *« il faut éliminer les débris de la société »* lui est attribué, – ce qui serait conforme au pragmatisme du personnage. N'avait-il pas déjà, au printemps 1979, sacrifié, après s'en être *servi*, les animateurs du « printemps de Pékin » ? Confiée à la sécurité, cette campagne pourrait être aussi une compensation à son égard, au *moment* où elle vient de se voir déposséder, au profit d'un nouveau ministère de la sécurité d'Etat, d'une partie de ses attributions.

Il apparaît aussi de *plus* en plus que la répression en cours ne vise pas seulement des auteurs de délit de droit commun, mais qu'elle sert de prétexte à l'arrestation de Chinois ayant des contacts avec des étrangers et à des règlements de compte politiques, comme le montre la détention à Shanghaï d'un ancien garde rouge. Ce mouvement forme une toile de fond plutôt sinistre à la prochaine *« rectification »* du parti – en clair, la purge – qui sera lancée officiellement lors de la réunion du comité central vers la mi-octobre.

MANUEL LUCBERT.

● *Mort d'un vétéran.* – M. Tan Zhenlin, vice-président de la commission des conseillers du P.C. chinois, organisme regroupant les vétérans du parti, est mort vendredi 30 septembre à Pékin d'un cancer du poumon. – *(A.F.P., A.P.)*

[Né en 1903 dans le Hunan, membre du P.C. depuis *1926*, il *avait participé* l'année suivante avec Mao Zedong à la « révolte de la Moisson d'automne ». Chef militaire et commissaire politique de plusieurs unités pendant la guerre civile, membre du comité central du P.C. depuis 1945 et du bureau politique (1959-1967), vice-premier ministre (*1959-1967*), directeur de l'agriculture et des forêts (1962-1967), vice-président de la commission du plan (1962-1967). Tan Zhenlin fut l'une des importantes victimes de la révolution culturelle. Réhabilité en 1973, il fut ensuite élu vice-président de l'assemblée (1975) et membre du comité central du P.C.C. (1977).]

## Pakistan

# Les élections locales dans le Sind ont été largement boycottées

Le second tour des élections locales dans six districts de la province du Sind, dimanche 2 octobre, a été boycotté par une forte majorité de la population. Une fusillade a fait cinq morts – quatre soldats et un manifestant – lorsque des militaires ont voulu dégager une barricade sur une *route conduisant à la ville de Moro* (l'opposition indique cependant que le bilan de l'incident est plus élevé). Lors de la première phase des élections, jeudi 28 septembre, au moins vingt-cinq personnes auraient été tuées dans des affrontements entre policiers et membres du Mouvement pour la restauration de la démocratie (M.R.D.).

La participation au scrutin de dimanche a été très faible à Larkana, l'un des fiefs du parti populaire pakistanais, qui fait partie du M.R.D. Dans le nord de la province, près de Khairpur, les opposants ont mis le feu à au moins cinq bureaux de vote tandis que la foule barrait l'accès de sept autres près de Nawabshah et prenait en otages une douzaine d'assesseurs et de présidents de bureaux. D'autre part, dans le quartier populaire de Lyari, à Karachi, la police a éprouvé des difficultés à venir à bout de plusieurs centaines de personnes qui manifestaient contre le régime militaire.

Cependant, le gouverneur militaire du Sind s'est dit satisfait de la façon *« gobalement pacifique »* dont s'est déroulé le scrutin. L'appel au boycottage lancé par le M.R.D. n'a pas été suivi dans les grandes villes du Sind. Selon le grand quotidien *Dawn*, le trafic commercial et ferroviaire entre Karachi et le nord du pays a *baissé de 30 % depuis* le début de l'agitation.

### La visite de M. Weinberger

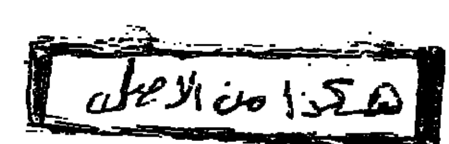
Avant de quitter dimanche Islamabad pour Rome, le secrétaire *américain à la défense*, M. Caspar Weinberger, a délaré, au cours d'une brève conférence de presse, que les relations entre les États-Unis et le Pakistan *« ne doivent pas être troublées par le sentiment anti-américain qui s'exprime actuellement sporadiquement au Pakistan »*. Il a ajouté, à propos de l'agitation anti-gouvernementale, qu'il *fallait se demander avant tout « ce que pense la majorité du peuple et quelle est la position prise par le gouvernement en place »*. M. Weinberger a assuré que l'administration américaine faisait tout son possible pour obtenir du Congrès qu'il autorise la mise en œuvre complète du plan d'assistance économique et militaire de cinq ans, signé en 1981 par Islamabad et Washington. L'état-major pakistanais s'inquiète des lenteurs mises par les États-Unis à livrer certaines armes. L'agence Tass, pour sa part, exprime la *« vive inquiétude »* de Moscou devant la fourniture d'une *« généreuse »* assistance militaire américaine au Pakistan.

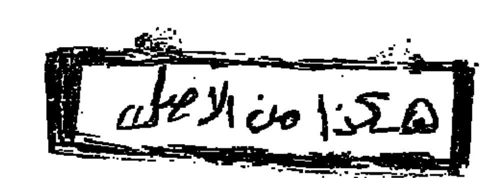
En marge de la visite du secrétaire américain à la défense, le général *Zia Ul Haq a déclaré* que la force de déploiement rapide *« n'est pas une réponse au problème de la défense de la région pétrolière vitale du Golfe »*. *« Dépendre uniquement »* de cette option serait *« très hasardeux »*, a-t-il ajouté, laissant *ainsi entendre qu'il valait mieux* renforcer le potentiel militaire du Pakistan et des pays arabes du Golfe.

Au cours de sa visite au Pakistan, M. Weinberger s'est rendu dans un camp de réfugiés afghans près de Peshawar. Il a dit à un groupe d'entre eux que les États-Unis continueraient de faire tout leur possible pour assurer le succès de la résistance contre l'*« occupation soviétique »*. *« Vous n'êtes pas seuls, votre combat pour la liberté et votre volonté de lutter contre un ennemi aussi supérieur finiront par vous assurer la victoire »*, a-t-il encore déclaré. – *(A.F.P.-Reuter)*

● *Mme Gandhi et la présence soviétique en Afghanistan.* – *« Je ne vois pas en quoi nous sommes menacés par la présence soviétique en Afghanistan »*, a déclaré le 1er octobre Mme Gandhi à la chaîne de télévision N.B.C. *Je pense qu'ils* [les Soviétiques] *ne menacent personnes, mais nous avons dit que nous n'aimons pas les voir là »*, a ajouté le premier ministre indien, qui s'est montré *« profondément préoccupé par le fait que le Pakistan ait fait un bond en avant d'une dizaine d'années en matière d'armements ultra-modernes »*. – *(A.P.)*









« criminels »
politique

Pakistan

locales dans le Sind
boycottées

# Le Soudan en mal de stabilité

*(Suite de la première page.)*

La tentative de réconciliation nationale qu'il avait ébauchée avec l'opposition en 1977 s'est terminée en queue de poisson. M. Sadek el Mahdi, chef du parti Oumma et guide spirituel de la puissante secte musulmane des Ansars que nous avions rencontré avant son arrestation (*le Monde* daté 2-3 octobre), a perdu toutes ses illusions sur la possibilité d'un dialogue avec le régime. Il est particulièrement amer et se plaint des « *méthodes personnelles et autocratiques* » du chef de l'Etat qui, dit-il, ont fermé la porte à toute possibilité de discussion raisonnable. Le chef des Ansars se réfère de toute évidence à la « *malheureuse affaire* » des magistrats révoqués par le président Nemeiry au début de juin. Une affaire qui est devenue le grand scandale de l'année, puisque tout l'appareil judiciaire soudanais a été paralysé pendant près de trois mois à la suite d'un « *coup de colère* » du président.

Le chef de l'Etat avait-il des comptes à régler avec les magistrats soudanais qui s'étaient montrés jusque-là rétifs à l'égard des pressions exercées par le pouvoir ? Ou bien voulait-il tout simplement étendre son emprise sur l'un des rares corps constitués échappant encore à son autorité, mettant ainsi fin à l'indépendance de la magistrature ? Le fait est que le président, au cours de la cérémonie d'inauguration d'une cour d'appel provinciale, a choqué les Soudanais en qualifiant les juges de « *corrompus* », « *oisifs* » et « *ivrognes* », se promettant de mettre bon ordre au sein de la magistrature. Le lendemain, une quarantaine de juges, dont tous ceux qui s'étaient fait remarquer sur le plan syndical, étaient démis de leurs fonctions. La presse, totalement aux ordres, est restée étrangement muette sur cette affaire qui a fait contre le chef de l'Etat l'unanimité de la majorité silencieuse du pays. La plupart des groupements professionnels, les avocats, les professeurs et les étudiants ont condamné énergiquement le procédé utilisé et se sont solidarisés avec l'ensemble des juges qui, par vagues successives, ont présenté leur démission.

M. Hassan el Tourabi, le chef de l'organisation des Frères musulmans, récemment « *promu* » conseiller juridique du président de la République après avoir occupé pendant quatre ans les fonctions de procureur général chargé de la réforme de la justice, avoue tout simplement qu'il n'a pas été consulté au sujet de cette « *pénible affaire* », ajoutant avec le sourire que les « *conseillers* » du chef de l'Etat « *reçoivent plus de conseils qu'ils n'en donnent* ».

## Le rôle des Frères musulmans

Le chef des Frères musulmans aime recevoir les journalistes étrangers et n'hésite pas à leur parler sans fioritures ni précautions de style sur les aspects négatifs du régime. Il y a un an, il avait provoqué une certaine sensation en Occident — ses propos ne sont pas reproduits dans la presse locale — en affirmant que le président Nemeiry avait « *affaibli toutes les institutions du Soudan* », que le parti unique « *n'avait qu'une existence formelle* », qu'il n'y avait plus de liberté « *dans un pays où les gens ressassent des formules auxquelles ils ne croient guère* », qu'« *un fossé profond sépare le gouvernement du peuple* » et qu'on ne pouvait désormais exclure un coup d'Etat militaire organisé par « *un Jerry Rawlings ou un sergent Doe* » (1).

Si étrange que cela puisse paraître, le chef de l'Etat n'a pris aucune sanction contre son procureur général contestataire, alors qu'il avait dans le passé limogé plusieurs de ses collaborateurs pour moins que cela. M. Tourabi, qui n'a pas modifié ses convictions, ne craint apparemment pas de mesures de rétorsion, bien que sa récente « *promotion* » au poste figuratif de conseiller du président ait été interprétée par certains comme une semi-disgrâce. « *Je peux un jour quitter ce bureau ministériel*, nous dit-il, *mais les relations entre l'organisation des Frères musulmans et le pouvoir ne changeront pas pour autant. Nous avons décidé de collaborer avec le pouvoir dans le but de réformer le régime de l'intérieur. Nous sommes opposés à toute tentative de déstabilisation qui conduirait le pays au chaos et à l'anarchie. C'est pourquoi nous participons à la défense du régime chaque fois que celui-ci est menacé. Le président le sait : il ne pourra y avoir de véritable complot contre le gouvernement si nous nous tenons à ses côtés. Rien ne peut se faire dans ce pays sans les Frères musulmans.* »

En réalité, l'organisation des Frères musulmans semble divisée sur le problème du « *soutien conditionnel* » qu'elle accorde au pouvoir. Les critiques de M. Tourabi ne seraient donc qu'un moyen de calmer les militants islamistes de base dont la plupart seraient profondément hostiles au régime. Quoi qu'il en soit, la discipline semble jouer à fond, puisque dans la pratique les Frères musulmans n'ont pas participé ou bien se sont opposés aux manifestations estudiantines qui, en 1982, ont menacé à deux reprises le fragile équilibre politique du pays.

En contrepartie de leur appui au régime, les Frères musulmans ont-ils réussi à « islamiser » le Soudan ? En tout cas, le maréchal Nemeiry a proclamé le 29 septembre la mise en œuvre d'une nouvelle législation islamique fondée sur le principe de « *l'œil pour l'œil* ». Les peines prévues par la chari'a islamique (flagellation pour consommation d'alcool, amputation de la main droite pour vol, lapidation pour adultère et décapitation en paiement du prix du sang pour meurtre) sont désormais applicables.

Le nombre des étudiants de l'université nationale de Khartoum qui portent l'habit islamique va en augmentant. L'enseignement de l'islam n'est plus le seul apanage de l'université islamique d'Omdurman et est désormais inscrit au programme de l'université de Khartoum. Jouissant de l'appui bienveillant des autorités, les Frères musulmans viennent de remporter, pour la onzième fois consécutive, les élections à l'Union des étudiants qu'ils contrôlent totalement. Il n'empêche que les forces et les partis de l'opposition, dont les activités sont formellement interdites dans le pays, sont autorisées à l'intérieur des enceintes universitaires en vertu d'une vieille tradition démocratique. Communistes, nassériens, mahdistes, baasistes irakiens et autres opposants profitent largement de cette tolérance pour dénoncer ouvertement, et souvent en des termes virulents, la politique gouvernementale.

## Un îlot de démocratie

C'est ainsi que le nom du président Nemeiry a été conspué au cours de plusieurs réunions publiques organisées dans le campus de l'université à propos de l'affaire des magistrats, malgré l'opposition des étudiants islamistes qui s'efforcent de limiter les manifestations estudiantines aux seuls problèmes universitaires. Comment expliquer l'existence de cet « *îlot de démocratie* » dans un pays soumis à de sévères lois d'exception ? En fait, l'Université constitue à la fois un exutoire pour une jeunesse en mal de liberté et une source d'informations utiles pour les nombreux policiers en civil qui traînent leurs semelles sur les pelouses des campus. Une fois sorti de l'Université, l'étudiant contestataire tombe sous le coup de la « *loi de la sécurité de l'État* » qui autorise le gouvernement à procéder à des arrestations arbitraires sans se référer aux instances judiciaires du pays.

Le chef des Ansars, M. Sadek el Mahdi, croyait pouvoir soutenir, toujours avant son arrestation, qu'« *il existe malgré tout au Soudan un degré de liberté qu'on ne trouve toujours pas dans d'autres pays africains* ». Il affirme cependant que les arrestations arbitraires au sein de l'opposition ont considérablement augmenté au cours des six derniers mois. Il chiffre le nombre des personnes détenues sans jugement dans les différentes prisons du Soudan à « *plusieurs centaines* ». « *Deux cents tout au plus* », précise M. Tourabi. Le chiffre de cinq cents avancé par des milieux dignes de foi de l'opposition paraît plus près de la réalité. Sur ce nombre, les trois quarts au moins sont des communistes dont la majorité se trouvent en prison depuis au moins quatre ans sans même avoir été jugés. Le parti communiste, décapité lors de la répression qui suivit le coup d'État de Hachem el Atta en juillet 1971, s'est peu à peu reconstitué dans la clandestinité. L'arrestation, il y a deux ans environ, d'un de ses principaux dirigeants, M. Tigani el Tayeb, connu pour ses qualités d'organisateur, ne l'a pas empêché de poursuivre son lent mais patient travail dans les milieux ouvriers et intellectuels (2). Son secrétaire général, M. Ibrahim Nogoud, qui, dit-on, se trouve toujours à Khartoum, est un intellectuel respecté même dans les milieux de l'opposition nationaliste de droite.

Dans son bulletin ronéotypé mensuel *Al Maydan*, le parti communiste, tirant la leçon du passé, s'oppose à toute tentative armée de renversement du régime, estimant que seules des « *démarches patientes* » en vue d'assurer l'unité des différentes composantes de l'opposition peuvent un jour assurer la relève du pouvoir actuel. Une perspective qui semble bien lointaine si l'on tient compte de l'efficacité de la répression conduite par les services de sécurité récemment réorganisés par les Américains, ainsi que des divisions au sein d'une opposition qui est loin d'être homogène.

La menace d'un coup d'État militaire semble préoccuper le président Nemeiry depuis que ses rapports avec les chefs de l'armée se sont envenimés en janvier 1982 à la suite du limogeage du général Abdel Majid Hamid Khalil, commandant en chef de l'armée, et de vingt-deux officiers supérieurs. Le général Khalil avait fait peur : officier sorti du rang, proche des Frères musulmans et des mahdistes, il cumulait en plus de ses fonctions militaires les postes-clés de premier vice-président de la République et de secrétaire général du parti unique. Il avait, dit-on, refusé de tirer contre les étudiants qui protestaient contre l'augmentation du prix du sucre imposé par les experts du Fonds monétaire international.

Etait-il devenu, comme certains l'affirment, le point de ralliement de l'opposition ? Rien n'est moins sûr. En revanche, ce qui est certain c'est que le général Khalil et ses compagnons s'étaient élevés violemment à plusieurs reprises, au cours des réunions de l'U.S.S., contre la « *corruption* » des milieux proches du palais présidentiel et contre le « *style autocratique* » de l'action du chef de l'Etat. On ajoute même que certains des officiers du « *groupe Khalil* » avaient envisagé la « *démission forcée* » du président Nemeiry au cours d'une séance plénière du parti en janvier 1982.

Depuis, le chef de l'État ne fait plus confiance aux militaires. Il a supprimé le poste de chef d'état-major de l'armée qui est désormais confié à trois généraux. L'un deux, le lieutenant-général Tewfik Abou Kadok, celui-là même qui avait été promu pour avoir « *découvert* » le complot du général Khalil au début de 1982, vient d'être à son tour limogé, apparemment parce qu'il était devenu trop influent.

Le président Nemeiry ne se sert pas uniquement du bâton pour mettre au pas ses militaires. Il utilise aussi à l'occasion la carotte pour calmer leur grogne. Il n'y a jamais eu autant de promotions de lieutenants-généraux dans l'armée soudanaise qu'au cours de ces derniers mois. De même, les officiers participent désormais à la vie économique du pays à la tête de coopératives récemment créées pour fonctionner parallèlement aux entreprises civiles dans des domaines aussi variés que les transports publics, l'habitat, les travaux publics, les boulangeries et même les investissements bancaires.

Ayant, semble-t-il, écarté dans l'immédiat la menace d'un coup d'État, le président Nemeiry s'en prend à l'opposition, même s'il est manifeste que celle-ci n'a ni les moyens ni l'envie de s'emparer du pouvoir dans un pays menacé de banqueroute et de guerre civile.

**JEAN GUEYRAS.**

(1) Le capitaine d'aviation Jerry Rawlings a repris le pouvoir aux civils, au Ghana, le 31 décembre 1981. Quant au sergent-major Samuel Doe, promu depuis général, il s'est emparé du pouvoir au Libéria le 12 avril 1980.

(2) Selon les autorités de Khartoum, M. Tayeb aurait été libéré la semaine dernière.

**Prochain article :**

**UNE SOCIÉTÉ DE PÉNURIE.**

# DIPLOMATIE

## LE SOMMET DE VITTEL

### M. Mitterrand veut proposer un « plan d'urgence » pour le continent africain

De notre envoyée spéciale

Vittel. — La ville d'eau ressemble à *une place forte. Pas une rue, un* carrefour, une place, où ne stationnent des gendarmes ou des gardes mobiles casqués et armés. Les routes d'accès à la cité sont sillonnées par des camionnettes de la gendarmerie, et même l'espace aérien, interdit, est protégé par des batteries de *missiles* sol-air. Les 450 hectares de verdure où est installé le club Méditerranée, « *hôte* » de la *dixième conférence* franco-africaine, sont ceinturés de barrières métalliques, et les entrées sévèrement gardées. Les six mille cinq cents habitants de Vittel ne garderont sans doute de ce sommet que l'image de leur ville assiégée car ils ne pourront même pas apercevoir les délégations, dont l'approche est pratiquement impossible, même aux journalistes.

Réquisitionnés pour la circonstance, les « gentils organisateurs » ont, *pour une fois*, troqué leur *short* et leur tee-shirt pour d'irréprochables costume-cravate, et oublié pour *un temps* le tutoiement de rigueur au club. Une haie de « G.O. » a accueilli, dimanche 2 octobre en fin d'après-midi, les ministres des affaires étrangères africains qui ont ainsi pu apprécier l'organisation club.

M. Gilbert Trigano, P.-D.G. du club Méditerranée et ami de M. Mitterrand, est, en effet, le maître d'œuvre de l'organisation de ce sommet, qui, murmure-t-on à Vittel, lui aurait permis de rénover à peu de *frais ses installations. Légèrement* en retrait de MM. Claude Cheysson, ministre des relations extérieures, et *Christian Nucci, ministre délégué* à la coopération et au développement, M. Trigano, membre du secrétariat *général* de la conférence, a accueilli lui aussi, au dîner offert par M. Cheysson, les ministres des affaires étrangères africains dont certains ont marqué quelque étonnement. M. Trigano, qui, lui, a accès à toutes les délégations pourra peut-être prendre d'utiles contacts pour de futurs *projets* africains...

#### Des entretiens en coulisse

Puisque les choses sérieuses se déroulaient à *Paris*, où M. Mitterrand recevait à dîner les chefs d'Etat d'Afrique francophone, les ministres se sont contentés, *dimanche soir* à Vittel, de mettre au point l'organisation de leurs réunions de travail. L'*objet des conversations*, souligne-t-on du côté *français*, a cependant été plus économique que politique. Les *ministres* se sont d'ailleurs retrouvés ce lundi à 10 heures, pendant que M. Mitterrand accueillait les chefs de délégation arrivés à Paris dans la matinée à bord de deux DC-8. Seul le président Mobutu, qui voulait, dit-on, faire un peu de tourisme, est venu par la route, peut-être afin de s'incliner devant la croix de Lorraine qui surplombe Colombey-les-Deux-Eglises. Après un déjeuner offert par le président de la République, le sommet ne débute officiellement qu'à 15 heures par un discours de M. Mitterrand. A cette occasion, le chef de l'Etat devait lancer un appel à un « *plan d'urgence* » pour le continent africain en insistant sur la nécessité pour l'Afrique de prendre conscience de ses priorités. Le chef de l'Etat pourrait notamment, dans l'esprit du discours qu'il aprononcé devant l'assemblée générale de l'ONU, reprendre l'idée d'un transfert en faveur d'un fonds de développement de 2 % ou 3 % des dépenses consacrées aux armements. C'est le président *Mobutu qui lui répondra* en qualité de président de la précédente conférence franco-africaine.

Ce dixième sommet battra de très peu en affluence celui de Kinshasa, puisque trente-huit pays, contre *trente-sept l'an dernier*, *y sont représentés* soit en qualité de participants (vingt-cinq), soit en qualité d'observateurs (*treize*). *Le roi Hassan II* a annulé sa venue et s'est fait représenter par le prince héritier Moulay *Hassan. L'importance de la crise* tchadienne, qui sera au centre des entretiens politiques, a pu dissuader *le roi du Maroc qui aurait peut-être* du mal à attirer l'attention de ses pairs sur le conflit du Sahara. Autre absent de dernière heure, le *général* Kolingba, du Centrafrique, que l'on dit inquiet des rumeurs sur un éventuel retour de l'ancien empereur Bokassa à Bangui.

Comme d'habitude, l'essentiel de *ce sommet se déroulera en coulisses*, dans les entretiens bi-latéraux qu'auront les chefs d'État toute la mati*née de mardi*. Ce sera sans doute pour le président Hissène Habré l'occasion de rencontrer pour la *deuxième fois en tête à tête* M. Mitterrand et de plaider directement aupès de lui la cause de son pays.

**FRANÇOISE CHIPAUX.**

#### Trente-huit Etats représentés

*Voici la liste des participants (leur fonction est précisée lorsqu'il ne s'agit pas du chef de l'Etat) :*

**Bénin : M. Mathieu Kerekou. Burundi : M. Jean-Baptiste Bagaza. Cap-Vert : le ministre de l'éducation nationale. Centrafrique : le ministre des affaires étrangères. Comores : M. Ahmed Abdallah. Congo : M. Denis Sasson Nguesso. Côte-d'Ivoire : M. Félix Houphouët-Boigny. Djibouti : M. Hassan Gouled Aptidon. France : M. François Mitterrand. Gabon : M. Omar Bongo. Gambie : Sir Dawda Jawara. Guinée : M. Sekou Touré. Guinée-Bissau : M. Joao Bernardo Vieira. Haute-Volta : M. Thomas Sankara. Mali : M. Moussa Traoré. Maurice : M. Aneerod Jugnauth, premier ministre. Mauritanie : M. Mohammed Khouna Ould Haidallah. Niger : M. Seyni Kountché. Rwanda : M. Juvenal Habyarimana. Sénégal : M. Abdou Diouf. Seychelles : M. France-Albert René. Sierra-Leone : M. Siaka Stevens. Tchad : M. Hissène Habré. Togo : M. Gnassingbe Eyadema. Zaïre : M. Mobutu Sese Seko.**

***

*Observateurs (dont deux chef d'Etat) :* **Angola : représenté par son ambassadeur en France. Egypte : ministre d'Etat aux affaires étrangères. Guinée-Equatoriale : M. Nguema Mbasogo, chef de l'Etat. Kenya : ambassadeur en France. Liberia : M. Samuel Doe, chef de l'Etat. Maroc : prince héritier Moulay Hassan. Sao-Tomé : ministre d'Etat chargé de la culture et de l'information. Somalie : M. Syaad Barre, chef de l'Etat. Soudan : conseiller à la présidence pour les affaires étrangères. Tanzanie : ministre des communications et des transports. Tunisie : ministre des affaires étrangères. Zambie : membre du comité central du parti unique. Zimbabwe : ambassadeur en France.**

### M. HISSÈNE HABRÉ : il ne faut pas « escamoter » l'occupation libyenne du Tchad

Avant l'ouverture, ce lundi 3 octobre, dans l'après-midi, du dixième sommet franco-africain, M. François Mitterrand a reçu dimanche à l'Elysée les chefs d'Etat d'Afrique francophone qui y participent. Seul le capitaine Thomas Sankara, *président* de la Haute-Volta, n'a pas répondu à l'invitation du chef de l'Etat français. Un « *incident protocolaire* », selon des sources proches de la conférence franco-africaine, aurait été la cause de cette absence. *Le conflit* tchadien, qui va sans doute dominer les débats de ce dixième sommet, a été évoqué au cours du dîner de l'Elysée.

A Alger, où le président Nyerere de Tanzanie arrive ce lundi en visite officielle, l'agence officielle de presse A.P.S. a *rappelé, dimanche*, que les conflits africains doivent être circonscrits au « *cadre privilégié* » de l'Organisation de l'unité africaine. Ce commentaire suit la réception par le président Chadli Bendjedid de trois chefs d'Etat africains (Haute-Volta, Mali et Niger) en route pour Vittel.

Recevant, samedi à Paris, les membres de la communauté tchadienne en France, M. Hissène Habré s'est élevé contre toute tentative visant à « *escamoter le problème de l'occupation du territoire tchadien par la Libye* ». Le président tchadien a également exprimé l'inquiétude de se retrouver dans « *un tunnel de négociations sans fin* ».

Pour le président Bongo du Gabon, qui a reçu samedi quelques journalistes à Paris, « *il faut faire pression sur le colonel Kadhafi* » pour qu'il retire ses troupes du Nord tchadien. De nombreuses consultations *ont eu lieu*, le week-end dernier à Paris, entre les participants au dixième sommet à propos du conflit tchadien. Rien n'a filtré, cependant, du déjeuner offert samedi par le président Houphouët-Boigny aux chefs d'Etat du Tchad, du Zaïre, du Togo *et du Gabon*, qui *sont les* plus hostiles à l'intervention libyenne au Tchad.



*(Dessin de PLANTU.)*




UN RAPPORT DE L'INSTITUT D'ÉTUDES STRATÉGIQUES

### La course aux armements « victime de la crise » ?

Londres *(A.F.P.)*. — La course aux armements a cessé, en raison de la crise économique : *telle* est la conclusion que tire l'Institut international d'études stratégiques (I.I.S.S.) de Londres dans son rapport annuel sur l'état des forces militaires dans le monde, publié vendredi 30 septembre. « *Les conditions économiques à long terme de la défense et les tendances démographiques laissent présager que de nombreux États développés éprouveront des difficultés considérables à maintenir leurs forces au même niveau quantitatif dans les dix à quinze prochaines années* », lit-on notamment dans ce rapport.

« *Contrairement à l'opinion populaire, il est maintenant impossible de trouver des preuves qui appuieraient le cliché d'une course aux armements généralisée, au moins en termes quantitatifs* », ajoute l'I.I.S.S. Seules les deux superpuissances et quelques pays producteurs de pétrole peuvent encore se permettre d'accroître largement leurs dépenses militaires. « *Mais, même dans ces cas*, estime l'Institut, *il existe peu d'indices que ces investissements se traduisent en chiffres. Ils ont plutôt pour résultat des améliorations qualitatives.* »

Les Etats-Unis ont accru, selon l'I.I.S.S., leurs dépenses de défense de 11 % à 12 % ces cinq dernières années, pendant que l'U.R.S.S. augmentait les siennes de 4 % à 6 % par an. Mais, pendant la même période, assure l'Institut, les dépenses des alliés des États-Unis au sein de l'OTAN, comme celles des pays membres du pacte de Varsovie autres que l'U.R.S.S., se sont maintenues au même niveau, en termes constants.

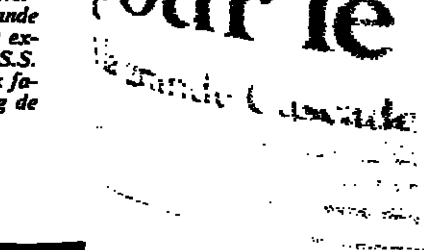
Mais cette tendance au tassement, ou parfois au recul, des dépenses de défense, ne signifiera pas la fin de la compétition militaire, estiment les experts de l'I.I.S.S. : celle-ci « *se déroulera en termes de qualité plutôt que de chiffres* », a déclaré mercredi le directeur de l'Institut, M. Robert O'Neill, en présentant le nouveau rapport. Autre revers de ce constat, également souligné par M. O'Neill : « *Cela va compliquer l'effort de réduction de la dépendance à l'égard des armes nucléaires* », car les armements conventionnels sont tenus pour beaucoup plus coûteux que les armes atomiques.

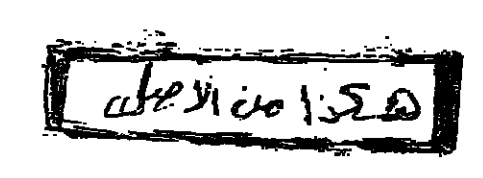
● *L'affaire du Boeing sud-coréen (suite).* — Le pilote du Boeing de la KAL « *savait parfaitement* » qu'il avait quitté sa route normale, a déclaré samedi 1er octobre au quotidien romain *La Repubblica* M. Nordio, président d'Alitalia. Il s'agit d'une « *déviation volontaire* » pour raccourcir la route et économiser du carburant comme le font « *continuellement, selon un avocat américain, les appareils de la compagnie sud-coréenne* » et l'« *explication de l'erreur involontaire est de loin la plus invraisemblable* », a-t-il ajouté. — *(A.F.P.)*

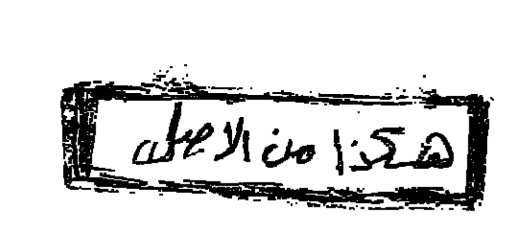
### L'U.R.S.S. ET SES ALLIÉS N'ASSISTERONT PAS, A SÉOUL, A LA CONFÉRENCE DE L'UNION INTERPARLEMENTAIRE

Une dizaine de pays socialistes ont décidé de ne pas participer à la soixante-dixième conférence annuelle de l'Union interparlementaire, qui s'ouvre cette semaine à Séoul, en Corée du Sud. Selon le président de l'Union, M. Terenzio, neuf ou dix d'entre eux, dont l'U.R.S.S., la Hongrie et la Mongolie, ont annulé leur participation, « *certains en invoquant la campagne antisoviétique* (qui a suivi la destruction de l'appareil des lignes aériennes coréennes). *C'est la première fois, a-t-il ajouté, que l'U.R.S.S. n'assiste pas à une conférence depuis qu'elle est entrée à l'Union* ». L'Union compte quatre vingt dix-huit membres et doit accueillir deux nouveaux Etats, la Jamaïque et le Pérou.

Au programme de la conférence, figurent des résolutions demandant la fin de la course aux armements, le renforcement des Nations unies, ainsi qu'un texte, présenté par la Suisse, « *appelant tous les gouvernements à assurer une plus grande sécurité du trafic aérien civil et exprimant le souhait que l'U.R.S.S. paie des dommages-intérêts aux familles des victimes* » du Boeing de la KAL. — *(U.P.I.)*







# DIPLOMATIE

AMBASSADEUR ITINÉRANT DU PRÉSIDENT REAGAN

## M. Stone vient expliquer aux Européens la politique de Washington en Amérique centrale

**Bernard Guetta, qui était notre correspondant en Europe de l'Est, remplace désormais, à Washington, Robert Solé, rentré à la rédaction parisienne. Voici sa première correspondance des Etats-Unis.**

De notre correspondant

Washington. – Engagés dans une hasardeuse et souvent confuse partie en Amérique centrale, les Etats-Unis entendent obtenir de l'Europe compréhension et soutien. Après la visite des capitales alliées ou amies que vient juste d'effectuer M. Ryan, l'homme chargé de coordonner le développement de l'aide économique aux Etats-Unis dits du « bassin caraïbe », un second envoyé américain prend le relais, pour trois pleines semaines. M. Richard Stone, l'ambassadeur itinérant du président Reagan pour l'Amérique centrale, a commencé le 1er octobre à Londres une tournée qui le conduira dans neuf pays européens (1) pour plaider un dossier délicat.

L'objectif de ce voyage est non seulement d'expliquer la politique centre-américaine de Washington à des alliés réticents ou franchement critiques, mais d'essayer aussi d'obtenir qu'ils y adhèrent. Pour ce qui est de l'explication, M. Stone devrait insister, dit-on officieusement, sur deux points. La complexité, d'abord, de la démarche des Etats-Unis, qui ne tendrait pas à balayer par la force le régime nicaraguayen et les mouvements de guérilla mais à les amener, par une pression militaire, économique, politique et diplomatique, à s'intégrer au processus de démocratisation et de développement que Washington aurait entrepris de promouvoir. Second point : c'est à cette lumière et non à celle des « vieilles caricatures » qu'il faudrait comprendre le soutien des Etats-Unis aux contre-révolutionnaires nicaraguayens, l'aide massive apportée aux armées des pays « amis » et les manœuvres amorcées le 12 juillet en Amérique centrale pour une longue durée par l'armée et la flotte américaines.

En conséquence, dira M. Stone, il revient désormais à l'Europe de contribuer au succès de cette stratégie, en limitant au maximum toute relation économique avec le régime de Managua et en développant, au contraire, ses rapports économiques et politiques avec les pays « amis », dont on aurait peine à nier qu'ils soient très souvent fort peu démocratiques, mais dont on assure qu'ils évoluent dans le bon sens sous la pression américaine.

M. Stone est sans doute l'homme le mieux placé de l'administration républicaine pour tenter de « vendre » cette politique. Chargé il y a quatre mois d'explorer les possibilités d'un règlement négocié dans la région, il a eu deux entretiens durant l'été avec les représentants de la guérilla salvadorienne, et il a surtout facilité deux prises de contact direct entre les insurgés et les autorités du Salvador. Aucune de ces rencontres – et particulièrement pas la seconde jeudi dernier à Bogota – n'a permis d'entrevoir l'ombre d'un espoir de véritables pourparlers. M. Stone n'en incarne pas moins la volonté de négociation affichée par son gouvernement, et il pourra faire valoir, malgré l'impasse actuelle – le « *fiasco* » disait un officiel américain, – qu'une porte s'est entrebâillée qui n'est pas encore totalement refermée.

L'administration américaine, qui n'est pas particulièrement optimiste, estime que son approche « balancée » a porté quelques fruits au cours des derniers mois. L'armée salvadorienne ferait preuve d'une « *bonne tenue* » et aurait contraint à la « *défensive* » une guérilla qui serait désormais moins sûre de ses possibilités militaires et dont les effectifs ne se développeraient plus. La présence de la flotte des Etats-Unis au large des côtes centre-américaines aurait « *sensiblement* » ralenti l'approvisionnement en armes des insurgés par l'Europe de l'Est.

C'est sous l'effet de ces pressions, et des difficultés économiques que Washington s'emploie à aggraver, que le Nicaragua aurait accepté, le 19 juillet, l'ouverture de discussions multilatérales avec ses voisins. Et c'est aussi grâce à la pression militaire que les guérilleros salvadoriens se seraient résolus à tenter des pourparlers avec les autorités de San-Salvador.

Certes, la guérilla salvadorienne se refuse à participer à l'élection présidentielle de l'année prochaine si elle n'est pas organisée par un gouvernement où elle aurait trouvé sa place, mais les rebelles seraient, en revanche, intéressés à participer aux élections locales, ce qui leur permettrait de remporter, dit-on à Washington, « *un très grand nombre de villes* ».

Il y aurait donc bien quelque chose à négocier au Salvador et, le temps et les pressions aidant, rien n'exclurait, au bout du compte, une solution politique.

Reste que l'échafaudage est plus que frêle et la démarche générale bien incertaine. Dans la meilleure des hypothèses, une solution politique impliquerait le maintien du régime sandiniste à Managua : or, il se trouve bien peu d'officiels à Washington pour accepter cette idée ; les moins durs ne le font qu'à la condition que l'opposition, « contre-révolutionnaire » ou légale, se voit accorder tous les droits découlant d'un pluralisme total et soit ainsi capable de freiner toute tentative d'aider la subversion à l'extérieur. Les plus durs estiment, comme le disait le 12 septembre, dans un discours, le numéro trois du département de la défense, M. Fred Ikle, qu'il faut « *empêcher une consolidation du régime sandiniste au Nicaragua qui pourrait devenir un arsenal de l'insurrection* ». Sinon, il faudra accepter une « *partition de l'Amérique centrale* » qui « *contraindrait* (les Etats-Unis) *à placer des hommes sur une nouvelle ligne de front militaire du conflit Est-Ouest, juste ici, sur notre continent* ».

BERNARD GUETTA.

(1) Outre la Grande-Bretagne, M. Stone doit se rendre en Belgique, en Espagne, en Italie, en Grèce, en Autriche, en France (où il séjournera du 13 au 17 octobre), aux Pays-Bas et en Allemagne fédérale.

LA RECHERCHE D'UN RÈGLEMENT A CHYPRE

## M. Kyprianou accueille avec prudence l'initiative du secrétaire général de l'ONU

De notre correspondant

Nicosie. – Le président de la République de Chypre, M. Spyros Kyprianou, vient de remettre au secrétaire général des Nations unies, M. Javier Perez de Cuellar, la réponse de la partie chypriote grecque au « sondage » dont l'objectif est de « *promouvoir un règlement du problème de Chypre* ».

« *Notre attitude par rapport à cette initiative est positive* », a déclaré M. Kyprianou. « *Nous acceptons sa méthodologie dont l'objectif, à travers des étapes successives de consultations, est la définition d'un cadre de règlement global du problème de Chypre.* » En même temps que sa réponse, la partie chypriote grecque a présenté à M. Perez de Cuellar, ses observations à propos des trois « directives » soumises aux deux parties le 8 septembre dernier et portant sur les trois aspects fondamentaux du problème chypriote : la question territoriale, le problème constitutionnel et le pouvoir exécutif.

Ces « observations » sur le « sondage » du secrétaire général se trouvent au centre du différend entre les dirigeants chypriotes grecs, qui a conduit à la démission de M. Nicos Rolandis de son poste de ministre des affaires étrangères. M. Rolandis avait accusé M. Kyprianou d'avoir neutralisé l'initiative de M. Perez de Cuellar, reproche rejeté par le président chypriote.

L'ancien ministre des affaires étrangères a été soutenu par les deux plus grands partis politiques de l'île, le Rassemblement démocratique de droite de M. Glascos Clerides, et le parti communiste, l'Akel, qui avaient demandé l'« *acceptation sans condition* » des trois « directives » de M. de Cuellar. Le président de la République a considéré qu'il s'agissait là d'une tentative de le court-circuiter, avant même qu'il n'ait défini sa position et consulté le premier ministre grec, M. Papandréou.

Si la divergence avec le Rassemblement démocratique ne peut avoir aucune conséquence importante sur le plan intérieur, il n'en est pas de même de la divergence « substantielle » avec le parti communiste, le plus grand parti de l'île, associé du président Kyprianou depuis avril 1982, date de l'établissement d'un programme minimum de coopération entre le P.C. et le parti démocratique.

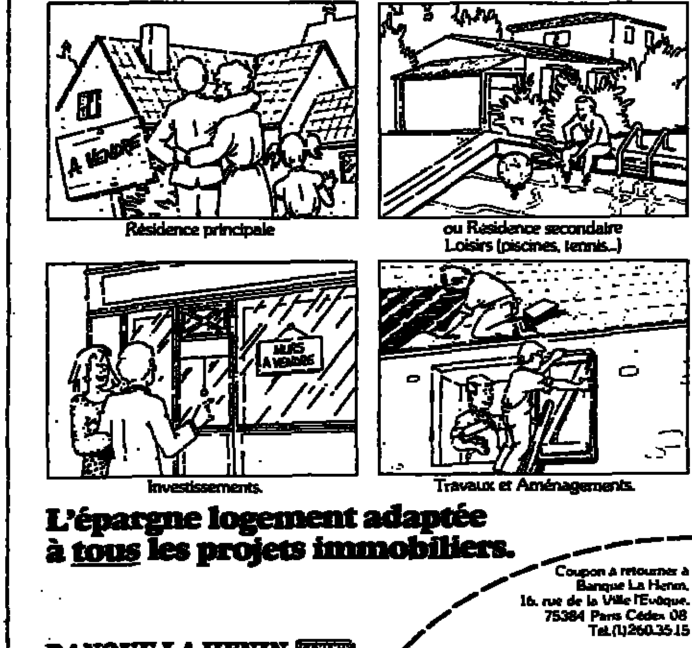
Les deux formations avaient étroitement coopéré à l'élection présidentielle de février 1983 qui avait abouti à la réélection de M. Kyprianou. « *La question ne se pose pas actuellement d'interrompre la coopération démocratique* », a déclaré un porte-parole du parti Akel, laissant peser une menace pour l'avenir. Le président Kyprianou ne semble pas trop la craindre. Il estime sans doute qu'il sera difficile au P.C. de changer d'attitude à nouveau.

La position de M. Kyprianou par rapport à l'initiative de M. Perez de Cuellar est soutenue par l'archevêque de Chypre, Mgr Chrysostomos, et par d'anciens opposants comme le Dr Vassos Lyssaridès, du parti socialiste Edek, et M. Tassos Papadopoulos, de l'Union du centre. En outre, pour la première fois depuis trois ans, le chef de l'État est en accord parfait avec le premier ministre grec, ce qui renforce sa position.

Au cours d'une conférence de presse à Nicosie, M. Kyprianou a souligné que « *l'initiative de Cuellar est la plus importante dans l'affaire de Chypre depuis 1974. C'est-à-dire depuis l'invasion du nord de l'île par les troupes turques, et l'effort le plus sérieux pour promouvoir un règlement du problème* ». Il a formulé l'espoir qu'elle aboutira à une solution équitable et durable. Dans cette perspective, a-t-il souligné, il est indispensable que les pays occidentaux, et en particulier les États-Unis, agissent auprès de la Turquie pour l'inciter à modifier son attitude.

DIMITRI ANDRÉOU.











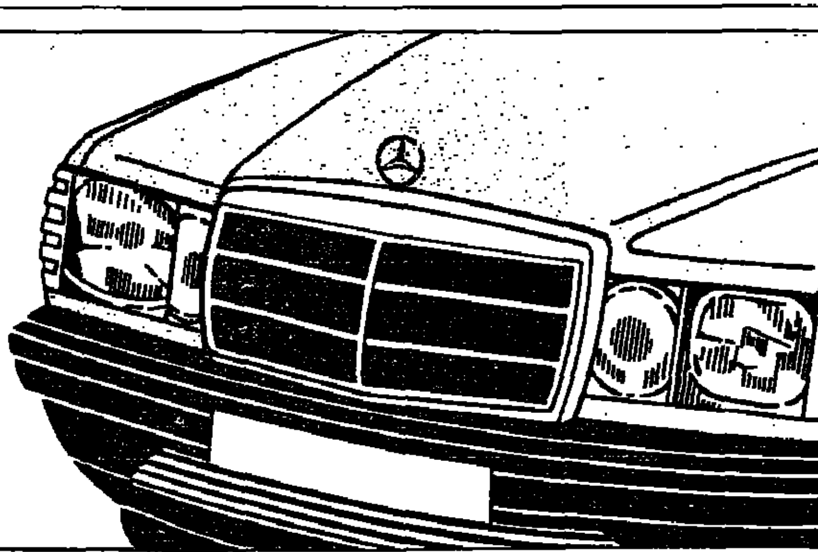




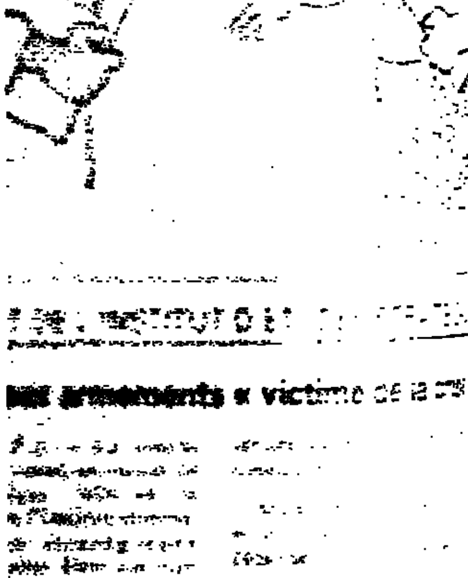


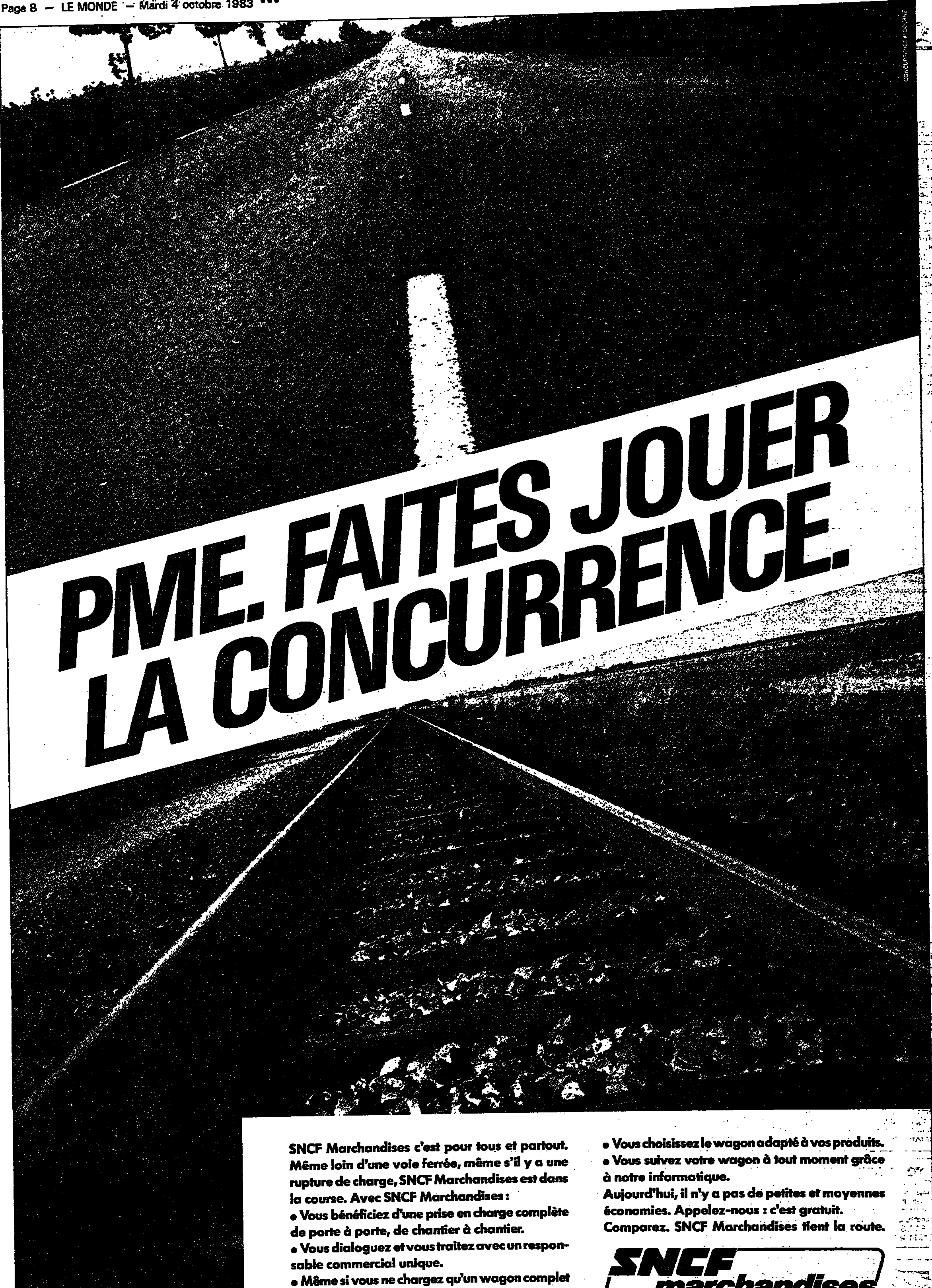




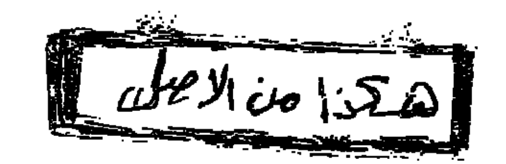






PME. FAITES JOUER
LA CONCURRENCE.
SNCF Marchandises c'est pour tous et partout. Même loin d'une voie ferrée, même s'il y a une rupture de charge, SNCF Marchandises est dans la course. Avec SNCF Marchandises :
• Vous bénéficiez d'une prise en charge complète de porte à porte, de chantier à chantier.
• Vous dialoguez et vous traitez avec un responsable commercial unique.
• Même si vous ne chargez qu'un wagon complet par an, vous êtes notre client.
• Vous choisissez le wagon adapté à vos produits.
• Vous suivez votre wagon à tout moment grâce à notre informatique.
Aujourd'hui, il n'y a pas de petites et moyennes économies. Appelez-nous : c'est gratuit. Comparez. SNCF Marchandises tient la route.
SNCF marchandises
ESSAYEZ, POUR VOIR : 16.05.00.11.22. NUMÉRO VERT. APPEL GRATUIT.







Le Monde

# politique

## L'ÉLECTION MUNICIPALE DE SARCELLES

### L'opposition l'emporte

Dès les résultats des premiers bureaux, on savait déjà officieusement que M. Raymond Lamontagne, candidat de l'opposition, avait largement gagné sur son adversaire, M. Henry Canacos, maire communiste sortant, invalidé par le Conseil d'Etat pour fraude électorale, le 2 septembre dernier. En mars 1983, les résultats du bureau de vote nº 14 avaient été raturés, créditant le candidat communiste de 36 voix supplémentaires, alors que son adversaire affirmait en avoir obtenu 104 de plus.

Dans la salle de la mairie, où dimanche soir était proclamés les résultats, un face-à-face menaçant entre les supporters des deux listes a provoqué, à l'arrivée du nouveau maire (1) une violente bousculade, qui a fait six blessés légers (quatre dans les rangs de l'opposition, dont M. Raymond Lamontagne lui-même, et M. Patrick Devedjian, candidat R.P.R. à Antony (Hauts-de-Seine), et deux dans les rangs de la majorité. Le vent de panique n'a pu être apaisé, quelques minutes plus tard, que par l'envoi de gaz lacrymogènes et l'arrivée d'une section d'intervention.

Le troisième tour aura donc été fatal à M. Canacos. Le taux de participation était le 6 mars dernier de 61,07 % ; il était hier de 63,21 %. C'est avec 1 440 voix d'avance que M. Raymond Lamontagne a conquis la mairie de Sarcelles, convoitée par la droite depuis que M. Henry Canacos la lui avait ravie en 1965. Le maire communiste avait bâti sa popularité au pied des tours de la ville nouvelle de Sarcelles-Lochères et s'était fait particulièrement apprécier dans sa lutte contre ce qu'on avait alors appelé la « sarcellite ». La politique a pris le pas sur l'intérêt local puisque les Sarcellois ont préféré sanctionner le gouvernement d'union de la gauche de la France en dénonçant tout à la fois la situation économique et les fraudes électorales.

« *Ce soir, la justice l'emporte*, a déclaré M. Lamontagne, *les Sarcellois n'ont pas voulu que la fraude électorale soit un moyen de détourner le suffrage universel. Ce soir, l'opposition l'emporte ; elle a voulu dire son mécontentement face à la politique menée par le gouvernement actuel. Ce soir, Sarcelles l'emporte ; les Sarcellois ont mis fin à dix-huit années de domination communiste.* »

« *La conjoncture économique difficile dans laquelle la droite a plongé le pays après des décennies de pouvoir vient de peser fortement sur l'élection municipale de Sarcelles,* a souligné, pour sa part, M. Canacos, précisant que sa liste défendrait les acquis conquis, accumulés depuis dix-huit ans. »

JACQUELINE MEILLON.

(1) Le nouveau conseil municipal, élu le 2 octobre, comprend trente-cinq membres de l'opposition et dix de la majorité. Le précédent conseil comprenait trente-quatre membres de la majorité et onze de l'opposition.

| | 2 OCTOBRE 1983 | 6 MARS 1983 |
|---|---|---|
| Inscrits | 29 542 | 29 605 |
| Abstentions | 36,78 % | 38,12 % |
| Suffrages exprimés | 18 134 | 17 762 |
| UN. OPP. (M. Lamontagne) | 9 787 (53,97 %) | 8 863 (49,89 %) |
| UN. G. (M. Canacos, P.C.) | 8 347 (46,02 %) | 8 899 (50,10 %) |

### La maladie de la ville

Ce n'est pas si vieux et cela paraît pourtant déjà un autre temps. Paris éclatait dans ses murs. Les jeunes ménages d'ouvriers et d'employés s'entassaient dans les arrière-cours des immeubles parisiens et les chambres des hôtels meublés... Il fallait d'urgence construire des logements par milliers. A la fin des années 50, la Caisse des dépôts et consignations fut chargée de la tâche ; elle jeta son dévolu sur cette plaine de l'Ile-de-France où le vieux village de Sarcelles vivotait de la vie tranquille des bourgs encore maraîchers.

Bien vite, trop vite, les grues remplacèrent les blés ; les premiers habitants pour gagner la gare lointaine – et ainsi leur travail parisien – n'avaient que des bottes pour traverser des champs de boue. Parmi ces pionniers des premiers jours, il y avait un jeune ouvrier communiste, Henry Canacos. Très vite il s'oppose à la municipalité traditionnelle, dépassée par les événements. En 1965, grâce à une triangulaire, la gauche remporte les municipales, et M. Canacos s'installe à la mairie.

Le travail ne manque pas : les barres et les tours sans grâce – construites trop vite et à l'économie – ont envahi le paysage ; la Caisse des dépôts, propriétaire du tiers du territoire communal et des deux tiers des logements, est le véritable maître du grand ensemble ; elle s'est laissé entraîner dans un énorme scandale financier faute d'avoir réussi l'implantation du grand centre commercial des Flanades. La « sarcellite » a frappé ; Sarcelles est devenue le symbole de ces cages à lapins où s'entassent les banlieusards. Le maire et les dirigeants de la Caisse – après quelques discussions acharnées – s'attellent à la même tâche : les espaces verts poussent au pied du béton, équipements sociaux et lieux de travail viennent animer la cité. Même le commerce renaît aux Flanades... Une vraie ville est née. M. Henry Canacos a gagné son pari : la « sarcellite » est enrayée.

Mais une autre maladie risque de frapper la ville : les ouvriers et employés parisiens ont fui Sarcelles ; les « pieds-noirs » sont arrivés, dont de nombreux israélites ; ils ont été suivis par les Martiniquais, les Antillais, les Asiatiques, qui trouvent là un logement près de la grande ville dont ils espèrent tant. Le marché du dimanche est devenu un merveilleux grouillement haut en couleur, où les peuples de la terre entière semblent être représentés. De tous ceux-là, M. Lamontagne devra faire des Sarcellois à part entière... Une mission aussi difficile que celle de son prédécesseur.

Th. B.

### L'échec de la gauche

*(Suite de la première page.)*

Cette rigueur est-elle réellement inévitable ? Ces deux questions alimentent le débat de la majorité. Déjà M. Jean Poperen avait averti la gauche, au printemps dernier, qu'elle était en voie de décourager sa « base sociale ». Ce débat s'est ensuite développé sous l'impulsion du P.C. et du CERES notamment, dont les positions ont rarement été aussi proches.

Sous prétexte de crier « casse-cou » la tentation est forte pour l'un comme pour l'autre de pratiquer la politique du « *grand écart* ». Au point qu'un rappel à l'ordre s'impose : M. Jospin ne devrait pas manquer cette occasion lundi soir à Antenne 2.

Pour sa part, le chef de l'Etat semble faire l'impasse sur les prochaines échéances électorales partielles, comme sur les élections européennes du mois de juin prochain. Car il faut donner à l'austérité le temps de réussir avant de ressaisir l'opinion et l'électorat. Plus que jamais, le pouvoir devra avoir les nerfs solides. Car les prochains scrutins municipaux, à Antony et à Aulnay-sous-Bois notamment, seront autant de dimanches difficiles pour la gauche.

Il faudra du temps pour retrouver une image favorable, d'autant plus de temps, que tous les secteurs sont touchés : dans le baromètre de la Sofres la cote du P.S. est négative pour la première fois depuis 1972. M. Michel Rocard lui-même, qui reste la personnalité politique la plus populaire en France, voit sa cote fléchir au point que l'on peut se demander s'il pourra rester longtemps l'arme de réserve – possible mais peu vraisemblable – qu'il est pour le chef de l'Etat.

Pour l'heure il sera intéressant d'observer le déroulement de la manifestation de la C.G.C. lundi après-midi. Il s'agit, en effet, pour les états-majors de l'opposition, d'une manifestation de substitution à celle qu'ils avaient eux-mêmes envisagée, donc d'une bonne mesure de l'« exaspération » de catégories sociales que M. Mitterrand avait à rassurer lors de son intervention télévisée.

JEAN-MARIE COLOMBANI.

● *M. Georges Marchais* séjournera à Rome, les 4 et 5 octobre, avec une délégation du parti communiste. Le secrétaire général du P.C.F. doit rencontrer M. Enrico Berlinguer, secrétaire général du P.C. italien.

● *M. Roland Leroy*, membre du bureau politique du P.C.F., souligne, dans son éditorial de *l'Humanité Dimanche* du 2 octobre, que la prise en compte, dans la négociation sur les euromissiles, de « *tous les armements existant en Europe* », comme le P.C.F. l'estime nécessaire, « *ne signifie pas la réduction – que personne ne demande – de l'armement français* ».

● *M. Gilbert Gantier*, député U.D.F. de Paris, estime que « *le verdict de Sarcelles est un événement politique important* » et qu'« *à travers les défaites successives de la coalition socialo-communiste dont il est l'image, c'est le chef de l'Etat lui-même qui est en cause* ».

● *Pour le P.F.N.*, « *les Français viennent de prouver, une fois de plus, leur volonté d'en finir avec ce régime de régression et de trahison* ».

● *M. Jean-Marie le Pen*, « *se félicite de ce que la débâcle de la gauche amorcée à Dreux se confirme à Sarcelles* ». Selon le président du Front national, « *les électeurs ont sanctionné non seulement la politique ruineuse du gouvernement, mais les pratiques frauduleuses systématiques du parti communiste* ».

● *L'Humanité* : « *Après une campagne haineuse.* » – Pour le quotidien communiste, si la droite « revancharde » a été élue, c'est après une campagne haineuse de l'opposition. « *Les désillusions des travailleurs ont pesé* », ajoute *l'Humanité*, qui publie une déclaration de M. Pierre Blotin, secrétaire de la fédération du P.C. du Val-d'Oise selon laquelle « *le comportement d'une partie de l'électorat de gauche traduit la déception, voire le mécontentement* ».

## Trois élections cantonales

**CHARENTE-MARITIME : canton de Marennes (2e tour).**

Inscr., 8531 ; vot., 4876 ; suffr. expr., 4474. MM. Hay, div. dr., 2540, *ELU* ; Hattabe, div. dr., 1934.

**[Il s'agissait de pourvoir au remplacement de Marcel Boyard, M.R.G., décédé.**

**M. Jean-Pierre Hay, soutenu par l'ensemble des formations de l'opposition (R.P.R., U.D.F. et CNIP), l'emporte avec 606 voix d'écart sur M. Hattabe, maire de Marennes, arrivé en tête du scrutin de ballottage avec 106 voix d'avance.**

**Les cinq autres candidats du premier tour qui n'avaient pas atteint la barre des 10 % des inscrits avaient été éliminés. La gauche était donc absente de ce second tour, ce qui explique en partie le nombre important des bulletins blancs ou nuls (402).]**

Les résultats du premier tour avaient été les suivants : Inscr., 8 531 ; vot., 4 727 ; suffr. expr., 4656. MM. Hattabe, 1 260 ; Hay, 1 140 ; Guichard, div. g., 820 ; Claude Boyard, M.R.G., 807 ; Bonnucci, P.C., 383 ; Delisle, div dr., 187 ; Pacaud, div. dr., 59.

**[Mme Boyard, épouse du conseiller général M.R.G. décédé, avait signé un appel en faveur de M. Hay. Marcel Boyard avait été réélu au second tour en mars 1979 avec 3093 voix, contre 2204 à M. Hattabe, pour 5297 suffrages exprimés et 5519 votants. Il y avait 8 229 électeurs inscrits. Les résultats du premier tour de ce scrutin avaient été les suivants : inscr., 8 225 ; vot., 5 310 ; suffr. expr., 5092. MM. Boyard, 1885 ; Hattabe, 1776 ; Bonnucci, 803 ; Jullion, P.S., 628.]**

**HÉRAULT : canton de Béziers IV (1er tour).**

Inscr., 23 615 : vot., 10 096 ; suff. ex., 9 805. – MM. Couquet, P.C., 3 106 ; Couderc, U.D.F., 2 153 ; Morel, R.P.R., 2 122 ; Mme Purseigle-Crassous, P.S., 1 627 ; MM. Ramos, s. étiq., 555 ; Lamartine, M.R.G., 242. Il y a ballottage.

**[Il s'agit de pourvoir au remplacement d'Emile Turco, P.C., maire de Valras, décédé, qui avait été réélu au second tour du scrutin de mars 1979 avec 7 910 voix contre 3 692 à M. Chevalier, R.P.R., pour 11 602 suffrages exprimés et 12 222 votants. Il y avait 21 603 électeurs inscrits. Les résultats du premier tour de ce scrutin avaient été les suivants : inscr., 21 603 ; vot., 12 170 ; suff. ex., 11 743. MM. Turco, 5 461 ; Austry, P.S., 3 187 ; Chevalier, 2 537 ; Lamartine, 558.**

**Les candidats de gauche qui avaient obtenu alors 78,39 % des suffrages exprimés, n'en recueillent cette fois que 50,73 %. Le taux de participation a été sensiblement plus faible qu'au premier tour de scrutin de mars 1979 : 41,52 % contre 54,35 %.]**

**HAUTE-VIENNE : canton de Saint-Yriex-la-Perche (1er tour).**

Inscr., 9 271 ; vot., 7 390 ; suff. ex., 7 155. – MM. Debusschère, div. d., 3 807, ÉLU ; Sussingeas, P.S., 2 413 ; Lagorce, P.C., 935.

**[Cette élection faisait suite à l'annulation par le Conseil d'Etat du scrutin de mars 1982 qui avait vu, au second tour le candidat socialiste, M. Sussingeas, l'emporter avec 3 651 voix contre 3 646 à M. Debusschère pour 7 297 suffrages exprimés et 7 539 votants. Il y avait 9 140 électeurs inscrits. Au premier tour les résultats avaient été les suivants : inscr., 9 139 ; vot., 7 051 ; suff. ex., 6 899. – MM. Debusschère, 2 260 ; Sussingeas, 1 896 ; Jarry, P.C., 1 410 ; Dufraisse, R.P.R., 1 333.**

**M. Debusschère qui est élu dès le premier tour avait déjà devancé la majorité dans le chef-lieu du canton lors des dernières municipales. Le candidat socialiste invalidé améliore son score de plus de six points ; celui du P.C., en revanche, enregistre une perte de plus de sept points.]**










# POLITIQUE

## LE DÉBAT AU SEIN DE LA MAJORITÉ

### M. Delors au « Club de la presse » d'Europe 1 :
### *Je pense que cette année nous serons en dessous de 9 % de hausse des prix*

Invité du « Club de la presse » d'Europe 1, M. Jacques Delors a largement évoqué le problème de l'inflation.

*« Sans entrer dans un débat académique*, a déclaré le ministre de l'économie, *qui nous mènerait bien loin sur les raisons pour lesquelles depuis des années et des années chaque plan d'assainissement qui a été fait avant celui-ci se heurte à la limite de 8,9-9 %, je pense que cette année nous serons en dessous de 9 %, fort heureusement, et que, par conséquent, à la fin de l'année, sur les trois derniers mois de l'année, nous serons à un rythme annuel de 6 %.*

M. Delors ajoute : *« Les Français adorent l'inflation. La meilleure preuve est que j'ai même entendu des dirigeants syndicaux, des hommes très responsables, dire : « Quand même, monsieur Delors, » soyez un peu plus doux. Avec un » peu d'inflation on s'en sortira » mieux. » Eh ! oui, cela fait des années qu'on résout nos petits problèmes grâce à l'inflation, mais aux dépens de quoi ? De l'expansion, de l'emploi et de la compétitivité. Il faut que les Français se persuadent d'une chose : en luttant contre l'inflation, on crée des emplois, on renforce les muscles de l'économie française pour la compétition internationale. »*

*» On ne change pas un pays comme cela. Il y a des milliers de comportements derrière tout cela. Par conséquent, pour nous, l'an prochain, notre chance, c'est que les pays qui vont retrouver une certaine croissance vont avoir tendance à avoir des prix plus élevés. Déjà, maintenant, on voit dans plusieurs pays cette tendance apparaître. Si donc nous sommes jusqu'au bout obstinés et que nous arrivions l'année prochaine à 5 %, alors que les autres seront à 4 %, on aura réussi ce que, historiquement, on n'avait jamais fait depuis trente ans. Et je vous assure qu'à partir de ce moment-là les Français en seront tellement étonnés que leurs comportements changeront et que, pour la bataille économique qui est de créer des emplois et de devenir compétitifs, nous serons mieux armés. (...)*

*» Maintenant, parlons un peu de la politique de l'indice, car je crois que le résultat qui sera obtenu à la fin de l'année sera un résultat sain et non pas un résultat truqué ou affiné, comme on l'a fait dans le passé.*

*» On m'a dit, par exemple, « les tarifs publics. » Dois-je rappeler que, en juillet 1981, c'est le gouvernement de la gauche qui, venant après des mois d'attentisme, a augmenté de 17,5 % les tarifs d'E.D.F. et de 23 % les tarifs de Gaz de France ? que, en 1982, nous avons augmenté les tarifs publics de 10 % — c'est-à-dire un peu plus que la hausse des prix, — E.D.F. de 13,5 % et Gaz de France de 10,5 % ? que, en 1983, nous avons augmenté les tarifs publics de 8 % comme notre norme avec 11,5 % pour E.D.F. ? Quand je vois certains journalistes pleurer sur ces pauvres dirigeants d'E.D.F., de Gaz de France et d'autres, je me dis qu'eux aussi doivent balayer devant leur porte et mieux gérer... »*

Parlant ensuite des conséquences de la politique de rigueur sur l'emploi, M. Delors a déclaré : *« Les emplois qui sont supprimés, il faut en voir la raison. Si vous estimez, par exemple, que les licenciements qui sont annoncés dans certaines grandes entreprises sont le fait de la politique de rigueur, vous faites une erreur magistrale. Ces licenciements sont consécutifs au fait que l'on s'est assis sur la soupière pendant dix ans et que l'on n'a pas adapté notre appareil de production aux nouvelles donnes de l'économie mondiale. Cela, nous n'y échapperons pas ! Aujourd'hui, vouloir sauver à tout prix des emplois qui ne sont pas sauvables, c'est entraîner la suppression du double ou du triple d'emplois demain. C'est donc une mauvaise politique. »*

Interrogé sur la poursuite de la politique de rigueur, M. Delors affirme : *« Je vais vous dire une chose qui est à mes yeux très importante : la rigueur, ce n'est pas une transition, la rigueur, c'est l'impératif de gestion d'une économie dans un monde en profonde transformation, et ce pour une période qui durera des années. Ce qui est en cause, c'est la survie de la France comme nation indépendante et comme nation capable de parler encore. Alors que le monde se transforme, que de nouveaux géants naissent, il faut que la France et l'Europe relèvent le défi. Voilà ce que c'est préparer l'avenir. »*

#### Un pied dedans un pied dehors

Interrogé sur l'attitude de M. Jean-Pierre Chevènement, ainsi que sur les positions du P.C.F. à l'égard de la politique gouvernementale, M. Delors a déclaré : *« La Vᵉ République donne la stabilité au pouvoir, mais, en contrepartie, elle renforce les tentations de ceux qui aiment bien avoir un pied dedans et un pied dehors. Qu'ils sachent simplement que cela ne leur a jamais réussi, sauf peut-être une fois, quand M. Poniatowski avait déjà un pied dedans et un pied dehors, qu'il était déjà à la limite de l'apoplexie : cela a réussi, puisque cela a permis à M. Giscard d'Estaing, qui était un homme très correct à l'intérieur du gouvernement, d'assassiner lentement son adversaire. Mais, à part ce cas exceptionnel d'un spécialiste du tir à vue, je ne vois pas d'exemple dans lequel le fait d'avoir un pied dedans, un pied dehors ait permis à quelqu'un de réaliser pleinement son idéal, si son idéal, c'est la grandeur et la prospérité de son pays, bien entendu. »*

### Inconciliable

Par une ironie de la programmation des médias, M. Jean-Pierre Chevènement, invité de l'émission R.T.L.-*le Monde*, dialoguait dimanche 2 octobre avec M. Jacques Delors, qui participait au « Club de la presse » d'Europe 1. Dialogue de sourds.

Pour l'ancien ministre de l'industrie, il ne faut plus déconnecter la politique industrielle de la politique économique générale. Battant en brèche les arguments de M. Delors, qui veut aider les entreprises à survivre au plan de rigueur, en leur accordant des prêts à bas taux d'intérêt (les superbonifiés), M. Chevènement continue à réclamer la relance, qui passe par une dévaluation compétitive notamment, et va même jusqu'à affirmer que *« notre pays ne prépare pas l'avenir »*. Il demande que l'action gouvernementale passe à la troisième phase : la rigueur au service de la croissance.

En face M. Delors continue à donner la priorité absolue à la lutte contre l'inflation, cette *« maladie congénitale »*, dont il veut absolument triompher (la quadrature du cercle, soupire-t-il).

Tout le débat est là : il va être évoqué au congrès de Bourg-en-Bresse, et va être suivi avec l'attention la plus extrême non seulement en France, mais à l'étranger, où les « gnomes de Zurich », qui ont fait crédit à la rigueur de M. Delors jusqu'à maintenant, vont guetter tout dérapage : le léger, mais rapide, affaiblissement du franc ces dernières semaines, est significatif à cet égard.

Il est certain qu'en France la dégradation du tissu industriel s'accélère, essentiellement chez les P.M.E., avec une augmentation spectaculaire des dépôts de bilan, et que en dépit des statistiques officielles, le chômage se gonfle et va se gonfler.

Il ne faut pas que le retour à l'équilibre extérieur, indispensable certes, soit acheté à ce prix, s'écrie M. Chevènement. Au passage, l'ancien ministre relève, avec quelque vérité, les inconvénients du Système monétaire européen, et son régime des parités fixes, pour les entreprises françaises : il est parfaitement exact que l'érosion de notre compétitivité jusqu'au dernier ajustement monétaire de mars dernier a été supérieure aux deux dévaluations précédentes. M. Delors veut bien le reconnaître, l'écart d'inflation entre l'Allemagne et la France demeure, de même que la différence de structure industrielle : cela dure depuis la seconde guerre mondiale et fait toujours peser une hypothèque terrible sur le couple franco-allemand.

Que faire, alors ? L'attitude de M. Chevènement, n'a pas changé, celle de M. Delors non plus. Le ministre des finances s'en tient aux engagements implicites pris à Bruxelles en mars dernier, avec un prêt communautaire de 28 milliards de francs à la clé. L'ancien ministre de l'industrie rejette le carcan étouffant, à ses yeux, du S.M.E., demande de l'oxygène pour les entreprises avec un protectionnisme temporaire et utile : l'inconciliable ne peut être concilié. Reste qu'il s'agit là d'un vrai débat.

F. R.

### M. Chevènement au « Grand Jury R.T.L.-*le Monde* » :
### *notre pays ne prépare pas l'avenir*

Invité du « Grand Jury R.T.L.-*le Monde* », M. Jean-Pierre Chevènement, ancien ministre de l'industrie et de la recherche, a déclaré : *« Notre pays ne prépare pas l'avenir. Or il faut qu'il le prépare. Nous sommes dotés d'un certain nombre d'outils, il faut les utiliser : ce sont les nationalisations. Si nous voulons assurer la modernisation du tissu industriel, il n'est pas concevable que l'on déconnecte la politique industrielle de la politique économique générale. Les entreprises n'investissent que si elles ont un débouchés, des carnets de commandes. Chacun peut le comprendre. Il ne suffit pas de leur offrir des prêts, même à bas taux d'intérêt, comme on le fait aujourd'hui, pour les amener à investir. Par conséquent se pose le problème de la relance.*

*» Conforté dans mes certitudes par toute l'expérience historique, je crois que l'industrie française ne peut se développer qu'avec un taux de change réaliste. Par exemple, la dévaluation faite en 1958 par le général de Gaulle a été suivie de cinq années de prospérité ; de même, après l'opération monétaire réalisée par Georges Pompidou en 1969, il y a eu une certaine expansion. »*

M. Chevènement a ajouté : *« Je pense que l'Etat pourrait prendre les devants pour enclencher un mécanisme de réduction de l'inflation, par exemple — c'est la seule chose qui ne coûterait rien — en abaissant les charges financières qui écrasent aujourd'hui les entreprises. On pourrait les associer à un effort de baisse des prix et, par conséquent, créer un cercle vertueux (...).*

*» Je remarque que le président de la République, au cours de son intervention, a pris ses distances avec un certain nombre de théories que, pour ma part, j'ai toujours combattues : par exemple, la théorie du traitement social du chômage. Comme si l'on pouvait traiter le chômage socialement et pas économiquement ! C'est à juste titre que le président de la République a déclaré qu'il fallait apporter une réponse économique. Cette réponse économique est une croissance supérieure. Il faut en prendre les moyens. Est-ce possible ? Je le crois.*

*» Il y a déjà eu deux phases dans l'action gouvernementale ; il serait temps de préparer une troisième phase. La première phase, c'était la croissance avant la rigueur. La deuxième phase, c'était la rigueur sans croissance. Il me semble qu'il est absolument nécessaire de mettre aujourd'hui la rigueur au service de la croissance. C'est fondamental si nous voulons contenir le chômage, qui est, à mon avis, le terrain essentiel sur lequel l'action du gouvernement et de la majorité sera jugée. »*

Selon M. Chevènement, *« le parti socialiste a un grand rôle à jouer dans l'avenir »*. *« De ce point de vue-là*, a-t-il dit, *je me sépare probablement de Lionel Jospin, qui disait, si je me souviens bien, que le réalisme consiste à se rassembler derrière le gouvernement. Je crois que le réalisme, pour le parti, consiste à se rassembler devant le gouvernement, à anticiper, car les gouvernements passent et le parti reste (...). J'incline à penser, néanmoins, que, dans les circonstances actuelles, une synthèse serait préférable pour tout le monde, pas seulement pour mes amis et pour moi-même, mais aussi pour les autres. La gauche, en France, et, d'une manière plus générale les socialistes, gagneront ensemble, au coude-à-coude. Mais, pour ce faire, il faut que chacun tienne compte de l'autre. »*

## Les choix du P.S.

*(Suite de la première page.)*

La caricature, volontairement tracée à gros traits par les deux hommes, mérite d'être atténuée. M. Delors n'a pas du tout envie d'aider la gauche à perdre les élections. Le résultat de 1986 ne lui est certainement pas indifférent, et quand bien même il le lui serait, on se chargerait, à l'Elysée, de le rappeler au réalisme politique. Quant à M. Chevènement, il ne peut être accusé crûment d'électoralisme puisqu'il fonde son analyse sur un choix économique destiné à assurer non pas la pérennité du parti socialiste, mais *« la pérennité de la France »*. Et que M. François Mitterrand, lors de l'émission « L'enjeu », s'est chargé de le rappeler aux réalités du quotidien en l'invitant à laisser aux historiens les délices des théories.

L'un et l'autre travaillent donc « pour la France ». Voilà une belle ambition, commune à tous les discours et à tous les hommes politiques. Ils travaillent aussi pour eux, et c'est aussi commun.

M. Jacques Delors se situe, de ce point de vue, dans la lignée de M. Raymond Barre. Il cultive l'image de la compétence économique et donc, en période de crise, du « père fouettard » dont la sévérité ne s'embarrasse pas du souci, partagé par tous les autres, de soigner leur cote de popularité. Mieux vaut l'impopularité que la lâcheté, comme dirait M. Louis Mermaz.

M. Jean-Pierre Chevènement s'inscrirait plutôt, d'un point de vue strictement technique, dans une tradition chiraquienne, celle du recours, exercice politique particulièrement difficile. *« Un pied dedans, un pied dehors »*, comme dirait M. Delors. M. Chevènement est d'accord sur les objectifs assignés par M. Mitterrand au gouvernement. Il n'est pas d'accord sur les moyens mis en œuvre par ce gouvernement et soutenus par M. Mitterrand. Moyennant quoi, il propose au président de la République une autre politique.

Sur le fond et sur la forme, les démarches adoptées par MM. Delors et Chevènement présentent quelques inconvénients pour les socialistes. Le premier, qui s'efforce de démontrer la compétence économique de la gauche, risque, à force de technicité, de réduire, aux yeux des Français, l'ambition de la gauche à l'obtention de bons indices. Le second, en alimentant de manière spectaculaire un débat pourtant utile, risque d'accroître encore un peu plus l'incrédulité, reconnue par M. Delors, des Français vis-à-vis des chances de réussite du plan d'austérité. Si les socialistes eux-mêmes ne sont pas d'accord entre eux, dira-t-on, pourquoi y croirait-on ?

Il y a là une belle carte à jouer pour M. Lionel Jospin, invité, lundi 3 octobre, de l'émission « L'heure de vérité » sur Antenne 2. Celle de la réconciliation ou de la « synthèse » entre l'économisme de M. Delors — *« La réalité s'est chargée de nous rappeler durement que les lois de l'économie existent »* admettait M. Jospin le 25 août — et la volonté exprimée par M. Chevènement d'escalader les montagnes du pouvoir *« par la face socialiste »*. *« C'est lorsque la réalité est rude que l'attachement aux principes socialistes est le plus nécessaire »*, remarquait le premier secrétaire du P.S. le 25 août. Il le répétera sans doute. A charge pour lui de démontrer que la tâche n'est pas insurmontable.

JEAN-YVES LHOMEAU.

## LE VIIᵉ CONGRÈS DU M.R.G.

# M. Baylet lance un appel à la constitution d'un « large centre gauche »

**Le VIIᵉ Congrès du M.R.G., qui s'est tenu à Paris samedi 1ᵉʳ et dimanche 2 octobre, a confirmé aux fonctions de président, qu'il assurait par intérim depuis le 30 avril dernier, M. Jean-Michel Baylet, député de Tarn-et-Garonne, directeur du groupe de *la Dépêche du Midi*. Les quelque mille délégués qui ont participé aux travaux en présence de plusieurs représentants de partis « frères », notamment sud-américains, ont adopté la plate-forme *« Répondre au présent, préparer l'avenir »*.**

Petit parti deviendra grand, pourvu qu'on lui prête vie. Depuis sa création, il y a dix ans, le M.R.G. a dû sa survie, certes, à la foi de quelques-uns, mais aussi au réalisme d'alliés qui ont trouvé intérêt — au moins électoral — à l'existence d'un troisième partenaire.

N'être que le « petit plus », la force d'appoint qui permet à ceux dont on est le plus proche de gagner, peut suffire à expliquer une stratégie. Une fois la victoire acquise, le risque est grand de se voir attirer par son partenaire le plus proche, surtout quand ce dernier est devenu à lui seul majoritaire. Face à l'attraction exercée ainsi par le P.S. sur certains radicaux de gauche, au début du septennat de M. Mitterrand (deux députés radicaux de gauche, MM. Loncle et Massot, ont alors rejoint les socialistes), le M.R.G. a résisté.

Il a tenu à en faire la démonstration au cours de ce septième congrès. Les résultats d'une enquête réalisée par le cabinet Weil-Delseau, à la demande du parti, entre les 1ᵉʳ et 5 juillet à partir de cent cinquante interviews, ont conforté ce choix : à l'échelle de notoriété des partis politiques, le M.R.G. arrive en cinquième position. Sur l'échiquier, il est situé à gauche par 91 % des personnes interrogées, 62 % d'entre elles le plaçant à la gauche immédiate de la ligne de partage des deux blocs, c'est-à-dire au centre gauche.

Sur ce point, les congressistes auront pu constater l'adéquation quasi parfaite entre l'image que l'opinion a de leur parti, les propos qu'ils ont entendu et les choix qui leur étaient proposés.

Usant des éléments de ce sondage, M. Roger-Gérard Schwartzenberg, président sortant, résumait : l'image du M.R.G. est *« celle d'un parti de dialogue, de tolérance et d'ouverture »* et *« incarnant le centre gauche »*. Le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'éducation nationale voyait ainsi la justification de l'idée qu'il avait lancée, il y a vingt mois, de procéder à un « recentrage ».

De cette carte d'identité, le M.R.G. veut tirer profit, pour lui bien sûr, mais aussi pour la majorité présidentielle. Certains orateurs n'ont pas manqué de souligner la modération du président de la République à l'occasion de sa dernière intervention télévisée (*le Monde* du 17 septembre). Que M. Mitterrand ait souhaité voir mettre un terme à la lutte des classes a fait, par exemple, dire au délégué de la fédération de l'Indre que le chef de l'Etat est *« plus radical que socialiste »*.

Pour les radicaux, cette inflexion répond à ce que M. Jean-Michel Baylet appelle *« la crise de confiance incontestable qui frappe aujourd'hui la majorité et le gouvernement »*. Aux yeux du nouveau président du M.R.G., *« la possibilité réelle d'un gouvernement, fût-il de gauche, à conduire le changement »* a été surestimée, compte tenu en particulier de *« l'autonomie de logique et de comportement des administrations »*.

Pour M. Michel Crépeau, il faut affirmer davantage, face à la technocratie, *« le politique et l'humain »*, sinon *« ceux qui ont fait battre Giscard sont ceux qui feront battre* [la gauche] ». Le ministre du commerce et de l'artisanat a insisté sur la nécessité pour son parti de *« retrouver son assise sociologique »*, c'est-à-dire que les agriculteurs, les commerçants, les artisans et les professions libérales trouvent avec les radicaux leur porte-parole à gauche.

C'est le sens de l'appel adressé par M. Baylet pour constituer *« un large centre gauche »* aux personnalités politiques qui, *« dans l'esprit du 10 mai »*, viendront contribuer *« à l'élaboration d'une société de responsabilité et de tolérance »* ; aux *« élus républicains sans étiquette qui participent au progrès social »* ; aux *« chefs d'entreprise, cadres, qui veulent contribuer à la relance économique du pays »* ; aux *« acteurs associatifs, syndicats, ruraux, qui apportent au pays des valeurs nouvelles »* ; à la jeunesse en quête de nouveaux espoirs.

Pour ouvrir le dialogue, M. Baylet a invité les militants à favoriser la création de clubs, cercles, etc., dont le rassemblement en un *« grand club radical »* sera présidé par M. Jean-Denis Bredin. Ce dernier n'a pas hésité à prendre la mesure des difficultés d'une opération troisième force : *« le mauvais cadre institutionnel »*, *« la simplification de l'image de la vie politique »*, la position de *« parti gouvernemental obligé à la solidarité et à la réserve »*, le risque de voir arriver des *« colonels sans troupe »*, des *« opportunistes »* et des *« ambitieux »*.

A ce centre gauche qui se doit de déplacer *« les poteaux-frontière »* de la majorité, peuvent se joindre, assure M. Schwartzenberg, des électeurs centristes qui pourront *« ne pascoopérer plus longtemps avec une droite qui se durcit, qui se radicalise, qui jette le masque et reprend son vrai visage »*.

Pour les congressistes, ces objectifs doivent se traduire par des actes concrets, dont le plus significatif à leurs yeux est la présence en tant que force autonome sur le terrain électoral. Mᵐᵉ Arlette Tardif, adjointe du maire de Rennes. a eu le mérite de le dire, avec des accents suffisamment sincères pour provoquer les applaudissements d'une salle toute acquise à M. Baylet, son concurrent pour la présidence du mouvement : *« Je refuse d'être un faire-valoir* [sur une liste] *pour être reléguée au rang d'accessoire quand les élections sont gagnées. »* *« Je me sens* [au sein de la majorité] *comme un cierge recouvert d'un éteignoir. »*

C'est pourtant en vain que les délégués des fédérations ont réclamé l'assurance qu'il y aurait une liste autonome aux élections européennes. Une motion a été votée en ce sens, mais les dirigeants du parti se sont contentés de l'enregistrer sans s'engager. M. Baylet entend retarder la décision qui sera prise par un conseil national élargi du parti après la réunion, en janvier prochain, d'un rassemblement sur l'Europe avec les partis européens de sensibilité voisine de celle du M.R.G.

Cette prudence s'explique par la nature des relations entre socialistes et radicaux de gauche. Invité à assister aux travaux du congrès, M. Marcel Debarge, membre du secrétariat national du P.S., a relevé que la stratégie d'ouverture du M.R.G. nécessite *« des discussions approfondies »* entre les deux formations.

ANNE CHAUSSEBOURG.

### Propos et débats

#### M. Mauroy : les bobards

M. Pierre Mauroy, qui participait samedi 1ᵉʳ octobre à une réunion de la fédération socialiste du Nord, a notamment dénoncé *« le mensonge et les manipulations qui cherchent à masquer la réalité »*. Rappelant, par exemple, les nombreuses protestations suscitées avant l'été par les mesures de contrôle des changes, le premier ministre a indiqué : *« Pourquoi ceux qui ont parlé du goulag puis des hôtels prétendus vides ne disent-ils pas que l'excédent de notre balance touristique s'élève déjà, sur six mois, à 8 milliards 500 millions ? »*

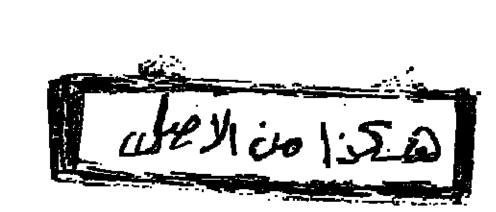
M. Mauroy a ajouté : *« Je donne rendez-vous à tous les prophètes et aux Cassandre de l'opposition à la fin de l'année (...). Nous sommes en train de réussir (...). Les bobards de la droite feront long feu. Leur excès même les rend de moins en moins efficaces. »*

#### M. Jospin : la droite pétainiste

*« La rigueur de la gauche est nécessitée par le souci d'une gestion dans la durée »*, a déclaré M. Lionel Jospin, premier secrétaire du P.S., dimanche 2 octobre à Tournefeuille, dans la banlieue de Toulouse. M. Jospin a dénoncé les *« nouveaux théoriciens de la droite »* en leur reprochant d'appartenir *« soit à une droite pétainiste, soit à une droite qui a rompu avec les traditions du gaullisme »*.

#### M. Mermaz : l'impopularité plutôt que la lâcheté

*« Il n'y a pas d'autre politique possible en ce moment que celle conduite par le président de la République »*, a déclaré M. Louis Mermaz, président de l'Assemblée nationale, dimanche 2 octobre, à R.M.C. *« Il ne faut pas parler aux Français un langage de facilité*, a-t-il dit. *Il faut leur dire que ce sera dur et que ce sera long. »* M. Mermaz, commentant les récents sondages, a ajouté : *« Une certaine impopularité ne doit pas nous inquiéter outre mesure. Mieux vaut être impopulaire qu'être un lâche. »*





# POLITIQUE

## Huit cent mille fonctionnaires locaux vont bénéficier d'un nouveau statut

### *Décentralisation, acte III*

Au début, c'est-à-dire juste après mai 1981, il avait fallu frapper un grand coup symbolique : la loi de décentralisation promulguée le 2 mars 1982 supprimait toute tutelle du préfet sur les collectivités locales. La légitimité issue du suffrage universel supplantait ainsi celle des grands corps et des grands commis de l'Etat. La décentralisation était sur les rails.

L'année suivante, le gouvernement s'« attaquait » à la nouvelle répartition des compétences.

Aujourd'hui, lundi 3 octobre, devant les députés, on ouvre le troisième volet de la réforme institutionnelle la plus importante du septennat. Quel statut donner aux fonctionnaires qui seront les collaborateurs et les salariés de cette « nouvelle race » de patrons, c'est-à-dire les maires et les présidents de conseils généraux ou régionaux ?

L'Assemblée nationale est, en effet, saisie du projet de loi relatif à la fonction publique territoriale. Les débats devraient durer trois jours, et le gouvernement a demandé la procédure d'urgence. Depuis un an a eu lieu une consultation méthodique de toutes les organisations syndicales et conseils statutaires, ainsi que des associations d'élus, afin que les débats parlementaires s'effectuent dans la clarté.

Il ne s'agit rien de moins que de donner à huit cent mille salariés (six cent mille agents communaux, cent mille départements et cent mille fonctionnaires de la Ville de Paris, des offices H.L.M. et les sapeurs-pompiers) un véritable statut comparable à celui des agents de l'Etat. Philosophie générale qui inspire ce texte : à quoi servirait la décentralisation si les élus n'étaient entourés de collaborateurs compétents, assurés d'une carrière intéressante, pour les aider dans leurs nouvelles tâches ?

Le projet de M. Gaston Defferre s'articule autour de trois idées, dont la première est l'unité de la future fonction publique territoriale. Dans le passé, seul le personnel communal bénéficiait d'un statut reconnu. Désormais, la carrière d'un fonctionnaire territorial pourra se dérouler indifféremment dans une commune, un département ou une région, à l'intérieur d'un même corps de catégorie A, B, C ou D. Passerelles, osmose, mobilité, seront la règle, alors qu'auparavant il était difficile, voire impossible, de travailler successivement pour la ville d'Aurillac puis pour le département du Cantal, par exemple.

Deuxième principe, après l'unité : la parité avec la fonction publique d'État. Un conseil supérieur de la fonction publique territoriale sera composé de fonctionnaires et d'élus et présidé par l'un de ces derniers. Il aura un pouvoir de propositions et d'avis et veillera à garantir un parallélisme et une cohérence (sur les rénumérations, le statut, la formation ou l'organisation des corps) entre les deux fonctions publiques.

Les agents des collectivités locales bénéficieront de garanties statutaires au premier rang desquelles la séparation du grade et de l'emploi. Il se pourra par conséquent que tel agent perde son emploi, mais, en tout état de cause, il restera titulaire de son grade et il appartiendra toujours à la fonction publique. Enfin, le principe de mobilité entre les deux carrières est proclamé, ce qui n'était possible auparavant que par le biais du détachement.

#### Des risques de conflit

Dernier objectif : la spécificité de la fonction publique territoriale nouvelle. La gestion et le recrutement des fonctionnaires seront décentralisés dans des centres régionaux ou départementaux selon la hiérarchie des corps de ces fonctionnaires. Ces centres organiseront les concours et veilleront au reclassement des agents qui auront perdu leur emploi. Ils seront financés par des cotisations prélevées sur les communes, les départements et les régions. Mais les maires et présidents des assemblées garderont toutes leurs prérogatives à propos des nominations et de l'avancement des salariés placés sous leur autorité. D'où, bien sûr, des risques de conflit que le gouvernement ne mésestime pas, lorsque, après une élection municipale par exemple, le maire voudra « mettre au placard » ou muter son secrétaire général ou un chef de service qui, politiquement, ne lui convient pas. Une période de « mise à l'épreuve » de six mois est proposée.

Sans doute le projet gouvernemental offre-t-il beaucoup d'avantages puisqu'il devrait à l'avenir être aussi intéressant d'occuper un poste de secrétaire général d'une ville de deux cent mille habitants que celui de sous-directeur au ministère des anciens combattants. Les profils de carrière, comme les possibilités sectorielles ou géographiques de reclassement, seront donc démultipliés. Il ne devrait plus exister une fonction publique noble (celle de l'Etat) et une autre secondaire (territoriale). Les syndicats de fonctionnaires semblent en avoir été convaincus puisqu'ils ont approuvé la dernière mouture du texte gouvernemental.

Mais, comme pour toute œuvre institutionnelle nouvelle, il faut attendre de savoir comment se traduiront les textes dans la pratique. Les centres de gestion ne vont-ils pas déposséder en fait les élus de leurs prérogatives juridiques et politiques ? Dans quels délais s'effectuera le reclassement des fonctionnaires mis à l'écart ? Le pouvoir administratif local, incarné par des hommes et des femmes qualifiés, ne risquera-t-il pas de prendre le pas sur le pouvoir politique des élus, eux seuls victimes – éventuelles – du suffrage universel ? Enfin, le coût de la réforme ne va-t-il pas grever exagérément les charges déjà lourdes des collectivités locales à qui l'on demande de plus en plus ?

Des questions auxquelles on ne pourra apporter de réponses sérieuses que lorsque sera connu à son tour le quatrième volet de la décentralisation : le statut, cette fois, des élus locaux eux-mêmes.

FRANÇOIS GROSRICHARD.

---

AUX JOURNÉES R.P.R. D'AVIGNON

## M. Chirac demande de nouveau le départ des ministres communistes

Avignon. – Pour la clôture des journées d'études parlementaires du R.P.R., M. Chirac s'est adressé samedi 1er octobre à plusieurs milliers de sympathisants réunis au parc des expositions d'Avignon. Selon lui, *« on ne peut plus parler aujourd'hui de majorité présidentielle mais seulement d'une coalition socialo-communiste »*, puisque *« le président de la République et le gouvernement battent tous les records d'impopularité »*.

Cela provoque en M. Chirac un double sentiment *« de tristesse et d'espoir »*. Tristesse, naturellement, pour le pays, où *« le climat se dégrade aux plans politique, psychologique, économique et social »*. Et c'est l'occasion pour le président du R.P.R. de réitérer les critiques qu'il adresse à tous les aspects de l'action gouvernementale et de réclamer *« à nouveau le départ des ministres communistes »* dont *« les positions sont contraires à l'intérêt national »*. Il affirme : *« Seul un changement politique total peut dissiper le sentiment du sacrifice à fonds perdus qu'éprouvent les Français. »*

Espoir également pour l'opposition. Le président du R.P.R. enregistre comme autant d'« encouragements » les résultats électoraux acquis depuis deux ans et annonce même que son groupe de sénateurs, *« s'il dépasse les soixante membres, aura ainsi doublé en neuf ans »*.

Mais M. Chirac reconnaît aussi qu'il doit freiner l'impatience d'une fraction de l'électorat *« exaspérée par la politique gouvernementale, qui souhaite brûler les étapes et qui attend des parlementaires une opposition systématique, une lutte sans*

De notre envoyé spécial

*trêve ni merci contre le pouvoir en place »*. Il assure aussi que l'opposition *« se heurte à l'évidente mauvaise volonté de la majorité actuelle »*. Il dénonce avec force *« la tentative des communistes et des socialistes de créer une confusion odieuse entre l'opposition nationale et l'extrémisme »*.

Pour répondre à ce qu'il perçoit comme une attente de l'opinion, M. Chirac a donc tracé aux députés et aux sénateurs les lignes de leur action : *« Exposer le contenu des projets gouvernementaux, dénoncer le cas échéant leurs dangers, travailler de façon plus constructive par des amendements de bon sens, poser des questions sur les problèmes que le pouvoir préférerait laisser dans l'ombre, déposer des propositions s'inspirant de notre plan de redressement, utiliser tous les moyens de législation et de contrôle qu'offre la Constitution, multiplier nos contacts sur le terrain. »* En somme, pour M. Chirac, il s'agit de *« créer les conditions de l'alternance et d'offrir à l'opposition républicaine, toutes tendances confondues, l'occasion de manifester son unité, sa cohésion et la crédibilité de son projet »*. Il précise que la lutte contre l'*« étatisme »* doit se renforcer, et il cite en exemple le problème de l'école.

Le rappel des missions aussi évidentes assignées aux élus de l'opposition pourrait paraître superfétatoire s'il ne constituait en réalité une certaine critique du comportement des députés et des insuffisances de l'action et de l'organisation du groupe R.P.R. de l'Assemblée nationale. M. Chirac, en invitant les élus à être plus actifs, plus imaginatifs, plus dynamiques et plus présents, met l'accent sur des lacunes que beaucoup ressentent. Mais cet aveu voilé recèle aussi une part d'autocritique. Aussi la conception même de ces « journées d'études parlementaires », qui, cette fois-ci, n'ont guère justifié leur nom, mériterait d'être totalement réformée.

ANDRÉ PASSERON.



---

L'OUVERTURE DE LA SESSION PARLEMENTAIRE

## Une opposition combative

Députés et sénateurs ont repris, lundi 3 octobre, le chemin de leur hémicycle. Si les premiers se mettent immédiatement au travail – ils étudient le projet de loi sur la fonction publique territoriale, – les seconds devront renouveler les diverses instances de l'Assemblée du Luxembourg : bureau, groupes politiques et commissions. Un programme chargé les attend. Les journées d'études auxquelles certains parlementaires ont participé, la semaine dernière, leur auront insufflé des états d'esprit bien différents.

Avant le congrès de Bourg-en-Bresse, les socialistes semblent, pour une fois, plus attirés par la mise en avant de leur unité que par la recherche de leur diversité. Leurs rapports avec le gouvernement devraient s'en trouver facilités, d'autant que la réunion, depuis le printempstous les mardis soir, autour du premier ministre, des principaux responsables du P.S., dont M. Pierre Joxe, président du groupe de l'Assemblée nationale, permet d'arrondir quelques angles.

Cette attitude plus conciliante des socialistes laisse une plus grande marge de manœuvre aux députés communistes. Ceux-ci entendent bien en profiter, particulièrement en brandissant le drapeau de la justice fiscale et en rendant la politique gouvernementale en partie responsable des déboires électoraux de leur parti.

Les parlementaires R.P.R. ont entendu, en Avignon, M. Jacques Chirac définir leur mission : *« Faire entendre, au sein des deux hémicycles »*, la voix de l'opposition, en s'appuyant sur le *« plan de redressement »* adopté par le congrès extraordinaire de leur mouvemement le 23 janvier 1983. Car, pour ceux qui auraient pu encore en douter, les journées parlementaires du R.P.R. ont confirmé que les députés et les sénateurs de ce parti ne sont pas chargés de déterminer le programme de leur mouvement, ni de fixer sa stratégie. Ils sont là, comme les autres militants, pour l'appliquer.

Ainsi, quand M. Michel Debré demande que son groupe dépose, dès le début de la session, une motion de censure, pour condamner globalement la politique du gouvernement et *« ne pas être en retard sur la vague de fond qui traverse l'opinion »*, sa proposition n'est même pas soumise à la discussion... Pour que cette proposition soit suivie d'effet, il faut, d'abord, que les plus hautes instances du R.P.R. réfléchissent sur son opportunité. Ceux, parmi les jeunes députés, qui auraient aimé pouvoir se faire entendre, en Avignon, devront se contenter de la mission que leur a confiéeM. Chirac : *« Travailler de la manière la plus constructive sur* [les projets de loi gouvernemen, qu'ils peuvent] *tenter d'infléchir »*. Au Sénat, comme à l'Assemblée, le groupe R.P.R. ne peut être que l'instrument du mouvement et de son chef de file.

A l'U.D.F., la situation est totalement différente. La faiblesse de la structure partisane, la lutte des deux chefs de file possibles, laissent aux parlementaires de larges possibilités d'action. Le groupe de l'Assemblée étant même la structure la plus organisée et, en tout cas, la plus intégrée dans l'U.D.F., c'est en son sein que peuvent avoir lieu les débats sur le programme et la stratégie. Ils n'ont pas manqué à Divonne-les-Bains. Ce poids des élus, traditionnel dans les partis qui forment l'U.D.F., ne peut manquer d'influencer la tactique de M. Valéry Giscard d'Estaing et celle de M. Raymond Barre : la présence, fréquente, de l'ancien premier ministre au milieu de ses pairs, députés du groupe, n'est certainement pas étrangère à l'augmentation de sa popularité auprès d'eux.

Il reste que, R.P.R. comme U.D.F., les députés sont particulièrement sensibles aux mouvements de l'opinion. Ils sont donc naturellement incités à réaliser, à l'Assemblée, cette union que réclament leurs électeurs et à durcir leur attitude face au pouvoir : le gouvernement doit s'attendre à une session parlementaire agitée.

THIERRY BRÉHIER.

---

Le Monde

# société

## MÉDECINE

### Deux cliniques privées de Marseille achètent des appareils à résonance magnétique nucléaire

**Deux cliniques privées de Marseille viennent d'acheter à la firme américaine Technicare deux appareils à *résonance magnétique* (R.M.N.). Ces deux appareils, en cours d'installation, devraient fonctionner très prochainement. Aucun établissement d'hospitalisation français, public ou privé, ne dispose encore de cette nouvelle technique révolutionnaire — et coûteuse — d'imagerie médicale. La décision a été prise sans que les pouvoirs publics en soient informés. Elle pose déjà de nombreuses questions d'ordre médical, économique, industriel et politique.**

### *Une révolution dans le diagnostic médical*

Tous les spécialistes l'affirment. L'utilisation de la R.M.N. va bouleverser le diagnostic médical. Une révolution équivalente à celle provoquée il y a une vingtaine d'années par l'arrivée du scanner. Schématiquement, les appareils à R.M.N. enregistrent, pour les transformer en *images, les modifications* corpusculaires qui surviennent dans les cellules d'un organisme vivant lorsque celui-ci est placé dans un champ électromagnétique intense. Non traumatique, non irradiante, la R.M.N. permet de réaliser de véritables prouesses iconographiques et des images d'une qualité supérieure à celles du scanner.

En décidant d'installer dans leurs établissements deux appareils à R.M.N. achetés à la firme américaine Technicare, les responsables de deux cliniques marseillaises — la clinique Résidence du Parc et la clinique Clairval — tentent un pari risqué. D'une part, c'est la première fois en France que des appareils de ce type sont utilisés en série auprès de malades (1). Or, s'ils sont capables de hautes performances, les appareils à *R.M.N.* sont aussi des outils expérimentaux. Ainsi, la Food and Drug Administration américaine vient tout juste, après deux ans d'études, de donner son agrément officiel pour ce matériel. D'autre part, ces installations se font sans que les pouvoirs publics aient été officiellement informés.

« *Je n'ai pas contacté le secrétariat d'Etat à la santé*, nous a déclaré le docteur Vincent Pol, P.-D.G. de la clinique Résidence du parc, *car aucun texte ne m'obligeait à le faire, le législateur n'ayant pas inscrit les appareils à R.M.N. sur la liste des équipements lourds dont l'installation est soumise à autorisation préalable.* » Pour le docteur Pol, qui rappelle avoir déjà pris un risque similaire en 1967 avec un accélérateur linéaire (appareil de traitement du cancer), « *la législation en la matière est aberrante* ». « *Si des études objectives étaient menées*, explique-t-il, *elles démontreraient au total que les nouvelles techniques d'imagerie médicale, comme le scanner, diminuent notablement les dépenses de santé. Or, dans ce domaine, la France est sous-équipée, et nous ne sommes pas compris des pouvoirs publics.* »

Curieusement, les appareils à R.M.N. ne font pas officiellement partie de la liste des équipements lourds pour lesquels les pouvoirs publics décident autoritairement des lieux d'installation. Un projet prévoyant une modification de cette liste a, semble-t-il, été abandonné par les derniers responsables ministériels de la santé. Par ailleurs, les pouvoirs publics, dans le cadre du soutien actif à l'industrie biomédi*cale française, ont décidé de favori*ser la Compagnie générale de radiologie (C.G.R.), filiale du groupe public Thomson, en prévoyant l'installation de matériel de R.M.N. français à Paris et dans quelques centres hospitalo-universitaires (2). Or, dans le domaine de la R.M.N., Technicare dispose sur la C.G.R. d'une avance technique notable, la firme française commençant seule*ment à obtenir ses premières* images. « *Je déplore*, souligne le docteur Pol, *ne pas avoir été tenu suffisamment tôt informé des intentions de la C.G.R.* » Ironie du sort, c'est précisément Technicare qui, il y a quelques mois, souhaitait s'associer avec la C.G.R. avant que le gouvernement français décide de ne pas donner son aval à ce projet.

#### Pas de remboursement

Compte tenu de tous ces éléments, on aboutit aujourd'hui au paradoxe qui veut que des appareils prestigieux, efficaces et coûteux, indispensables à une recherche médicale de haut niveau, soient absents des C.H.U. et présents dans le secteur privé. « *Les pouvoirs publics*, estime un spécialiste hospitalo-universitaire parisien, *ne pourront pas ne pas réagir à la décision marseillaise, qui apparaît comme un vrai coup de force.* »

Or, le « pari » marseillais comporte un point faible : financier. Le matériel Technicare de la clinique Résidence du Parc coûte environ six millions de francs hors taxes. Aucune tarification n'étant encore définie pour ce type d'examen, les malades ne pourront pas bénéficier d'un remboursement par leur caisse de Sécurité sociale. Selon le docteur Pol, un processus amenant à une prise en charge de l'acte par la Sécurité sociale devrait être mis en place dans les mois à venir. « *Dans l'attente*, dit-il, *nous n'avons encore pris aucune décision pour ce qui concerne la participation financière des malades aux examens.* » Combien de temps les responsables marseillais pourront-ils faire fonctionner leurs appareils sans prise en charge des malades par la Sécurité sociale ?

Au-delà du cas marseillais, on assiste aujourd'hui avec la R.M.N. au même phénomène que celui observé au moment de l'apparition du scanner. « *Depuis quelques semaines*, remarque un hospitalo-universitaire parisien, *de nombreux malades désirent bénéficier de ce type d'examen. Je suis contraint de les adresser, faute d'appareil, vers Genève ou Charleroi.* »

JEAN-YVES NAU.

(1) Le professeur Jean Picard, chef du service d'électro-radiologie de l'hôpital Foch à Suresnes, a, quant à lui, lancé en avril dernier une « soucription nationale » pour acquérir un tel appareil, sans lequel, dit-il, la France prendra dans les domaines du diagnostic et de la recherche un retard irrémédiable.

(2) Selon certaines informations, le premier appareil à R.M.N. parisien sera officiellement installé à l'hôpital Bicêtre et utilisé conjointement par cet hôpital, l'Institut GustavemRoussy de Villejuif et le Commissariat à l'énergie atomique. D'autres installations sont envisagées, notamment à Bordeaux, Grenoble et Montpellier.





● *Grève à Villejuif.* — Une grève a éclaté, lundi 3 octobre, à l'hôpital *psychiatrique de Villejuif* (Val-de-Marne) où sont hébergés quelques mille trois cents malades mentaux. Le personnel proteste contre des effectifs insuffisants et contre l'affectation de vingt infirmiers au service de « sûreté » Henri-Collin, situé à l'intérieur même de l'hôpital.

● RECTIFICATIF. — Une erreur s'est glissée dans l'information parue dans *le Monde* daté 2-3 octobre à propos d'une nouvelle expérience de prise en charge des malades mentaux dans l'Isère. Cette expérience favorisera les traitements extra-hospitaliers (et non hospitaliers).

## ÉDUCATION

### TROIS FRANÇAIS SUR QUATRE SONT SATISFAITS DE LA RENTRÉE SCOLAIRE

La très grande majorité des Français estime que la rentrée scolaire 1983 s'est bien passée, indique un sondage commandé *par le ministère de l'éducation* nationale à la SOFRES et réalisé, du 20 au 23 septembre, par téléphone sur un échantillon national de 1 000 personnes. 74 % des personnes interrogées portent une appréciation positive ou très positive sur la rentrée ; le pourcentage atteignant même 85 % pour les seuls parents d'élèves. En revanche, pour 14 % des personnes *interrogées*, la rentrée s'est « *plutôt mal* » et même « *très mal passée* ».

Interrogés sur la rentrée scolaire de leurs propres enfants, 93 % des parents d'élèves se déclarent satisfaits. Pour 35 % *des personnes sondées*, la rentrée 1983 s'est « *plutôt mieux passée* » que la précédente tandis que 8 % sont d'un avis contraire et que 45 % jugent qu'il y a « *pas de différence* ». Parmi les problèmes particuliers *de la dernière rentrée*, 31 % citent « *le nombre trop élevé d'élèves par classe* » et 33 % « *l'absence de professeurs pour certains cours ou dans certaines classes* » mais seulement 6 %, « *la suppression de certaines options facultatives* ».

● *M. Michel Lécureuil, président de l'université de Tours.* — M. Michel Lécureuil a été élu, le 29 septembre, président de l'université François-Rabelais de Tours. Il succède à M. Paul Bachelard, récemment nommé recteur de Rouen. Le vote a été acquis dès le premier tour, M. Lécureuil étant seul candidat. Il a obtenu 44 voix sur 67 votants. Assesseur du doyen de la faculté de pharmacie, il était depuis 1982 vice-président de l'université et président de la commission des finances.

Né à *Tours* le 4 *décembre* 1939, M. Lécureuil a fait des études de pharmacie à Tours, puis à Poitiers. Il est licencié en sciences physiques et docteur *en pharmacie. Assistant à la faculté de* pharmacie de Tours en 1963, il devient professeur en 1972 et s'est spécialisé dans la biophysique.

## SABOTAGE, ACCUSATIONS D'ESCROQUERIE ET DE POLLUTION

### Le cauchemar de Pontaumur

Depuis quelques mois, M. Michel Flork vit un véritable cauchemar. Il a tenu à le faire savoir en publiant, dans nos éditions du 30 septembre, une page publicitaire intitulée « *Lettre ouverte aux médias. Le cauchemar de Pontaumur.* » Un texte-choc que plusieurs quotidiens, régionaux ou nationaux, avaient refusé de faire paraître.

Etonnante histoire que celle de cet industriel, ancien ingénieur chimiste, licencié en 1977 par son employeur, et qui s'était mis en tête de créer sa propre entreprise. Il parvient à ses fins à Pontaumur, petite commune auvergnate qui avait vu là une occasion inespérée de créer des emplois dans un canton particulièrement défavorisé (*le Monde* daté 4-5 mai 1980). Rapidement l'histoire de M. Flork et celle de Pontaumur ne font plus qu'une. Le soutien actif de la municipalité, des subventions de la région et de l'Etat, la garantie du département et un soutien financier local : en 1978, c'est le début de l'aventure. Cinq ans plus tard, c'est presque le début de la fin. Que s'est-il passé entre-temps ?

Après un début d'existence difficile, les laboratoires Flork devaient pourtant connaître une phase de développement intense. Ils emploient bientôt quarante personnes, réalisant 80 % de leur chiffre d'affaires à l'exportation. Principal objectif : la production de peptides (enchaînement d'acides aminés) utilisables par l'industrie pharmaceutique ou agro-alimentaire. Maisen octobre 1982, une partie de l'usine est détruite. M. Flork pense à un sabotage et porte plainte contre X... Les dégâts s'élèvent à plus de 2 millions de francs et l'activité de l'usine est interrompue pendant plusieurs mois. En janvier dernier celan'empêche pas M. Flork de faire démarrer une production importante de cystine.

Les ennuis n'en continuent pas moins. Il y a tout d'abord un différend avec la préfecture du Puy-de-Dôme pour des problèmes de réglementation. Puis, le 16 juin, M. Flork est inculpé par un juge d'instruction du tribunal de Riom pour escroquerie par prise de fausse qualité « *sans qu'aucune plainte ne soit déposée contre moi* », souligne-t-il. « *On a dit que j'avais un faux diplôme d'ingénieur. C'est à la fois absurde et énorme.* » Placé sous contrôle judiciaire, M. Flork fait appel. Deux mois plus tard, un arrêt de la chambre d'accusation de Riom souligne : « *Il n'existe pas d'indices suffisants relatifs à l'existence d'une prise de fausse qualité ou d'une commission de manœuvres frauduleuses constitutives du délit d'escroquerie.* » Sur ces entrefaites, un arrêté préfectoral impose, *compte tenu des* nuisances causées par la production de cystine, une caution de 2,5 millions de francs pour que *l'entreprise puisse continuer à* fonctionner.

Cette affaire est alors portée devant le tribunal administratif. A Pontaumur, on ne comprend pas. Pour le docteur Jani Vimond, vétérinaire et adjoint au maire, l'enquête initiale « *a été déviée de son but* ». On ne se préoccupe plus, explique-t-il, des auteurs du sabotage mais bien de celui qui en a été victime. *L'administration*, pour sa part, fait sur cette affaire un black-out tellement hermétique qu'il en paraît suspect. Et plu*sieurs éléments permettent de se* poser des questions quant à l'« indépendance » de la justice.

A la préfecture du Puy-de-Dôme, on tient à dissocier l'affaire de l'escroquerie de celle de la pollution, tout en laissant entendre que le « sabotage » a pu paraître « bizarre » aux enquêteurs. Au tribunal de Riom, on se retranche derrière le secret de l'instruction tout en soulignant que la publication, dans un quotidien national, d'une publicité « *habilement faite* » qui met en cause l'action de la justice est un événement « *qui n'a pas de précédent* ».

M. Flork, lui, est indigné. « *J'ai perdu 6 millions de francs depuis le début de l'affaire. A qui peut profiter un tel acharnement à détruire mon entreprise ?* » s'interroge-t-il, avant d'avancer quelques hypothèses comme la vengeance possible de quelques-uns de ses collaborateurs récemment licenciés. Il remarque aussi que cette cascade d'ennuis survient après son refus de céder à un grand groupe français l'un de ses brevets de fabrication d'édulcorant de synthèse qui pourrait se substituer au sucre dans l'alimentation et pour lequel il est en pourparlers avec un groupe américain. « *Dans cette affaire, il y a un parfum d'espionnage industriel dans l'air* », confie-t-on à Pontaumur.

J.-Y. N.

### L'OBJECTIF DE L'ATTENTAT DE MARSEILLE RESTE FLOU

Près de trois jours après l'attentat à l'explosif commis à la Foire internationale de Marseille (un mort, vingt-six blessés), les enquêteurs entendent toujours les nombreux témoins de l'explosion. Outre les revendications du groupe Orly qui lutte pour « *une libération nationale de l'Arménie* », de l'organisation d'extrême droite anti-arabe Charles-Martel, qui a démenti sa revendication et des Fractions révolutionnaires armées libanaises, un message du commando Delta est venu revendiquer, le 1er octobre, l'attentat de Marseille. Les policiers se bornent à remarquer que, seul, le communiqué des Fractions révolutionnaires armées libanaises définit « *clairement les objectifs visés* » : « *l'impérialisme américain* » et la politique française au Liban (*le Monde* daté 2-3 octobre).

En fait, il semble que les enquêteurs n'ont toujours pas déterminé si l'engin explosif a été placé à proximité du stand algérien ou du stand des Etats-Unis. De même, ils ne peuvent pas affirmer que la bombe ait été télécommandée. Une information judiciaire a été confiée à Mme Bernadette Augé, juge d'instruction à Marseille.



## RELIGION

### SELON SES NOUVEAUX STATUTS

### L'Eau vive sera dirigée par une travailleuse missionnaire

« *L'abbé Roussel s'est cru au paradis avant qu'on ait croqué la pomme !* » C'est en ces termes qu'un des ecclésiastiques qui ont mené l'enquête canonique, à la demande de l'évêque de Liège (Belgique), sur les travailleuses missionnaires de la « famille spirituelle » de L'Eau vive, explique les déviations survenues dans cette association de jeunes *femmes laïques, exerçant leur apos*tolat dans une chaîne de restaurants (*le Monde* du 26 et du 27 novembre 1981). « *Le fondateur de l'œuvre*, dit encore notre interlocuteur, *a non seulement une conception excessive de la pureté physique, mais il a abusé de son autorité sur les membres de l'association.* »

Le communiqué, publié par Mgr Guillaume-Marie Van Zuylen, évêque de Liège, à la mi-novembre, qui reconnaît des « *lacunes réelles* » dans l'organisation des travailleuses missionnaires ainsi que des « *abus d'autorité du fondateur* » (*le Monde* du 16 septembre), tout en renouvelant sa confiance à l'association, a laissé perplexes les femmes qui ont quitté l'organisation. Celles-ci ont créé une association en juin 1982, Revivre aujourd'hui, dont le but est de « *venir en aide matériellement et moralement aux personnes qui ont quitté, ou souhaitent quitter, le groupe des travailleuses missionnaires et de défendre leurs droits en justice* » (1).

En réponse au communiqué de l'évêque de Liège, l'association Revivre aujourd'hui vient de se déclarer « *satisfaite des premiers Résultats obtenus : le retrait de l'abbé Roussel, la reconnaissance d'abus et de lacunes dans l'organisation des travailleuses missionnaires et le projet de nouveaux statuts* ». Mais, ajoutent les signataires de la déclaration : BI « Nous regrettons l'ambiguïté du communiqué et nous posons les questions suivantes : le retrait de l'abbé Roussel est-il valable au-delà du diocèse de Liège ? Qui le remplacera ? Qui élabore les nouveaux statuts ? »

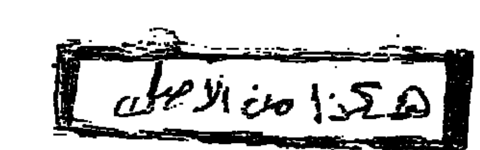
A ces mêmes questions, adressées aux auteurs du communiqué de Liège, nous avons reçu les réponses suivantes : l'abbé Roussel a quitté la Belgique pour s'installer à Rome, où il ne fera plus partie de la direction de l'œuvre qu'il a fondée, sans en être « *écarté officiellement* » pour autant ; d'autre part, les jeunes travailleuses missionnaires ne seront plus formées à Banneux, mais à Rome ; l'œuvre sera dirigée par une femme, sans doute par la directrice actuelle du restaurant romain de L'Eau vive ; les nouveaux statuts de l'association, en cours d'élaboration à Rome sous l'autorité du vicaire général de cette ville, le cardinal Ugo Poletti, transformeront, sans doute, l'organisation en association de vie apostolique, organisation prévue par le nouveau code de droit canonique (canons 731-746), avec une définition claire des droits et devoirs des membres.

Une question demeure, cependant, et non des moindres. Qui assurera l'avenir matériel des jeunes femmes qui ont quitté l'association, et dont la plupart, ressortissantes des pays pauvres du tiers monde, se trouvent loin de chez elles, sans ressources et sans couverture sociale ? Malgré de très longues négociations avec l'avocat romain de L'Eau vive, les membres de Revivre aujourd'hui n'ont pas reçu la moindre indemnisation — pas même le rachat des points de sécurité sociale correspondant à deux années de travail bénévole vécues au sein de l'association.

A. W.

(1) L'association Revivre aujourd'hui est composée actuellement de cinquante-huit membres (dix-sept anciennes travailleuses missionnaires, douze prêtres, deux religieuses et vingt-sept membres des familles ou amis des travailleuses missionnaires). 5, rue d'Arcole, 75004 Paris.









LE NEUVIÈME CONGRÈS INTERNATIONAL DE CRIMINOLOGIE A VIENNE

# Faut-il brûler le code pénal ?

**Vienne (Autriche). – Peut-on imaginer une société qui ne crierait plus haro sur les délinquants mais ferait de la prévention la priorité des priorités ? Certains en sont convaincus et opposent aux bienfaits prétendus de la répression la faillite du système pénal,qui fabrique des asociaux et des récidivistes à la chaîne. D'autres, plus radicaux encore, mettent en cause l'omnipotence de l'Etat.**

**De quel droit celui-ci s'arroge-t-il le monopole de punir ? On les appelle les « abolitionnistes »,car ils prônent la suppression du code pénal. Minoritaires, utopistes mais actifs, ils se sont fait entendre et critiquer au cours du neuvième congrès international de criminologie, qui a réuni, du 25 au 30 septembre, dans la capitale autrichienne, six cents spécialistes du monde entier.**

Ainsi faudrait-il brûler le code pénal ? Personne ne s'exprime tout à fait de cette façon, mais le projet que caressent les abolitionnistes est un peu celui-là. L'échec du système pénal leur semble patent, car la machine tourne à plein rendement, les condamnations pleuvent, et la délinquance ne diminue pas pour autant, au contraire. Même s'il a purgé sa peine, le criminel porte à jamais les stigmates de sa condamnation. Rejeté par la société, livré le plus souvent à lui-même, il court le risque de récidiver à sa sortie de prison.

Cette critique du système pénal est développée depuis plusieurs années par les abolitionnistes, dont les principaux chefs de file sont MM. Niels Christie, professeur à l'université d'Oslo, et Louk Hulsman, professeur à l'université de Rotterdam, présents tous deux à Vienne. Ce dernier est l'auteur d'un livre publié l'année dernière en France, *Peines perdues* (1). Un titre significatif des thèses abolitionnistes : les peines infligées aux délinquants le seraient en pure perte.

M. Hulsman illustre son point de vue par l'exemple suivant : cinq étudiants vivent ensemble. L'un d'eux brise délibérément le poste de télévision qu'ils ont acheté en réunissant leurs économies. Comment les quatre autres vont-ils réagir ? Le premier, furieux, menace de mettre le coupable à la porte; le deuxième exige qu'il aille immédiatement acheter un autre appareil; le troisième le croit fou et veut l'envoyer chez un psychiatre; le quatrième, enfin, déclare que quelque chose ne va pas dans leur groupe et suggère d'en discuter. Il y a dans ces attitudes, explique M. Hulsman, toute la gamme des réactions possibles face à la délinquance : la réaction punitive, compensatoire, thérapeutique et conciliatoire.

De notre envoyé spécial

Les abolitionnistes reprochent au système pénal de privilégier dangereusement la première. Prenons l'exemple d'un différend entre voisins, disent-ils. Une bagarre éclate, l'un des protagonistes est blessé. L'auteur des coups est condamné à une amende et à des dommages et intérêts. Apparemment, justice est faite. Mais la cause du conflit – querelle de bornage ou difficultés decohabitation entre communautés – demeure. Le droit pénal n'a rien réglé. Au contraire, la condamnation du coupable a toutes les chances d'envenimer la situation.

Selon les abolutionnistes, un tel exemple démontre que la prison et l'amende sont plus nocives qu'utiles. Mais cela n'exclut pas de leur part un certain réalisme. Ainsi soulignent-ils, qu'à leur sens la victime d'un vol ou d'une agression a droit a réparation, mais selon les règles du droit civil. De même ne nient-ils pas la responsabilité individuelle ni la nécessité de priver de liberté certains individus dangereux.

## Des situations-problèmes

Farouches adversaires du droit pénal, M. Hulsman résume sa pensée par cette formule : « *Pour moi, il n'y a ni crimes ni délits, mais des situations-problèmes.* » Cette philosophie imprègne déjà certaines tentatives de règlement extra-pénal des conflits. Aux Etats-Unis, des groupes de citoyens *(community boards)* s'emploient à régler, en dehors de la police et des tribunaux, les différends qui surgissent entre habitants d'un même quartier. L'accent est mis sur les origines du conflit plutôt que sur la responsabilité des « coupables ». De telles tentatives de conciliation existent aussi dans les pays de l'Est. En Roumanie, explique M. Constantin Rosca, l'un des responsables de l'action publique à Bucarest, des responsables de l'action publique à Bucarest, des « conseils de l'humanité » jouent un peu le même rôle que les *community boards* américains.

Cette politique de prévention en profondeur est-elle généralisable ? Beaucoup de spécialistes en doutent. Il est révélateur que les abolitionnistes présents à Vienne aient préféré insister, comme M. Jacques Laplante, professeur à l'université d'Ottawa, sur l'exemple des *kibboutzim* israéliens, qui sont des communautés très soudées. La résolution, par les citoyens eux-mêmes, des conflits qui naissent de la vie en société est évidemment beaucoup plus facile lorsque le tissu social est moins distendu.

Il en va ainsi au Japon, souligne M. Kidchi Miyazawa, professeur à l'université de Tokyo, où la cohésion du groupe familial contribue de manière efficace à la prévention

On touche là aux limites de l'abolitionnisme qui, selon ses détracteurs, n'apporte pas de remède efficace à la montée de la délinquance. Supprimer le droit pénal, certes, mais par quoi le remplacer dans certaines situations où la délinquance se nourrit du chômage et de la désagrégation du tissu social ? Les abolitionnistes n'ont sans doute pas tort de dénoncer certains effets pervers du droit pénal, mais celui-ci reste un rempart efficace contre l'arbitraire et la vengeance privée, explique, par exemple M. Tullio Baudini, professeur à l'Institut d'anthropologie criminelle de Gênes.

BERTRAND LE GENDRE.

(1) En collaboration avec Jacqueline Bernat de Celis, éditions Le Centurion.

# SCIENCES

## TROIS COSMONAUTES SOVIÉTIQUES AURAIENT ÉTÉ BLESSÉS LORS DE L'EXPLOSION DE LEUR FUSÉE PORTEUSE

Les trois cosmonautes soviétiques qui se trouvaient à bord d'un vaisseau Soyouz dont la fusée porteuse a pris feu, le 27 septembre, sur une base en Asie pourraient avoir été sérieusement blessés, ont déclaré des membres des services secrets américains cités par le *Washington Post*. Ces cosmonautes devaient prendre le relais de Vladimir Liakhov et Alexandre Alexandrov, qui sont à bord de la station orbitale Saliout-7 depuis trois mois.

Selon les services secrets américains, la fusée qui devait propulser Soyouz dans l'espace a probablement pris feu sans exploser. Le vaisseau spatial s'est alors brutalement détaché de la fusée, à l'aide d'un propulseur de secours situé à l'avant de la capsule, puis est redescendu au sol à l'aide de son parachute. La fusée d'appoint aurait démarré très brutalement, soumettant les cosmonautes à une force équivalant à quinze fois la gravité, pendant deux à trois secondes.

La presse soviétique n'a pas, pour l'instant, mentionné l'incident, ni commenté l'information publiée par le quotidien américain, la *Pravda* se limitant à signaler, dimanche, que les deux consmonautes à bord de Saliout-7 étaient en excellente forme.

Ce n'est pas la première fois que la mission d'un vaisseau spatial soviétique habité est interrompue pour cause de défaillance de la fusée porteuse : en 1975, les deux cosmonautes qui se trouvaient à bord du vaisseau Soyouz-18 avaient dû se poser brusquement sur terre à la suite d'un mauvais fonctionnement du troisième étage de la fusée porteuse.



## La NASA a vingt-cinq ans

*« Ce qui a été accompli au cours de ces vingt-cinq premières années sera, un jour, comparé aux voyages de Christophe Colomb et de Magellan. »* Lorsqu'il s'agit de conquête spatiale, M. Carl Sagan, ancien conseiller scientifique de la NASA et auteur de la célèbre série télévisée américaine « Cosmos », ne recule pas devant la métaphore.

Au lendemain de son vingt-cinquième anniversaire, l'agence spatiale américaine (NASA) n'a, il est vrai, pas à rougir de son passé. C'est à elle que les Américains, après le camouflet que les Soviétiques leur avaient infligé lors du lancement du premier satellite artificiel de la Terre, Spoutnik-1, doivent d'avoir relevé le gant et pris rang dans la conquête spatiale. Modestement d'abord avec le lacement d'Explorer-1, un satellite de 31 kilogrammes, puis de façon plus nette avec les programmes de vols habités Mercury, Gemini et Apollo qui, un jour de juillet 1969, ont abouti au fameux « *Ici base de la Tranquillité, l'Aigle s'est posé* ». Pour la première fois dans l'histoire de l'humanité, deux hommes s'étaient posés sur la Lune. L'honneur de l'Amérique était sauf.

### 65 milliards de dollars

A cette période bénie où l'on dépensait encore l'argent sans compter, va succéder une, moins fastueuse, mais tout aussi riche en « premières », en découvertes inattendues que feront les sondes automatiques envoyées en direction de la plupart des planètes du système solaire : Mars, Mercure, Vénus, Jupiter, Saturne et demain, peut-être, Neptune et Uranus.

Près de vingt ans ont passé pendant lesquels plus de 65 milliards de dollars ont été dépensés pour des programmes que les parlementaires américains ne reconnaissent plus comme des priorités budgétaires. Le programme « Rendez-vous avec la comète de Halley » tout comme celui de « Survol du Soleil par les pôles » passeront à la trappe pour ces raisons. Quant au programme de la navette spatiale, nouveau cheval de bataille de la NASA, il sentira parfois le vent du boulet.

Aujourd'hui, le retard de cet ambitieux programme est oublié et seuls comptent les succès enregistrés à chaque vol. Depuis deux ans l'argent revient dans les caisses, même si, récemment, certains ont pu constater avec un rien d'aigreur que le budget spatial de la défense américaine dépassait désormais celui de la NASA. Dans ces conditions, la NASA confrontée maintenant à un espace plus industriel et plus commercial s'efforce de démontrer, à chaque vol de la navette, la valeur de ses équipes et tente de convaincre ses bailleurs de fonds de se lancer dans une nouvelle étape de la conquête spatiale : la construction d'une station permanente à partir de laquelle pourra être réalisé un jour peut-être, comme le déclare l'actuel administrateur de la NASA, M. James Beggs, le vieux rêve de Werhner von Braun : un vol habité vers Mars avec départ d'une base lunaire. Les parlementaires américains en seront-ils d'accord ?

J.-F. AUGEREAU.

Le Monde

# sports

## L'Australie et la Suède en finale de la Coupe Davis

**La finale de la Coupe Davis 1983 opposera, les 26, 27 et 28 décembre prochain, à Melbourne, les équipes d'Australie et de Suède, qui ont remporté le trophée respectivement dix-huit fois et une fois. Les deux équipes se sont qualifiées aux dépens de la France et de l'Argentine.**

***A Stockholm, la Suède l'a emporté par 4 à 1 sur** **l'Argentine.***

**A Sydney, les joueurs de Neale Fraser ont battu (4-1) ceux de Jean-Paul Loth : Fitzgerald et Cash ont gagné, dimanche, les deux derniers simples contre Noah (13-11, 4-6, 6-3, 6-4) et Leconte (3-6, 9-7, 8-6).**

## *Les deux matches extraordinaires de Fitzgerald*

De notre envoyé spécial

Sydney. — Une faute apparemment vénielle en dit parfois très long sur le cours d'un match et son issue. Par exemple, ce coup droit immanquable que Noah expédia pourtant dans le filet. C'était dimanche, au vingt-quatrième jeu de la première manche du quatrième match, décisif pour l'équipe de France qui était menée 2-1 par l'Australie dans la demi-finale de la Coupe Davis.

Le numéro un français engageait à 40-30. La balle s'ecrasa sur le coin extérieur du carré de service. Du bout de la raquette Fitzgerald, qui avait été complètement déporté sur son revers, retourna une balle en cloche, mollasse, qui rebondit au milieu du carré de service droit. Noah avait le court grand ouvert devant lui. Il lui suffisait de poser la balle de l'autre côté du filet pour faire le point et égaliser 12-12. Il frappa à plat, sèchement, et la balle claqua dans la bande du filet. Une faute bête à pleurer.

Depuis cent minutes Noah s'escrimait contre cet Australien qui avait si bien pris de vitesse Leconte vendredi. Trois fois, il avait pensé le tenir à sa merci, après avoir fait le break au onzième, quinzième et dix-neuvième jeux. Trois fois, Fitzgerald avait redressé la situation. Il avait même sauvé une balle de set sur le service de Noah au douzième jeu. Maintenant il ne lui restait plus qu'à frapper en fermant les yeux pour retourner les deux engagements suivants du Français. Et il s'adjugea le premier set : 13-11.

Après, Noah se déchaîna pour arracher la deuxième manche. Mais, sournoisement, la chance avait déserté le camp du Français : Fitzgerald continua de réussir des coups prodigieux alors que Noah s'emberlificotait avec ses volées (12 fautes directes dans les deux dernières manches) et avec son service (25 premières balles sur 53 engagements). Bref, au petit matin à Paris, dimanche, la défaite du champion de Roland-Garros était consommée en quatre manches. Un défaite qui coupait court aux espoirs français de disputer une nouvelle finale de la Coupe Davis à domicile. Une défaite qu'on n'attendait pas et qui privait d'intérêt l'ultime rencontre Cash-Leconte, disputée aux meilleurs des trois sets.

### Fébrilité

Comment se faisait-il que le champion des Internationaux de France, classé quatrième mondial, ait subi un tel échec face au trente-quatrième joueur mondial ? « *Il était meilleur que moi aujourd'hui* », a simplement constaté Noah. Meilleur, mais pourquoi ? « *Yannick manquait de compétition depuis Roland-Garros. Sa suspension, puis sa tendinite au genou l'ont empêché de se préparer suffisamment. Ce n'était pas sa faute. Après avoir perdu une balle de set dans la première manche, il était, mentalement et physiquement, fatigué. La meilleure preuve en a été qu'habituellement ce n'est pas un joueur qui perd quatre fois son service comme cela lui est arrivé. Parce que sa période d'entraînement a été trop courte, il a aussi été fébrile à la volée et moins agressif qu'à l'accoutumée* », a expliqué Jean-Paul Loth, le capitaine de l'équipe française.

L'entraîneur du numéro un français, Patrice Hagelauer, a estimé pour sa part que « *Noah a manqué de vélocité pour monter au filet sur son service. Plusieurs retours l'ont surpris à mi-court. Il a tous les atouts pour réussir sur herbe, mais il manquait de compétition sur cette surface où il n'avait pas disputé de match depuis deux ans. Pour bien figurer à l'avenir à Wimbledon, il devra adapter son jeu au gazon sur lequel il faut éviter de temporiser et jouer tous les coups à fond en prenant des risques* ».

Manque de préparation entraînant un manque de confiance, provoquant une certaine fébrilité, aggravant les conséquences de l'entraînement trop court : ce cercle vicieux de l'échec était prévisible avant la rencontre. Pourtant, dans le camp français, on avait pensé que Noah pourrait gagner ses deux simples et que Leconte ferait le point de la victoire. Fitzgerald a brouillé le pronostic. Joueur, capitaine et entraîneur français étaient unanimes : « *Fitzgerald a disputé deux matches extraordinaires, d'abord contre Leconte, puis face à Noah. On ne pensait pas qu'il pourrait tenir une telle cadence.* »

« *Quand il joue à ce niveau, il est dans les cinq meilleurs du monde sur herbe* », a estimé Jean-Paul Loth. « *Fitzgerald a bien servi, et quand il sert bien, le reste de son jeu est du niveau des meilleurs joueurs au monde. Il peut alors battre n'importe qui* », a surenchéri le capitaine australien Neale Fraser.

Il faudra, en effet, se souvenir de cet Australien longiligne à la mâchoire carrée. Agé de vingt-deux ans, Fitzgerald a gagné cent-seize places en un an au classement informatique de l'Association des joueurs professionnels (A.T.P.). Il s'est aussi révélé comme un bon joueur de double en atteignant, avec Patrick Cash, les demi-finales des Internationaux des Etats-Unis, début septembre, où ils furent battus par la meilleure paire du monde McEnroe-Flemming.

### L'orgueil du champion

« *Ces derniers temps, j'ai gagné beaucoup de matches. Je suis plus confiant dans mes possibilités* », a expliqué Fitzgerald. « *Contre Noah, j'ai été dans la meilleure position possible. Notre équipe menait 2-1. C'était donc un match décisif pour le Français qui ne « devait » pas perdre. Ensuite, au repos, je menais deux sets à un. Pendant un quart d'heure, il a donc pu « gamberger » sur la distance qui lui restait à parcourir pour gagner. C'était énorme et c'était bon pour moi.* »

Ce surcroît de responsabilité était-il suffisant pour faire craquer Noah ? En fait, Fitzgerald a montré, sur l'herbe pelée du stade de White City, les qualités de combattant qui étaient l'apanage des joueurs australiens vainqueurs quinze fois de la Coupe Davis entre *1950* et *1970* sous la conduite du légendaire Harry Hopmann. Son successeur, Neale Fraser, a été moins heureux, puisqu'il a gagné le trophé seulement deux fois depuis lors. Cependant, Fitzgerald a rendu hommage à cet ancien champion de Forest-Hills et de Wimbledon qui suit les matches vautré dans son fauteuil, comme un buveur de bière : « *Fraser est bon tacticien. Il avait repéré quelques points faibles dans le jeu de Noah et il m'a aidé à les exploiter. Par exemple, il m'a conseillé de retourner très fort son second service en m'avançant dans le court lors des points importants, et cela m'a bien réussi. C'était bon de l'avoir à mes côtés.* »

C'est-à-dire que Fraser avait mis son joueur en position de force. A l'inverse, son homologue français a fait un constat d'impuissance. « *Rapidement, j'ai renoncé à donner des conseils techniques à Noah pour faire appel aux ressources morales et à l'orgueil du champion. Mais cela n'a pas été suffisant.* »

ALAIN GIRAUDO.

## Michel Robert, champion de France de saut d'obstacles

### *Logique sportive*

**Fontainebleau. — Le Lyonnais Michel Robert, trente-quatre ans, leader de l'équipe de France depuis 1979, champion de France de saut d'obstacles 1983 avec l'alezan *Grand-Cœur*, onze ans, qui connut bien des vicissitudes sous une selle pourtant fameuse avant son tardif épanouissement, voilà un résultat en tout point conforme à la logique sportive, laquelle rechigne à voir triompher le héros tape-à-l'œil et météorite d'un jour pour être le suivant à peine digne d'une vente de réforme.**

La logique d'ailleurs — à quelques couacs près — a été respectée, dimanche 2 octobre, au Grand-Parquet de Fontainebleau, après trois jours d'empoignades qui valent, sur un point précis, qu'on s'en occupe. *Un mot*, en effet, du règlement, déroutant à première vue, du moins pour les *non-initiés : le vainqueur de* l'épreuve suprême, celle qui voit sur son chemin les combinaisons d'obstacles les plus périlleuses à couvrir, n'a pas été le cavalier qui devait s'approprier le titre. Devant une foule ahurie, c'est le jeune Bordelais Pierre Durand, avec le chic petit cheval Jappeloup, qui se l'est adjugé. Une tonnerre d'applaudissements saluait alors la performance de celui qui, aux yeux du public, s'octroyait pour la deuxième année consécutive le titre.

Au jury, pas un mot d'explication avant l'ouverture des hostilités sur le règlement depuis peu chamboulé du championnat. Ce *mot eut été pourtant bien* accueilli d'une foule compacte et qui ne demandait, pour mieux suivre et goûter les péripéties, qu'à être informée. L'admirable, c'est qu'il n'y eut pas de sifflets à l'adresse des responsables d'une omission qui, si on connait un peu le milieu, a un sens : *« Avant tout, restons entre nous. »*

### Vainqueur avant l'heure

Allons au fait : était déclaré champion de France 1983 le cavalier qui, au cours de la saison et lors d'épreuves déterminées, avait acquis des gains qui, additionnés, le coiffaient presque *fatalement de la couronne* dès les premiers galops de Fontainebleau. Michel Robert se présentant dans la cité de François 1er avec une aisance confortable de points sur ses vingt-neuf adversaires et ayant sur eux, de surcroît, l'avantage de l'âge et de l'expérience au service d'un animal manquant un peu de séduction personnelle, mais très chaud à l'obstacle. Compte tenu de ces *divers facteurs, il était normal* que la victoire lui revînt.

L'épreuve reine comptait *douze obstacles, dont un double*, un triple, une rivière, au total quinze efforts. Ni plantes vertes, ni fleurs sur la piste et un matériel qui, il y a belle heure, appelle les pots de peinture. Heureusement le tracé était signé de main de maître, le commissaire responsable ayant joué à ravir avec les dénivellations du terrain. On vit le meilleur, le moins bon, le pire n'ayant pas droit de cité sur la piste bellifontaine.

On vit le jeune Christophe Cuyer, qui eût fait une carrière éblouissante s'il n'avait contre lui *l'absurdité de quelques-uns* à chicaner ses vertus, on le vit accomplir les deux tours de *l'épreuve avec un maximum* d'efficacité sur la belle jument *Kalinka*, sept ans, tandis que son *ancienne monture Eusèbe*, passant de son piquet à celui de Frédéric Cottier, ne jouait aucun rôle. Plus heureux se montrait Gilles Bertran de Balanda, classé deuxième du championnat national avec *Francosette*, jument de sang pur qui fit sur les échines courir les plus exquis frissons à force d'acrobaties. Citons pour *finir la troisième place du jeune* Patrice Delaveau, hier encore junior, aujourd'hui prêt à rejoindre la petite troupe si *remuante* des meilleurs.

ROLAND MERLIN.

## *LE TROPHÉE DES CHAMPIONS DE GOLF*

## Le bonheur de Ballesteros et les malheurs de Peete

**Severiano Ballesteros, deux fois vainqueur, en 1979 et en 1983, du « Masters » à Augusta (Georgie), a gagné le XIVe Trophée des champions qui s'est disputé à Saint-Nom-la-Bretèche du jeudi 29 septembre au dimanche 2 octobre. Le golfeur espagnol a réussi une performance avec un — 19 au-dessous du *par* (1), *tandis que* l'Américain Corey Pavin (deuxième) se situait à — 15, l'Argentin Vicente Fernandez, le Britannique Paul Way et l'Australien Greg Norman, troisièmes ex aequo à — 12.**

Pour un peu, on se serait cru au Théâtre des Champs-Elysées au moment précis où le chef et l'orchestre reçoivent l'ovation de leur auditoire. L'ambiance, au golf, n'est pas très différente de celle de la salle de concert. *Le silence, là* aussi, est d'or. Severiano Ballesteros, au trou no 12 du troisième parcours, a retrouvé sa balle presque dans le *rough* (2). Du *green* (3), il est séparé par un *bunker* (4). Le coup est difficile. L'Espagnol se concentre pour le geste qui doit porter la petite balle le plus près du drapeau. Il frappe ; la balle monte pour retomber sur le green avant de rouler doucement dans le trou. Inespéré ! « Seve » a réussi là un « *coup fantastique* ». Les applaudissements se prolongeront au-delà de ce qu'ici la bienséance requiert.

Si le Britannique Paul Way, vingt ans, a *été la révélation de ce tournoi*, il a probablement perdu la partie au moment où Ballesteros réussissait ce coup. *Etait-ce au demeurant le fait* d'une technique exceptionnelle ou plutôt le résultat d'un coup heureux ? *Le profane s'interrogera* jusqu'au moment où le même golfeur, dans une situation peut-être *plus difficile encore* — dans un bunker, au trou no 9 du quatrième parcours, — se sortira à son avantage de ce mauvais pas. Du coup, plus question de douter que l'Espagnol est bien, avec l'Américain Tom Watson, l'un des meilleurs joueurs du monde.

Curieusement, l'homme qu'on attendait à *Saint-Nom-la-Bretèche* aura été d'une étonnante discrétion. Calvin Peete est en effet, à *quarante* ans, le meilleur golfeur noir américain. Son histoire vaut la peine *d'être racontée*. Rien ne le prédisposait à suivre une voie qu'empruntent surtout « *les Blancs, les Anglo-Saxons et les protestants* ».

Né dans un quartier pauvre de Detroit, Calvin a grandi au sein d'une famille de dix-huit enfants. Il n'imaginait pas alors qu'un jour il gagnerait des milliers de dollars en frappant dans une petite balle.

### Handicap

A l'âge où les enfants vont à l'école, il commençait à gagner timidement sa vie en livrant, au volant d'une vieille voiture, des machines agricoles. Un jour, il découvrit le golf, sans pourtant être convaincu de l'intérêt du jeu. Il change cependant d'avis quand il apprend que le célèbre Jack Nicklaus vient de gagner 200 000 dollars à l'issue d'un tournoi. *Il a vingt-trois ans et décide* alors d'apprendre à jouer. Mais de là à en vivre, il y a un grand pas.

Il lui faut non seulement réussir l'examen d'entrée de l'Association professionnelle de golf, mais aussi compenser le handicap provoqué par une atrophie de son bras gauche,dont le coude a été plusieurs fois brisé pendant son enfance. Le premier obstacle est levé après deux essais infructueux ; le deuxième, *pour lui, n'en est pas vraiment un*. Il fait le succès de son jeu.

Calvin Peete a alors vingt-huit ans. *Ses premières victoires, il les* obtient sept ans plus tard. C'est l'âge auquel il passera des examens de culture générale qui, autant que son jeu, lui ouvriront les portes de l'équipe professionnelle américaine. « *Gagner son pain à la sueur de son front* » : rien n'aura été épargné au golfeur noir. Peete est considéré aujourd'hui comme le joueur le plus fin du circuit américain. On apprécie sa régularité à envoyer la petite balle du premier coup sur les *par* 3 et du deuxième coup sur les *par* 4. Il est en outre aussi adroit dans le *drive* (5).

C'est finalement au *putting* (6) que le golfeur est un peu faible. Précisément, Calvin Peete, qui mesure 1,81 mètre pour 78 kilos, s'est bel et bien « planté » à Saint-Nom-la-Bretèche. Fidèle à sa réputation, il a mis tous ses fers (7) au drapeau. Mais il est rarement parvenu à rentrer facilement un *put*. Un spécialiste a dit : « *Il n'est pas permis de jouer les coups aussi bien et de si mal les terminer.* »

GILLES MARTINEAU.

(1) Nombre de coups nécessaires à un très bon joueur pour amener la balle dans le trou. Le *par* total du parcours de Saint-Nom-la-Bretèche est de 72.

(2) Zone bordant le parcours. Elle n'est pas plantée de gazon, mais d'herbe plus haute.

(3) Zone finale autour du drapeau.

(4) Trou sablonneux au bord du green.

(5) Coup de départ effectué avec un *club en bois.*

(6) Action de frapper la dernière balle sur le green pour faire entrer la balle dans le trou.

(7) Club dont la tête est en fer.

## Les aléas de la Coupe du monde de planche à voile

De notre envoyé spécial

Brest. — Les soixante meilleurs planchistes professionnels réunis, pour la quatrième manche de la Coupe du monde de planche à voile, ont bien failli quitter Brest sans le moindre classement. Après un départ tonitruant, le 21 septembre, par des vents de force 6 à 7, pour un slalom spécial qui fut la plus belle épreuve courue cette année, le Grand Prix de Brest s'est retrouvé paralysé pendant une semaine par l'absence de vent due à un anticyclone que les organisateurs ne sont pas près d'oublier. Ils ont, en effet, *dû attendre le samedi 1er octobre* pour que les vents remontent et dépassent du seuil fatidique des 15 nœuds, au-dessous duquel aucune épreuve ne peut être homologuée.

Avec le slalom spécial et deux manches de slalom géant, le classement général du Grand Prix de Brest compte donc pour la Coupe du monde, malgré l'absence de l'épreuve de figures et de sauts dans les vagues. Il confirme la domination de l'Américain Robby Naish, qui prend la tête du classement provisoire avant le Grand Prix des Pays-Bas. L'Allemand Jurgen Honscheid, qui dominait l'épreuve, s'est sérieusement blessé il y a quelques semaines au cours d'un entraînement.

Les calmes inhabituels qui ont régné sur la pointe du Finistère la semaine dernière ont non seulement menacé d'annulation le Grand Prix de Brest, mais ils ont aussi failli compromettre l'avenir de la toute jeune Coupe du *monde* de funboard. La course bretonne remplaçait, en effet, celle d'Hawaï qui n'avait pu avoir lieu faute de vente. Les Grands Prix des Canaries et de la Torche (Finistère-Sud) ont été partiellement contrariés pour la même raison et seul celui de San-Francisco a eu lieu normalement au mois de juillet dernier.

Les aléas climatiques qui perturbent l'organisation de cette compétition en diminuent l'impact. Malgré le caractère spectaculaire des courses disputées par d'authentiques champions dans des cadres toujours grandioses, en *présence d'un public* important, les échos sont encore peu nombreux. Le pool des constructeurs qui a mis sur pied, pour la première fois cette année, cette Coupe du monde pourrait, faute de retombées, se décourager.

CHRISTOPHE DE CHENAY.

## Les résultats

### *Athlétisme*

RECORD DE FRANCE

Nadine Schoellkopf a battu, pour la sixième fois de la saison, son record de France du lancer du javelot avec un jet de 62,46 mètres, réussi le 1er octobre à Nicosie (Chypre). Son ancien record était de 57,74 mètres.

### *Automobilisme*

*LES 1 000 KILOMÈTRES* DU MONT-FUJI

L'avant-dernière épreuve du championnat *du monde d'endurance*, les 1 000 kilomètres du Mont-Fuji (Japon), a été remportée, le 2 octobre, par l'équipage américano-français Bell-Bellof devant le Belge Ickx et l'Allemand Mass. Les Porsche 950 ont pris les sept premières places de l'épreuve.

### *Basket-ball*

CHAMPIONNAT DE FRANCE
*(Première journée)*

| | |
|---|---|
| *St. Fr. b. Villeurbanne | 99-88 |
| Limoges b. *Challans | 110-106 |
| *Le Mans et Orthez | 77-77 |
| Caen b. *Monaco | 94-74 |
| Antibes b. *Reims | 86-73 |
| Tours b. *Avignon | 81-79 |
| *Lyon b. Vichy | 91-83 |

### *Football*

CHAMPIONNAT DE FRANCE
Première division
*(Douzième journée)*

| | |
|---|---|
| *Bordeaux b. Lens | 3-2 |
| *Lille et Monaco | 1-1 |
| *Bastia b. Auxerre | 1-0 |
| Paris-S.-G. b. *Rennes | 1-0 |
| *Toulouse b. Nantes | 3-1 |
| *Rouen et Toulon | 1-1 |
| *Strasbourg b. Laval | 1-0 |
| *Sochaux b. Brest | 2-0 |
| *Nancy b. Metz | 2-1 |
| *Nîmes et Saint-Etienne | 1-1 |

Classement. — 1. Bordeaux, 20 pts ; 2. Monaco, 17 pts ; 3. Auxerre, Paris-S.-G., 16 pts ; 5. Nantes, 14 pts ; 6. *Rouen*, Strasbourg, *13 pts* ; 8. *Toulouse*, Lille, Laval, 12 pts ; 11. Lens, Bastia, Nancy, 11 pts ; 14. Sochaux, Brest, Nîmes, 10 pts ; 17. Toulon, Saint-Etienne, 9 pts ; 19. Metz, 8 pts ; 20. Rennes, 6 pts.

DEUXIEME DIVISION
Groupe A
*(Treizième journée)*

| | |
|---|---|
| *Marseille b. Gueugnon | 3-1 |
| *Limoges b. Montpellier | 1-0 |
| *Lyon b. Cannes | 6-1 |
| *Nice b. Villefranche | 4-1 |
| *Thonon b. Sète | 3-1 |
| *Béziers b. Grenoble | 3-2 |
| *Besançon b. Martigues | 2-1 |
| *Cuiseaux-Louh. b. Libourne | 3-0 |
| *La Roche et Angoulême | 1-1 |

Classement. — 1. Marseille, 21 pts; 2. Limoges, 20 pts; 3. Lyon et Nice, 18 pts; 5. Thonon, 16 pts; 6. Montpellier et Béziers, 15 pts; 8. Cannes, 14 pts; 9. Alès et Grenoble, 12 pts; 11. Gueugnon, *10 pts*; *12. Besançon* et Martigues, 9 pts; 14. La Roche-sur-Yon, Angoulême, Sète et Libourne, 8 pts;18. Cuiseaux-Louhans, 7 pts; 19. Villefranche, 6 pts.

Groupe B
*(Onzième journée)*

| | |
|---|---|
| *St. Français 92 b. Valenciennes | 3-2 |
| *Sedan et Le Havre | 0-0 |
| *Tours b. Montceau | 3-1 |
| *Roubaix b. Mulhouse | 4-1 |
| Racing C.P. b. *Orléans | 1-0 |
| Quimper b. *Guingamp | 3-2 |
| Reims b. *Angers | 2-1 |
| *Châteauroux b. Abbeville | 3-1 |
| *Dunkerque et Red Star | 0-0 |

Classement. — 1. Stade Français 92, 17 pts; 2. Le Havre, 16 pts; 3. Tours, 15 pts; 4. Reims, 14 pts; 5. Orléans, Mulhouse, Guingamp et Valenciennes, 13 pts; 9. Racing Paris, 12 pts; 10. Abbeville, Red Star, Sedan et Châteauroux, 9 pts; 14. Montceau-les-Mines et *Quimper, 8 pts; 16. Angers, 7 pts;* 17. Dunkerque, 6 pts; 18. Roubaix, 5 pts.

### *Gymnastique*

FRANCE-R.D.A.

La République démocratique allemande a battu la France 577,60 points à 571,10 points dans une rencontre qui opposait *les équipes masculines des deux* pays, le 30 septembre et le 1er octobre, à Orléans.

### *Handball*

COUPE D'EUROPE

Huit jours après avoir battu d'U.S. Ivry, l'équipe belge du Sporting Neerpelt a obtenu une deuxième victoire (17-16), dimanche 2 octobre, à Neerpelt. Les Belges sont qualifiés pour les huitièmes de finale de la Coupe d'Europe des clubs champions.

### *Motocyclisme*

CHAMPIONNAT DE FRANCE

Selini sur M.B.A. (125 cm3), Bolle sur Pernod (250 cm3) et Roche sur Honda (500 cm3) sont devenus champions de France, le 2 octobre sur le circuit d'Albi.

### *Motonautisme*

SIX HEURES DE PARIS

Les Britanniques John Hill et Tony Williams ont gagné, dimanche 2 octobre, les Six Heures de Paris dans la catégorie des 1500 à 2000 cc. Ils ont couvert 173 tours du circuit de 4700 mètres tracé entre *les* ponts de *Bir-Hakeim et* de Garigliano, soit au total la distance de 813 kilomètres.

### *Planche à voile*

CHAMPIONNATS
D'EUROPE OPEN
à Porto-Carras (Grèce)

*Femmes.* — 1. Valérie Salles (Fr), 17 pts ; 2. Manuelle Graveline (Fr), 22,7 pts ; 3. Manuella Mascia (It.), 35,1 pts.

*Hommes.* — Lourds : 1. Chaudoy (Fr), 54,7 pts ; 2. Bellini (Esp.), 56,7 pts ; 3. Borde (Fr.), 73 pts.

*Légers* : 1. Nagy (Fr.), 8,7 pts ; 2 Benoît (Fr), 25,7 pts ; 3. Calvet (Fr), 40,7 pts.

### *Rugby*

CHAMPIONNAT DE FRANCE
*(Deuxième journée)*

*Poule 1*

| | |
|---|---|
| *Hyères b. Tarbes | 15-12 |
| *Béziers b. Montauban | 18-10 |
| *Bagnères b. Carcassonne | 27- 9 |
| *Oloron b. Castres | 10- 6 |

*Poule 2*

| | |
|---|---|
| *Angoulême b. Brive | 26-21 |
| *La Voulte b. Nice | 11- 6 |
| *Grenoble et Toulon | 12-12 |
| *Graulhet b. Vienne | 34- 9 |

*Poule 3*

| | |
|---|---|
| *Dax b. Agen | 12- 9 |
| *Lourdes b. Boucau | 27-12 |
| *Tulle et Toulouse | 6- 6 |
| La Rochelle b. *PUC | 13- 9 |

*Poule 4*

| | |
|---|---|
| *Perpignan b. Aire | 21- 9 |
| *Hagetmau b. Aurillac | 25-12 |
| *Montferrand b. Tyrosse | 20- 3 |
| *Bayonne b. Albi | 29-18 |

*Poule 5*

| | |
|---|---|
| *Biarritz b Bourg | 42-13 |
| Narbonne b. *Romans | 22- 9 |
| *Nîmes b. Mont-de-Marsan | 22- 3 |
| *Bègles et Pau | 10-10 |

### *Tennis*

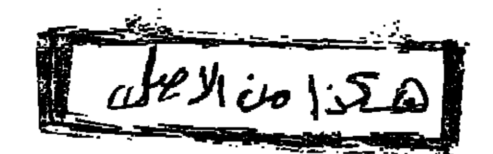
COUPE DAVIS
*(Deuxième demi-finale)*

Suède bat Argentine 4-1 ; Jarryd-Simonsson b. Clerc-Vilas 6-3, 6-3, 6-4 ; Vilas b. Jarryd 6-4,6-0 ; Wilander b. Clerc 6-1,6-2.

Dans les matches de barrage, les Etats-Unis, la Grande-Bretagne, le Danemark et la Tchécoslovaquie ont conservé leur place en première division. L'Irlande, le Chili, l'Indonésie et l'Union soviétique seront remplacés par la République fédérale d'Allemagne, la Yougoslavie, l'Inde et l'Equateur.

## LE PRIX DE L'ARC DE TRIOMPHE A « ALL ALONG »

*All Along*, la jument de quatre ans de M. Daniel Wildenstein, montée par Wally Swinburn, a gagné, dimanche 2 octobre à Longchamp, le Prix de l'Arc de Triomphe, devant *Sun Princess*, *Luth-Enchantée* et *Time Charter*, grand favori de l'épreuve.









# régions

## Ile-de-France | Les pouvoirs publics au service des petits patrons

### Aides : mode d'emploi

LES patrons des petites et moyennes industries ignorent encore trop souvent les différents services dont ils peuvent bénéficier de la part des organismes administratifs. Ou bien, ils renoncent à toute prétention en raison du maquis qu'est souvent l'administration. Pourtant, nombreuses sont les actions menées ces temps-ci en leur faveur. Nous présentons ici celles qu'entreprend actuellement la direction régionale de l'industrie et de la recherche d'Ile-de-France et plus particulièrement celles de la direction pour le développement industriel (D.D.I.). Sans prétendre à l'exhaustivité.

● *Gestion de la qualité.* – Cette action a pour objet de déterminer les coûts de non-qualité dans la chaîne de production d'un produit. Ce coût, estimé à 10 % du chiffre d'affaires implique toujours une baisse de la compétitivité de l'entreprise. Pour y remédier, la D.D.I. a mis en place avec les chambres de commerce départementales un réseau d'experts « qualiticiens » qui pourront réaliser à un coût réduit un diagnostic dans les entreprises qui en feront la demande. Cette action a déjà commencé à Paris, dans les trois départements de la petite couronne, dans les Yvelines et le Val-d'Oise et va être lancée dans l'Essonne et la Seine-et-Marne. Soixante diagnostics ont déjà été effectués, nécessitant trois jours d'expertise et douze interventions longues de quinze jours d'expertise sont en cours.

● *Aide au conseil.* – Un fonds d'aide au conseil, alimenté par trois millions de francs venus pour 50 % de l'Etat et 50 % de l'assemblée régionale, est à la disposition des entreprises qui font appel à un spécialiste extérieur. Ce conseil peut avoir trait aussi bien aux méthodes de gestion qu'à l'emploi de technologies de pointe. Le fonds prend en charge 50 % du coût de ce conseil plafonné à 50 000 francs. Ce système, géré par les chambres de commerce, sera opérationnel d'ici un mois où deux.

● *Automatisation.* – Afin de permettre aux entrepreneurs d'étudier l'automatisation du processus de production, cent diagnostics gratuits sont à leur disposition qui ont pour objet d'étudier l'opportunité et la faisabilité de cette automatisation. Un cahier des charges pourra être ensuite établi et un plan de financement étudié avec la D.D.I. qui coordonnera toutes les procédures d'aides publiques.

● *Analyse de la valeur.* – Une expérience dans ce domaine est actuellement menée en Seine-Saint-Denis afin de sensibiliser les P.M.I., au moment où elles élaborent de nouveaux produits, à la définition d'objets qui auront un coût de production le moins lourd possible.

● *Aides aux entreprises en difficulté.* – Depuis 1978, la D.D.I. en liaison avec la C.C.I.P. et divers organismes dont le CODEFI, le CIRIL, le CORI, etc., a mis en place une structure d'aide aux entreprises en difficulté. Son action consiste en l'établissement d'un diagnostic, d'un plan de redressement et de sa mise en œuvre en l'accompagnant auprès des banquiers ou des organismes publics. *(Lire l'article ci-contre)*.

● *Création d'entreprises.* – La D.D.I. peut mener à ce propos une action de conseil, de parrainage et d'assistance en coordonnant les efforts des collectivités publiques.

Toutes ces actions sont menées grâce aux crédits de politique industrielle qui peuvent financer jusqu'au quart du coût d'un projet. En 1982, la direction régionale d'Ile-de-France de l'industrie et de la recherche et ses divers départements ont pu traiter plus de six cents demandes de concours financiers et visité plus de 1 000 entreprises.

Pour tous renseignements, les dirigeants d'entreprises peuvent prendre contact avec :

● **Au siège :**

*M. Lippera*, chef de la division développement industriel ; *MM. Fauré, Tissot, Muel*, 152, rue de Picpus – 75570 Paris Cedex 12. Tél. : 344-33-30.

● **Dans les départements :**

– HAUTS-DE-SEINE : *M. Dessere*, Rotonde, 161, avenue Joliot-Curie – 92013 Nanterre Cedex. Tél. : 780-73-41.

– SEINE-SAINT-DENIS : *M. Delaitre*, 9-19, quartier du Chemin-Vert – 93000 Bobigny. Tél. : 830-81-17.

– VAL-DE-MARNE : *M. Vaillant*, Centre commercial Kennedy, place Gabriel-Fauré – 94000 Créteil-Montmesly. Tél. : 339-06-52.

– SEINE-ET-MARNE : *M. Fratti*, 32, rue Rosa-Bonheur – 77008 La Rochette. Tél. : 437-22-65.

– YVELINES : *M. Stain*, 50, rue Rémilly – 78000 Versailles. Tél. : 951-34-00.

– ESSONNE : *M. Marcou*, 11, rue Lafayette – 91000 Corbeil. Tél. : 088-30-03.

– VAL-D'OISE : *M. Schmidt*, 203, les Chênes Bruns – 95000 Cergy-Ville-Nouvelle. Tél. : 030-39-15.

### Vingt-deux relais pour l'innovation

LA délégation Ile-de-France de l'ANVAR (Agence nationale pour la valorisation de la recherche) dispose, depuis le 1er septembre, de nouveaux capitaux dégagés au titre du Fonds industriel de modernisation (FIM) nouvellement créé. Du fait de l'importante concentration de sièges sociaux utilisant des technologies de pointe en Ile-de-France, la délégation régionale se verra allouer environ 20 % des deux enveloppes du FIM, l'une de 3 milliards de francs pour 1983, l'autre de 5 milliards pour 1984, qui viennent d'être attribuées à l'Agence nationale.

La délégation régionale est connue pour l'appui qu'elle apporte à l'innovation, depuis 1980, en renseignant, en conseillant et en aidant financièrement tant les promoteurs d'un projet technologique nouveau pouvant déboucher sur une application économique que les industriels susceptibles d'investir en suivant, voire en devançant, l'état des techniques.

La force et l'efficacité de l'ANVAR tiennent en deux principes : celui de la rapidité des procédures (le délai normal d'instruction d'un dossier est de deux mois) et celui de la décentralisation. L'agence laisse en effet à ses 22 délégations régionales le pouvoir d'instruire et de sélectionner les dossiers déposés par les petites et moyennes entreprises, le siège national ne gardant que l'instruction des grandes affaires.

Ces principes ont permis à la délégation Ile-de-France de traiter 700 dossiers de demande d'aide à l'innovation depuis 1980. Cette aide consiste en un prêt sans intérêt consenti à l'entreprise dont le programme d'innovation a été sélectionné. D'un montant équivalant à la moitié du programme retenu, il n'est remboursable qu'en cas de succès. Quatre cent trois entreprises industrielles ou artisanales et 32 laboratoires de la région en ont déjà bénéficié pour un montant total de 128 millions de francs.

La clientèle de l'ANVAR Ile-de-France est composée de petites entreprises (73 % de moins de 25 personnes, 19 % de plus de 50 personnes) de création le plus souvent récente (45 % de moins de cinq ans d'existence). Ces caractéristiques de la clientèle régionale sont dues à l'importance de l'électronique, qui est souvent le fait de très petites unités, et aux problèmes fonciers qui amènent les entreprises en expansion à s'implanter hors d'Ile-de-France. Que sont devenus ces 435 programmes aidés ? Parmi eux, 9 ont échoué pour des motifs techniques et commerciaux, 13 ont été interrompus à la suite d'un dépôt de bilan de l'entreprise, 81 ont atteint leurs objectifs et 121 sont en cours de traitement.

La gestion des fonds attribués ce mois-ci à l'ANVAR au titre du FIM va permettre à la délégation régionale d'étendre ses activités. Elle pourra apporter son soutien aux opérations d'industrialisation. L'arrêté constitutif de ce Fonds industriel de modernisation en donnait une première liste : il s'agit de l'installation, dans les entreprises, de machines et d'équipements à haute technologie, du développement de la bureautique ou des biotechnologies, de la mise en service de 20 000 micro-ordinateurs français dans les collèges et les lycées ou de la mise au point de moteurs très économes en carburant. Le FIM mettra deux instruments à la disposition des industriels : un « prêt participatif technologique » au taux de 9,75 %, très favorable pour le long terme, qui sera mis en place par le réseau bancaire des entreprises, et un « crédit-bail mobilier » distribué par l'intermédiaire des sociétés de crédit-bail qui auront adhéré au FIM. Le taux de ce crédit-bail FIM devrait être inférieur de quatre points à celui des crédits proposés habituellement par ces sociétés.

Outre le caractère très avantageux de leurs taux, les prêts et les crédits ainsi consentis permettront à l'entrepreneur de ne pas engager ses biens propres. C'est un fonds de réserve qui garantira les sommes avancées après vérification de l'état de santé et de la compétitivité de l'entreprise. Ce soutien, tant financier que psychologique, devrait ainsi donner, par l'importance des moyens mis en œuvre, une véritable impulsion à l'industrialisation en Ile-de-France.

### L'histoire exemplaire du sauvetage de Tubix

DANS ce Paris qui perd avec ses petites entreprises traditionnelles chaque jour un peu plus de ses emplois, de ses actifs, bref de sa sève et de sa vitalité, il est des entrepreneurs bien décidés à rester dans la capitale pour défendre leur cadre de travail et leur tradition.

Raphaël Rossello, homme jeune de trente-cinq ans, docteur en sciences économiques, est de ceux-là. Son entreprise, Tubix, petite société qui compte aujourd'hui vingt employés, se niche dans l'une des petites rues qui font le treizième arrondissement. Bien sûr, Tubix n'est plus ce qu'elle était. Fondée en 1924, cette société anonyme 100 % française, spécialisée dans la production de tubes à ultra-vide spéciaux ou plus simplement de tubes à rayons X et gamma, a connu son heure de gloire dans les années 60, époque où elle fut l'un des leaders mondiaux de sa spécialité.

Son chiffre d'affaires tournait alors autour de 50 millions de francs valeur 1983. Ses clients, nombreux, l'appelaient de l'Argentine jusqu'à l'Union soviétique. Une aubaine pour les cent employés de l'entreprise. Puis sont venus des temps plus difficiles. Tubix subit d'abord de plein fouet la crise mondiale de l'équipement médical et scientifique.

Brutalement, au début des années 70, tous les systèmes de santé et de recherches se trouvent en cessation de paiement, qu'ils soient publics ou privés. Tout ce qui touche à la médecine physique, dont Tubix est un élément vivant, fait l'objet de compressions budgétaires.

Puis le phénomène écologique fait son apparition. Les rayonnements ionisants sont accusés de favoriser le cancer. On interdit le contrôle radiologique des femmes enceintes, l'activité radiologique des lycées, des collèges, des généralistes ou de la médecine du travail est réduite. On assiste alors à une très forte concentration du capital dans le secteur des techniques médicales.

Pour lutter contre cet état de crise, on tente de se diversifier. Tubix choisit la diversification des produits et se lance dans l'optique. Très vite, la société doit arrêter cette expérience après avoir commis des erreurs dans la stratégie de commercialisation de ses produits. La situation est critique, le chiffre d'affaires baisse.

Dans les années 1975-1981, Tubix tente de rétablir sa santé financière par la relance des investissements. Arrive le 10 mai et le programme socialiste, qui prévoit la création de dispensaires régionaux de médecine gratuite. La clientèle médicale privée de Tubix est inquiète et hésite à investir ou à renouveler ses matériels. L'entreprise subit une nouvelle fois les contraintes extérieures.

Courant 1981, elle ne compte plus que douze employés, la diversification a raté, elle est endettée de toutes parts, bref, Tubix est au bord de la cessation de paiement. Raphaël Rossello résiste. Il lui reste une clientèle, un bon produit et une marge qui lui servent d'argument auprès de la banque industrielle et mobilière privée, aujourd'hui nationalisée, qui accepte de lui accorder des crédits. D'autant plus facilement qu'il se tourne aussi vers le Codefi, comité départemental de financement, dont les hésitations le poussent à rencontrer un expert de la direction régionale de l'industrie et de la recherche. Celui-ci lui laisse entrevoir des solutions. Il vient passer deux jours complets dans l'entreprise même et demande à un cabinet d'experts de mener une enquête afin d'établir un diagnostic de la situation financière. Un ingénieur conseil vient ainsi passer une semaine dans la société. Tout est passé au crible, les budgets sont épluchés et l'ingénieur conseil conclut que les espoirs de M. Rossello ont une réalité économique qui justifie une aide.

Grâce à l'intervention de la direction régionale de l'industrie, il obtient ainsi la consolidation de sa dette fiscale et sociale – taxe professionnelle 1982, T.V.A., cotisations sociales – sur deux ans. Concrètement, il pourra payer en vingt-quatre mois des charges qui étaient exigibles sur cinq. Il obtient aussi une consolidation de sa dette bancaire sur deux ans, avec deux ans de franchise.

Aujourd'hui, Tubix espère réaliser un chiffre d'affaires de 9 millions de francs pour cette année, soit une augmentation de 30 % par rapport à 1982. La société compte désormais vingt employés et Raphaël Rossello espère embaucher deux ou trois personnes par an dans les cinq années qui viennent. Il peut plus tranquillement penser au développement de son entreprise et achève d'élaborer son projet de créer une chaîne de montage en Amérique du Nord. Ce jeune entrepreneur qui fut six ans durant chargé de cours à l'université de Nanterre répétait souvent à ses étudiants *« qu'il fallait dix ans pour asseoir une entreprise, trois jours pour la détruire et trois ans pour la relever »*. C'est le délai qu'il s'est donné pour redresser Tubix, un redressement auquel il voit trois raisons : *« La volonté d'une équipe de direction, la confiance d'une banque et celle des pouvoirs publics. »* Son seul souhait, désormais, c'est que les agents de l'État, pas les « bons » qui l'ont aidé à sauvegarder son entreprise, mais les « méchants », contrôleurs de tout poil le laissent un peu tranquille.

OLIVIER SCHMITT.

Le Monde

# culture

## La reconnaissance des industries culturelles

*(Suite de la première page.)*

La tâche est aujourd'hui d'autant *plus urgente* que les technologies de la communication accélèrent le mouvement et que le volume de la consommation culturelle des Français connaît une croissance exceptionnelle (42 % de plus que la moyenne de la consommation en dix ans).

Il y a encore deux ans, les industries culturelles n'avaient pas la faveur des pouvoirs publics. L'essentiel du financement budgétaire allait aux grandes institutions et à la conservation du patrimoine. Les entreprises du secteur n'accédaient même pas aux mécanismes de droit *commun* (aides à l'exportation, par exemple) et avaient quelque mal à trouver du crédit auprès des banques. En arrivant au ministère de la culture, M. Jack Lang s'est fixé comme objectif de faire prendre enfin au sérieux les industries de la culture et de faire admettre qu'elles ne sont pas des industries comme les autres. Il crée un poste de conseiller technique aux industries culturelles, confié à M. Jean Cazes, aidé par M. Françis Beck pour le cinéma.

Tous deux s'attaquent au plus urgent : la loi sur le livre et la réforme du cinéma. Deux secteurs où il convient de développer la diffusion et de protéger la création contre les effets pervers de la concentration. *Mais, très vite, un autre domaine* accapare leurs efforts : celui de la communication audiovisuelle, où le *développement des nouveaux réseaux* risque d'aggraver un déficit déjà prononcé des échanges. Le ministre de la culture doit convaincre ses collègues du gouvernement que l'investissement dans les programmes doit accompagner celui consenti pour les « tuyaux ».

### Une réforme du ministère

Un combat difficile qui rencontre deux types d'opposition : ceux qui croient que l'enjeu de la communication est avant *tout* dans l'*industrie* des supports ; ceux qui imaginent que la libre circulation des produits *par-delà les frontières réglera de fait* le problème des contenus. Mais, avec l'appui du président de la République, la priorité du développement des industries de programmes est enfin reconnue : c'est l'inscription au IXe Plan et la création du Fonds de soutien à la production audiovisuelle (*le Monde* du 24 septembre).

Reste à s'attaquer à la question fondamentale, celle du financement *des entreprises*. L'Institut de financement du cinéma et des industries culturelles (IFCIC), dont le capital de 1 million de francs est réparti entre l'Etat et dix établissements financiers (1), en est l'instrument privilégié. Son système de garantie aux prêts participatifs et aux crédits d'investissements consentis par les banques doit permettre de moderniser les structures techniques de fabrication, de stimuler la distribution, d'encourager l'*innovation dans* la création et la production. De nombreux dossiers sont déjà à l'étude concernant aussi bien des éditeurs vidéo, des distributeurs cinématographiques indépendants, des facteurs d'instruments ou des studios de dessins animés. Autant de P.M.E. dont les investissements à haut risque décourageaient jusqu'à présent l'intervention des établissements financiers.

### Reconquérir le marché intérieur

*M. Jack Lang prolonge* cette initiative par une réforme de son ministère. Chaque direction se voit dotée d'un *responsable des industries* culturelles capable de piloter, grâce à l'IFCIC, des actions dans des secteurs particulièrement menacés ou prometteurs. La facture instrumentale et l'industrie du disque, où il s'agit de reconquérir le marché intérieur; l'aide à la distribution et à l'exportation du livre, pour prolonger les effets de la loi sur le prix unique; les arts plastiques, où la relance couvre à la fois la création industrielle, le mobilier contemporain et *le renouveau des métiers d'arts*.

Dans le domaine des nouvelles technologies de la communication, l'agence Octet, dirigée par M. Daniel Populus, suit la mise en place d'unités de production d'images de synthèses, finance la production de nouvelles images vidéo (vidéo-clips, illustrations électroniques, courts *métrages de création*) et prépare un plan important de relance du dessin animé français.

Il ne restera plus à M. Jack Lang qu'à présenter devant le Parlement la loi sur l'œuvre audiovisuelle, réglant les problèmes juridiques qui entravent encore l'essor des industries culturelles, pour donner une cohérence finale à son projet culturel. Un projet qui s'inscrit dans la droite ligne du discours de M. François Mitterrand au colloque « Création et développement », le 13 février 1983 : « *Les industries de la culture sont les industries de l'avenir. Industries de la communication ou industries du loisir, nous pensons, j'y insiste, qu'investir dans la culture, c'est investir dans l'économie, que c'est du même coup dégager l'avenir et contribuer de la sorte à rendre à la vie tout son sens.* »

**JEAN-FRANÇOIS LACAN.**

(1) Crédit national (20 %), C.E.P.M.E. (20%), Banque nationale de Paris (5%), Crédit lyonnais (5%), Banque Worms (5%), Crédit commercial de France (5%), Crédit du Nord (5%), Paribas (5%), Odier, Bungener et Courvoisier (5%), Compagnie financière (5%).

### LE POIDS ÉCONOMIQUE DE LA CULTURE

***Chiffres d'affaires en 1982 :***

**édition du livre : 7,38 millions de francs ;**

**cinéma : 3,63 millions de francs ;**
***matériel électronique grand public* français : 7,1 milliards de francs.**

***Nombre de personnes employées :* 100 000**

***Part de la culture dans la consommation des Français :* 4 %**

***Balance commerciale culturelle :***

**déficit de la facture instrumentale : 541 millions de francs ;**

**déficit des échanges en télévision : 236 millions de francs ;**

**déficit du matériel audiovisuel grand public : 7 milliards de francs.**

## ÉCHANGES

### « Roméo et Juliette » et Mireille à Pékin

Après *Carmen*, de Bizet, l'an *dernier*, *la France et la Chine* ont décidé de coopérer de nouveau dans le domaine de l'art lyrique avec, cette fois, la mise en scène à Pékin du *Roméo et Juliette*, de Gounod. Des contacts préliminaires ont déjà été pris entre spécialistes pour la mise en œuvre de cette manifestation qui sera le clou, en 1985, du programme *d'échanges culturels bilatéraux* arrêté d'un commun accord, le 29 septembre, pour les deux prochaines années. Dans le cadre de cette coopération, des chanteurs chinois pourront bénéficier de bourses artistiques pour aller se perfectionner en France.

Toujours dans le domaine du chant, mais dans un genre plus populaire, les responsables chinois ont émis le vœu d'accueillir bientôt Mireille *Mathieu, en qui ils admirent une* grande représentante de l'art vocal français. Tout en promettant de faciliter les contacts avec la vedette, les représentants du ministère français des relations extérieures n'ont pu souscrire à la demande de faire prendre en charge par les finances publiques une éventuelle tournée en Chine de la chanteuse. Une telle attitude n'exclut pas, cependant, un show Mireille Mathieu au pied de la *Grande Muraille, de nature* commerciale et négocié entre les intéressés.

D'*importantes manifestations* sont d'autre part prévues par les deux pays, d'ici à 1985, dans le domaine des arts plastiques. La France montrera à Pékin les toiles de deux peintres contemporains, Cueco et Ernest Pignon-Ernest, et elle organisera, en 1985, une grande exposition des impressionnistes et post-impressionnistes (*1870-1920*). Afin de mieux faire connaître son patrimoine historique, la Chine *envisage, pour sa part, de monter* à Paris une exposition archéologique sur la période des royaumes combattants (cinquième-troisième siècle avant Jésus-Christ), ainsi qu'une rétrospective de son art calligraphique.

En dehors du programme d'échanges culturels gouvernemental, les bases d'une coopération entre spécialistes français et chinois ont été enfin posées cette semaine pour l'étude et la restauration de l'ancien Palais d'été, construit aux portes de *Pékin au dix-huitième siècle* par les jésuites et détruit en 1860, lors d'une expédition franco-*britannique contre la capitale de* ce qui était à l'époque l'empire mandchou des Qing.

*MANUEL LUCBERT.*

## FIAC 10

# Un marché qui s'ouvre

**Dimanche 2 octobre, pour le dernier jour de la FIAC, il faisait encore chaud sous la verrière du Grand Palais, et la foule continuait de se presser au dedans et au dehors. En fin d'après midi, la file des visiteurs s'allongeait toujours aux quatre caisses. Le record absolu allait être atteint pour cette seule journée : vingt mille entrées.**

Les organisateurs de la Foire se frottait les mains : vingt mille entrées en un seul jour, c'est le double de ce que la première *FIAC* avait reçu en dix jours, et c'est beaucoup plus que ce que l'exposition Manet a pu accueillir dans ses plus grands moments (huit mille visiteurs). Le cap des cent mille visiteurs pour l'ensemble de la manifestation a été *largement dépassé*.

C'est beaucoup trop de monde pour qu'on puisse s'occuper des gens vraiment intéressés, dira un rabat-joie de marchand, contatant le phénomène FIAC, dont la promotion a été mieux que jamais assurée par les médias et qui, selon *lui*, amène sur le terrain des gens qui n'ont pas la moindre idée de ce qu'est l'art contemporain, posent des questions ahurissantes et sont là uniquement parce qu'il faut avoir été à la FIAC. Dans l'ensemble pourtant, personne ne se plaint vraiment. Si, du point de vue des entrées, la FIAC 10 est un grand succès, du côté des ventes, du marché, il semble que les choses ne se soient pas mal passées non plus.

Il est trop tôt pour tenter un bilan à supposer qu'on puisse en faire un : la FIAC, terminée pour le public, ne l'est pas pour les marchands, dont certaines grosses ventes vont se faire *maintenant à tête reposée* : *on* n'achète pas encore un morceau de choix comme on achète un bœuf. On sait cependant que c'est une bonne année pour beaucoup de galeries, meilleure au moins que l'année dernière. tout le monde dit avoir « *travaillé* » dans le temps même de la Foire. « Travailler » ne signifie, bien sûr, pas la même chose pour une galerie qui expose Picasso (Gmurzinska en a au moins vendu un) et pour une galerie qui fait la promotion de jeunes artistes, même si eux aussi se sont bien vendus. *Pour* les premiers, la vente d'un seul tableau peut suffire à rembourser la totalité des *frais investis* dans la *foire*. Pour le autres il faut, comme on dit, « ramer » pour y parvenir. Or il semble que la plupart des galeries, petites et grandes, aient assez vite cette année récupéré leur mise de départ, ce qui n'a pas toujours été le cas.

Ce qui s'est vendu ? De tout. A la Waddington gallery, qui fait de l'ancien moderne, du jeune actuel, du ni très ancien ni très jeune, on se frottait les mains : un Van Dongen était parti dans les deux premiers jours. On croit savoir par exemple que les Dubuffet de chez Baudouin Leban sont partis en nombre ; c'étaient des petites pièces, dessins, estampes et *livres à moins de 20 000 F mais tout* de même. Arman se serait bien vendu y compris des pièces chères ; Degottex, très bien également, dès les premiers jours mais là encore à des prix raisonnables : Rien au-dessus de 100 000 F. Daniel Templon *vous dira aussi qu'il lui a été* plus facile de vendre des pastels d'Alberola ou des Le Gac à 30 000 F et 35 000 F qu'un Zakanitch à 200 000 F, que seuls peuvent se le permettre les collectionneurs étrangers pas assez présents, et les institutions. Les effets de la pression fiscale... Le créneau de vente le plus emprunté aurait donc été celui situé entre 3 000 F et 30 000 F *pour* les collectionneurs *français*. *Ceux-ci* auraient d'ailleurs acheté français, et notamment les jeunes. Les galeries étrangères auraient eu plus de mal avec leurs propres représentants. Mais les galeries autrichiennes et italiennes ne seraient cependant pas trop mécontentes des résultats obtenus.

Les indications toujours un peu *vagues dont* on dispose permettent aux organisateurs de la FIAC de dire que c'étaient une bonne FIAC, et que le marché français est en train de s'ouvrir. D'ici un mois ils doivent se réunir pour en tirer les enseignements et préparer la prochaine édition.

**G. B.**

### Les Américains ne sont pas venus

Tout un pan de l'art produit à Paris reste dans l'ombre sur le marché de l'art international. Chaque année il tente une apparition timide dans les stands de la FIAC. Il s'agit de cette généra*tion laissée-pour-compte qui a* fait les frais de la rivalité Paris New-York et aujourd'hui âgée entre soixante et quatre-vingts ans. Ses prix n'ont pas suivi sa cote des années 50, lorsqu'elle tenait le devant de la scène. Certes les goûts changent, les œuvres peuvent décliner, mais sur le plan de leur va*leur intrinsèque*, c'est souvent injuste.

Schneider, qui exposait avec Kline a New-York, Tal Coat, Bazaine, Debré, même Hartung, Soulages, et bien d'autres auraient eu de meilleures places sur *le marché s'ils avaient été Améri*cains. Et des peintres de la dimension de Fautrier et Poliakoff n'atteignent pas les prix du moindre jeune Américain, plus ou moins installé. Sans parler des phares de la peinture comme Braque, bien moins cher que Pollock, voire Jasper Johns.

Pour les Américains, il n'y a de *marché de l'art* contemporain qu'américain. A quelques exceptions près, ils ne considèrent le travail d'un artiste européen qu'à partir du moment où il vit outre-Atlantique. Il doit faire partie de la famille pour partager ce gâteau. Les marchés tendent de plus en plus à devenir nationaux. En fait on ne trouvait pas ici une *œuvre américaine notable, ni une* galerie de New-York. Cette année les Américains étaient absents de la FIAC.

Après le coup de chapeau de 1976 à la veille de l'inauguration du Centre Georges-Pompidou, leur reflux s'est fait persistant jusqu'à être réduit à presque rien. Les affaires étant les af*faires, il n'est guère intéressant* pour un marchand de New-York de venir à la FIAC de Paris où le dollar trop cher met sa marchandise hors de prix pour les Européens qui, ne bénéficiant pas des incitations fiscales, ne sauraient payer les prix américains. *Mais* la raison stratégique serait que les marchands de New-York ne tien*nent pas, par leur venue* à la FIAC, à servir le prestige de cette manifestation, où n'ayant, en fait, pas grand-chose à vendre, ni à montrer pour y faire bonne figure précédent, ni à prêter le flanc à la critique. Et comme tout est concerté à New-York, lorsqu'ils viennent, ils viennent presque tous, et lorsqu'ils ne *viennent pas, c'est toujours* en masse que les marchands américains sont absents. La création artistique bouge en Europe et guère à New-York. Le mouvement porté par la mode actuelle est d'origine européenne et les marchands américains n'ont rien de bien convaincant pour s'imposer alors qu'ils ont poussé à des hauteurs souvent excessives leurs artistes nationaux. Artificiellement trop chères, ces œuvres vont fatalement subir un processus de « relecture », leur place dans l'histoire de l'art ne concordant pas toujours avec celle que leur fait le marché américain.

**JACQUES MICHEL.**







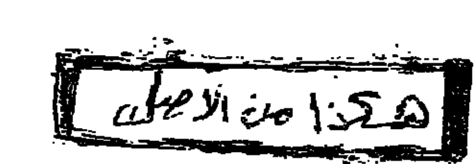


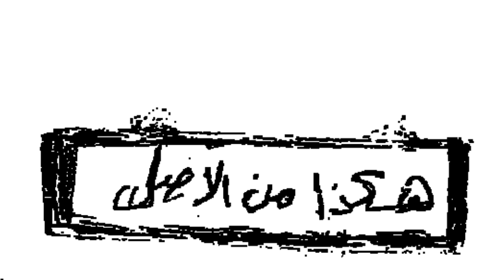




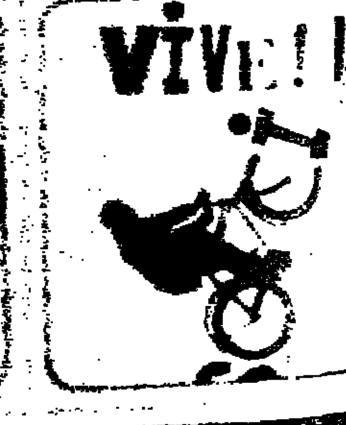


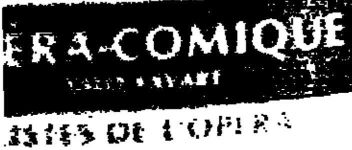










## CINÉMA

### « UN JEU BRUTAL » ET « LA SCARLATINE »

# Les débutants sont ambitieux

Jean-Claude Brisseau est un malin. Gabriel Aghion est un tendre. Voilà ce que l'on peut déduire de leurs films (des premiers films), et puisque ceux-ci ne sont réussis ni l'un ni l'autre tout en étant parfaitement « visibles », nous considérerons que ces deux substantifs hâtivement étiquetés sont suffisants pour déterminer un choix.

Très bien accueilli à Cannes (*le Monde* daté 15-16 mai), *Un jeu brutal* apparaît un peu comme une escroquerie, l'auteur s'ingéniant à prévenir toute rébellion chez le spectateur : il justifie des scènes pénibles par des dialogues d'une pensée élevée, il explique les bizarreries du scénario par une pirouette finale, révélant qu'il y a du diable là-dedans, et qu'un des deux personnages principaux est complètement fou.

Le fou c'est Bruno Cremer, en ex-chercheur de l'Institut Pasteur (génial, à ce que l'on nous dit) qui démissionne de son poste pour une triste mission : il tue des petits enfants, les uns après les autres. On le voit prendre son sac, prévenir chez lui; et accomplir sa besogne. Cela est une des deux histoires du film. La deuxième montre la fille de cet homme, une infirme dont les jambes sont inertes pour la vie.

Sauvage, brutalement matée par son père, la jeune Isabelle réapprend le monde au contact d'une institutrice et du frère de cette dernière, un vrai prince charmant. Elle s'épanouit, et finira par communier avec l'auteur de ses jours dans un grand élan écologique puis mystique.

Si Bruno Cremer n'a pas l'habitude, et cela se voit, de rendre crédible ce genre de rôle, Emmanuel Debever sert avec foi l'évolution de son personnage. Comme la mise en scène fait la part belle à l'élément physique (infirmité, érotisme, sang) on ne peut, évidemment pas, comme on dit, rester indifférent. Reste qu'on ne perçoit pas bien le message, le récit étant trop encombré pour être gratuit.

Gabriel Aghion, lui, n'a pas la même maîtrise. Prenons une excellente idée : le héros, un charmant gamin, organise à l'école un système d'assurances. On paie 20 francs et on est protégé contre le bizutage. Qui écope, par ailleurs, d'une punition est aussitôt dédommagé en espèces. Quelques plans trop vagues, et le gag est désamorcé.

Dans la présentation de ses personnages – une famille émigrée d'Égypte où elle était très riche – Aghion insiste, fastidieux, sur la grand-mère « hystéro-loufe » (Stéphane Audran), escamote l'arrière-grand-mère tout en indiquant qu'elle est la clé du film, se débrouille mal avec le point de vue choisi (celui de l'enfant), perd sans cesse en cours de route son fil conducteur.

En fait, il n'était pas assez solide pour animer une galerie de portraits aussi fournie et pittoresque. Mais les démêlés familiaux – dont le champ d'action est un hôtel particulier – font passer quelques agréables moments. Brigitte Fossey, la mère, met beaucoup de cœur et de drôlerie dans ses états d'âme, et Malavoy, parmi toutes ces femmes seules affligées de frères désastreux, a une belle présence.

CLAIRE DEVARRIEUX.

★ Voir les films nouveaux.

## VARIÉTÉS

# Ray Barreto en tournée

Ce lundi 3 octobre, à 20 heures au palais de la Mutualité, Ray Barreto inaugure une série de concerts qui auront lieu tout au long du mois d'octobre dans différentes villes françaises. Le percussionniste portoricain se présente avec l'une des plus solides formations de salsa. Sa musique a la joie de vivre et une belle énergie ; elle présente des arrangements complexes et une sonorité originale. Elle a toujours placé Barreto comme celui qui relie les deux extrêmes de la musique porto-ricaine de New-York, qui est le pont logique, le point d'équilibre entre les styles si riches et si différents de Willie Colon et d'Eddie Palmieri. Avec ces musiciens, Barreto développe imperturbablement sa propre salsa où convergent les influences du jazz comme les tournures les plus typiques, et le vieux son de la montagne portoricaine.

Il est né à Brooklyn, mais, de deux à onze ans, il a vécu à Spanish Harlem, dans la 111e Rue, puis dans le Bronx. Comme n'importe quel jeune Latino-Américain de New-York, Barreto a été partagé entre la fierté d'être portoricain et le sentiment d'être new-yorkais. Très jeune, il a découvert le mariage possible du jazz et de la musique latine en écoutant Dizzy Gillespie jouer avec le percussionniste et compositeur Chano Pozo. Barreto naviguera entre les deux musiques : il « *jam* » avec Charlie Parker, Max Roach, Art Blakey ; il enregistre avec Wes Montgomery, Gene Ammons, Red Garland, Sonny Stitt, Dizzy Gillespie, et joue dans l'orchestre de Jose Curbelo qu'il quitte bientôt pour prendre la place de Mongo Santamaria dans le groupe de Tito Puente. Il y restera quatre ans. Ensuite, il montera son propre orchestre, enregistrera des albums comme *Charanga moderna, Acid, Hard Hands, The Other Road, Together*, et deviendra un artiste Fania. Il est ainsi un des principaux innovateurs de la musique des Caraïbes à New-York, ayant servi de catalyseur pour toutes les influences qui ont convergé vers le son salsa.

CLAUDE FLÉOUTER.

★ A Bordeaux le 4, à Angoulême le 5, à Toulouse le 7, à Nice le 8, à Toulon le 9, à Lyon le 11, à Genève le 12.

## Programme du Théâtre de l'Europe

*La première saison du Théâtre de l'Europe à l'Odéon commencera le 26 octobre, en dépit de la maladie de son directeur, Giorgio Strehler, qui l'a empêché de présenter lui même son programme.*

– LA TEMPÊTE, par Giorgio Strehler, avec le Piccolo Teatro de Milan (du 26 octobre au 10 novembre).

– L'ILLUSION ou l'Illusion comique, de Corneille par Giorgio Strehler, en français. (Du 9 décembre au 3 février).

– LUMIÈRES DE BOHÊME, de Valle Inclan, par Luis Pasqual et le centre dramatique d'Espagne, en espagnol. (Du 13 au 20 février.)

– LA BATAILLE D'ARMINIUS, de Kleist, par Claus Peymann et le Théâtre de Bochum, en allemand. (Du 28 février au 6 mars.)

– AU PETIT ODÉON

– 3 novembre : Giorgio Strehler lit *Leopardi* (en italien), 18 h 30.

– 4-13 novembre : *Acting Shakespeare*, par Ian Mac Kellen en anglais, 18 h.

– 22 novembre-4 décembre : *Heiner Müller, de l'Allemagne*, par Jean Jourdheuil et Jean-François Peyrat, spectacle bilingue français-allemand, 18 h 30.

– 13 décembre-15 janvier : *la Prise de l'école de Madhubaï*, d'Hélène Cixous, 18 h 30.

– 24 janvier-25 février : Bons offices, récit de Pierre Martens, par Michèle Fabien, 18 h 30.

– 9 février : *soirée Valle Inclan (en espagnol)* par le Centre dramatique national d'Espagne, 20 h 30.

– 27, 29 février, 2, 3, 5 mars : *Jacke wie Hose*, de Manfred Karge, par le Théâtre de Bochum, en allemand, 18 h 30.

Renseignements : Théâtre de l'Europe, place de l'Odéon, 75006 Paris, tél. : 325-70-32.

## DANSE

### LA RENTRÉE DU BALLET DE L'OPÉRA

# Les condiments de Coppélia

Le Ballet de l'Opéra de Paris commence discrètement la saison au Théâtre des Champs-Elysées, où l'accueille son ancien administrateur de la danse, Georges Hirsch, désormais directeur de la salle. Le programme n'est pas pour faire courir les foules : *Coppélia*, repris dans la version scrupuleuse de Pierre Lacotte, en est à sa soixante-treizième représentation.

L'agrément de ce ballet aujourd'hui tient à la musique bien connue de Léo Delibes, au dosage de la danse et de la mimique, aux décors réalisés d'après les maquettes de la création (le 25 mai 1870), aux costumes (tutus mi-longs, coiffures à l'anglaise), qui évoquent la fin du Second Empire. L'école française brillait alors de ses derniers feux face à l'épanouissement du ballet académique de Saint-Pétersbourg. On dansait sur le volcan. Sedan et la Commune se profilaient. Le librettiste, Nuitter, s'était inspiré d'un conte fantastique d'Hoffmann, mais il l'avait transformé en comédie légère et l'avait situé en Hongrie pour placer des divertissements folkloriques, assez insipides d'ailleurs.

Le second acte où Swanilda prend la place de l'automate et séduit Coppelius justifie cependant l'intérêt du ballet. Chaque danseuse peut y briller selon son tempérament, et Claude de Vulpian, qui a ouvert la série des représentations aux Champs-Elysées, s'y montre d'une grâce piquante, d'une technique précise et brillante. Sans doute devrait-elle comblé Barbey d'Aurevilly, critique lors de la première représentation, par sa manière suggestive de passer de l'état de mannequin à celui de femme.

Rudolf Noureev, directeur de la danse, a tenu à mettre sa griffe sur ce spectacle ; il a demandé à Pierre Lacotte de resserrer l'interminable divertissement final, qui s'enchaîne désormais avec le second acte. Il a lui-même entraîné simultanément les six couples qui se succèdent dans les rôles de Frantz et de Swanilda et il a distribué, samedi 8 et dimanche 9 en matinée, de jeunes danseurs : Yannik Stéphant et Olivier Patey, Elisabeth Maurin et Laurent Hilaine. Voilà qui devrait pimenter un spectacle sans surprises, encore que la première Swanilda, Joséphine Bozzachi, avait à peine seize ans à la création du ballet.

M. M.

★ Théâtre des Champs-Elysées, 7 octobre, 20 heures, 8 octobre 14 h 30 et 20 h 30, 9 octobre 14 h 30.

### Hommage à Serge Lifar

*Après les honneurs officiels au palais Garnier, l'hommage privé de ses interprètes à la salle Rossini, en la mairie du neuvième arrondissement, siège de l'Université de la danse dont il fut le fondateur, Serge Lifar fêtait sa légion d'honneur, vendredi 30 septembre, au milieu d'une centaine d'« intimes » : ceux et celles qui dansèrent ses ballets les plus célèbres à l'époque héroïque où le « choréauteur » du* Manifeste de la danse *régnait en maître sur notre première scène subventionnée.*

*Après qu'Emmanuel Bondeville, membre de l'Institut, ancien directeur de l'Opéra, eut dépeint avec esprit la personnalité hors rang du nouveau décoré, celui-ci répondit à ce discours – ainsi qu'à une dizaine d'autres – par un speech improvisé extrêmement amusant, sans oublier l'accent russe ni omettre aucun des fidèles venus le féliciter, au premier rang desquels Yvette Chauviré, Paulette Dynalix, Claude Bessy, Claire Motte, Olga Adabache, Christiane Vlassi, Cyril Atanassof, Gilbert Mayer, Yves Brieux...*



## LETTRES

### HERVÉ BAZIN DANS LA « PLÉIADE » ?

# L'accord serait bientôt conclu

La « Bibliothèque de la Pléiade », qui rassemble les monuments de la littérature universelle et de rares écrivains vivants (Green, Char, Yourcenar), va-t-elle accueillir les œuvres complètes d'Hervé Bazin, président de l'académie Goncourt et auteur de romans de mœurs à fort tirage – *Vipère au poing, la Mort du petit cheval, le Matrimoine, Madame Ex*, etc. ?

Les milieux littéraires se sont faits l'écho de cette rumeur depuis la rentrée. Certains, comme Bernard Frank dans *le Matin* du 29 septembre, jugent Bazin indigne de cette consécration et craignent que d'autres jurés, à leur tour, n'en bénéficient, à charge de revanche lors de l'attribution des prix.

Un contrat a déjà été signé entre Gallimard et Grasset, éditeur de Bazin. Des pourparlers ont été engagés avec son autre éditeur, Le Seuil, dont l'accord serait imminent. Les commentaires qu'a suscités ce projet semblent avoir hâté la décision.

La date de sortie de cette « Pléiade » si contestée n'est pas encore fixée. De toute manière, un premier volume des œuvres du romancier, assorti d'un appareil critique, ne pourrait pas, matériellement, voir le jour avant Noël 1984. Le premier volume contiendrait à peu près le quart de l'œuvre romanesque de Bazin, à savoir *Vipère au poing, la Mort du petit cheval, le Cri de la chouette, le Matrimoine, Au nom du fils* et *Madame Ex*.

Rappelons que le volume II des *Mémoires* de Saint-Simon dans « la Pléiade », est sorti récemment. Cette édition, établie et annotée par Yves Coirault (1 706 pages, dont 525 pages de notes et variantes), se substitue à la précédente, épuisée depuis plusieurs années, et porte comme elle le nº 77 de la collection, bien qu'il s'agisse, surtout pour l'appareil critique, d'un travail entièrement renouvelé.

Le second volume des œuvres de Gobineau doit paraître en octobre. Il suivra donc d'assez près le premier. Ce volume II, réalisé comme le précédent sous la direction de Jean Gaulmier, reprendra en particulier *Adélaïde* et les *Souvenirs de voyage*.

Au menu pour novembre : le tome VI et dernier des œuvres romanesques complètes de Jean Giono. Puis, en principe, en janvier, les œuvres (un volume) du cardinal de Retz : une édition nouvelle, qui prend la place et conserve le numéro d'ordre de la précédente, 53. En février, l'œuvre romanesque et critique d'Eugène Fromentin (1820-1876), un volume. En mars, le deuxième volume des œuvres complètes de Gérard de Nerval, qui couvrira la période 1850-1852, avec, en particulier, la correspondance.

# Jean Bardet, cofondateur des éditions du Seuil est mort

**Jean Bardet, cofondateur des éditions du Seuil avec Paul Flamand, est mort subitement à Paris vendredi 30 septembre. Il était âgé de soixante-treize ans.**

*Né le 20 février 1910, Jean Bardet avait été contraint par la maladie d'interrompre ses études. Il avait rencontré Paul Flamand à la veille de la guerre, chrétien de gauche comme lui et aussi préoccupé de fonder une société meilleure. Ils étaient tous deux proches de la pensée d'Emmanuel Mounier, dont le nom reste lié à la revue* Esprit, *elle-même si souvent confondue avec les éditions du Seuil. Pendant la guerre, Jean Bardet et Paul Flamand ont continué une politique de contacts personnels et de contrats qui permirent à la maison d'édition de partir avec un nouvel élan dès la fin des hostilités. Dès lors, on ne put dissocier à la tête du Seuil – dont ils firent la deuxième maison d'édition de littérature générale de Paris – le tandem Flamand-Bardet, le premier se chargeant principalement de l'animation éditoriale, le second assurant la gestion de l'entreprise.*

*En 1979, Jean Bardet avec Paul Flamand quittaient la direction du Seuil pour la remettre entre les mains de Michel Chodkiewicz, leur unique successeur. Jean Bardet était toujours membre du conseil d'administration.*











# SPECTACLES

# théâtre

## LES SPECTACLES NOUVEAUX

L'EMOI D'AMOUR – Théâtre 13 (588-16-30), 21 h.
L'ANEITUDE – Dejazet (271-44-20), 18 h.
ROMANCE OF MEXICO – Ivry, Théâtre des Quartiers (672-37-43), 20 h 30.
HISTOIRE DE JOUER – Dix-Heures (606-07-48), 18 h 30.
L'AUVENT DU PAVILLON IV – Café de la Gare (278-52-51), 22 h 15.

## *Les salles subventionnées et municipales*

COMÉDIE-FRANÇAISE (296-10-20), 20 h 30 : les Estivants ; Victor ou les Enfants au pouvoir.
BEAUBOURG (277-12-33). Concerts : 20 h 30 : Spectacle musical de G. Tamesti « Maison ! » ; Cinéma Vidéo : à partir de 12 h : Brian Eno – Vidéo musique (Mistaken Memories of Mediaeval *Manhattan) : à 16 h : Essai reportage* : à 19 h : Juan Félix Sanchez : Présences polonaises : à 15 h : Acquisitions récentes : Denkmal-De Kooning and the Unexpected ; Théâtre : 21 h : Abdellatif Laâbi : « Va ma terre quelle belle idée ».

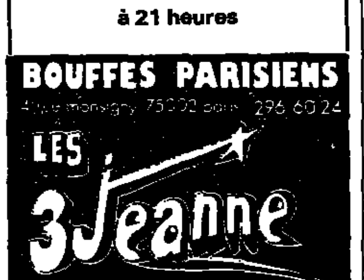
## *Les autres salles*

AMERICAN CENTER (321-42-20), 21 h : les Déménageurs.
BOUFFES PARISIENS (296-60-24), 21 h : les Trois Jeanne.
COMÉDIE DE PARIS (281-00-11), 20 h 30 : Fête.
COMÉDIE-CAUMARTIN (742-43-41), 21 h : Reviens dormir à l'Élysée.
DAUNOU (261-69-14), 21 h : la Chienlit.
HUCHETTE (326-38-99), 19 h 30 : la Cantatrice chauve ; 20 h 30 : la Leçon ; 21 h 30 : C'est Woody qui l'a dit.
LUCERNAIRE (544-57-34), I : 18 h 30 : Cajamarca ou le supplice de Pizarre ; 20 h 30 : l'Entonnoir ; 22 h 30 : Bobby Lapointe ; *II*. 18 h 30 : les Fables de La Fontaine ; 20 h 15 : Six heures au plus tard ; 22 h 15 : Visages de Cocteau. *Petite salle, 18 h 30 : la Putain littéraire* ; 19 h 45 : Mozartement vôtre.
MARIGNY (256-04-41), 21 h : les Sales Mômes.
NOUVEAUTES (770-52-76), 20 h 30 : l'Entourloupe.
POCHE - MONTPARNASSE (548-92-97), 20 h 15 : la Dernière Bande.
RENAISSANCE (208-18-50), 21 h : Théâtre de Bouvard.
TAI TH. D'ESSAI (278-10-79), I : 20 h 30 : l'Ecume des jours. II : 20 h 30 : *Huis clos*.
THÉATRE D'EDGAR (322-11-02), 20 h 15 : les Babas cadres ; 22 h : Nous, *on fait où on nous dit de faire*.
THÉATRE A. BOURVIL (373-47-84), 21 h : les Dames de fer ; 22 h : Y'en a *marr... ez vous ?*
THÉATRE DE DIX-HEURES (606-07-48), 21 h 30 : Arrête de rire, ça va sauter ; 22 h 30 : le Propriétaire.
THÉATRE NOIR (346-91-93), 20 h 30 : l'Os.

## *Les cafés-théâtres*

AU BEC FIN (296-29-35), 20 h 30 : Tohu-Bahut ; 22 h : le Président.
BLANCS-MANTEAUX (887-15-84), 22 h 30 : Fouillis.
BEAUBOURGEOIS (272-08-51), 19 h 30 : la Spécialité.
THÉATRE DE DIX HEURES (606-07-48), 20 h 30 : les Voyages d'Yvonne Tetbœuf.






## *Les chansonniers*

CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE (278-44-45), 21 h : François, j'ai mal à mes sous.
THÉATRE DES DEUX ANES (606-10-26), 21 h : L'impôt et les os.

## *La danse*

*THÉATRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES* (723-47-77), 20 h : Coppelia.

## *Le music-hall*

ESPACE CARDIN (266-17-81), 20 h 30 : J. Gréco.

## *Les concerts*

LUNDI 3

SALLE PLEYEL, *20 h 30 : Ensemble orchestral de Paris*, dir. : J.-P. Wallez (Haydn, Chopin, Wagner...).
ATHÉNÉE, 21 h : Kiri te Kanawa
SALLE GAVEAU, 20 h 30 : B. Davidovich, D. Sitkovetski (Mendelssohn, Grieg, Mozart...).
CITÉ INTERNATIONALE, 20 h 30 : F. Killian (Bach, Schumann, Brahms...).

## *Jazz, pop, rock, folk*

CAVEAU DE LA HUCHETTE (326-65-05), 21 h 30 : Four Bones.
*COMÉDIE DE PARIS* (281-00-11), 22 h 30 : A. Altai.
DÉCHARGEURS (263-00-02), 22 h : Fe*ton* Cahen.
FORUM (297-53-47), 21 h : De Kreuners.
MEMPHIS MELODY (329-60-73), *23 h : Gay Marshall*.
MUTUALITÉ (329-12-99), 20 h : Ray Baretto, Alafia.
*PETIT JOURNAL* (326-28-59), *21 h* : Caratini, Fosset, Azzola.
PETIT OPPORTUN (236-01-36), 23 h : T. *Pagano*, P. Authier, J.-Ph. Viret, J.-Cl. Jouy.

## *En région parisienne*

CLAMART, C.C. *J. Arp* (645-11-87), 20 h 30 : Chéri.

# cinéma

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans, (**) aux moins de dix-huit ans.

## *La Cinémathèque*

*CHAILLOT (704-24-24)*

Relâche.

*BEAUBOURG (278-35-57)*

Classiques du cinéma-films d'auteurs, films rares : 15 h, le Bossu, de J. Delannoy ; 17 h, *Train d'enfer*, de C.-R. *Endfield* ; 19 h, Rétrospective ZDF (Kleines Fernsehspiel) : Il fait froid dans le Brandenbourg, de W. Hermann, N. Meienberg et H. Sturm.

## *Les exclusivités*

L'ANNÉE DE TOUS LES DANGERS (Aust., v.o.) : Cinoches, 6e (633-10-82) ; Marbeuf, 8e (225-18-45).
*L'ARGENT* (Fr.) : Lucernaire, 6e (544-57-34).
ATTENTION, UNE FEMME PEUT EN CACHER UNE AUTRE (Fr.) : Forum Orient Express, 1er (233-63-65) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Cluny Palace, 5e (354-07-76) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Le Paris, 8e (359-53-99) ; Paramount City, 8e (562-45-76) ; George-V, 8e (562-41-46) ; Saint Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Lumière, 9e (246-49-07) ; Paramount Bastille, 12e (343-79-17) ; Athéna, 12e *(343-00-65)* ; Nation, 12e (343-04-67) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; Gaumont *Sud*, 14e (327-84-50) ; *Montparnasse* Pathé, 14e (320-12-06) ; Bienvenüe Montparnasse, 15e (544-25-02) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Victor Hugo, 16e (727-49-75) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Wepler Pathé, 18e (522-46-01).
LES AVENTURIERS DE L'ARCHE PERDUE (A., v.f.) : Trois Haussmann, 9e (770-47-55)).
LA BELLE CAPTIVE (Fr.) : Denfert (H. sp.), 14e (321-41-01).
BENVENUTA (Fr.-Belg.) : Ciné-Beaubourg, 3e (271-52-36) ; U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08) ; U.G.C. Opéra, 6e (261-50-32) ; 14-Juillet Parnasse, 6e (326-58-00) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; *14-Juillet Bastille, 12e (357-90-81)*.
CARMEN (Esp., v.o.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Saint-Germain Village, 5e *(633-63-20)* ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; Hautefeuille, 8e (633-79-38) ; Elysées Lincoln, 8e (359-36-14) ; Ambassade, 8e (359-18-09) ; Parnassiens, 14e (329-83-11). – V.f. : Impérial, 2e (742-72-52).
CHALEUR ET POUSSIÈRE (HEAT AND DUST) (Ang., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; Cluny Ecoles, 5e (354-20-12) ; U.G.C. Danton, 6e (329-42-62) ; *U.G.C. Rotonde, 6e* (633-08-22) ; U.G.C. Champs-Elysées, 8e (359-12-15) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79). – V.f. : U.G.C. Boulevard, 9e (246-66-44).
CHRONOPOLIS (Fr.) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18).
LA CRIME (Fr.) : Forum, 1er (297-53-74) ; U.G.C. Montparnasse, 6e (544-14-27) ; U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08) ; U.G.C. Biarritz, 8e (723-69-23) ; U.G.C. Normandie, 8e (359-41-18) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; U.G.C. Boulevard, 9e (246-66-44) ; U.G.C. Convention, *15e* (828-20-64) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Images, 18e (522-47-94).
*DANS LA VILLE BLANCHE (Suis.)* : Saint-Ambroise, 11e (700-89-16) (H. sp.).
*DARK CRYSTAL (A., v.f.) : Trois Haussmann*, 9e (770-47-55).
LE DESTIN DE JULIETTE (Fr.) : Forum *Orient-Express*, 1er (233-63-65) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; Olympic-Balzac, 8e (561-10-60) ; Parnassiens, 14e (320-30-19) ; Olympic, 14e (545-35-38).
DIEU ME SAVONNE (Bost., v.o.) : George V (562-41-46) ; Parnassiens, 14e (329-83-11). – V.f. : Impérial Pathé, 2e (742-72-52).
LES DIEUX SONT TOMBÉS SUR LA TÊTE (Bost.-A., v.o.) : Marignan, 8e (359-92-82). – V.f. : Français, 9e (770-33-88) ; Montparnos, 14e (327-52-37).
DIVA (Fr.) (*) : ) ; Rivoli Beaubourg, 4e (272-63-32) ; Panthéon, 5e (354-15-04) ; Grand Pavois, 15e (554-46-85).
EQUATEUR (Fr.) (*) : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Epée-de-Bois, 5e (337-57-47) ; Ambassade, 8e (359-19-08).
E.T. L'EXTRA-TERRESTRE (A., v.f.) : Trois Haussmann, 9e (770-47-55).
L'ÉTÉ MEURTRIER (Fr.) : George V, 8e (562-41-46) ; Français, 9e (770-33-88) ; Montparnos, 14e (327-52-37).
FANNY ET ALEXANDRE (Suède, v.o.) Version intégrale : Olympic Luxembourg, 6e (633-97-77).
FANNY HILL (A., v.o.) (**) : Biarritz, 8e (723-69-23). – V.f. : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; U.G.C. Rotonde, 6e (633-08-22).
*LA FIANCÉE QUI VENAIT DU FROID* (Fr.) : Forum Orient-Express, 1er (233-63-65) ; Rex, 2e (236-83-93) ; U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08) ; U.G.C. Montparnasse, 6e (544-14-27) ; Normandie, 8e (359-41-18) ; U.G.C. Boulevard, 9e (246-66-44) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; U.G.C. Gobelins, 13e (336-23-44) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; U.G.C. Convention, 15e (828-20-64) ; *Murat, 16e (651-99-75)* ; *Images, 18e* (522-47-94) ; Secrétan, 19e (241-77-99).
LE FAUCON (Fr.) : Forum Orient Express, 1er (233-63-65) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; Français, 9e (770-33-88) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Secrétan, 19e (241-77-99) ; Cliché Pathé, 19e (522-46-01).
*LA FEMME DE MON POTE (Fr.)* : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01)) ; Gaumont Gambetta, 20e (636-10-96).
FLASHDANCE (A., v.o.) : Forum, 1er (297-53-74) ; Ciné-Beaubourg, 3e (271-52-36) ; Saint-Michel, 5e (326-79-17) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (723-76-23) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; Paramount Mercury, 8e (562-75-90) ; *Kinopanorama*, 15e (306-50-50). – V.f. : Paramount Marivaux, 2e (296-80-40) ; Rex, *(236-83-93) ; Paramount Bastille*, 12e (343-79-17) ; U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; U.G.C. Gobelins, 13e (336-23-44) ; Paramount Orléans, 14e (540-45-91) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01) ; Secrétan, 19e (241-77-99) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Convention *Saint-Charles*, 15e (579-33-00) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Gaumont Gambetta, 20e (636-10-96).
FRAGMENTS *POUR UN DISCOURS* THÉATRAL - VITEZ - LE CONSERVATOIRE (Fr.) : Studio Bertrand, 7e *(783-64-66)*.
FRANCES (A., v.o.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; U.G.C. Danton, 6e (329-*42-62)* ; *Colisée*, 8e (359-29-46) ; Bienvenüe Montparnasse, 15e (544-25-02). – V.f. : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06).
FRÈRE DE SANG (A., v.o.) (*) : 7e Art Beaubourg, 4e (278-34-15).
FURYO (Jap., v.o.) : U.G.C. Marbeuf, 8e (225-18-45) ; Studio Cujas, 5e (354-89-22).
GAIJIN (Brés., v.o.) : Denfert (H. sp.), 14e (321-41-01).
GANDHI (Ang., v.o.) : Cluny Palace, 5e (354-20-12)) ; Elysées Lincoln, 8e (359-36-14). – V.f. : Capri, 2e (508-11-69).
LE GUERRIER DE L'ESPACE (A., v.o.) : Ermitage, 8e (359-15-71). – V.f. : Rex, 2e (233-83-93) ; U.G.C. Boulevard, 9e (246-66-44).
HANNA K. (Fr.-A., v. angl.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; 14-Juillet Bastille, 11e (357-90-81) ; Parnassiens, 14e (320-30-19) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79). – V.f. : Richelieu, 2e (233-56-70) ; Berlitz, 2e *(742-60-33)* ; Montparnos, *14e* (327-52-37) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27).
L'HOMME DE LA RIVIÈRE *D'AR*GENT (Aust., v.o.) : Espace Gaîté, 14e (325-95-94).
LA JAVA DES OMBRES (Fr.) : 14-Juillet Racine, 6e (326-19-68).
L'HOMME AUX DEUX CERVEAUX (A., v.o.) : Marignan, 8e (359-92-82).
LA JEUNE FILLE AU CARTON A CHAPEAU (Sov., v.o.) : Studio des Ursulines, 5e (354-39-19).
JOY (Fr.) (**) : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32)) ; U.G.C. Ermitage, 8e (359-15-71).
KOYAANISQATSI (A., v.o.) : Escurial, 13e (707-28-04).
LIBERTY BELLE (Fr.) : Saint-Germain Huchette, 15e (633-63-20) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; Nations, 12e (343-04-67) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; Olympic, 14e (545-35-38).
LUDWIG-VISCONTI (*It.*, v.o.) : Saint André des Arts, 6e (326-48-18).
LA MATIOUETTE (Fr.) : Olympic, 14e (542-35-38).
LE MONDE SELON GARP (A., v.o.) : Saint Ambroise, 11e (700-89-16) (H. sp.)) ; Rialto, 19e (607-87-61) (H. sp.)
MONTY PYTHON, LE SENS DE LA VIE (A., v.o.) : Quintette, 5e (633-79-38). – V.f. : Capri, 2e (508-11-69).
ŒIL POUR ŒIL (A., v.f.) : Arcades, 2e (233-54-58).
OKRAINA (Sov. v.o.) : Studio des Ursulines, 5e (354-39-19).
OUTSIDERS (A., v.o.) : Forum, 1er (297-53-74) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79). – V.f. : Richelieu, 2e (233-56-70) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Clichy Pathé, 18e (522-46-01).
PATRICIA (Aut., v.f.) (**) : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32).
PAULINE A LA PLAGE (Fr.) : Cinoches (H. sp.) 6e (633-10-82).
LES PRÉDATEURS (Brit., v.o.) (*) : Saint-Séverin, 5e (354-50-91) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; 7e Art Beaubourg, 4e (278-34-15).
LE ROI DES SINGES (Chinois, v.f.) : Marais, 4e (278-47-86).
RUE CASES NEGRES (Fr.) : Rio Opéra, 2e (742-82-54) ; Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; U.G.C. Danton, 6e (329-42-62) ; 14-Juillet Bastille, 11e (357-90-81) ; *Ermitage*, 8e (359-15-71) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; U.G.C. Gobelins, 13e (336-23-44) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Images, 18e (522-47-94).
SUPERMAN III (A., v.o.) : Ambassade, 8e (359-19-08). – V.f. : Lumière, 9e (246-49-07) ; Richelieu, 2e (233-56-70) *(H. sp.)) : Miramar*, 14e (320-89-52).
TONNERRE DE FEU (A., v.o.) ; U.G.C. Danton, 6e (329-42-62) ; Normandie, 8e (359-41-18). – V.f. : U.G.C. Montparnasse, 6e (544-14-27) ; Arcades, 2e (233-54-58) ; Paramount Opéra, 3e (742-56-31).
TOOTSIE (A., v.f.) : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32).
LA TRAVIATA (It., v.o.) ; Vendôme, 2e (742-97-52).
LA ULTIMA CENA (Cub., v.o.) : Denfert (H. sp.), 14e (321-41-01).
VICTOR, VICTORIA (A., v.o.) ; Saint-Michel, 5e (326-79-17).
VIVEMENT DIMANCHE (Fr.) : Studio de la Harpe, 5e (634-25-52) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14) ; Français, 9e (770-33-88) ; Nations, 12e (343-04-67) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27).
LE VOYAGE A DEAUVILLE (Fr.) : Olympic, 14e (545-35-38).
YOR, LE CHASSEUR DU FUTUR (A., v.f.) : Gaîté-Rochechouart, 9e (878-81-50).
ZELIG (A.) : Forum, 1er (297-53-74) ; Movies Halles, 1er (260-43-99) ; Paramount Marivaux, 2e (296-80-40) ; Studio Alpha, 5e (354-39-47) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Publicis Saint Germain, 6e (222-72-80) ; Pagode, 7e (705-12-15) ; Publicis Champs Elysées, 8e (720-76-23) ; Monte Carlo, 8e (225-09-83) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; *Paramount Bastille*, 12e (343-79-17) ; Paramount Gobelins, 13e (707-12-28) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Paramount Orléans, 14e (540-45-91) ; Convention Saint Charles, 15e (579-33-00) ; Passy, 16e (288-62-34) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Clichy Pathé, 18e (522-46-01).

## *Les grandes reprises*

L'AGE D'OR (Fr.) : Templiers (H. sp.), 3e (272-94-56).
ANNIE HALL (A., v.o.) : Saint-Germain, 5e (633-10-82).
APOCALYPSE NOW (A., v.o.) (**) : Champo, 5e (354-51-60)
*LES ARISTOCHATS (A., v.f.)* : Napoléon, 17e (380-41-46).
BARRY LINDON (A., v.o.) : Marbeuf, 8e *(255-18-45)*.
BYE BYE BRASIL (A.) : Denfert, 14e (321-41-01).
LE BON, LA BRUTE ET LE TRUAND (A., v.f.) : Paramount Montmartre, 18e (606-34-25).
CESAR (Fr.) : André Bazin, 13e (337-74-39).
LES CHIENS DE PAILLE (A., v.o) (**) : Studio de la Harpe, 5e (634-25-52) ; U.G.C. Marbeuf, 8e (225-18-45).
LES CINQUANTE-CINQ JOURS DE *PÉKIN (A., v.f.) : Gaumont Gambetta*, 20e (636-10-96).
CLEMENTINE TANGO (Fr.) : Rialto, 19e (607-87-61).
CREEPSHOW (A., v.o.) : Rialto, 19e (607-87-61).
CRIA CUERVOS (Esp., v.o.) : (H.sp.) Denfert, 14e (321-41-01).
CROSSFINGER (A., v.f.) : Maxéville, 9e (770-72-86) ; Paramount City triomphe, 8e (562-45-76) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10).
LES DAMNÉS (It., v.f.) (*) : Opéra Night, 2e (296-62-56).
LE DAHLIA BLEU (A., v.o.) : Olympic *Luxembourg*, 6e (633-97-77).
DÉLIVRANCE (A., v.f.) (*) : Opéra Night, 2e (296-62-56) ; Boîte à Films (H.sp.), 17e (622-44-21).
LE DERNIER MÉTRO (Fr.) : Lucernaire, 6e (544-57-34).
DOCTEUR JIVAGO (A., v.o.) : Marbeuf, 8e (225-18-45).
EMMANUELLE (Fr.) (**) : Paramount City, 8e (562-45-76).
L'EMPIRE DES SENS (Jap., v.f.) (**) : Paramount Marivaux 2e (296-80-40).
LES ENFANTS DU PARADIS (Fr.) : Ranelagh, 16e (288-64-44).
ERASERHEAD (A., v.o.) : Escurial 13e (707-28-04).
EVE (A., v.o.) : Action *Christine*, 6e (325-47-46).
LA FABULEUSE HISTOIRE DE DONALD ET DES CASTORS JUNIORS (A., v.f.) : La Royale, 8e (265-82-66) ; Grand Pavois, 15e (554-46-85) ; Napoléon, 17e (755-63-42).
LA FABULEUSE HISTOIRE DU BARON DE MUNCHAUSEN (All., v.o.) : Action Ecoles, 5e (325-72-07).
LE FACTEUR SONNE TOUJOURS DEUX FOIS (A., v.f.) (**) : Studio de la Contrescarpe, 5e (325-78-37) ; Studio de l'Etoile, 17e (380-42-05).
FLESH (A, v.o.) (**) : Espace Gaîté, 14e (327-95-94).
L'EXTRAVAGANT MR RUGGLES (A., v.o.) : Olympic Luxembourg, 6e (633-97-77).
GIMME SHELTER (A., v.o.) : Vidéostone, 6e (325-60-34).
GLISSEMENTS PROGRESSIFS DU *PLAISIR* (Fr.) (**) : Denfert, 14e (H.sp.) (321-41-01).
HAIR (A., v.o.) : Epée-de-Bois, 5e (337-57-47).
HAUTE PÈGRE (A., v.o.) : Saint-André des Arts, 6e (326-48-18) ; Olympic Entrepôt, 14e (545-35-38) ; Mac-Mahon, 17e (380-24-81).
L'INCONNU DU NORD EXPRESS (A., v.o.) : Action Christine, 6e (325-47-46) ; Olympic Balzac, 8e (561-10-60).
JEREMIAH JOHNSON (A. v.f.) : Opéra-Night, 2e (296-62-56) ; Boîte à Films (H.sp.), 17e (622-44-21).
JÉSUS DE NAZARETH (It. v.f.) (1re partie) (2e partie) : Grand Pavois, 15e (554-46-85).
LES JOCONDES (Fr.) : Marais, 4e (278-47-86).
JONATHAN LIVINGSTON LE GOÉLAND (A., v.o.) : Gaumont Halles, 1er (297-40-70) ; Gaumont Ambassade, 8e (359-19-08) ; Studio Médicis, 5e (633-25-97) ; v.f. : *Lumière*, 9e (246-49-07) ; UGC Opéra, 2e (261-50-32) ; Montparnos, 14e (327-52-37) ; UGC Convention, 15e (828-20-64).
MÊME A L'OMBRE LE SOLEIL LEUR A TAPÉ SUR LA TÊTE (It., v.f.) : Arcades, 2e (233-54-58).
MIDNIGHT EXPRESS (A., v.f.) (**) : Capri, 2e (508-11-69).
MONTY PYTHON SACRÉ GRAAL (Ang., v.o.) : Cluny-Ecoles, 5e (354-20-12).
NEW YORK, NEW YORK (version intégrale) : Calypso, 17e (380-30-11).
PETER IBBETSON (A., v.o.) : Studio Logos, 5e (354-26-42) ; Olympic, 16e (545-35-38) ; Acacias, 17e (764-97-83).
PINOCCHIO (A., v.f.) : Napoléon, 17e (380-41-46).
PINK FLOYD THE WALL (A., v.o.) : Publicis Matignon, 8e (359-31-97).
PLACE AU RYTHME (A., v.o.) : Bonaparte, 6e (326-12-12).
PLAYTIME (Fr.) : *Grand Pavois*, 15e (554-46-85) ; Templiers, 3e (272-94-56).
PORTIER DE NUIT (It., v.o.) (**) : Champo, 5e (354-51-60).
LES 400 COUPS (Fr.) : Parnassiens, 14e (329-83-11).
RAMBO (A., v.f.) (**) : Paramount Montmartre, 18e (606-34-25).
THE ROSE (A., v.o.) : Forum-Orient-Express, 1er (233-63-65).
*TAXI DRIVER* (A., v.o.) (**) : Parnassiens, 14e (320-30-19) ; Studio de l'Etoile, 17e (380-42-05).
UN SI DOUX VISAGE (A., v.o.) : Action Christine, 6e (325-47-46).
WOODSTOCK (A., v.o.) : Péniche des Arts, 16e (527-77-55).

## *Les festivals*

BUSTER KEATON : Marais, 4e (278-47-86) : Ma vache et moi.
BERGMAN (v.o.) : Studio Bertrand, 7e (783-64-66), 22 h 40 : les Fraises sauvages ; 15 h 30 : Une leçon d'amour.
PREMIERS FILMS (v.o.) : Studio Bertrand, 7e (783-64-66), 17 h : Rachel, Rachel ; 20 h 40 : la Chair de l'Orchidée.
HITCHCOCK (v.o.) : Action La Fayette, 9e (878-80-50) : la Maison du Dr Edwardes.
AMERICAN MEMORIES (v.o.) : Action La Fayette, 9e (878-80-50) : Vas-y fonce.
FRANÇOIS TRUFFAUT : Escurial, 13e (707-28-04), 16 h 30 : la Chambre verte ; 18 h 30 : la Mariée était en noir ; 20 h 30 : l'Histoire d'Adèle H. ; 22 h 30 : Farenheit 451.
POLAR STORY (v.o.) : Olympic Marilyn, 14e (545-35-38) : Gumshoe.
WOODY ALLEN (v.o.) : Action Ecoles, 5e (325-72-07) : Tout ce que vous avez toujours voulu savoir sur le sexe... (**).
MARK ROBSON (v.o.) : Espace Gaîté, 14e (327-95-94) : Beldam.
JEAN-LUC GODARD : Républic Cinémas, 11e (805-51-33), 18 h, 20 h, 22 h : One + One.
FESTIVAL R. BRESSON : Studio 43, 9e (770-63-40). 18 h : Au hasard Balthazard ; 20 h : Mouchette ; 22 h : les Dames du Bois de Boulogne.
FESTIVAL MISOGUCHI (v.o.) : 14-juillet-Parnasse, 6e (326-58-00), 16 h 20, 18 h 40, 21 h : l'Impératrice Wang Kwei Fei.
FESTIVAL S. J. RAY (v.o.) : 16 h 40, 19 h 10, 21 h 45 : la Grande Ville.
CYCLE MAXIME GORKI (v.o.) (v.f.) : Cosmos, 6e (544-28-80), 16 h 30 : La Mère (Poudovkine (v.o.) ; 18 h : En gagnant mon pain (v.o.) ; 20 h : Les Tziganes montent au ciel (v.o.) ; 22 h : Mes universités (v.o.).

## *Les séances spéciales*

AMERICAN GIGOLO (A., v.o.) : Châtelet-Victoria, 1er (508-94-14), 18 h 15.
ALIEN (*) (A., v.o.) : Rivoli-Beaubourg, 4e (272-63-32), 16 h.
BLADE RUNNER (*) (A., *v.o.*) : Rivoli-Beaubourg, 4e (272-63-32), 18 h ; v.f. : Opera Night, 2e (296-62-56), 19 h 20, 21 h 30.
LES CADAVRES NE PORTENT PAS DE COSTARD (A., v.o.) : Saint-Ambroise, 11e (700-89-16), 20 h 45.
CASANOVA, UN ADOLESCENT A VENISE (It., v.o.) : Studio Galande, 5e (354-72-71), 16 h 05.
LES CHARIOTS DE FEU (Brit., v.o.) : Saint-Lambert, 15e (532-91-68), 19 h.
CLEMENTINE TANGO (Fr.) : Châtelet-Victoria, 1er (508-94-14), 22 h + Rialto, 19e (607-87-61).
LE DERNIER TANGO A PARIS (**) (It., v.o.) : Saint-Ambroise, 11e (700-89-16), 22 h 15.
L'EMPIRE DES SENS (**) (Jap., v.o.) : Templiers, 3e (272-94-56), 22 h 15.
L'HOMME BLESSÉ (**) (Fr.) : Boîte à *films*, 17e *(622-44-21)*, 20 h.
JOHNNY GOT HIS GUN (A., v.o.) : Châtelet-Victoria, 1er (508-94-14), 20 h.
*LETTRES D'AMOUR EN SOMALIE* (Fr.) : Olympic, 14e (545-35-38), 18 h.
LOLA (All., v.o.) : 7e Art Beaubourg, 3e *(278-34-15)*, *18 h*.
LA MAITRESSE DU LIEUTENANT FRANÇAIS (A., v.o.) : Calypso, 17e (380-30-11), *19 h 30*.
MORT A VENISE (It., v.f.) : Templiers, 3e (272-94-56), 20 h.
NOCES DE SANG (Esp., v.o.) : Châtelet-Victoria, 1er (508-94-14) : 16 h 15.
ORANGE MÉCANIQUE (**) (A., v.o.) : Studio Galande, *5e* (354-72-71), 20 h.
PANIQUE A NEEDLE PARK (**) (A., v.o.) : Olympic Luxembourg, 6e (633-97-77), 24 h.
QUE LE SPECTACLE COMMENCE (A., v.o.) : Châtelet-Victoria, 1er (508-94-14), 22 h 15.
QUERELLE (**) (All., v.o.) : Boîte-à-Films, 17e (622-44-21), 18 h.
THE ROCKY HORROR PICTURE SHOW (*) (A., v.o.) : Studio Galande, 5e (354-72-71), 22 h 25.
VOYAGE AU BOUT DE L'ENFER (A., v.o.) : Calypso, 17e (380-30-11), 21 h 15.
XICA DA SILVA (Brés., v.o.) : Denfert, 14e (321-41-01), 22 h.





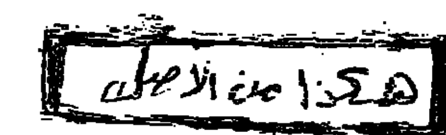
## Lundi 3 octobre

## LES FILMS NOUVEAUX

L'AMI DE VINCENT film français de Pierre Granier-Deferre : Gaumont-Halles, 1er (297-49-70) ; Richelieu, 2e *(233-56-70)* ; *St-Germain Studio*, 5e (633-63-20) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; U.G.C.-Rotonde, 6e (633-08-22) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; George V, 8e (562-41-46) ; St-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; Athéna, 12e (343-00-65) ; U.G.C.-Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Fauvette, 13e (331-60-74 ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-72) ; Mayfair, 16e (525-27-06) ; Wepler-Pathé, *18e* (522-46-01) ; Gaumont-Gambetta, 20e (636-10-96).
LA BALLADE DE NARAYAMA, Film japonais de Shohei Imamura, v.o. : Gaumont-Halles, 1er (297-49-70) ; *Hautefeuille*, 6e (633-79-38) ; Olympic Saint-Germain, 6e (222-87-23) ; La Pagode, 7e (705-12-15) ; *Gaumont*-Champs-Elysées, 8e (359-04-67) ; Olympic-Entrepôt, 14e (545-35-38) ; P.L.M.-Saint-Jacques, 14e (589-68-42) ; v.f. : Impérial, 2e (742-72-52) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Gaumont-Sud, 14e (320-89-52) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) ; Pathé-Clichy, 18e (522-46-01).
LES BRANCHES A ST-TROPEZ, film français de Max Pecas : Forum-Orient-Express, 1er (233-63-65) ; Paramount-Odéon, 6e (325-59-83) ; Paramount-City, 8e (562-45-76) ; Paramount-Opéra, 9e (742-56-31) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; Max Linder, 9e (770-40-04) ; Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; *Paramount-Montparnasse*, 14e (329-90-10) ; Convention-Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25).
LA SCARLATINE, film français de *Gabriel Aghion* : Rex, 2e *(236-83-93)* ; Ciné-Beaubourg, 3e (271-52-36) ; U.G.C.-Odéon, 6e (325-71-08) ; U.G.C.-Montparnasse, 6e (544-14-27) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; U.G.C.-Boulevard, 9e (246-66-44) ; U.G.C.-Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; U.G.C.-Gobelins, 13e (336-23-44) ; U.G.C.-Convention, 15e (828-20-64) ; Murat, 16e (651-99-75) ; *Paramount- Montmar- tre*, 18e (606-34-25).
UN JEU BRUTAL (*) film français de *Jean-Claude Brisseau* : *Movies*-Halles, 1er (260-43-99) ; Paramount-Odéon, 6e (325-59-83) ; Olympic-Balzac, 8e (561-10-60) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; Paramount-Opéra, 9e 742-56-31) ; Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; Images, 18e (522-47-94).

MERCREDI



# RADIO-TÉLÉVISION

## Lundi 3 octobre

### PREMIÈRE CHAINE : TF 1

**20 h 35 Film : L'argent de la vieille**
Film italien de L. Comencini (1972). Avec A. Sordi, S. Mangano, D. Davis, J. Cotten, D. Modugno...
*Une vieille milliardaire américaine vient chaque année à Rome pour faire des parties de cartes à gros enjeux d'argent avec un couple de prolétaires habitant un bidonville. Cette année-là, ils sont bien près de gagner une fortune. Fable sur la puissance du capitalisme et la lutte des classes dans une admirable comédie italienne, où le désespoir des pauvres est montré avec lucidité, humour et tendresse.*

**22 h 25 Saga.**
Magazine scientifique de M. Treguer.
*Tycho et Bruno : de Tycho Brahe à Giordano Bruno, les différentes manières de concevoir l'univers au Moyen Age ; Apocalypse 2025. Le monde dans cent ans, imaginé par François Meyer, ex-recteur de l'université d'Aix-en-Provence. Avec la participation du philosophe Michel Serres et de J. Rouxel, créateur des Shadocks.*

**23 h 25 Journal.**

### DEUXIÈME CHAINE : A2



**20 h 35 L'heure de vérité.**
Magazine politique de F.-H. de Virieu.
*Avec M. Lionel Jospin, premier secrétaire du P.S.*

**21 h 50 Le petit théâtre : Prague 1094 km**
De D. Chalem.
*Un mari à l'ombre des prisons, une mère et une petite fille de douze ans de l'autre côté du rideau de fer.*

**22 h 10 Document INA : Passage de Flandre.** Réal. A. Remond.
*Evocation d'un quartier (le 19e arrondissement de Paris) pris entre le passé et le modernisme. Un court métrage nostalgique, en pointillé, ponctué de belles chansons de Bob Dylan.*

**22 h 50 Journal.**

### TROISIÈME CHAINE : FR3

**20 h 35 Film (cycle Yves Montand) : Compartiment tueurs**
Film français de Costa-Gavras (1965), avec S. Signoret, Y. Montand, F. Mondy, C. Allégret, P. Roberts, J. Perrin, M. Piccoli, J.-L. Trintignant, C. Denner, C. Mann (N.)
*Gare de Lyon, une femme est trouvée étranglée dans un compartiment couchettes d'un train venant de Marseille. Un inspecteur recherche les autres voyageurs comme témoins possibles, mais un mystérieux assassin le devance, pour les supprimer. Le premier film de Costa-Gavras. Adaptation d'un roman de Sebastien Japrisot, mise en scène avec une sûreté de main, un sens de l'action et de l'atmosphère surpassant les films policiers français d'aujourd'hui.*

**22 h 10 Journal.**

**22 h 30 Magazine : Thalassa.**
De G. Pernoud.
*Le Bol d'or 1983 (course de voiliers sur le lac Léman).*

**23 h 15 Prélude à la nuit.**
*Concert à la SACEM : Quatuor « Ainsi la nuit », d'H. Dutilleux, par le Quatuor Parrenin.*

### FR3 PARIS ILE-DE-FRANCE

**17 h 6 Dessin animé : Ulysse 31.**
**17 h 30 Documentaire.**
**17 h 40 Sépia.**
**18 h 55 Informations nationales et internationales.**
**19 h 10 Saturnin et Cie.**
**19 h 15 Journal régional.**
**19 h 35 Feuilleton : Les Mohicans de Paris.**

### FRANCE-CULTURE

**20 h,** Alors, on y va Gehorah, de R. David, avec G. Descrière et A. Mestral.
**21 h,** L'autre scène ou les vivants et les dieux.
**22 h 30,** Nuits magnétiques.

### FRANCE-MUSIQUE

**20 h 30,** Concert : Six impromptus pour piano de Barraud, « For clarinette », de Constant, « Sonate pour violon et piano », de Mihalovici, « Harpalisée », de Constant, Quatuor à cordes de Dutilleux, « Tarquinia », de Chaynes, par le Quatuor Parrenin, le Trio Deslogères, G. Joy, piano, G. Deplus, clarinette, A. Jodry, violon, J. Koerner, piano, F. Pierre, harpe.
**22 h 30,** Fréquence de nuit.

## Mardi 4 octobre

### PREMIÈRE CHAINE : TF 1

**11 h 30 Vision plus.**
**12 h Le rendez-vous d'Annik.**
**12 h 30 Atout cœur.**
**13 h Journal.**
**13 h 45 Portes ouvertes.**
**14 h 5 Documentaire : il est 20 heures, Paris s'emplume.**
**14 h 25 Série : Françoise Gaillard ou la vie des autres.**
**15 h 25 Magazine Saga.**
**16 h 20 Le forum du mardi.**
**17 h 30 Le paradis des chefs.**
**18 h Ton amour et ma jeunesse.**
**18 h 20 Le village dans les nuages.**
**18 h 40 Variétoscope.**
**18 h 55 7 h moins 5.**
**19 h Météorologie.**
**19 h 15 Emissions régionales.**
**19 h 45 Jeu : Marions-les.**
**20 h Journal.**
**20 h 30 D'accord, pas d'accord.**

**20 h 35 Théâtre : Un canapé-lit.**
Mise en scène Jacques Ardouin, réal. Ph. Ducrest, d'après T. Cowper.
*Une jolie femme, riche héritière d'une chaîne de magasins, aux prises avec un avocat. Jeu de cache-cache, épousailles... sous un canapé-lit.*

**22 h 30 Portrait : Claude Lelouch**
Le cinéaste d'*Un homme et une femme*, par J.-P. Jansen (redif.).

**23 h 30 Journal.**

### DEUXIÈME CHAINE : A 2

**10 h 30 ANTIOPE.**
**12 h Journal (et à 12 h 45).**
**12 h 10 Jeu : L'académie des neuf.**
**13 h 35 Feuilleton : Les amours romantiques.**
**13 h 50 Aujourd'hui, la vie.**
**14 h 55 Série : Embarquement immédiat.**
**15 h 45 Reprise : La chasse au trésor à Louxor.**

**16 h 45 Entre vous**
De L. Bériot
*Les Vosges du nord ; la Fondation Archipel.*

**17 h 45 Récré A 2.**
**18 h 30 C'est la vie.**
**18 h 45 Des chiffres et des lettres.**
**19 h 15 Émissions régionales.**
**19 h 40 Le théâtre de Bouvard.**
**20 h Journal.**
**20 h 30 D'accord, pas d'accord.**

**20 h 35 Les dossiers de l'écran : Nimitz, retour vers l'enfer**
Film américain de D. Taylor (1980), avec K. Douglas, M. Sheen, J. Farentino, K. Ross, C. Durning, R. O'Neal.
*A la suite d'une tempête magnétique, un porte-avions nucléaire américain fait un saut dans l'espace-temps et se retrouve en 1941, la veille de l'attaque japonaise sur Pearl Harbour. Une histoire de science-fiction assez bien imaginée, mais traitée d'une façon banale, avec une sorte d'hésitation entre l'humour et le suspense.*

**22 h Débat : Sciences, fiction et science-fiction.**
*Avec MM. J. Audouze et J.-P. Luminet, astrophysiciens, J. Sadoul et G. Klein, écrivains, M. Thaon, professeur en psychologie clinique.*

**23 h 15 Journal.**

### TROISIÈME CHAINE : FR 3

**17 h Télévisions régionales.**
*Programmes autonomes des douze régions.*

**19 h 50 Dessin animé : Ulysse 31.**
**20 h Les jeux.**
**20 h 30 D'accord, pas d'accord.**

**20 h 35 La dernière séance.**
*Emission de E. Mitchell et G. Jourdhui. A 20 h 45, dessin animé : Bugs Bunny ; à 22 h 30, Tex Avery et réclames de l'époque.*

**20 h 50 Premier film : le Retour de Frank James**
Film américain de F. Lang (1940), avec H. Fonda, G. Tierney, J. Cooper, H. Hull, J. Carradine, J.-E. Bromberg (Redif.)
*Frank James décide d'abattre Bob et Charlie Ford, responsables de la mort de son frère Jesse, qui ont été graciés. Ce premier western (en couleurs), de Fritz Lang, est la suite du* Brigand bien-aimé *de Henry King. La légende hollywoodienne subsiste en partie, mais Lang y a greffé un de ses thèmes de prédilection : la vengeance tragique.*

**22 h 45 Journal.**

**23 h Deuxième film : le Village des damnés**
Film anglais de W. Rilla (1961), avec G. Sanders, B. Shelley, M. Gwyne, L. Naismith, J. Philipps, R. Vernon (N.)
*Les habitants du petit village de Midwich sont plongés, pendant quelques heures, dans un sommeil léthargique. Quelque temps après, toutes les femmes se retrouvent enceintes. Elles accouchent d'enfants tous semblables, qui vont, en grandissant, se comporter de manière inquiétante. Excellent film de science-fiction d'après un roman de John Wyndham. Thème de la présence d'extra-terrestres faisant passer une angoisse authentique dans le réalisme quotidien.*

**0 h 25 Prélude à la nuit.**
*« Intensi, ah ! tutto intensi ! »,* de Rossini, par Luigi Alva, ténor.

### FR3 PARIS-ILE-DE-FRANCE

**17 h 6 Film : les Gaietés de l'escadron.**
de M. Tourneur.
**18 h 55 Informations nationales et internationales.**
**19 h 10 Saturnin et compagnie.**
**19 h 15 Informations régionales.**
**19 h 35 Feuilleton : les Mohicans de Paris.**

### FRANCE-CULTURE

**14 h 5,** Un livre, des voix : « Le Premier pas d'amante », avec Laurence Cossé.
**14 h 47,** Les après-midi de France-Culture : Au château de Versailles ; 15 h 20, Rubrique internationale ; 16 h 25, Micromag ; 17 h, Raison d'être.
**18 h 30,** Feuilleton : L'hôtel Saint-Pol.
**19 h 25,** Jazz à l'ancienne.
**19 h 30,** Sciences : Temps et devenir, autour de l'œuvre d'Ilya Prigogine.
**20 h,** Dialogues : Proust et la cruauté, avec A. Henry et M. Raimond.
**22 h 30,** Nuits magnétiques.

### FRANCE-MUSIQUE

**12 h,** Archives lyriques : D. Smirnoff, ténor russe ; œuvres de Bizet...
**12 h 35,** Jazz : le blues urbain.
**13 h,** Les nouvelles muses en dialogue.
**14 h 4,** Chasseurs de son stéréo.
**14 h 30,** Les enfants d'Orphée.
**15 h,** L'après-midi des musiciens (voir lundi) : œuvres de Mendelssohn, Gounod, Delibes, Lalo.
**17 h 5,** Repères contemporains : F. Dhomont.
**18 h,** L'imprévu.
**19 h,** Studio-concert : œuvres de Schoenberg, Webern, Xenakis, Eisma, avec G. Jarry, violon, S. Collot, alto, M. Tournus, violoncelle.
**20 h 5,** Jazz.
**20 h 30,** Concert : suite instrumentale, « Pygmalion », acte de ballet de Rameau, par l'ensemble « la Petite Bande », dir. G. Leonhardt, sol. J. Elwes, A. Mellon.
**22 h 30 h,** Fréquence de nuit : Feuilleton « Paris-Cinecitta » ; œuvres de Nino Rota ; 23 h 10, Jazz-Club.



## TRIBUNES ET DÉBATS

**LUNDI 3 OCTOBRE**

– *M. François Léotard*, secrétaire général du parti républicain, est l'invité de l'émission « Face au public », sur France-Inter, à 19 h 15.

– *MM. Didier Bariani*, président du parti radical et vice-président de l'U.D.F., et Jean-Michel Baylet, président du M.R.G., participent au débat organisé par « Europe-Plus », sur Europe 1, à 19 h 30.

– *M. Lionel Jospin*, premier secrétaire du parti socialiste, est reçu à l'émission « L'heure de vérité », sur A 2, à 20 h 35.

**MARDI 4 OCTOBRE**

– *M. Michel Debré*, ancien premier ministre, député R.P.R. de la Réunion, est l'invité du journal de 13 heures, sur TF 1.

# ÉCHECS

LES DEMI-FINALES DU TOURNOI DES PRÉTENDANTS

## L'U.R.S.S. retire sa plainte contre la Fédération

*La Fédération soviétique des* échecs a décidé de retirer de l'ordre du jour du congrès de la Fédération internationale des échecs (FIDE), qui se tiendra du 1er octobre au 9 octobre à Manille (Philippines), sa protestation concernant les demi-finales du Tournoi des prétendants au championnat du monde, a annoncé *le dimanche 2 octobre* l'agence Tass. L'U.R.S.S. avait protesté contre la disqualification de ses grands maîtres Gary Kasparov et Vassili Smyslov, après leur refus de jouer dans des villes désignées par le président de la FIDE (*le Monde* du 9 août).

Le retrait de la protestation soviétique a été communiqué par M. Vitaly Sevastianov, président de la Fédération soviétique des échecs, dans une lettre qu'il a adressée au président de la *FIDE*, M. Florencio Campomanes : « *La Fédération des échecs de l'U.R.S.S., concevant qu'en vertu des règlements en vigueur, le président de la FIDE jouit du droit de prendre des décisions relatives aux lieux des matches des prétendants, entre deux congrès, et aspirant d'aplanir l'actuel malentendu, retire de l'ordre du jour du congrès 1983 de la FIDE sa protestation relative aux matches de demi-finales des prétendants* », explique M. Sevastianov. La lettre souligne que la Fédération soviétique « *apprécie hautement la proposition des principaux grands maîtres du monde* », qui ont souhaité un réexamen de la décision de la FIDE concernant les matches de demi-finale des prétendants au titre mondial.

C'est en septembre dernier que des grands maîtres qui participaient au tournoi de Niksic (Yougoslavie) avaient signé une pétition à l'adresse du congrès de la FIDE, lui demandant « *d'annuler la disqualification des grands maîtres Kasparov (U.R.S.S.) et Smyslov (U.R.S.S.) et de faire en sorte que les matches qui devaient les opposer à Kortchnoi (Suisse) et Ribli (Hongrie) soient joués* ». Kortchnoi et Kasparov avaient, à cette occasion, signé un communiqué commun qui allait dans le même sens (*le Monde* du 20 septembre).

## PRESSE

● *Le quotidien sportif « l'Équipe »* adopte, à partir du lundi 3 octobre, « *une maquette rénovée et modernisée* », selon les propres termes de la direction du journal. En outre, chaque mercredi à partir du 5 octobre, le quotidien comportera un complément hebdomadaire encarté intitulé : « *l'Équipe Jeunes* ».

● *L'édition marnaise de « l'Est républicain »*, qui avait été lancée le 24 janvier, a cessé de paraître le 30 septembre. La direction du quotidien de Nancy, sous l'impulsion de son nouveau P.-D.G., M. Gérard Lignac – constatant que cette édition, lancé en pleine crise de *l'Union* de Reims, se solde par une vente de 7 000 exemplaires par jour et pèse dangereusement sur les comptes d'exploitation de *l'Est républicain* – a décidé de renoncer à cette initiative. En revanche, *l'Est républicain* conserve, sur la Marne, son édition dominicale qui prend le titre *l'Est républicain-Champagne dimanche*.



# CARNET

### Naissances

– Martine et Benoît
DEVARRIEUX, Aimeric,
sont heureux d'annoncer la naissance de

**Victor,**
le 26 septembre 1983.

18, rue Saint-Ferdinand,
Paris-17e.

### Mariages

– **Muriel ZARKA**
et
**Olivier RICHARD**

ont le plaisir de faire part de leur mariage, le 26 septembre 1983, à Paris.



### Décès

– Mme Jean Bardet,
née Marie Letourneux, son épouse.
Vincent Bardet et Isabelle Gueguen-Bardet,
Martine Bardet-Chardonnet,
Isabelle Bardet,
Sophie, David, Arianne Chardonnet,
ses enfants et petits-enfants,
Et toute sa famille,
ont la douleur de faire part du décès de

**M. Jean BARDET,**
survenu subitement le 30 septembre 1983.

La cérémonie religieuse et l'inhumation auront lieu à Villeconin (Essonne), le mardi *4 octobre* 1983, à *15 heures*.
104, boulevard Arago,
75014 Paris.

– Paul Flamand,
cofondateur des éditions du Seuil,
Michel Chodkiewicz,
président-directeur général,
Et tous *les collaborateurs des éditions* du Seuil,
ont la douleur de faire part du décès de

**M. Jean BARDET,**
survenu subitement le 30 septembre 1983.

*La cérémonie religieuse* et l'inhumation auront lieu à Villeconin (Essonne), le mardi 4 octobre 1983, à 15 heures.
27, rue Jacob,
75006 Paris.

– Paris. Levallois-Perret.

On nous prie d'annoncer le décès de

**Mme Jean-Marie BERTHIN,**
née Leonie-Rosalie Sagonis,
survenu le 29 septembre 1983.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité de la famille.
De la part de
Claude, Gilberte et Bettina Laville,
ses enfants.

– Mme Veriry Russel
a la douleur de faire part du décès de

**DEREK OSBORNE MIDDLETON,**
artiste peintre,

survenu, à Paris, le 29 septembre 1983.

Un dernier *hommage lui* sera *rendu* le mardi 4 octobre, à 15 h 30, au columbarium du Père-Lachaise.

6 *bis*, villa Santos-Dumont,
75015 Paris.

– *Mina* Tamarow,
J.-P. Garaudet,
Noëlle et Guy Alain Meyer,
Natacha et Julie,
ont la douleur de faire part du décès brutal de

**Jean GARAUDET,**
survenu le 28 septembre 1983.

L'inhumation au cimetière Montparnasse aura lieu le mardi 4 septembre à 14 heures.
14, rue Emile-Deslandes,
75013 Paris.

– M. Guy Marcille,
M. Hervé Marcille,
M. et Mme Jean Langendorff
et leurs enfants,
M. et Mme Xavier Marcille
et leurs enfants,
*M. et Mme Bruno* Marcille
et leur fille,
M. et Mme Philippe Marcille
et leur fille,
M. et Mme Claude Chevalier
et leurs filles,
ont la douleur de faire part du rappel à *Dieu* de

**Mme Guy MARCILLE,**
née Odette Géliot,

survenu en son domicile, dans sa soixante-dix-huitième année, le 1er octobre 1983, munie des sacrements de l'Eglise.

Le service religieux sera célébré en l'église Notre-Dame-de-Grâce de Passy, 10, rue de l'Annonciation, Paris-16e, le mercredi 5 octobre 1983, à 14 heures.

L'inhumation aura lieu dans le caveau de famille au cimetière du Montparnasse.

2 *bis*, rue Scheffer,
75116 Paris.

– On nous prie d'annoncer le décès du

**professeur Imre ZAJTAY,**
directeur de recherche
au Centre national
de la recherche scientifique,
professeur aux facultés de droit
des universités de Hambourg
et de Mayence,
officier
de l'ordre des Palmes académiques,

survenu à Paris, le 23 septembre, à l'âge de soixante et onze ans.

Les obsèques ont été célébrées dans l'intimité le vendredi 30 septembre.

### Remerciements

– Mme Jacques Marchegay,
particulièrement touchée de la sympathie *qui lui a été* témoignée à la suite du décès de

**M. Jacques MARCHEGAY,**

prie tous ceux qui se sont associés à son immense chagrin de trouver ici l'expression de sa reconnaissance émue.

### Anniversaires

– Que ceux qui ont connu et aimé

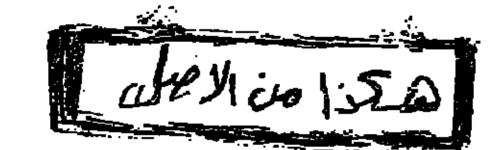
**Raymond ZERROUCK**

aient pour lui une pensée affectueuse.

### Messes anniversaires

– *Un service à la mémoire du*

**baron Alain de ROTHSCHILD**
sera célébré à la synagogue, 44, rue de la Victoire, le lundi 10 octobre, à 17 h 30.





Le Monde

*** LE MONDE – Mardi 4 octobre 1983 – Page 21

# ECONOMIE

## LES ÉLECTIONS DU 19 OCTOBRE A LA SÉCURITÉ SOCIALE

## Le rôle des conseils d'administration des caisses

### *Un pouvoir sur les marges*

**Beaucoup de bruit et un vote pour rien ? L'élection des administrateurs des caisses de la Sécurité sociale – pour la première fois depuis 1962 – agite les états-majors syndicaux, qui, bénéficiant du monopole de présentation des candidats, souhaitent voir confirmée ou accrue leur « représentativité » dans l'opinion. Mais, à l'intérieur de l'institution elle-même, comme parmi les usagers invités à voter le 19 octobre, règne un certain scepticisme sur l'effet de ces élections.**

Ces élections ne peuvent apporter par elles-mêmes de bouleversements dans le fonctionnement de la Sécurité sociale. Si la composition et le mode de désignation des conseils d'administration ont été modifiés, leur rôle et leur intervention sur les 900 milliards de la « Sécu » restent inchangés et limités.

En principe, les « partenaires sociaux » sont chargés de gérer les différents régimes de sécurité sociale par l'intermédiaire de conseils d'administration aux différents « étages » de l'institution : les trois caisses nationales (maladie, vieillesse, allocations familiales), coiffées par l'Agence centrale des organisations de sécurité sociale (ACOSS), qui gère leur trésorerie ; au niveau régional et local, les caisses régionales (1) et les caisses primaires d'assurance-maladie, et les caisses départementales d'allocations familiales. Mais le poids des contraintes extérieures (avant même la crise économique, la montée des coûts), une réglementation complexe – sinon tatillonne – et des rapports de force politico-syndicaux ont compliqué le jeu et restreint leurs pouvoirs.

Tout d'abord, c'est l'Etat qui prend les décisions fondamentales, celles qui concernent l'équilibre général entre la protection sociale et les possibilités économiques. Fixant le taux des cotisations payées par les assurés ou les entreprises comme le montant et la nature des prestations, le gouvernement détermine l'essentiel des recettes et des dépenses de la Sécurité sociale. Ainsi, selon les chiffres de 1982, plus de 96 % des dépenses du régime vieillesse, près de 93 % de celles de l'assurance-maladie et plus de 90 % pour le régime des allocations familiales échappent au contrôle des conseils d'administration.

La pratique a renforcé la loi. Les ordonnances de 1967 permettaient des initiatives aux conseils nationaux en matière de prestations ou de cotisations. Ces dispositions sont en fait restées lettre morte : les gouvernements, avant comme après le 10 mai 1981, se sont contentés de consulter les conseils *pro forma* sur des décisions souvent annoncées à l'avance (ce fut encore le cas récemment lors de la préparation du budget 1984).

Certes, les conseils pouvaient difficilement partir en guerre contre le gouvernement. Mais celui-ci n'a guère pris en compte leurs propositions ou leurs discussions, par exemple en 1977-1978, lors de la discussion sur la création du « *complément familial* », les objections de la Caisse nationale d'allocations familiales (CNAF) n'ont eu aucun effet. La caisse nationale d'assurance-maladie a su jouer un rôle important dans la négociation des conventions avec les professions de santé, notamment les médecins. Liberté très surveillée, certes ; mais, en acceptant le système du double secteur malgré les réticences de F.O., l'organisation à laquelle appartient M. Derlin, président de la Caisse nationale d'assurance-maladie (CNAM), et en négociant avec la Fédération des médecins de France, minoritaire, elle a pu éviter une rupture à laquelle se préparait le secrétaire d'Etat à la sécurité sociale. Mais elle n'a pu ultérieurement faire valoir des propositions de révision de la convention...

Dans cet échec relatif, les membres des conseils ont sans doute aussi une part de responsabilité. C.G.T. et C.F.D.T., refusant le cadre tracé en 1967, se sont tenues « en marge » ; quant aux membres des majorités, patrons ou syndicalistes « modérés », ils ont souvent préféré ne pas avoir à assumer certains choix financiers. Et certaines organisations (l'UNAF en autres) préféraient préserver leur capacité de négociations directes avec le gouvernement. « *La CNAF n'a pas plus de politique familiale que le gouvernement de gauche* », commente, ironique, un syndicaliste.

### Une présence sur le terrain

Les attributions des conseils des caisses locales, ceux qu'éliront directement les « usagers » (2), organismes techniques et non « politiques », restent strictement délimitées. Selon le décret du 12 mai 1960, le conseil vote les budgets de la gestion administrative, de l'action sanitaire et sociale de la caisse, de la prévention, ceux des établissements gérés par la caisse – lorsqu'il en existe, – ainsi que les programmes d'investissements et de subventions. Il nomme le directeur, le directeur adjoint et l'agent comptable. En bref, il devrait avoir deux « espaces de liberté » : l'action sanitaire et sociale, et la gestion. Peu et beaucoup à la fois.

C'est dans la branche allocations familiales que cette capacité a pu le plus être utilisée. En témoigne la diversité des orientations prises et des activités en matière d'action sociale. Toutes les caisses, certes, accordent des aides aux vacances, des secours aux familles en difficulté, des subventions aux crèches et (jusqu'à janvier 1983) des prêts à la construction. Mais certaines ont pratiqué une politique de « gestion directe » d'établissements, comme celle du Calvados, qui gère quatorze centres sociaux ou socio-culturels pour « couvrir » le département, ou celle de la Savoie, au patrimoine immobilier considérable mais plus diversifié (foyer de jeunes travailleurs, centres sociaux, haltes-garderies, mais aussi immeubles locatifs pour familles nombreuses). Certaines, en fonction des situations locales, se sont attachées particulièrement aux populations « défavorisées », avec des méthodes différentes parfois dans la même région : si la CAF de Lille possède un service social important, d'autres, comme à Roubaix-Tourcoing, préfèrent l'attribution d'aides ou de subventions à des associations, en fonction des réactions des conseils.

Autre exemple : pour l'aide aux vacances, certaines caisses ne privilégient aucune forme de départ, si beaucoup restent attachées aux formules collectives. Au total, les CAF ont pu subventionner une grande diversité d'études et d'actions (allant d'une opération culturelle, à Mulhouse, à l'animation d'un lieu d'accueil pour étrangers à Poitiers).

Cette présence sur le terrain tient à plusieurs raisons. D'une part, l'importance relative des fonds d'action sociale, même si leur accroissement paraît à nombre d'administrateurs inférieur aux besoins : près de 6 milliards de francs en 1982, soit 5,2 % des dépenses de la branche. D'autre part, une attitude plutôt « décentralisatrice » de la CNAF, qui a notamment laissé aux caisses locales la liberté d'utilisation des investissements, voire de l'administration. Si un programme national est fixé, il est souvent préparé par les initiatives locales ou devancé par elles (3).

L'implication des administrateurs, indépendamment de leur affiliation syndicale (sur le plan local, certaines décisions peuvent être prises sans opposition), a joué aussi. Malgré certains retards sur l'évolution culturelle dus notamment aux origines « socio-chrétiennes » de l'institution (4), les administrateurs ont suivi l'évolution des besoins : beaucoup de CAF ont, par exemple, accordé des prêts aux familles ayant des difficultés à payer leur loyer (celle de Melun en particulier, se constituant un « trésor de guerre » permettant d'attribuer d'une année sur l'autre 5,85 millions de francs de prêts).

Il n'en va pas de même dans les autres branches, à la fois en raison de la « minceur » relative des dotations (0,7 % des dépenses pour la branche maladie et 1,1 % pour la vieillesse en 1982) et de la nature même des dépenses : secours et prestations « supplémentaires » versées aux « cas sociaux » pour l'essentiel. De quoi inciter quelquefois au « clientélisme » collectif (le total des sommes attribuées dépasse souvent plusieurs millions de francs), mais non faire une politique.

GUY HERZLICH.

(*Lire la suite page 22.*)

(1) Celles-ci assurent la gestion du risque « vieillesse » sur le plan régional.

(2) Dans les conseils des caisses régionales et nationales, les représentants des assurés seront désignés par les organisations syndicales en fonction du nombre de voix obtenues aux élections locales.

(3) Par exemple dans le cadre de la priorité à l'aide à l'enfance, la CAF de Melun propose une formule originale de contrats pour inciter les collectivités locales à créer des crèches.

(4) Ce n'est pas un hasard si le président de la CNAF appartient à la C.F.T.C...

## Politisation

A peine les centrales syndicales ont-elles entamé leurs campagnes pour les élections à la Sécurité sociale que celles-ci sont devenues un thème politique. M. Raymond Barre, M. Jacques Chirac, s'en emparent. Et derrière l'intervention des organisations médicales au nom de la défense des intérêts professionnels se profile la place des professions libérales dans le jeu politique.

« *Déviation politicienne* », comme s'indignait M. Edmond Maire dans son interview du 27 septembre à *Paris-Normandie* ? Sans doute s'éloigne-t-on du rôle de la Sécurité sociale, de son mode de fonctionnement ou de financement. Mais cette politisation peut-elle être évitée ? D'abord les formes et l'étendue de la protection sociale sont elles-mêmes des questions politiques. Il est donc inévitable, sinon normal, que les politiques s'en saisissent et essaient de tirer profit du débat actuel.

Inévitablement politique aussi, le vote du 19 octobre, par la nature des choix électoraux. Les centrales s'efforcent bien de donner un caractère « pédagogique » à leur programme, en même temps qu'elles cherchent à séduire des catégories diverses (préretraités, handicapés, par exemple...). Mais face à des problèmes complexes, sur lesquels les propositions syndicales ne sont pas monolithiques – ni même toujours claires et cohérentes, – l'« image » générale de la centrale, son attitude sur l'échiquier social et politique général, risquent de déterminer bon nombre d'électeurs.

L'organisation des campagnes, avec les tournées en province des grands dirigeants nationaux, ne peut qu'aller en ce sens.

Sans doute des éléments locaux compteront-ils aussi. Les organisations syndicales, notamment Force ouvrière et la C.F.D.T., ne sont pas aussi homogènes qu'elle peuvent le paraître ; elles ont, selon les lieux, des « colorations » différentes. Elles n'interviennent pas nécessairement de façon identique dans la gestion de la Sécurité sociale. Enfin, certains dirigeants locaux possèdent un poids personnel dans leur région. Mais tout cela entre aussi dans un jeu politique, même si ce n'est pas exactement le même que sur le plan national.

G. H.

## Les programmes des syndicats : «continuateurs» et «réformateurs»

**Depuis l'été, les cinq grandes centrales syndicales ont présenté leurs programmes « électoraux ». Ceux-ci ne sont pas dépourvus d'une certaine ambiguïté. Ils devraient porter sur la gestion de la Sécurité sociale, puisqu'il s'agit d'élire des « administrateurs ». Mais le thème, difficile à évoquer, se prête mal aux campagnes, et l'annonce d'un « *Grenelle de la protection sociale* » incite les organisations syndicales à placer leurs propositions et leurs revendications dans cette optique, même si les responsabilités assumées par certaines les amènent aussi, en particulier F.O., à présenter un bilan en forme de plaidoyer.**

**Toutes les centrales sont préoccupées par la « défense » de la Sécurité sociale, mais leurs craintes sont évidemment dissemblables : ainsi envisagent-elles différemment l'intervention de l'Etat. Au total, bien des propositions se recoupent, mais deux attitudes apparaissent nettement : les « continuateurs », comme F.O. et la C.G.C., qui souhaitent plutôt améliorer le fonctionnement et le « rendement » de l'institution sans trop changer le système, et les « réformateurs » – C.G.T., C.F.D.T., mais aussi C.F.T.C. Dans un cas comme dans l'autre, les différences de points de vue ne se résument pas au prétendu clivage politique entre « *modérés* » et « *collectivistes* ».**

Pour partie, les propositions des centrales syndicales constituent un catalogue d'améliorations à apporter au système actuel de Sécurité sociale, où les propositions diffèrent peu. Tout le monde est favorable, par exemple, au développement de la prévention sous toutes ses formes, si certains (C.G.T. et C.F.D.T.) mettent peut-être davantage l'accent sur l'action dans l'entreprise : on en espère, outre une amélioration de l'état de santé des Français, une réduction, à terme, des dépenses de soins ou d'hospitalisation... Tout le monde souhaite aussi, dans la mesure du possible, de meilleurs remboursements des prothèses dentaires, lunettes, appareillages, etc.

De même, pour la branche vieillesse, tout le monde souhaite l'augmentation du taux des pensions de réversion, le développement de l'aide ménagère et une amélioration du sort des préretraités, qui risquent, depuis l'adoption de la retraite à soixante ans, de voir leurs ressources réduites – F.O. mettant une vigueur particulière dans cette dernière revendication.

Des divergences apparaissent, en revanche, sur d'autres points, plus stratégiques.

● MÉDECINE ET HOPITAUX : POSITIONS TRANCHÉES

Dans le domaine de l'assurance-maladie, c'est sur l'exercice de la médecine que les positions sont les plus tranchées. Toutes les centrales sont favorables à la poursuite du système conventionnel, mais on trouve, d'un côté, celles qui proclament leur attachement à la médecine libérale sous sa forme actuelle de libre choix du médecin par le malade – F.O., C.G.C., C.F.T.C. – au nom à la fois de la liberté et de la qualité de la médecine ; de l'autre, celles qui sont favorables aussi à d'autres formes d'exercice, centres de santé par exemple – C.G.T. et plus encore C.F.D.T.

Sur l'hôpital, qui pèse particulièrement lourd dans les dépenses de l'assurance-maladie, les divergences sont moindres. Tous les syndicats préconisent la réduction, dans la mesure du possible, de l'hospitalisation traditionnelle et le développement de formules « alternatives ». Aucun ne défend naturellement le forfait hospitalier, « *inacceptable* » pour la C.G.T. comme pour F.O. La plupart acceptent, avec plus ou moins d'enthousiasme, le « *budget global* » voulu par le gouvernement – la C.F.D.T. le conçoit néanmoins dans le cadre de son projet de décentralisation du financement de la Sécurité sociale. Seule F.O. le dénonce vigoureusement, estimant que la formule risque d'entraîner une détérioration du service dans le secteur public hospitalier, et par contre-coup de favoriser les établissements privés.

● PRESTATIONS FAMILIALES : SUGGESTIONS DIVERSES

C'est sans doute un des points où les positions paraissent les plus diverses. Diversité compréhensible dans la mesure où se rencontrent là plusieurs politiques : le soutien apporté aux familles et à l'enfance en général (indépendamment du revenu), l'aide en faveur des moins favorisés (critères sociaux), et la politique démographique (sinon nataliste).

G. H.

(*Lire la suite page 23.*)

## Les Français et leurs impôts

par JEAN-JACQUES DUPEYROUX

Le tintamarre est-il justifié ? Les Français sont-ils victimes d'une charge fiscale apocalyptique ? A ces questions, on a envie de répondre par une autre : de qui se moque-t-on ?

D'abord, si l'on s'en tient à la charge fiscale proprement dite, impôts directs et indirects mais Sécurité sociale exclue, force est de faire une première constatation : on paie plutôt moins d'impôts en France que dans les pays comparables. En 1982, la pression fiscale s'établissait chez nous à 25 % du P.I.B. alors que pour 1981 la moyenne O.C.D.E. était de 27,37 %, la moyenne C.E.E. de 28,09 %. Les récents tours de vis nous rapprocheront peut-être de ces moyennes – si elles n'évoluent pas de leur côté... – mais nous resterons à distance.

Ce constat de départ, il faut le reconnaître, n'a guère de chance de retenir l'attention, toutes les passions se focalisant soit sur le poids du seul impôt sur le revenu des personnes physiques, soit au contraire sur celui de l'ensemble de nos prélèvements obligatoires, cotisations de Sécurité sociale comprises.

En cette période de l'année, il est normal que chacun pense, prioritairement, à son impôt sur le revenu, le plus mal ressenti. Emprunt obligatoire, prélèvements exceptionnels et surtaxes aidant, cet impôt aurait, nous assure-t-on, atteint les pires limites : au-delà de sommes dérisoires, l'Etat prendrait tout ; ou peu s'en faut. Et d'évoquer ici une grève des impôts, là une migration des cadres vers des pays plus compréhensifs...

Ces éventuels migrants risquent d'être bien désagréablement surpris, car, dans presque tous les pays comparables au nôtre, ils subiront un impôt sur le revenu infiniment plus lourd qu'ici. A cet égard, les statistiques de l'O.C.D.E. sont parfaitement claires. En 1981, cet impôt, défini très largement par l'O.C.D.E., représenterait en France 5,72 % du P.I.B., chiffre qui nous plaçait en vingt et unième position sur vingt-trois : dans douze pays de l'O.C.D.E., ce pourcentage varie entre 10 % et 17 %, dans trois autres il excède 20 %, le Danemark caracolant en tête avec 23 % du P.I.B. Moyenne O.C.D.E. : 11,94 % en 1981 ; moyenne C.E.E. : 11,29 %...

Explication du phénomène ? D'abord, les barèmes d'imposition sont généralement beaucoup plus brutaux dans les pays comparables qu'en France : ils démarrent ainsi, *sans tranche zéro* – comme nos cotisations sociales... – à 20 % aux Pays-Bas, 23 % en Allemagne et en Autriche, 30 % en Grande-Bretagne... D'autre part, en France, l'impôt sur le revenu est acquitté l'année qui suit sa perception, décalage qui en allège fortement le poids réel, mais qui est ignoré par bon nombre de pays, par ceux notamment qui pratiquent la retenue à la source. Enfin, et peut-être surtout, notre système de quotient conjugo-familial et celui des multiples déductions forfaitaires pour frais professionnels supposés (10 % + 20 % dans le cas normal, 10 % plus 20 % plus x % pour des catégories particulières de salariés) n'ont guère d'équivalent à l'étranger. Et cela change tout. Chiffre éloquent : un foyer avec deux enfants dont le chef était bénéficiaire en 1982 d'un revenu salarié brut de 800 000 francs – ce qui est tout de même fort élevé – doit payer en 1983 environ 218 000 francs. Ici on crie au scandale : ailleurs on crierait au miracle. La vérité, c'est que la modestie de notre imposition sur le revenu suscite l'ahurissement – et la risée – de tous les experts étrangers.

Attention ! me dira-t-on. Admettons que le poids de cet impôt soit faible – au regard, bien entendu, de ce qu'il est ailleurs – mais s'y ajoute celui des cotisations sociales : c'est la somme de ces deux formes d'imposition directe qui est colossale. Exact.

### Record du monde

Le montant total de nos cotisations sociales est passé de 13,39 % du P.I.B. en 1973 à 18,40 % en 1980, près de 19 % en 1982 ; record du monde ! Moyenne O.C.D.E. en 1981 : 8,78 % ; moyenne C.E.E. : 10,84 %. Après avoir été longtemps très stables – 35 % du P.I.B. en 1965 ; 35,7 % en 1973. – nos prélèvements socio-fiscaux ont commencé de s'envoler à partir de 1974 pour atteindre 42,7 % du P.I.B. en 1980, 43,8 % en 1982 et demain plus de 45 %. A cet égard, continuité parfaite entre les deux septennats : 0,9 point de plus par an. Seulement, si l'on tient à réunir imposition fiscale et imposition sociale pour mettre en lumière l'importance de la charge globale, mieux vaudrait ne pas s'arrêter en chemin... et aller jusqu'au bout de cette approche, en essayant notamment de mesurer les incidences combinées de toutes les impositions directes sur les revenus disponibles.

Dans le cas de revenus salariaux, de loin les plus nombreux, on est alors tenté de déduire du salaire brut les cotisations salariales précomptées par l'employeur et l'impôt sur le revenu acquitté la même année, ce revenu étant supposé constitué par le salaire perçu l'année précédente.

(*Lire la suite page 22.*)

# Les Français et leurs impôts

*(Suite de la page 21.)*

Après cette double déduction, on obtient bien le montant du revenu libéré des impositions directes, fiscale et sociale ; la démarche n'en est pas moins complètement erronée si son objet est de prendre la mesure de ces impositions : elle fait l'impasse sur l'énorme retenue à la source constituée par les cotisations dites patronales.

Il ne faudrait pas oublier en effet – et tout le monde est d'accord sur ce point : patronat, syndicats, économistes – que la véritable rémunération d'un travail salarié n'est pas seulement constituée par le salaire brut convenu dans le contrat de travail : elle correspond en réalité au coût de cet emploi pour l'entreprise, coût qui comprend le salaire brut, mais aussi les cotisations patronales afférentes à ce salaire brut, *« face cachée du salaire »* selon l'heureuse expression du C.N.P.F. Même s'il se ventile, dans tous les pays, entre un salaire net et un salaire « indirect » constitué par le bloc des cotisations versées à des institutions-tiers, c'est le total qui traduit la valeur du travail envisagé : toutes les comparaisons internationales partent évidemment de cette proposition.

Pour mesurer le poids réel de toutes les impositions directes subies par un salarié, c'est donc à cette rémunération globale qu'il faut confronter ce qui lui reste après paiement de toutes cotisations patronales et salariales et règlement de son impôt sur le revenu.

Examinons alors le cas de la famille-type : couple, deux enfants, un salaire. Ce qui reste au smicard, ces déductions faites, s'élève en 1983 à 59,5 % de la valeur globale de son travail. Pour un salaire brut de 100 000 francs, ce chiffre passe à 58,1 % ; pour 200 000 francs à 59 % ; pour 300 000 francs à *57,3 % ; pour 400 000 francs à 56 %*, et pour 800 000 à 54,1 %. Autrement dit, le taux d'imposition socio-*fiscale supporté par ces familles*-types ne varie que très faiblement, *grosso modo* de 40 à 46 %, alors que *les salaires bruts sur lesquels* pèse cette imposition globalisée varient de 1 à 10...

La raison est simple : la progressivité de l'impôt sur le revenu est largement neutralisée par l'aménagement des cotisations sociales dans le système français : en principe proportionnelles, mais dégressives pour les salaires excédant le plafond du régime général ou celui de l'assurance chômage et des régimes complémentaires de retraites...

Ces chiffres présentent un double *mérite. D'abord ils nous montrent* combien est mystifiant l'actuel vacarme sur le *« matraquage »* fiscal des riches, des très riches, des moins riches, vacarme dans lequel on finit par oublier – ou feindre d'oublier – l'énorme retenue à la source subie par les salariés les plus modestes.

D'autre part, ils nous expliquent pourquoi les fameuses prédictions annonçant un *« changement de société »* dès lors que serait passée la barre des 40 % se sont trouvées démenties par les faits. Ce cap a été franchi en *1979* ; or, crise et chômage mis à part, qui donc a réellement l'impression que la France de *1983* est *fondamentalement autre* que ce qu'elle était dix ans auparavant ? Cela aurait pu être le cas si nos *prélèvements obligatoires* opéraient, comme par exemple en Suède ou au Danemark, une formidable redistribution de la richesse nationale, aux dépens des riches, au profit de pauvres. Mais tels qu'ils *ont été aménagés en* France, avec une compression maximale de l'imposition progressive et un *développement non moins maximal* de l'imposition dégressive, ils sont complètement inaptes à bouleverser aucune *donnée socio-politique* essentielle. En gros, ils laissent les choses en l'état.

J.-J. DUPEYROUX.

## COUPLE, DEUX ENFANTS, UN SALAIRE

Source : CERC

En chiffres absolus (1)

| Salaire annuel brut 1983 | Smic 44854 | 100 000F (2) | 200 000F (2) | 300 000F (2) | 400 000F (2) | 500 000F (2) | 800 000F (2) |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Cotisations patronales .......... | 20 396 | 45 112 | 69 732 | 94 352 | 114 273 | 124 773 | 156 273 |
| Cotisations salariales .......... | 6 037 | 13 204 | 23 584 | 33 964 | 42 753 | 48 353 | 65 153 |
| Coût salarial .................. | 65 250 | 145 112 | 269 732 | 394 352 | 514 273 | 624 723 | 956 273 |
| SALAIRE ANNUEL NET ...... | 38 816 | 86 796 | 176 416 | 266 036 | 357 247 | 451 647 | 734 847 |
| Impôts 1983 (revenu 1982) (3) ... | 0 | 2 553 | 17 183 | 39 961 | 69 038 | 100 180 | 217 732 |
| REVENU RESTANT (4) ....... | 38 816 | 84 243 | 159 233 | 226 075 | 288 209 | 351 467 | 517 115 |

(1) Ces chiffres intègrent toutes les cotisations régime général (cot. AT = 3,73 %), les cotisations ARRCO (2,76 % patr. + 1,85 % sal.), les cotisations AGIRC (7,68 % patr. + 2,06 % sal.), les cotisations ASSEDIC (3,48 % patr. + 1,32 % sal.), le 1 % logement, la taxe d'apprentissage (0,5 %), la taxe professionnelle (1,1 %), le fonds de garantie des transports (0,25 %), la taxe transports parisiens (2 %).

(2) Cadre.

(3) Y compris le 1 % exceptionnel et l'emprunt obligatoire.

(4) Compte non tenu des prestations familiales.

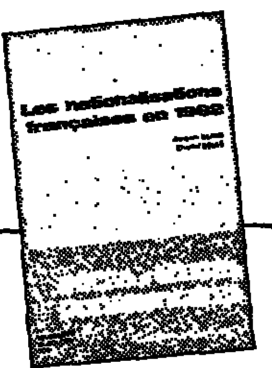
## POIDS DES IMPOSITIONS DIRECTES

(en pourcentage)

| Salaire annuel brut | Smic | 100 000 | 200 000 | 300 000 | 400 000 | 500 000 | 800 000 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Coût salarial global (1) ...... | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 |
| Cotisations patronales ....... | 31,3 | 31 | 26 | 23,9 | 22,2 | 20 | 16,3 |
| Cotisations salariales ........ | 9,3 | 9 | 8,7 | 8,6 | 8,3 | 7,7 | 6,8 |
| Salaire net ................ | 59,5 | 60 | 65,3 | 67,5 | 69,5 | 72,3 | 76,9 |
| Impôts 1983 ............... | 0 | 1,8 | 6,4 | 10,1 | 13,4 | 16 | 22,8 |
| Revenu restant ............ | 59,5 | 58 | 59 | 57,3 | 56 | 56,3 | 54,1 |
| Taux d'imposition socio-fiscale | 40,5 | 41,9 | 42,7 | 42,7 | 44 | 43,7 | 45,9 |

(1) Salaire brut + charges patronales.



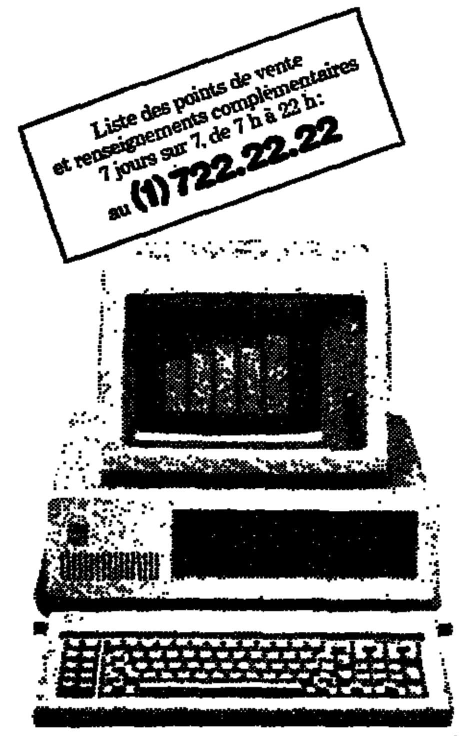

















LES ÉLECTIONS

# Le rôle des conseils d'administration

*(Suite de la page 21.)*

Quant à la prévention, *sur le plan* local, elle a plus souvent donné lieu à des « campagnes » qu'à des actions permanentes (à l'exception notable des accidents du travail). L'État ayant fortement poussé au « désengagement », la gestion d'établissements est plus souvent le résultat d'un héritage que d'un choix des conseils : tandis que la caisse primaire de Paris, par exemple, gère huit établissements de soins dentaires, celle du Val-d'Oise a *hérité* en tout et pour tout... d'un camion.

En matière d'investissements, les caisses de la Sécurité sociale ont joué un rôle important pour l'équipement hospitalier de la France : elles ont pu fournir 30 % ou plus des crédits de construction, mais n'avaient pas l'initiative des opérations (5). Et si certains administrateurs se flattent d'avoir pu aider à modifier des projets trop ambitieux ou redondants, les excédents montrent que, sur l'ensemble, cette influence a été mineure.

## Le jeu de la décentralisation

En matière de gestion administrative, l'action des caisses est encore plus « corsetée ». Derrière cette gestion se cachent des services aux usagers notamment le délai de traitement des dossiers – variable selon les caisses – ou le maintien du paiement au guichet, soucis de nombreux conseils. Or le plus clair des dépenses (souvent jusqu'à 80 %) est constitué par la rémunération du personnel, dont la répartition même par catégorie est fixée « d'en haut » (le « capital-points » permettant à chaque organisme de jouer n'est pas vraiment utilisé). Le contrôle *a priori* par l'administration de tutelle, y compris pour certaines dépenses minimes, restreint encore la responsabilité des conseils.

Le désir des caisses nationales, depuis quinze ans, de mieux planifier et contrôler les dépenses a aussi poussé à la centralisation. Les relations avec les mutuelles et les professions de santé offrent encore des masses de liberté dont l'enjeu financier peut être considérable (6), mais *« le jeu de la décentralisation tend à n'être plus ou insuffisamment joué même par l'institution elle-même »*, comme l'écrit Mme Catrice-Lorey, *maître de recherches* au C.N.R.S., notamment à propos de la Caisse nationale d'assurance-maladie (7).

Cette centralisation a été manifeste dans la politique d'informatisation de la Sécurité sociale entamée depuis 1970 : le souci dominant des responsables des caisses nationales, notamment de la CNAM, a été d'assurer une homogénéité de traitement des assurés et d'obtenir une meilleure connaissance de l'activité de l'institution. S'y est ajoutée sans doute l'influence du C.N.P.F., transposant à la Sécurité sociale certains principes du privé. Cette politique a permis d'assurer un volume croissant d'opérations, mais souvent au détriment de la liberté de gestion des caisses.

Elle a aussi, par la complexité des circuits mis en œuvre, la diversité des enjeux (industriels, techniques, financiers, etc.) s'ajoutant à la diversité des prestations servies et à la complexité de l'institution elle-même (8), restreint en fait le rôle des administrateurs locaux, au profit des « techniciens » – les directeurs des caisses. Ceux-ci restent nommés par les conseils, mais leur pouvoir s'est accru au fil des ans, l'administration les soutenant généralement en cas de conflit (ce fut le cas même à Dieppe où l'ensemble du conseil avait demandé le retrait d'agrément du directeur).

L'équilibre des pouvoirs dépend des situations politiques locales, de la disponibilité des administrateurs (certains syndicalistes étant surchargés de mandats) et de l'état d'esprit des directeurs eux-mêmes : *volonté « démocratique » (« Il est bon que nous soyons contrôlés par des gens plus insérés dans le tissu social. Cela nous empêche de céder à la tentation du pouvoir »*, note un directeur) ou souci d'efficacité *(« Si on donne du grain à moudre au conseil, on réduit les tensions idéologiques »)*.

L'élection des administrateurs n'allégera pas les contraintes. Sur le plan local, elle risque de transformer les modes de gouvernement, avec de nouvelles majorités, susceptibles elles-mêmes de changer selon les sujets et le moment, voire de créer des *conflits*. Des *conflits* peuvent naître aussi entre les conseils d'administration locaux et ceux des caisses nationales, qui ne les refléteront plus, et entre les caisses nationales et l'administration. « Légitimés » par l'élection, les nouveaux conseils risquent d'être demandeurs de pouvoirs : où les prendront-ils ?

GUY HERZLICH.

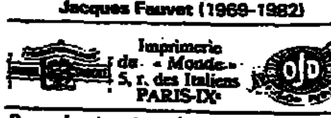
(5) Le 6 juin dernier, le gouvernement a *décidé* de réduire progressivement la participation de la Sécurité sociale aux dépenses d'équipement hospitalier, *le relais devant* être pris par la Caisse des dépôts (*le Monde* du 8 juin 1983).

(6) « Une autonomie très partielle », *le Monde* du 13 avril 1982.

(7) Antoinette Catrice-Lorey : *Dynamique interne de la Sécurité sociale*, (CRESST, 1981).

(8) « Les ordinateurs voraces de la Sécu », *le Monde Dimanche* du 24 avril 1983.

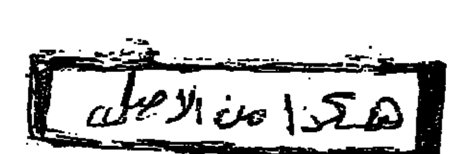
Édité par la S.A.R.L. *le Monde*
*Gérant :*
André Laurens, directeur de la publication
*Anciens directeurs :*
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauvet (1969-1982)



Imprimerie du « Monde » 5, r. des Italiens PARIS-IXe



Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437.
ISSN : 0395-2037.



LES ÉLECTION
e des conseils
ministration



# DU 19 OCTOBRE A LA SÉCURITÉ SOCIALE

# Les programmes des syndicats

(Suite de la page 21.)

La C.G.C. réclame purement et simplement une *« grande politique familiale »* correspondant à un élargissement du système actuel : la revalorisation des allocations familiales, la suppression des conditions de ressources pour l'ensemble des autres prestations et, sur le plan fiscal, le maintien du quotient familial, et même son extension aux impôts locaux – plutôt qu'un développement des équipements collectifs comme les crèches.

Les autres centrales souhaitent des redistributions plus ou moins étendues. F.O. préconise une allocation de base dès le premier enfant, assortie de majorations complémentaires en fonction de l'âge et du nombre d'enfants, et, parallèlement, une révision des prestations soumises à des conditions de ressources qui relèvent, selon elle, de aide sociale. La C.G.T., favorable aussi à une allocation de base *« conséquente »* pour tout enfant, demande le remplacement du quotient familial par *« un abattement forfaitaire par enfant »* ; la C.F.D.T. étend le principe au *« quotient conjugal »* et souhaite aussi un encouragement aux femmes qui travaillent (notamment par la multiplication des équipements pour la petite enfance) ainsi que des mesures rendant l'aide aux familles plus continue dans le temps.

La C.F.T.C., enfin, propose un *« statut de la mère de famille »* : pour les femmes qui travaillent, un allongement du congé de maternité ; pour celles qui restent quelques années au foyer, une allocation au moins égale à la moitié du SMIC (accordée d'abord aux mères de jeunes enfants, ou de trois enfants et plus), des droits en assurance maladie et vieillesse et une formation pour la reprise d'activité professionnelle.

**● ORGANISATION : DECENTRALISER OU NON ?**

Faut-il changer l'organisation interne de la Sécurité sociale ? Sur ce point, les positions sont très tranchées, si l'on met à part la revendication générale – mais plus ou moins explicite – d'accroître la liberté d'action des caisses par rapport aux autorités de tutelle (administration centrale et régionale).

Plusieurs organisations inclinent en faveur d'une décentralisation de la gestion de la Sécurité sociale (vue aussi avec intérêt du côté du ministère des affaires sociales et de la solidarité): La C.G.T. préconise ainsi des *« structures les plus décentralisées possibles (entreprises, quartiers, villages) »* et la constitution sur le plan local de *« maisons de la Sécurité sociale »* regroupant les services des trois régimes afin d'être *« au plus près possible des gens »*. Préoccupations et propositions que l'on retrouve explicitement aussi dans le programme de la C.F.D.T., qui y voit un moyen de lutter contre les inégalités. Mais celle-ci souhaite davantage à terme : une décentralisation correspondant à celle qui a été décidée par le gouvernement sur le plan politique, et qui ferait, précisément, des institutions de la Sécurité sociale les interlocuteurs des collectivités locales et régionales. Avec une liberté financière au moins équivalente à celle dont jouissent les caisses d'Alsace, c'est-à-dire la capacité de majorer d'un point les cotisations en échange de prestations supplémentaires.

La C.F.T.C. va plus loin encore : dans son Livre blanc sur la Sécurité sociale, elle propose une gestion locale des dépenses de santé, avec un système de *« budget global »* par département, donnant aux caisses la capacité de gérer les dépenses de risques, de corriger les variations locales, de jouer sur les frais hospitaliers, les prescriptions et les honoraires médicaux en négociant avec les professions de santé.

Au contraire, F.O. redoute une régionalisation de l'assurance-maladie : le principe risque, selon elle, d'instaurer une inégalité entre les régions, les plus pauvres devant en fin de compte payer davantage sous peine d'avoir une « couverture sociale » insuffisante, et d'aboutir à terme à une véritable *« dislocation »* de la Sécurité sociale. Un point de vue qui semble implicitement partagé par la C.G.C., plus favorable cependant à un accroissement de l'autonomie des branches de la Sécurité sociale.

**● FINANCEMENT : LE ROLE DE L'ÉTAT.**

C'est évidemment le chapitre le plus délicat : en période électorale, les centrales peuvent difficilement proposer des mesures impopulaires, mais elles doivent aussi tenir compte des conséquences de la crise économique et des effets prévisibles de l'évolution de la protection sociale.

Peut-on trouver de nouvelles sources de financement et réduire les dépenses ? La C.G.T. répond oui. Non seulement on peut économiser par le contrôle et la réduction des *« gâchis »* dans l'informatique, mais encore on doit redistribuer les cotisations. Il faut : « déplafonner » les contributions des entreprises pour les allocations familiales et les retraités comme pour la maladie, en tenant compte de la « valeur ajoutée » à côté du montant des salaires, de façon à moins pénaliser les « entreprises de main-d'œuvre » ; instituer une cotisation spécifique sur les revenus non salariaux (et en général non professionnels), de façon notamment à mettre « à niveau » la contribution des non-salariés.

D'accord sur le « déplafonnement » de l'assurance-maladie – qui sera pratiquement réalisé dans le budget 1984 – et sur une contribution des non-salariés proportionnelle à leurs revenus, la C.F.D.T. propose de distinguer entre une *« contribution sociale »* assise sur les mêmes bases que l'impôt, pour financer soins médicaux et prestations familiales, et une cotisation sur les seuls revenus du travail pour les indemnités journalières et les retraites. Mais au total il s'agit d'assurer une *« transparence »* du financement, les cotisations des entreprises constituant comme celles des salariés un « salaire indirect » et devant donc figurer sur la feuille de paie.

En revanche, C.G.C., C.F.T.C. et F.O. paraissent peu disposées à s'engager dans cette voie, F.O. ayant toutefois évoqué le principe d'une *« cotisation machine »* allant dans le sens d'un rééquilibrage de la contribution des entreprises. La C.G.C., pour sa part, souligne que – hormis le minimum vieillesse – la retraite doit être proportionnelle aux cotisations versées.

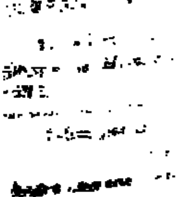
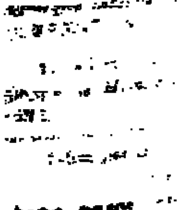
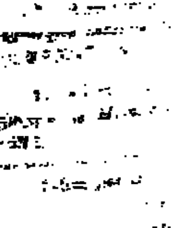
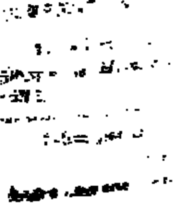
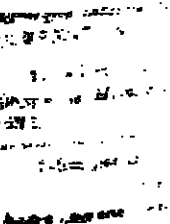
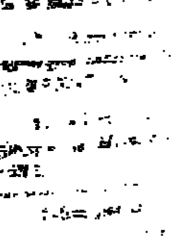
En fait le problème est lié aussi au rôle que l'on attribue à l'État dans le financement de la Sécurité sociale. Tous désireux de détenir, autant que possible, un contrôle sur le fonctionnement de cette institution, les syndicats de salariés sont évidemment hostiles par principe à ce qui pourrait entraîner une *« étatisation »* et donc à une budgétisation de la couverture sociale. Aucune centrale ne peut cependant exclure, ne serait-ce que pour équilibrer les dépenses, une participation de l'Etat.

Où faire passer la frontière ? Pour la C.G.C., c'est simple : la politique familiale, au sens large, relevant de la nation, doit être financée non par les entreprises, mais par l'impôt, à travers une augmentation de la T.V.A. (produits de première nécessité exclus). La formule est repoussée par les autres centrales. La C.G.T. accepterait une participation globale de l'Etat de l'ordre de 10 à 15 % des dépenses pour compenser les charges indûment supportées par le régime général de la Sécurité sociale. Parmi ces *« charges indues »* que l'Etat devrait prendre à son compte, les autres centrales citent notamment les dépenses de formation des médecins et infirmières (F.O. et C.F.D.T.), la couverture sociale des chômeurs (C.F.T.C.). Reste que le principe n'apparaît pas *« scandaleux »* à M. André Bergeron, même s'il s'en méfie et que la C.F.D.T. souhaite une certaine harmonisation avec les autres pays européens – où l'Etat finance directement une part plus importante de la protection sociale.

Indépendamment de leurs programmes, d'autre part, les centrales syndicales paraissent conscientes de la nécessité de freiner la croissance des dépenses, notamment de santé, ou du moins plus pudiquement de les « contrôler ». Même lorsqu'elles jugent parallèlement nécessaire de tenir compte de leur *« rentabilité sociale »*. Aussi préconisent-elles des mesures d'économie. Les croient-elles suffisantes pour assurer un équilibre durable de la protection sociale ? Question délicate : aucune centrale n'accepte *a priori* l'idée d'avoir à choisir entre une limitation (voire une restriction) des prestations et une augmentation des cotisations, l'une et l'autre impopulaires. Plus ou moins explicitement, elles admettent l'existence du problème. La C.F.D.T., par exemple, juge prioritaire le salaire indirect par rapport au salaire direct, mais s'interroge sur le choix fait par les travailleurs. Question qu'on se pose aussi à F.O. : ce sera aux citoyens de trancher...

G. H.



# LE CLIMAT SOCIAL A LA RENTRÉE

## Dangereuse torpeur

**Morosité, résignation, sinistrose... ces trois mots reviennent souvent en cette « rentrée » 1983 pour caractériser le climat social dans les entreprises. Un *rapide tour d'horizon de la situation de quelques* régions, durement touchées par le chômage, fait ressortir un peu partout des sentiments de colère contenue, *de déception, d'inquiétude, mais nulle* effervescence revendicative, nulle mobilisation sociale de grande ampleur ne pointe à l'horizon.**

**Le faible niveau des conflits corrobore ce constat de relative atonie. Ainsi, pour le secteur privé, on n'a observé à la fin septembre qu'une quarantaine de conflits environ par semaine *pour toute la France*, moins de dix étant des grèves nouvelles. 25 % de ces conflits (contre 50 % au début de l'année) portent sur *les salaires, les autres ayant trait à des problèmes* d'emploi.**

**Si l'on considère les sept premiers mois de l'année 1983, de janvier à juillet inclus, le ministère des affaires sociales et de la solidarité nationale a recensé 849 700 journées de travail perdues, contre 1 700 000 en 1982, 803 700 en 1981, 1 200 000 en *1980 et...* 3 100 000 en 1976. Une *telle situation* s'explique par plusieurs facteurs. En premier lieu les syndicats sont accaparés par la campagne électorale *pour les élections à la Sécurité sociale*. La seconde explication tient à la prise de conscience accrue de la dureté d'une crise qui est internationale : la pédagogie assénée *au départ d'une manière un peu rude* par M. Barre commence à porter ses fruits. Enfin même si *« le changement n'a rien changé »*, nombre de salariés préfèrent contenir leur colère plutôt que de mettre un gouvernement de gauche en difficulté ou de se heurter à sa politique. Nul doute que si nombre de décisions rigoureuses avaient été prises il y a plus de deux ans, la situation sociale serait beaucoup plus tendue...**

**Un telle torpeur peut cependant se révéler dangereuse. Dans un pays où plus de trois salariés sur quatre *ne sont pas syndiqués, la relative résignation* des états-majors syndicaux à la politique de rigueur gouvernementale peut aboutir à une exacerbation de la *méfiance à l'égard des organisations syndicales. Une* telle situation aggraverait encore davantage la crise que traverse depuis plusieurs années le syndicalisme. Nombre de dirigeants syndicaux méditent – et ils ont raison de le faire – sur ce qui s'est passé en Belgique où dans le secteur public les syndicats ont été débordés. L'effervescence actuelle, plus ou moins spontanée, plus ou moins contrôlée, dans les centres de tri postal est de ce point de vue, et à plusieurs égards, un premier signal d'alerte. Alors que la plupart des conflits existants portent sur l'emploi – avec quelques grèves tests comme La Chapelle Darblay *et* les A.R.C.T. à Roanne, – les perspectives de suppression de dizaines de milliers d'emplois dans plusieurs grandes branches industrielles risquent d'alourdir le climat social provoquant ponctuellement des mouvements durs – et désespérés – dont le règlement politique et économique sera plus que délicat.**

MICHEL NOBLECOURT.

## MARSEILLE : la « sinistrose » gagne du terrain

*Ni « chaude » ni « froide »*, la rentrée sociale est « frileuse » en Provence-Alpes-Côte d'Azur. Frileuse et *morose. Tandis que les* syndicats sont tout entiers mobilisés en vue des élections à la Sécurité sociale, *les* salariés pensent *d'abord* à sauvegarder leur emploi et leur pouvoir d'achat dans une région depuis longtemps sinistrée par la crise : 80 000 demandes d'emploi, soit 13 % de la population active au chômage... Rien ne permet pour l'instant de penser que la situation va s'améliorer dans les mois qui viennent. Au contraire même.

*« Comment voudriez-vous qu'il en aille autrement*, remarque un ouvrier des chantiers navals de La Ciotat (Bouches-du-Rhône). *Le plan de charge s'arrête, pour nous, au mois de juillet prochain. Quand nous aurons terminé le méthanier en construction, notre carnet de commandes sera vide. Encore ne sommes-nous pas les plus à plaindre puisque le carnet de commandes des chantiers de La Seyne, où s'achève un paquebot, comme celui de Dunkerque seront vides à la fin de l'année. »*

C'est toute la métallurgie qui semble touchée, en particulier aux Constructions métallurgiques d'Arles. Dans les seules Bouches-du-Rhône, un millier d'emplois de ce secteur *ont disparu depuis* le début de l'année.

Dans le secteur de l'industrie chimique, la crise est sectorielle. La restructuration décidée au niveau *national a pour conséquence* régionale la menace de fermeture de l'usine Pechiney-Ugine-Kuhlmann, à L'Argentière (Hautes-Alpes). *Décision* inquiétante pour un département cruellement sous-industrialisé. *« 340 salariés sont directement concernés »*, constate un commerçant de L'Argentière. *« Mais*, ajoute-t-il, *en réalité il y aura des retombées sur 1 200 à 1 500 personnes. Certains commerçants de notre ville font jusqu'à 75 % de leur chiffre d'affaires avec eux. »*

Même morosité chez Naphtachimie, à Lavéra (Bouches-du-Rhône), où 214 suppressions d'emploi, auxquelles s'ajoutent 55 départs volontaires, sont annoncées.

*« Le plan social mis en place chez Isover-Saint-Gobain*, explique un ouvrier de l'usine d'Orange (Vaucluse) de cette firme, *fait état de la suppression de 1 635 emplois sur les cinq usines du groupe. Ce qui a pour conséquence chez nous de supprimer 334 emplois dans les quatre années à venir, dont 143 d'ici à la fin de 1983. »*

Quant à la Compagnie française de raffinage de Lamède, c'est la robotisation des installations qui menace directement le personnel. *« D'ici trois à quatre ans*, estime un cadre de la raffinerie, *la moitié du personnel pourrait être touché. »*

Le point chaud de Marseille, c'est l'annonce, chez Comex – une *société qui demeure le numéro un* mondial des travaux sous-marins, – du dépôt auprès de l'inspection du travail d'une demande de licenciement concernant 97 salariés de la filiale Comex-Industries, qui compte 214 salariés. *« Décision d'autant plus étonnante*, commente un délégué du personnel de cette société spécialisée dans la conception et la fabrication de matériels d'intervention sous-marine, *qu'au début 1983 on a construit exprès pour nous un bâtiment de 13 millions de francs et muté 56 salariés d'une autre filiale du groupe Comex-Services, ce qui a alourdi la charge de notre société. » « La concurrence réduit nos marges à zéro*, rétorque la direction, *quand elle ne nous contraint pas à prendre des contrats à perte. Nous ne pouvions pas continuer ainsi. »*

Conflit en cours également à l'agence Peugeot-Talbot du boulevard Michelet à Marseille. *« Notre direction ne peut plus s'offrir deux structures commerciales*, explique un employé. *C'est notre agence (filiale de Talbot) qui fait les frais de ce regroupement. »* L'établissement devait fermer ses portes à la fin du mois de septembre, ce qui provoquerait la perte de 90 emplois.

Mais le secteur le plus durement touché est certainement celui du bâtiment et des travaux publics. Rien ne va plus, si l'on en croit une enquête de la fédération régionale effectuée auprès de 20 % des entreprises. Celles-ci pourraient licencier 3 500 salariés, soit 8,5 % de leur effectif. Une éclaircie ? Le déblocage de la deuxième tranche du Fonds spécial de grands travaux qui devrait intervenir début octobre. Mais le tout récent dépôt de bilan de la société Chiocchia, première société privée de travaux publics du Var (350 salariés), risque d'être le début d'une longue litanie...

JEAN CONTRUCCI.

## LILLE : les salariés font le « gros dos »

Pouvoir d'achat ? Emploi ? Quelle est de ces deux préoccupations celle qui touche le plus le monde du travail ? Dans une récente journée d'étude de la C.F.D.T. à Lille, les militants de la région Nord-Pas-de-Calais *ont* répondu quasi unanimement en analysant leur secteur d'action : c'est l'emploi. Le chômage demeure le point noir. A la C.G.T. on le constate aussi sur le terrain lorsque l'on tente de mobiliser les travailleurs. On est plus sensible aux licenciements annoncés qu'aux mesures du gouvernement qui font appel à la rigueur, aux sacrifices qui ne sont pourtant pas populaires.

C'est le chômage qui est d'abord redouté *: les conflits qui* se déroulent actuellement sont tous provoqués par l'annonce de suppressions d'emplois. *Ainsi, dans l'industrie* du matériel agricole, les grandes sociétés Massey-Ferguson ou International Harverster France (I.H.F.), qui, dans la commune de Marquette (dans la banlieue lilloise) ou à Croix (dans la banlieue roubaisienne), annoncent des réductions d'emploi. A Marquette les ouvriers occupent les locaux et s'opposent au licenciement de six cents travailleurs. Les syndicats, *notamment la C.G.T.* et la C.F.D.T., occupent les locaux, mais en même temps ils dénoncent certaines actions de vandalisme qui se sont produites récemment, notamment un incendie : *« Nous devons protéger l'outil de travail »*, affirment à la fois la C.G.T. et la C.F.D.T. en condamnant ceux qui ont pu commettre de telles exactions. On souhaite ici qu'une étude *du dossier de l'industrie agricole* soit menée pour aboutir à une organisation qui permettrait de sauvegarder l'emploi dans les unités de sous-traitance réparties dans le Nord-Pas-de-Calais.

L'unité-phare de la région est sans conteste Renault-Douai où la robotisation est exemplaire pour la Régie. On y compte plus de sept mille travailleurs qui produisent chaque jour mille trois cents R-11. Dans l'usine de Douai, selon la direction *« le climat social est bon »*. Les syndicats, aussi bien la C.G.T. que la C.F.D.T., F.O. ou la C.G.C., qui ont accepté de participer à une réorganisation complète de l'usine, ne disent pas les choses aussi clairement mais il est évident qu'ils constatent, avec la direction, des possibilités réelles d'entente. Le problème qui se pose aujourd'hui est celui des quelque quatre cents intérimaires qui avaient été engagés avant les vacances. La Régie *ne renouvelle pas leur contrat* et les syndicats ont mené ce que l'on peut appeler un baroud d'honneur pour les défendre, *mais finalement* la thèse qui l'a emporté est celle-ci : *« On n'a pas touché au personnel de Renault-Douai »*. Chez Renault comme d'habitude on a pratiqué une politique qui consiste à répartir le travail parmi les différentes usines pour éviter trop de jours de chômage technique à Cléon ou ailleurs.

Il reste dans la région du Nord le problème de la sidérurgie. La C.G.T. notamment et la C.F.D.T. avec des positions pas toujours *convergentes mènent le combat pour* que l'on puisse maintenir une sidérurgie dans le Valenciennois. Il n'empêche que *les réalités* sont visibles et constatées par les travailleurs eux-mêmes : actuellement pour construire une automobile on consomme beaucoup moins d'acier que naguère. Dans de telles conditions il est difficile de mobiliser les travailleurs pour une bataille de la *sidérurgie. Il y a comme une* résignation devant des faits économiques que les travailleurs, et notamment *les plus jeunes*, perçoivent de plus en plus clairement...

*Les P.T.T., dans le Nord*, n'échappent pas au mouvement général de grève contre la suppression du tri dans la nuit du samedi au dimanche. Il y a peu certains syndicats demandaient la suppression de la distribution du courrier la veille du 15 août, sous prétexte que ce *jour-là il y avait effectivement peu* de trafic à assurer... Comment définir dans cette corporation la notion du *service public ?* C'est un problème qui est posé et qui suscite un débat à l'intérieur même des organisations syndicales, qu'elles soient C.F.D.T. ou C.G.T.

D'autres conflits très localisés se sont produits dans le Nord-Pas-de-Calais, mais globalement il n'y a actuellement aucun point vraiment brûlant : *« Dans la situation actuelle les travailleurs font le gros dos »* affirme un militant de la C.F.D.T. Ils patientent et d'autant plus que le gouvernement se réclame de la gauche... Mais pourront-ils faire longtemps le gros dos, surtout si l'on touche non seulement à l'emploi mais encore au pouvoir d'achat ?

## METZ : « Le changement n'a rien changé »

La morosité et l'inquiétude gagnent du terrain en Lorraine. A l'heure de la rentrée sociale, ces deux sentiments prédominent et s'installent dans les entreprises, minant la vie quotidienne d'une partie de la population. *« A force de voir mon pouvoir d'achat rogné, je ne sais plus où l'on va. » « Trois de mes voisins sont au chômage, c'est affolant. » « Le changement n'a rien changé. »*

Dans ce contexte de crise de plus en plus pesante en Lorraine, le pays haut vient de donner le ton. Huit mille personnes, répondant à l'appel du front syndical commun d'Usinor-Longwy (C.G.T., C.F.D.T., F.O., C.G.C., SIDESTAM), ont manifesté, le 23 septembre, leur détermination de *« vivre et travailler au pays »*. *« La cote d'alerte est atteinte » ; « notre action aura des lendemains si nous ne sommes pas entendus »*, déclarait un militant, tout en déplorant : *« Pourquoi doit-on se mettre à casser pour que l'on nous écoute ? »*

D'autres manifestations sont *d'ores et déjà* programmées. A Thionville, où la reprise des laminoirs à froid par Usinor est longue à se dessiner, et à Nancy, *où les* cadres organisent un rassemblement.

L'inquiétude et la morosité en Lorraine concernent principalement l'emploi et le pouvoir d'achat. Au cours des huit premiers mois de cette année, 545 défaillances d'entreprises, dont 369 liquidations de biens, ont été enregistrées. Pour la population, cette situation est d'autant plus grave que la région a payé un lourd tribut à la récession. Son industrie a été amputée, selon les es*timations* de l'INSEE, de 73 100 emplois en huit ans, soit 22,4 % des effectifs. Elle représente à présent 35 % des emplois de salariés contre 44,3 % à la fin de 1974. Face à ce bilan, les Lorrains s'interrogent : *« Pourquoi nous masque-t-on la vérité ? »* s'insurge un mineur, en soulignant : *« La reprise charbonnière, plus personne n'en parle aujourd'hui. Nous ne voulons pas qu'on nous abandonne une seconde fois. »*

Les mineurs de fer, qui connaissent jusqu'à sept jours de chômage partiel par mois, redoutent quant à eux, l'arrêt pur et simple de toutes les exploitations du bassin ferifère. *« La gauche achève le démantèlement des puits commencé par la droite »*, déplore un militant qui, après avoir *« placé ses espoirs dans le 10 mai 1981 »*, témoigne de *« la désillusion des gueules jaunes »*.

JEAN-LOUIS THIS.

## NANTES : morose et mou

Morose et mou : les deux qualificatifs reviennent souvent pour décrire le climat de la rentrée sociale en Loire-Atlantique. La préparaion des élections à la Sécurité sociale mobilise les états-majors syndicaux, mais les salariés pensent à autre chose, à l'emploi et aux impôts. *« Personne ne sait comment prendre le problème*, reconnaît un responsable C.F.D.T. *Le pouvoir d'achat est d'habitude un point très important qui entraîne une mobilisation. Or aujourd'hui les gars gueulent plus sur les impôts que sur leur fiche de paie. »*

Le spectre du chômage pèse de plus en plus lourd. Le bâtiment continue à s'écrouler par pans entiers. Début septembre, la doyenne des entreprises nantaises, dirigée par M. Gilles Bouyer, président du patronat départemental et régional, a déposé son bilan et licencié plus de la moitié de ses 125 salariés.

Dans la métallurgie, on est au bord *du gouffre. A Nantes, Dubi*geon est toujours dans l'attente d'une commande. La situation n'a *jamais été aussi grave. Le chômage* technique est désormais inévitable pour une partie des 1 600 salariés du chantier dès janvier prochain. Les ouvriers sont redescendus dans la rue à la mi-septembre, à l'occasion de la visite de M. Lengagne, secrétaire d'Etat à la mer et ont collé sur les murs des tracts proclamant : *« La navale ne coulera pas. »*

Le poids du politique est, dans ce bastion syndical de la métallurgie, très lourd. Le *premier ministre* a promis de maintenir l'activité du chantier en bénissant le mariage de Dubigeon, en *décembre* 1982, avec le groupe Alsthom, dont l'autre chantier naval de Saint-Nazaire est aussi sur la corde raide. *« Nous ne pouvons pas continuer d'écouter sagement ceux qui nous promettent qu'on survivra. Ils ont pris l'engagement de nous sauver. L'heure est venue de le faire et les moyens existent »*, dit-on aux portes du chantier nantais. Devant les chopines à l'heure de la débauche, des salariés qui n'avaient jamais dit comment ils avaient voté en 1981 se laissent aller à des confidences : *« Ils ne nous y reprendront pas deux fois ! »* D'autres, plus convaincus, mais désabusés eux aussi, enchaînent : *« De toute ma vie je n'ai jamais voté pour la droite. La prochaine fois, je ne voterai pas du tout... »*

Morose et mou. *« Les copains ont l'impression qu'il y a un accord entre les états-majors syndicaux et le gouvernement sur leur dos, qu'on les fait patienter. Alors, ils se détournent »*, raconte un militant C.G.T. de la fonction publique.

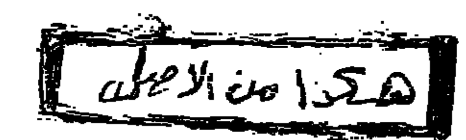
Le *« chacun pour soi »* gagne du terrain. Dans les entreprises à forte main-d'œuvre féminine, où les demandes de travail à mi-temps étaient très nombreuses les années précédentes, chacune aujourd'hui s'accroche à ses trente-neuf heures avec toujours la même justification : *« C'est plus sûr. Comme ça, si mon bonhomme se fait virer de sa boîte, on verra au moins un salaire à la maison. »* La sécurité avait le temps de vivre.

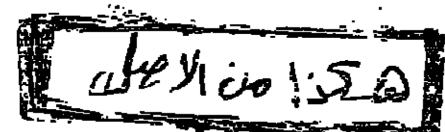
Les syndicats ont été pris à contre-pied à la SERCEL (câblages électriques, 850 salariés, dans la banlieue de Nantes). La direction a décrété la semaine de trente-cinq heures (38 h 30 actuellement) à partir du 1er janvier prochain, ce qui permettra de fermer l'usine dès le jeudi soir pour un long week-end de trois jours. La non-compensation salariale intégrale s'opérera par blocage des augmentations intervenant chaque trimestre. En dépit de cette perte d'argent, un certain nombre de salariés sont intéressés.

*« C'est le monde à l'envers. Ce sont les patrons qui proposent aujourd'hui, alors qu'on s'est battu dur les années dernières et sans résultat pour arracher des réductions du temps de travail »*, laisse tomber un ouvrier, qui poursuit : *« J'aurai un peu moins d'argent, c'est vrai, mais c'est le prix pour la garantie de mon emploi. Et puis je pourrai peut-être me rattraper au noir les week-ends. »*

JEAN-CLAUDE MURGALÉ.

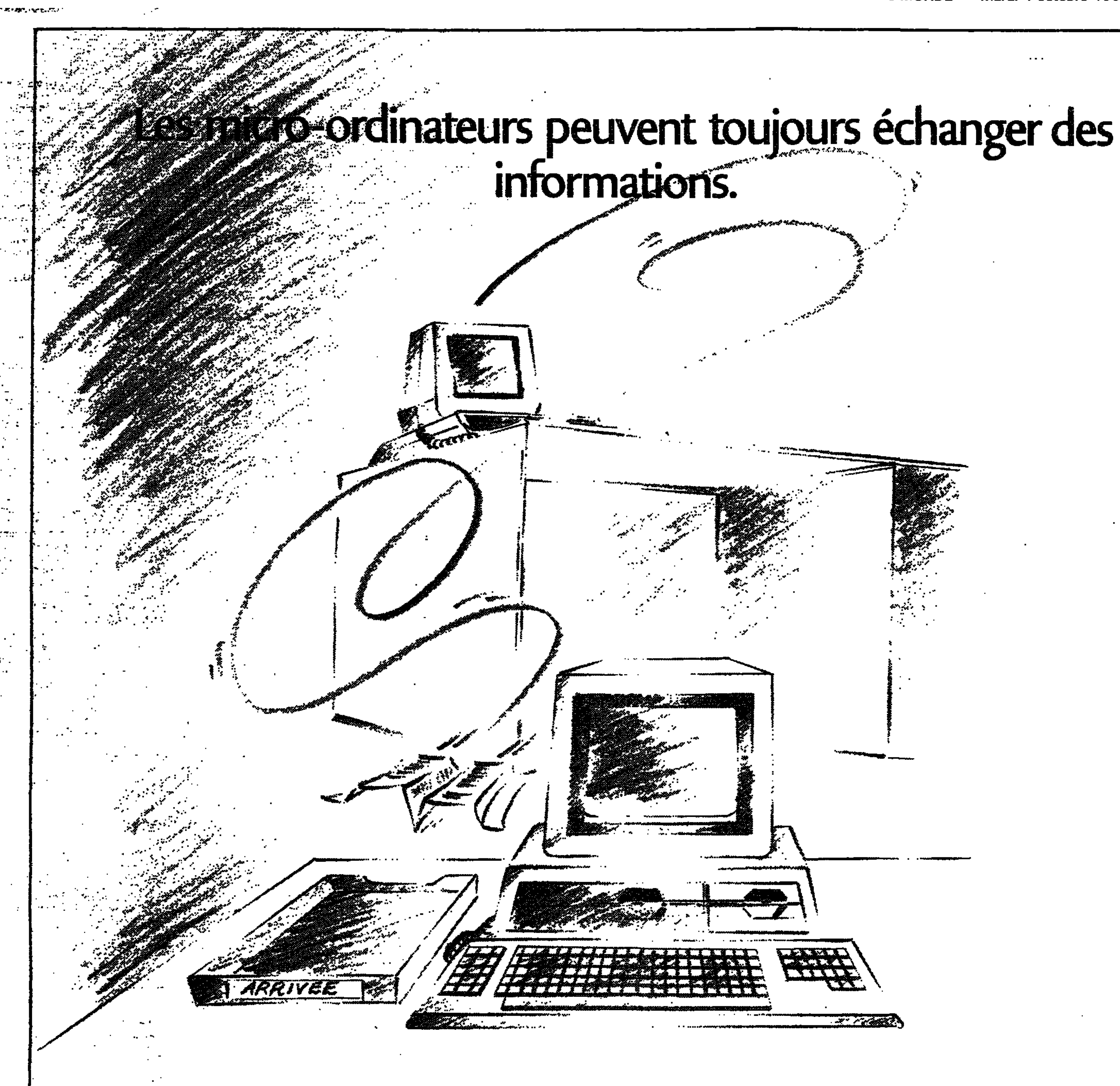








# Les micro-ordinateurs peuvent toujours échanger des informations.




# Le réseau local VICTORNET met la communication entre micro-ordinateurs à l'heure de l'informatique.

Les communications entre micro-ordinateurs sont restées longtemps archaïques : peu rapides, longues à mettre en œuvre, coûteuses. Avec le réseau local VICTORNET, les micro-ordinateurs VICTOR disposent aujourd'hui des moyens de communication à la hauteur de ces surdoués.

Cette technologie de pointe, permet d'interconnecter 64 postes de travail et périphériques d'une capacité actuelle de mémoire de masse de 100 Mo, sur une distance de 450 m. Elle marque le début d'une nouvelle révolution en matière de micro-informatique.

Jugez vous-même.

Le réseau local VICTORNET décloisonne l'information : elle peut circuler ( à une vitesse informatique : 1 million de bits par seconde) dans tous les services de l'entreprise. Chaque poste de travail, à la fois récepteur et émetteur, a ainsi accès à l'ensemble des données présentes dans le réseau.

La coopération entre les appareils devient plus étroite : ils travaillent ensemble et simultanément. Par exemple ils peuvent gérer en même temps les différents postes comptables : paye, facturation, stocks.

La communication entre les appareils rapproche également les hommes. Le service informatique n'est plus un "état dans l'état". Il acquiert toutes les qualités d'un véritable système nerveux de l'entreprise.

Enfin le réseau local VICTORNET est parfaitement évolutif.

Naturellement VICTORNET est d'autant plus performant qu'il permet d'utiliser à merveille les grandes qualités des micro-ordinateurs VICTOR.

Une grande vitesse de traitement. Un abondant catalogue de programmes d'application. Des caractéristiques ergonomiques très étudiées.

Avec son réseau local, VICTOR donne une fois de plus la preuve de sa volonté de conquérir l'avenir.

VICTORNET : Réseau local de type OMNINET®.




**Plus qu'un nom: une référence.**

Je désire recevoir une documentation détaillée sur le micro-ordinateur VICTOR et son réseau local
en renvoyant ce bon à : VICTOR Technologies.
Tour Horizon, 52, Quai de Dion Bouton, 92800 Puteaux.

LM

NOM : ______ SOCIETE : ______

FONCTION : ______ ADRESSE : ______

______

APPLICATION : ______ TELEPHONE : ______

# ANNONCES CLASSÉES

| | La ligne* | La ligne T.T.C. |
|---|---|---|
| OFFRES D'EMPLOI | 77,00 | 91,32 |
| DEMANDES D'EMPLOI | 22,80 | 27,04 |
| IMMOBILIER | 52,00 | 61,67 |
| AUTOMOBILES | 52,00 | 61,67 |
| AGENDA | 52,00 | 61,67 |
| PROP. COMM. CAPITAUX | 151,80 | 180,03 |

| ANNONCES ENCADRÉES | La mm/col.* | La mm/lig. T.T.C. |
|---|---|---|
| OFFRES D'EMPLOI | 43,40 | 51,47 |
| DEMANDES D'EMPLOI | 13,00 | 15,42 |
| IMMOBILIER | 33,60 | 39,85 |
| AUTOMOBILES | 33,60 | 39,85 |
| AGENDA | 33,60 | 39,85 |

* Dégressifs selon surface ou nombre de parutions.



# DIRECTIONS . DIRECTIONS . DIRECTIONS

Fonctions Nationales et Internationales

## Jeune Directeur de Filiale
### Travaux Electriques

Importante entreprise d'installations électriques, nous recherchons le futur Directeur de l'une de nos filiales (70 personnes).
Après environ un an d'intégration, il assurera principalement le développement commercial de l'ensemble des activités de la filiale.
Ses qualités de gestionnaire lui permettront d'assurer sa mission dans une réelle autonomie. Il sera bien secondé sur le plan technique.
Le profil de la personne recherchée est celui d'un ingénieur diplômé, âgé d'environ 30 ans et disposant d'une sérieuse expérience d'ingénieur d'affaires ou même, de responsable d'agence dans le secteur des travaux d'installations électriques.
Siège : PROCHE BANLIEUE PARISIENNE EST.
Un autre poste du même type est à pourvoir dans une agréable région de province.

Envoyer votre CV sous la réf. M 1070 aux consultants de GFC 350, rue de Vaugirard 75015 Paris chargés de cette recherche.
Discrétion absolue et réponse assurée.
Membre de la Chambre Syndicale Nationale des Conseils en Recrutement

GFC

## Directeur Général
### Matières Plastiques
### 300/350.000 F an + voiture

Solide groupe industriel européen, nous comptons parmi les leaders mondiaux dans notre secteur. Nous fabriquons des produits semi-ouvrés plastiques (dont certains de technologie avancée) destinés aux industries de grande consommation.
Nous disposons de plusieurs filiales commerciales et d'un réseau d'agents dans presque tous les pays du monde.
Pour diriger notre filiale française (CA 83>70 MF, 15 personnes), nous recherchons un véritable patron à qui nous confierons la gestion complète de la société sous l'autorité du Président du Conseil d'Administration.
Sa principale mission sera d'abord l'animation et le développement de notre action commerciale. Il devra également être attentif aux tendances du marché et avoir un esprit marketing certain. Enfin, il aura la charge du suivi permanent et rigoureux de la gestion de la filiale (budgets et contrôle budgétaire, crédits clients, supervision du Responsable Administratif).
Agé d'environ 38 ans (± 5 ans), il aura nécessairement acquis une solide expérience de la vente et du marketing des produits chimiques semi-industriels (type PVC, Acétate) et aura déjà fait la preuve de ses qualités de gestionnaire et de meneur d'hommes.
*Siège : BANLIEUE PARISIENNE OUEST.*

Envoyer votre CV sous la réf. M 1066 aux consultants de GFC 350, rue de Vaugirard 75015 Paris chargés de cette recherche.
Discrétion absolue et réponse assurée.
Membre de la Chambre Syndicale Nationale des Conseils en Recrutement.

GFC

## Jeune Directeur
### Division Télécommunications
### Courants Faibles

Important et très solide groupe du secteur des travaux publics et du bâtiment, nous souhaitons donner à notre division Installations Télécom, une réelle impulsion.
Nous recherchons un jeune patron, autonome, gestionnaire et meneur d'hommes pour mener à bien les développements que nous prévoyons pour nos activités (entretien et installations, extension aux courants faibles dans leur ensemble, acquisition d'unités nouvelles).
Ce poste peut intéresser un ingénieur, diplômé de préférence, âgé d'environ 30 ans et disposant d'une réelle expérience de management acquise chez un constructeur de matériel téléphonique ou un installateur.
De larges possibilités d'évolution sont offertes au sein du groupe pour un candidat à fort potentiel.
Siège : PARIS SUD.

*Envoyer votre CV sous la réf. M 1068 aux consultants de* GFC 350, rue de Vaugirard 75015 Paris chargés de cette recherche.
Discrétion absolue et réponse assurée.
Membre de la Chambre Syndicale Nationale des Conseils en Recrutement.

GFC

## Distribution alimentaire
## Directeurs de filiale
### Bretagne — Normandie

Ce groupe alimentaire en plein développement réalisant un CA de 400 millions de francs, recherche pour deux de ces filiales de distribution un Directeur. Une trentaine de personnes à diriger, un CA de 20 millions de francs à faire progresser, avec des produits surgelés vendus tant en gros qu'auprès des particuliers grâce à une formule originale de home service.

L'une de ces filiales couvre la Haute-Normandie, son siège est situé au Havre, l'autre couvre *l'Ille et Vilaine, son siège se trouve à Rennes. Ces régions sont appréciées pour la qualité de* la vie que l'on y trouve. Vos familles en bénéficieront. Mais vous, vous travaillerez beaucoup. Car une direction complète de filiale, éloignée de la société-mère, demande un investissement de soi de tous les instants, du sens commercial, l'expérience du commandement et le goût de la bonne gestion. Ce sont vos atouts et vous les avez déjà mis en œuvre.

Alors, écrivez rapidement, sous référence 8369 LM, aux Consultants du Cabinet CLEAS en indiquant votre préférence pour la filiale de Bretagne ou celle de Normandie.

**CLEAS**

6, place de la Républicaine Dominicaine - 75017 PARIS
*MEMBRE DE SYNTEC*

STÉ de SÉCURITÉ rech. son

### DIRECTEUR

- Connaissance gardiennage humain.
- Sécurité électronique.
- Gestion d'entreprise.
- BON SALAIRE.
- Activité région parisienne.

Adresser C.V. + photo + prétent. à B.P. M. du MAZET, réf. 150.186, 75062 PARIS CEDEX 02 qui transmettra.

VILLE D'ANTONY (Hauts-de-Seine) recherche

### DIRECTEUR PERMANENT

de centre de montagne.
Diplômes et exp. exigées.

Adresser candidature à Monsieur le Maire Hôtel de Ville, 92160 Antony.

Centre Familiale de vacances 160 lits - Montagne cherche

### DIRECTEUR (TRICE)

- Expérience gestion indispensable et animation souhaitée.
- Cadre C.C. tourisme social.

Env. C.V. lettre manuscrite : Maison Familiale de l'Amitié Jougne, 25370 Les Hôpitaux neufs.

P.M.I. Est de la France recherche pour son usine fabrication produits céramiques 300 personnes,

### DIRECTEUR

ayant connaissances matériels, gestion usine et personnel, exploitation par objectif et budget.
Logement de fonction, divers avantages en nature.
Expérience souhaitée, discrétion assurée.
Adresser candidature et curriculum vitae.

Ecr. s/nº 8.907 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

ANNONCES CLASSÉES TÉLÉPHONÉES

**296-15-01**

### A Annecy
## Diriger une filiale...

Important groupe d'ingénierie bâtiment, tourné pour l'essentiel de notre CA vers l'exportation, nous venons de créer, pour satisfaire entre autres la demande de nos propres chantiers, une unité de fabrication de menuiseries spéciales.

Assurer la direction opérationnelle de cette unité autonome de 100 personnes en s'appuyant sur l'équipe technique et commerciale déjà en place, *telle sera* la mission du directeur que nous recherchons.

Avant tout un gestionnaire et un généraliste, il aura néanmoins conforté son autorité par une expérience de direction d'unité de fabrication, de préférence dans le domaine de la menuiserie industrielle, du meuble ou du bois.

Nous souhaitons vous rencontrer rapidement. Merci de prendre contact en envoyant un CV complet indiquant votre rémunération actuelle à notre Conseil ALGOE. Ecrivez sous réf. 807 M à Carole de Chilly,



**ALGOE** 9 bis, route de Champagne 69130 ECULLY

*MEMBRE DE SYNTEC*

Dessein

## directeur commercial

**VIRAX** **EPERNAY**, fabrique et commercialise des outils et équipements pour travailler les tubes de tous types (couper, fileter, aléser, cintrer etc..). Filiale industrielle du Groupe **FACOM** elle a réalisé en 82 un C.A. de 140 MF en progression de 19% sur 81. La restructuration récente nécessite l'élargissement du Comité de Direction et la présence d'un Directeur Commercial responsable du marketing, de la communication et des ventes tant en France qu'à l'Etranger. (42% du C.A.). Sous l'autorité du P.D.G., le titulaire est avant tout l'homme du développement et de l'animation des structures et équipes solides déjà en place. De formation Grande Ecole de Commerce, il est passé par les fonctions de ventes sur le terrain, d'étude des produits et des marchés, d'animation des équipes de vente et de gestion. Il se sent proche des produits et secteurs concernés. Travaillant sur l'Export il est bilingue Anglais et pratique une 3ème langue. A 40 ans environ, il se connaît bien et il se sent disposé à devenir le « fer de lance » de la croissance d'une des Filiales d'un Groupe d'une excellente renommée et... à s'installer en Champagne.
Merci de nous adresser votre dossier (lettre manus., CV détaillé, sal. act., tél. pers.) sous ref. 38 AM et soyez assuré de la confidentialité des informations transmises.

HB

**Hervé Le Baut Consultants**-11, rue la Boétie-75008 PARIS Tél. : 265.38.39

### SOCIÉTÉ DU SECTEUR SEMENCES
### FILIALE D'UN IMPORTANT ORGANISME

recherche son

## DIRECTEUR DE LA PROMOTION

Il déterminera et développera les meilleures filières de valorisation des variétés agricoles et horticoles (tests culturaux, accueil du marché, multiplication et commercialisation des semences et des plants, tant en France qu'à l'étranger).

Ce sera un ingénieur agronome intéressé par les aspects commerciaux ou un ingénieur d'école commerciale supérieure intéressé par les secteurs agricoles et agro-alimentaires. Il possédera de préférence une bonne expérience des marchés et filières semences, parlera couramment anglais et, si possible, une deuxième langue (allemand, espagnol).

Son bureau sera au siège social de la société (à TRAPPES, banlieue Ouest Paris), il effectuera de nombreux déplacements.

Ecrire avec c.v. détaillé, photo et prétentions à ANNONCES SERVICE, 45, rue Carnot, 78000 VERSAILLES, sous réf. 3123, qui transmettra.

Un des premiers laboratoires pharmaceutiques français à implantation internationale crée dans le cadre de son expansion à l'export le poste de

## Directeur de filiale

*Il s'agit de la reprise complète et autonome d'un outil de* production et de distribution selon la politique et les normes d'organisation de la maison mère. Basé, dans une grande ville de l'ITALIE, le candidat maîtrisant parfaitement cette langue aura une première expérience de l'industrie pharmaceutique et une formation médico-pharmaceutique ou commerciale supérieure. Nous accueillerons un collaborateur jeune, habitué aux contacts diversifiés et disponible pour des déplacements ponctuels, mais fréquents. La connaissance de l'anglais sera un atout important pour la poursuite d'une carrière internationale.

Ecrire au CABINET GATIER, 32 rue Barrême 69006 LYON, sous réf. 400 M.

Cabinet Gatier

*média-system*



TÉLÉDIFFUSION DE FRANCE

recherche le

## DIRECTEUR GÉNÉRAL

de sa filiale A.D.E.T.E. en ARABIE SAOUDITE

Cette filiale qui réalise l'ingénierie complète de la Télévision dans ce pays poursuivra sa mission en l'étendant à des tâches d'assistance à l'exploitation et à la maintenance pour le compte du Ministère de l'information du Royaume.

Une expérience dans l'audivisuel ou les techniques de l'information est nécessaire.

Ce poste implique des relations avec les autorités locales au plus haut niveau.

Age minimum : 35 ans.
Résidence : RIYAD.

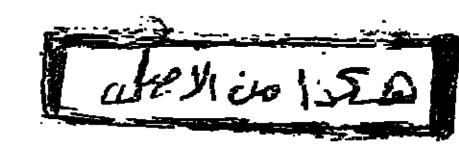
Adresser candidature AVANT LE 5 OCTOBRE 1983 à TÉLÉDIFFUSION DE FRANCE sous-direction du Personnel pièce 623, 21/27, rue Barbès, B.P. 518 92542 MONTROUGE CEDEX.

## DIRECTION FINANCIERE

Nous sommes une importante entreprise de Travaux Publics et de Génie Civil. Notre siège social se trouve au sud-ouest de la région parisienne. Nous réalisons un Chiffre d'Affaires de 1,5 milliard de Francs H.T., dont plus de 50 % à l'export. Malgré la crise économique, nous poursuivons une forte expansion à l'étranger, et notre direction financière est activement associée à cette croissance.
Aujourd'hui, notre actuel Directeur Financier devant accéder à d'autres responsabilités au sein du groupe, nous recherchons pour le relayer un

### FUTUR DIRECTEUR

qui se verra confier immédiatement : - la recherche et la négociation de financements pour les marchés export - l'établissement des prévisions financières - la supervision de la trésorerie, des crédits, du montage et de la gestion de toutes les opérations financières.
Vous avez déjà 7 à 10 ans d'expérience acquise en partie dans la banque et dans les secteurs BTP ou équipements industriels lourds. Vous disposez d'une formation Grande Ecole, *et vous pratiquez couramment* l'anglais. Alors venez participer à notre développement au sein d'une équipe soudée et performante, nous avons de quoi satisfaire vos légitimes ambitions.
Pour pouvoir nous rencontrer rapidement, envoyez votre CV détaillé à :
Agence Meesters réf. 10021
113, rue de Reuilly, 75012 PARIS
qui nous transmettra.



# SPECTACLES

# théâtre

## LES SPECTACLES NOUVEAUX

TOUTES A TUER — Espace-Gaîté (327-13-54), 21 h 30.
DOMMAGE QU'ELLE SOIT UNE PUTAIN — Cité internationale, Resserre (589-38-69), 20 h 30.
CREDO, 18 h 30; LE PELICAN, mar. 19 h : Athénée (742-67-27).
MA VEDETTE AMERICAINE — Saint-Georges (874-74-37) 20 h 45.
COCTEAU-MARAIS — Atelier (606-49-24), 21 h.
LA MANIE DE LA VILLÉGIATURE — Comédie italienne (321-22-22), 20 h 30.
ROMANCE OF MEXICO — Ivry, Théâtre des Quartiers (672-37-43), 20 h 30.
CYRANO DE BERGERAC — Mogador (285-45-30), 20 h 30.
HUMOUR ET FANTAISIE — Tourtour (887-82-48), 18 h 30.
HISTOIRE DE JOUER — Dix-Heures (606-07-48), 18 h 30.
L'AUVENT DU PAVILLON IV — Café de la Gare (278-52-51), 22 h 15.
VATER LAND — Cartoucherie de la Tempête (328-36-36), 20 h 30.
LES TROYENNES — Cité internationale, Galerie (589-38-69), 20 h 30.
LOUISE/EMMA — Escalier d'or (523-15-10), 21 h.
LE MISANTHROPE (22 spectacles en alternance) Hébertot (387-23-23), 21 h.
TRANSEXPRESS HOTEL — Espace Marais (271-10-19), 20 h 30.

### Les salles subventionnées et municipales

OPERA (742-57-50), 20 h : Moïse.
COMÉDIE-FRANÇAISE (296-10-20), 20 h 30 : Victor ou les Enfants au pouvoir.
THEATRE MUSICAL DE PARIS (261-19-83), Danse : XXIe Festival international de la danse de Paris : New-York City Ballet. 20 h 30 : Nederlands Dans Theater.

### Les autres salles

A DEJAZET (271-44-20), 20 h 30 : l'Amour en visites.
AMERICAN CENTER (321-42-20), 21 h : les Déménageurs.
ANTOINE (208-77-71), 20 h 30 : Coup de soleil.
ASTELLE-THEATRE (238-35-53), 20 h 30 : les Bonnes.
BOUFFES PARISIENS (296-60-24), 21 h : les Trois Jeanne.
CARTOUCHERIE, Épée de Bois (808-39-74), 20 h 30 : la Maison de Bernarda Alba.
COMÉDIE DE PARIS (281-00-11), 20 h 30 : Fête.
COMÉDIE-CAUMARTIN (742-43-41), 21 h : Reviens dormir à l'Élysée.

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles
« LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES »
281-26-20 +
(de 11 heures à 21 heures, sauf les dimanches et jours fériés)

## Mardi 4 octobre

CONSTANCE (258-97-62), 20 h 45 : Appelez-moi Arthur ou les Mystères de la table ronde.
DAUNOU (261-69-14), 21 h : la Chienlit.
EDOUARD-VII (742-57-49), 21 h : Mademoiselle Julie.
ESPACE-GAITE (327-13-54), 20 h 15 : la Bonn'Femme aux camélias.
ESSAION (278-46-42), 19 h : Pas moi ; 21 h : Agatha.
FONTAINE (874-74-40), 20 h 15 : Vive les femmes.
GAITE-MONTPARNASSE (322-16-18), 20 h 15 : Comment devenir une mère juive en dix leçons ; 22 h : la Fausse Libertine.
GALERIE-55 (326-63-51), 21 h : Public Eyes - A Private Ear.
HUCHETTE (326-38-99), 19 h 30 : la Cantatrice chauve ; 20 h 30 : la Leçon ; 21 h 30 : C'est Woody qui l'a dit.
LA BRUYÈRE (874-76-99), 21 h : Mort accidentelle d'un anarchiste.
LUCERNAIRE (544-57-34), I : 18 h 30 : Cajamarca ou le supplice de Pizarre ; 20 h 30 : l'Entonnoir ; 22 h 30 : Bobby Lapointe ; II. 18 h 30 : les Fables de La Fontaine ; 20 h 15 : Six heures au plus tard ; 22 h 15 ; Visages de Cocteau. Petite salle, 18 h 30 : la Putain littéraire ; 19 h 45 : Mozartement vôtre.
LYS MONTPARNASSE (327-88-61), 20 h 30 : Vendredi, jour de liberté.
MARIGNY (256-04-41), 21 h : les Sales Mômes.
MICHEL (265-35-02), 21 h 15 : On dînera au lit.
MICHODIERE (742-95-22), 20 h 30 : le Vison voyageur.
MONTPARNASSE (320-89-90), 21 h : Marguerite et les autres ; Petite salle, 21 h 15 : l'Astronome.
NOUVEAUTES (770-52-76), 20 h 30 : l'Entourloupe.
ŒUVRE (874-42-52), 20 h 30 : l'Extravagant Mister Wilde.
PALAIS-ROYAL (297-59-81), 20 h 45 : la Fille sur la banquette arrière.
PALAIS DES SPORTS (828-40-90), 20 h 30 : Un homme nommé Jésus.
POCHE - MONTPARNASSE (548-92-97), 20 h 15 : la Dernière Bande.
PORTE SAINT-MARTIN (607-37-53), 21 h : K2.
POTINIERE (261-44-16), 20 h 45 : Il Signor Fagotto.
RENAISSANCE (208-18-50), 21 h : Théâtre de Bouvard.
STUDIO DES CHAMPS-ELYSEES (723-35-10), 20 h 45 : Cami.
TAI TH. D'ESSAI (278-10-79), I : 20 h 30 : l'Écume des jours. II : 20 h 30 : Huis clos.
THÉATRE D'EDGAR (322-11-02), 20 h 15 : les Babas cadres ; 22 h : Nous, on fait où on nous dit de faire.
THÉATRE A. BOURVIL (373-47-84), 21 h : les Dames de fer ; 22 h : Y'en a marr... ez vous ?
THÉATRE DE DIX-HEURES (606-07-48), 21 h 30 : Arrête de rire, ça va sauter ; 22 h 30 : le Propriétaire.
THÉATRE NOIR (346-91-93), 20 h 30 : l'Os.
THÉATRE PRÉSENT (203-02-55), 20 h 30 : l'Opéra de Quat'Sous.
THÉATRE 14 (545-49-77), 20 h 30 : Good bye Paradis Cancan.
THÉATRE DU ROND-POINT (256-70-80), 20 h 30 : Savannah Bay ; 20 h 30 : Mois Beckett.
TH. 18 (226-47-47), 22 h : Bruits de peau.
TOURTOUR (887-82-48), 20 h 30 : Le Soleil n'est plus aussi chaud qu'avant.
TRISTAN BERNARD (522-08-40), 21 h : Balle de match - Erreur judiciaire.
VARIETES (233-09-92), 20 h 30 : l'Etiquette.

### Les festivals

FESTIVAL D'AUTOMNE (296-12-27)

THÉATRE DE LA BASTILLE (357-42-14), 21 h : le Gardien de tombeau.
GENNEVILLIERS, Théâtre (793-26-30), 20 h 45 : la Robe de chambre de G. Bataille.
SAINT-DENIS, Th. G.-Philipe (243-00-59), 20 h 30 : Cervantes intermèdes.
TH. DE PARIS (280-09-30), 20 h 30 : Sortilèges.

# cinéma

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans, (**) aux moins de dix-huit ans.

### La Cinémathèque

CHAILLOT (704-24-24)

15 h, Classiques du cinéma-films d'auteurs, films rares : les Deux Aventuriers, de R. Walsh ; 19 h, J.-M. Straub et D. Huillet : Machorka-Muff ; la Fiancée, la Comédienne et le Maquereau ; introduction à la « Musique d'accompagnement pour une scène de film », d'A. Schoenberg ; Toute révolution est un coup de dés ; 21 h, Christian Dior et le cinéma : Lettres d'amour, de Cl. Autant-Lara.

BEAUBOURG (278-35-57)

Relâche.

### Les exclusivités

L'ANNÉE DE TOUS LES DANGERS (Aust., v.o.) : Cinoches, 6e (633-10-82) ; Marbeuf, 8e (225-18-45).
L'ARGENT (Fr.) : Lucernaire, 6e (544-57-34).
ATTENTION, UNE FEMME PEUT EN CACHER UNE AUTRE (Fr.) : Forum Orient Express, 1er (233-63-65) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Cluny Palace, 5e (354-07-76) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Le Paris, 8e (359-53-99) ; Paramount City, 8e (562-45-76) ; George-V, 8e (562-41-46) ; Saint Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Lumière, 9e (246-49-07) ; Paramount Bastille, 12e (343-79-17) ; Athéna, 12e (343-00-65) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Bienvenüe Montparnasse, 15e (544-25-02) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Victor Hugo, 16e (727-49-75) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Wepler Pathé, 18e (522-46-01).
LES AVENTURIERS DE L'ARCHE PERDUE (A., v.f.) : Trois Haussmann, 9e (770-47-55)).
LA BELLE CAPTIVE (Fr.) : Denfert (H. sp.), 14e (321-41-01).
BENVENUTA (Fr.-Belg.) : Ciné-Beaubourg, 3e (271-52-36) ; U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08) ; U.G.C. Opéra, 6e (261-50-32) ; 14-Juillet Parnasse, 6e (326-58-00) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; 14-Juillet Bastille, 12e (357-90-81).
CARMEN (Esp., v.o.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Saint-Germain Village, 5e (633-63-20) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; Hautefeuille, 8e (633-79-38) ; Elysées Lincoln, 8e (359-36-14) ; Ambassade, 8e (359-18-09) ; Parnassiens, 14e (329-83-11). — V.f. : Impérial, 2e (742-72-52).
CHALEUR ET POUSSIÈRE (HEAT AND DUST) (Ang., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; Cluny Ecoles, 5e (354-20-12) ; U.G.C. Danton, 6e (329-42-62) ; U.G.C. Rotonde, 6e (633-08-22) ; U.G.C. Champs-Elysées, 8e (359-12-15) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79). — V.f. : U.G.C. Boulevard, 9e (246-66-44).
CHRONOPOLIS (Fr.) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18).
LA CRIME (Fr.) : Forum, 1er (297-53-74) ; U.G.C. Montparnasse, 6e (544-14-27) ; U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08) ; U.G.C. Biarritz, 8e (723-69-23) ; U.G.C. Normandie, 8e (359-41-18) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; U.G.C. Boulevard, 9e (246-66-44) ; U.G.C. Convention, 15e (828-20-64) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Images, 18e (522-47-94).
DANS LA VILLE BLANCHE (Suis.) : Saint-Ambroise, 11e (700-89-16) (H. sp.).
DARK CRYSTAL (A., v.f.) : Trois Haussmann, 9e (770-47-55).
LE DESTIN DE JULIETTE (Fr.) : Forum Orient-Express, 1er (233-63-65) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; Olympic-Balzac, 8e (561-10-60) ; Parnassiens, 14e (320-30-19) ; Olympic, 14e (545-35-38).
DIEU ME SAVONNE (Bost., v.o.) : George V (562-41-46) ; Parnassiens, 14e (329-83-11). — V.f. : Impérial Pathé, 2e (742-72-52).
LES DIEUX SONT TOMBÉS SUR LA TÊTE (Bost.-A., v.o.) : Marignan, 8e (359-92-82). — V.f. : Français, 9e (770-33-88) ; Montparnos, 14e (327-52-37).
DIVA (Fr.) (*) : ) ; Rivoli Beaubourg, 4e (272-63-32) ; Panthéon, 5e (354-15-04) ; Grand Pavois, 15e (554-46-85).
EQUATEUR (Fr.) (*) : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Epée-de-Bois, 5e (337-57-47) ; Ambassade, 8e (359-19-08).
E.T. L'EXTRA-TERRESTRE (A., v.f.) : Trois Haussmann, 9e (770-47-55).
L'ÉTÉ MEURTRIER (Fr.) : George V, 8e (562-41-46) ; Français, 9e (770-33-88) ; Montparnos, 14e (327-52-37).
FANNY ET ALEXANDRE (Suède, v.o.) Version intégrale : Olympic Luxembourg, 6e (633-97-77).
FANNY HILL (A., v.o.) (**) : Biarritz, 8e (723-69-23). — V.f. : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; U.G.C. Rotonde, 6e (633-08-22).
LA FIANCÉE QUI VENAIT DU FROID (Fr.) : Forum Orient-Express, 1er (233-63-65) ; Rex, 2e (236-83-93) ; U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08) ; U.G.C. Montparnasse, 6e (544-14-27) ; Normandie, 8e (359-41-18) ; U.G.C. Boulevard, 9e (246-66-44) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; U.G.C. Gobelins, 13e (336-23-44) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; U.G.C. Convention, 15e (828-20-64) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Images, 18e (522-47-94) ; Secrétan, 19e (241-77-99).
LE FAUCON (Fr.) : Forum Orient Express, 1er (233-63-65) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; Français, 9e (770-33-88) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Secrétan, 19e (241-77-99) ; Cliché Pathé, 19e (522-46-01).
LA FEMME DE MON POTE (Fr.) : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01)) ; Gaumont Gambetta, 20e (636-10-96).
FLASHDANCE (A., v.o.) : Forum, 1er (297-53-74) ; Ciné-Beaubourg, 3e (271-

# CONCERTS




## ORCHESTRE NATIONAL DE FRANCE

| | |
|---|---|
| THÉATRE des CHAMPS-ÉLYSÉES Mercredi 5 octobre 20 h 30 | Dir. Serge BAUDO — Pierre Reach, piano — V. D'INDY - R. STRAUSS |

## MUSIQUES SACRÉES

| | |
|---|---|
| ÉGLISE SAINT-LOUIS-EN-L'ILE Vendredi 7 octobre 20 h 30 | VIVALDI — Juditha triumphans — B. PECCHIOLI, J. HENSCHEL, L GARCISANZ — Ensemble vocal M. PIQUEMAL — NOUVEL ORCH. PHILHARMONIQUE — Dir. : Marcello PANNI |

## MUSIQUE DE CHAMBRE

| | |
|---|---|
| AUDITORIUM 106 Lundi 10 octobre 20 h 30 | Jean HUBEAU, piano — QUATUOR VIOTTI — VIERNE - PIERNÉ FRANCK |

## NOUVEL ORCHESTRE PHILHARMONIQUE

Coproduction FESTIVAL D'AUTOMNE

| | |
|---|---|
| GRAND AUDITORIUM Mardi 11 octobre 20 h 30 | Dir. J.-P. IZQUIERDO — H. HOLTEN — W. Pearson, R. Reisz — Chœurs de Radio-France — Mauricio KAGEL : DIE ERSCHÖPFUNG DER WELT |

## ORCHESTRE SYMPHONIQUE de la RADIO BULGARE

| | |
|---|---|
| GRAND AUDITORIUM Jeudi 13 octobre 20 h 30 | Dir. Vassil STEFANOV — Ivan Drenikov, piano — VLADIGUEROV - GRIEG TCHAIKOVSKY |

## PRESTIGE DE LA MUSIQUE

| | |
|---|---|
| SALLE PLEYEL Dimanche 16 octobre 20 h 30 | MENDELSSOHN - DVORAK R. STRAUSS — ORCH. NAT. DE FRANCE — Dir. : Gerd ALBRECHT |

## 25e CONCOURS INTERNATIONAL DE GUITARE - FRANCE-MUSIQUE

| | |
|---|---|
| AUDITORIUM 106 Lundi 17 Mardi 18 octobre 20 h 30 | Récitals — Gören SOLLSCHER (Suède) — Miguel CHAROSKY (Argentine) |
| Mercredi 19 octobre 20 h 30 | Récital du duo Sergio et Odair ASSAD (Brésil) |
| GRAND AUDITORIUM Jeudi 20 octobre 20 h 30 | Épreuves finales d'interprétation — C. Spannhof - W. Kanengiser — E. Franceries, V. Blaha — Récital Monika ROST (R.D.A.) |
| GRAND AUDITORIUM Vendredi 21 octobre 20 h 30 | HOMMAGE à A. SEGOVIA — R. Aussel, L. Brouwer — A. Pierri (guitares) — Formation de Chambre du NOUVEL ORCH. PHILHARMONIQUE — Dir. : M. LASSERRE de ROZEL — TESTI - BROUWER - CHAYNES |

## MUSIQUE DE CHAMBRE

| | |
|---|---|
| SALLE GAVEAU Lundi 17 octobre 20 h 30 | Les Musiciens de l'ORCHESTRE NATIONAL DE FRANCE — Tcherepnine, C. Goungena — QUATUOR DE CONTREBASSES — P. Petit, P. Moss — QUATUOR DE VIOLONCELLES — Haëndel, Mendelssohn — Glück, Paganini — Prokofiev, fauré — LES 12 VIOLONS DE FRANCE |

Loc. : RADIO FRANCE, salles et agences

## CALENDRIER DES ADMINISTRATEURS DE CONCERTS

| | |
|---|---|
| Église Saint-Séverin — Les mardis d'octobre à 21 heures — loc. 633-87-61 et 3 FNAC (p.e. Mondial Musique-Valmalète) | QUATUOR VIA NOVA avec Maurice GENDRON — SCHUBERT — 11/10 : MOZART — 18/10 : RAVEL — FRANCK - HAYDN — 25/10 : BEETHOVEN |
| Église des Billettes — Dimanche 9 octobre 17 heures (p.e. Kiesgen) | CONCERTS D'INAUGURAT. de l'ORGUE des BILLETTES — P. SEGOND Organiste — Jean GUILLOU Organiste — J.-B. Bach - Liszt — Guillou (1re aud.) |
| ABBAYE DE ROYAUMONT — Val-d'Oise — 12 kms au sud de Chantilly, 2 kms au nord de Viarmes — Samedi 8 octobre à 20 h 30 — Loc. : 035-30-16 (p.e. Werner) | ENSEMBLE INTERCONTEMPORAIN — Sol. : Meriel DICKINSON — Dir. : Peter EOTVOS — Pierre BOULEZ « Le Marteau sans Maître » — Peter EOTVOS « Intervalles intérieurs » |
| Salle Gaveau — Lundi 10 octobre à 20 h 30 — Loc. à la salle (563-20-30) WERNER (p.e. Valmalète et Mondial Musique) | Concert en hommage à Antoine Goléa avec le concours de : Lily LASKINE, Michel DEBOST, Gérard CAUSSÉ, Hanna SCHAER, Françoise TILLART, Catherine JOLY, Ghislaine PETIT — BEETHOVEN - BERIO - BRAHMS — DEBUSSY - HOLLIGER — ROUSSEL - SCHUBERT |
| Institut néerlandais — 121, rue de Lille — Lundi 10 octobre à 20 h 30 (p.e. Valmalète) | COMMÉMORATION DU PARC (1848 - 1933) — Récital de mélodies — RUUD VAN DER MEER (baryton) — RUDOLF JANSEN (piano) — NANCY VAN DER ELST (présentation) |
| Salle Pleyel — Lundi 10 octobre à 20 h 30 (p.e. Valmalète) | ORCHESTRE COLONNE — Dir. : Denis Russel DAVIES — Sol. : Keith JARRETT Piano — BOULEZN - BARBER - BRAHMS |
| St-Eustache — Mardi 11 octobre à 20 h 45 — Loc. : 3 FNAC Kiosque en face de l'église Par tél. : 656-85-42 (p.e. Valmalète) | Reprise des grands concerts HOMMAGE A JEAN COCTEAU et à EDITH PIAF — MESSE EN SI J.-S. BACH — avec Claudy Saneva (soprano), Michèle Moser (alto), Michel Sénéchal (ténor), André Duchesne (basse) — Sté des Chanteurs de Saint-Eustache avec Ens. orch. de Rouen — Dir. : R.-P. MARTIN |
| Église de La Madeleine — Jeudi 13 octobre à 20 h 45 — Loc. : agences Perrossier, 6, place de la Madeleine et GATS (260-58-31) (Werner) | HAËNDEL LE MESSIE — BACH CHOR DE BONN — SIEGERLAND ORATORIEN CHOR — ORCHESTRE BACH de Bonn — Judith Wieland, soprano — Dorothea Brinkmann, alto — Alva Tripp, ténor — Ernst Olschofka, basse — Direction : Herbert ERMERT |
| Salle Pleyel — Dimanche 16 octobre 17 h 45 (p.e. Valmalète) | CONCERTS LAMOUREUX — Festival WAGNER — Dir. : J.-C. Bernede |
| Théâtre national de l'Opéra Salle Favart — Dimanche 16 octobre à 20 heures (p.e. Valmalète) | Concert BEETHOVEN par les Solistes de l'Opéra — Trio op. 11 — Octuor op. 103 — Sérénade op. 25 |
| Salle Pleyel — Mardi 25 octobre (Rainer/O.A.I.) | UNIQUE RÉCITAL RUDOLF SERKIN — Haydn - Schubert - Beethoven |
| Du 15 nov. au 25 déc. — AU RANELAGH à 20 h 30 (sauf lundis) Matinées à 15 h 30 les samedis et dimanches (Werner) | 35 REPRÉSENTATIONS EXCEPTIONNELLES des MARIONNETTES DE SALZBOURG — Rens. loc. par correspondance bur. de concert M. Werner 11, av. Delcassé (8e) 563-74-80 |



# OFFICIERS MINISTÉRIELS ET VENTES PAR ADJUDICATION



Pour cette rubrique s'adresser : 7, rue Sainte-Anne - 75038 Paris Cedex 01 - 261.51.52

# SPECTACLES

52-36) : Saint-Michel, 5e (326-79-17) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (723-76-23) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; Paramount Mercury, 8e (562-75-90) ; Kinopanorama, 15e (306-50-50). – V.f. : Paramount Marivaux, 2e (296-80-40) ; Rex, (236-83-93) ; Paramount Bastille, 12e (343-79-17) ; U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; U.G.C. Gobelins, 13e (336-23-44) ; Paramount Orléans, 14e (540-45-91) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01) ; Secrétan, 19e (241-77-99) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Gaumont Gambetta, 20e (636-10-96).

**FRAGMENTS POUR UN DISCOURS THÉATRAL - VITEZ - LE CONSERVATOIRE** (Fr.) : Studio Bertrand, 7e (783-64-66).

**FRANCES** (A., v.o.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; U.G.C. Danton, 6e (329-42-62) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; Bienvenue Montparnasse, 15e (544-25-02). – V.f. : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06).

**FRÈRE DE SANG** (A., v.o.) (*) : 7e Art Beaubourg, 4e (278-34-15).

**FURYO** (Jap., v.o.) : U.G.C. Marbeuf, 8e (225-18-45) ; Studio Cujas, 5e (354-89-22).

**GAIJIN** (Brés., v.o.) : Denfert (H. sp.), 14e (321-41-01).

**GANDHI** (Ang., v.o.) . Cluny Palace, 5e (354-20-12)) : Elysées Lincoln, 8e (359-36-14). – V.f. : Capri, 2e (508-11-69).

**LE GUERRIER DE L'ESPACE** (A., v.o.) : Ermitage, 8e (359-15-71). – V.f. : Rex, 2e (233-83-93) ; U.G.C. Boulevard, 9e (246-66-44).

**HANNA K.** (Fr.-A., v. angl.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; 14-Juillet Bastille, 11e (357-90-81) ; Parnassiens, 14e (320-30-19) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79). – V.f. : Richelieu, 2e (233-56-70) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; Montparnos, 14e (327-52-37) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27).

**L'HOMME DE LA RIVIÈRE D'ARGENT** (Aust., v.o.) : Espace Gaîté, 14e (325-95-94).

**LA JAVA DES OMBRES** (Fr.) : 14-Juillet Racine, 6e (326-19-68).

**L'HOMME AUX DEUX CERVEAUX** (A., v.o.) : Marignan, 8e (359-92-82).

**LA JEUNE FILLE AU CARTON A CHAPEAU** (Sov., v.o.) : Studio des Ursulines, 5e (354-39-19).

**JOY** (Fr.) (**) : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32)) : U.G.C. Ermitage, 8e (359-15-71).

**KOYAANISQATSI** (A., v.o.) : Escurial, 13e (707-28-04).

**LIBERTY BELLE** (Fr.) : Saint-Germain Huchette, 15e (633-63-20) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; Nations, 12e (343-04-67) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; Olympic, 14e (545-35-38).

## LES FILMS NOUVEAUX

**L'AMI DE VINCENT** film français de Pierre Granier-Deferre : Gaumont-Halles, 1er (297-49-70) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; St-Germain Studio, 5e (633-63-20) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; U.G.C.-Rotonde, 6e (633-08-22) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; George V, 8e (562-41-46) ; St-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; Athéna, 12e (343-00-65) ; U.G.C.-Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Fauvette, 13e (331-60-74 ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-72) ; Mayfair, 16e (525-27-06) ; Wepler-Pathé, 18e (522-46-01) ; Gaumont-Gambetta, 20e (636-10-96).

**LA BALLADE DE NARAYAMA.** Film japonais de Shohei Imamura. v.o. : Gaumont-Halles, 1er (297-49-70) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Olympic Saint-Germain, 6e (222-87-23) ; La Pagode, 7e (705-12-15) ; Gaumont-Champs-Elysées, 8e (359-04-67) ; Olympic-Entrepôt, 14e (545-35-38) ; P.L.M.-Saint-Jacques, 14e (589-68-42) ; v.f. : Impérial, 2e (742-72-52) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Gaumont-Sud, 14e (320-89-52) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) ; Pathé-Clichy, 18e (522-46-01).

**LES BRANCHES A ST-TROPEZ.** film français de Max Pecas : Forum-Orient-Express, 1er (233-63-65) ; Paramount-Odéon, 6e (325-59-83) ; Paramount-City, 8e (562-45-76) ; Paramount-Opéra, 9e (742-56-31) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; Max Linder, 9e (770-40-04) ; Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Convention-Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25).

**LA SCARLATINE.** film français de Gabriel Aghion : Rex, 2e (236-83-93) ; Ciné-Beaubourg, 3e (271-52-36) ; U.G.C.-Odéon, 6e (325-71-08) ; U.G.C.-Montparnasse, 6e (544-14-27) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; U.G.C.-Boulevard, 9e (246-66-44) ; U.G.C.-Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; U.G.C.-Gobelins, 13e (336-23-44) ; U.G.C.-Convention, 15e (828-20-64) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25).

**UN JEU BRUTAL** (*) film français de Jean-Claude Brisseau : Movies-Halles, 1er (260-43-99) ; Paramount-Odéon, 6e (325-59-83) ; Olympic-Balzac, 8e (561-10-60) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; Paramount-Opéra, 9e 742-56-31) ; Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; Images, 18e (522-47-94).

**LUDWIG-VISCONTI** (It., v.o.) : Saint André des Arts, 6e (326-48-18).

**LA MATIOUETTE** (Fr.) : Olympic, 14e (542-35-38).

**LE MONDE SELON GARP** (A., v.o.) : Saint Ambroise, 11e (700-89-16) (H. sp.)) : Rialto, 19e (607-87-61) (H. sp.)

**MONTY PYTHON, LE SENS DE LA VIE** (A., v.o.) : Quintette, 5e (633-79-38). – V.f. : Capri, 2e (508-11-69).

**ŒIL POUR ŒIL** (A., v.f.) : Arcades, 2e (233-54-58).

**OKRAINA** (Sov. v.o.) : Studio des Ursulines, 5e (354-39-19).

**OUTSIDERS** (A., v.o.) : Forum, 1er (297-53-74) ; Quintette, 5e (633-79-38) : Ambassade, 8e (359-19-08) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79). – V.f. : Richelieu, 2e (233-56-70) ; Berlitz, 2e (742-60-33) : Fauvette, 13e (331-60-74) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) : Miramar, 14e (320-89-52) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Clichy Pathé, 18e (522-46-01).

**PATRICIA** (Aut., v.f.) (**) : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32).

**PAULINE A LA PLAGE** (Fr.) : Cinoches (H. sp.) 6e (633-10-82).

**LES PRÉDATEURS** (Brit., v.o.) (*) : Saint-Séverin, 5e (354-50-91) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; 7e Art Beaubourg, 4e (278-34-15).

**LE ROI DES SINGES** (Chinois, v.f.) : Marais, 4e (278-47-86).

**RUE CASES NEGRES** (Fr.) : Rio Opéra, 2e (742-82-54) ; Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; U.G.C. Danton, 6e (329-42-62) ; 14-Juillet Bastille, 11e (357-90-81) ; Ermitage, 8e (359-15-71) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; U.G.C. Gobelins, 13e (336-23-44) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Images, 18e (522-47-94).

**SUPERMAN III** (A., v.o.) ; Ambassade, 8e (359-19-08). – V.f. : Lumière, 9e (246-49-07) ; Richelieu, 2e (233-56-70) (H. sp.)) : Miramar, 14e (320-89-52).

**TONNERRE DE FEU** (A., v.o.) ; U.G.C. Danton, 6e (329-42-62) ; Normandie, 8e (359-41-18). – V.f. : U.G.C. Montparnasse, 6e (544-14-27) ; Arcades, 2e (233-54-58) ; Paramount Opéra, 3e (742-56-31).

**TOOTSIE** (A., v.f.) : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32).

**LA TRAVIATA** (It., v.o.) : Vendôme, 2e (742-97-52).

**LA ULTIMA CENA** (Cub., v.o.) : Denfert (H. sp.). 14e (321-41-01).

**VICTOR, VICTORIA** (A., v.o.) : Saint-Michel, 5e (326-79-17).

**VIVEMENT DIMANCHE** (Fr.) : Studio de la Harpe, 5e (634-25-52) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14) ; Français, 9e (770-33-88) ; Nations, 12e (343-04-67) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27).

**LE VOYAGE A DEAUVILLE** (Fr.) : Olympic, 14e (545-35-38).

**YOR, LE CHASSEUR DU FUTUR** (A., v.f.) : Gaîté-Rochechouart, 9e (878-81-50).

**ZÉLIG** (A.) : Forum, 1er (297-53-74) ; Movies Halles, 1er (260-43-99) ; Paramount Marivaux, 2e (296-80-40) ; Studio Alpha, 5e (354-39-47) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Publicis Saint Germain, 6e (222-72-80) ; Pagode, 7e (705-12-15) ; Publicis Champs Elysées, 8e (720-76-23) ; Monte Carlo, 8e (225-09-83) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount Bastille, 12e (343-79-17) ; Paramount Gobelins, 13e (707-12-28) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Paramount Orléans, 14e (540-45-91) ; Convention Saint Charles, 15e (579-33-00) ; Passy, 16e (288-62-34) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Clichy Pathé, 18e (522-46-01).

## *Les grandes reprises*

**L'AGE D'OR** (Fr.) : Templiers (H. sp.), 3e (272-94-56).

**ANNIE HALL** (A., v.o.) : Saint-Germain, 5e (633-10-82).

**APOCALYPSE NOW** (A., v.o.) (**) : Champo, 5e (354-51-60)

**LES ARISTOCHATS** (A., v.f.) : Napoléon, 17e (380-41-46).

**BARRY LINDON** (A., v.o.) : U.G.C. Marbeuf, 8e (255-18-45).

**BYE BYE BRASIL** (A.) : Denfert, 14e (321-41-01).

**LE BON, LA BRUTE ET LE TRUAND** (A., v.f.) : Paramount Montmartre, 18e (606-34-25).

**CESAR** (Fr.) : André Bazin, 13e (337-74-39).

**LES CHIENS DE PAILLE** (A., v.o) (**) : Studio de la Harpe, 5e (634-25-52) ; U.G.C. Marbeuf, 8e (225-18-45).

**LES CINQUANTE-CINQ JOURS DE PÉKIN** (A., v.f.) : Gaumont Gambetta, 20e (636-10-96).

**CLEMENTINE TANGO** (Fr.) : Rialto, 19e (607-87-61).

**CREEPSHOW** (A., v.o.) : Rialto, 19e (607-87-61).

**CRIA CUERVOS** (Esp., v.o.) : (H.sp.) Denfert, 14e (321-41-01).

**CROSSFINGER** (A., v.f.) : Maxéville, 9e (770-72-86) ; Paramount City triomphe, 8e (562-45-76) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10).

**LES DAMNÉS** (It., v.f.) (*) : Opéra Night, 2e (296-62-56).

**LE DAHLIA BLEU** (A., v.o.) : Olympic Luxembourg, 6e (633-97-77).

**DÉLIVRANCE** (A., v.f.) (*) : Opéra Night, 2e (296-62-56) ; Boîte à Films (H.sp.), 17e (622-44-21).

**LE DERNIER MÉTRO** (Fr.) : Lucernaire, 6e (544-57-34).

**DOCTEUR JIVAGO** (A., v.o.) : Marbeuf, 8e (225-18-45).

**EMMANUELLE** (Fr.) (**) : Paramount City, 8e (562-45-76).

**L'EMPIRE DES SENS** (Jap., v.f.) (**) : Paramount Marivaux 2e (296-80-40)

**LES ENFANTS DU PARADIS** (Fr.) . Ranelagh, 16e (288-64-44).

**ERASERHEAD** (A., v.o.) : Escurial 13e (707-28-04).

**EVE** (A., v.o.) : Action Christine, 6e (325-47-46).

**LA FABULEUSE HISTOIRE DE DONALD ET DES CASTORS JUNIORS** (A., v.f.) : La Royale, 8e (265-82-66) ; Grand Pavois, 15e (554-46-85) ; Napoléon, 17e (755-63-42).

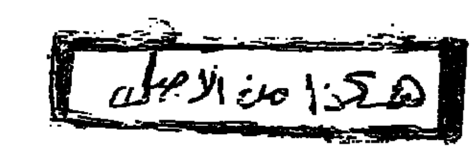
**LA FABULEUSE HISTOIRE DU BARON DE MUNCHAUSEN** (All., v.o.) . Action Ecoles, 5e (325-72-07).

**LE FACTEUR SONNE TOUJOURS DEUX FOIS** (A., v.f.) (**) : Studio de







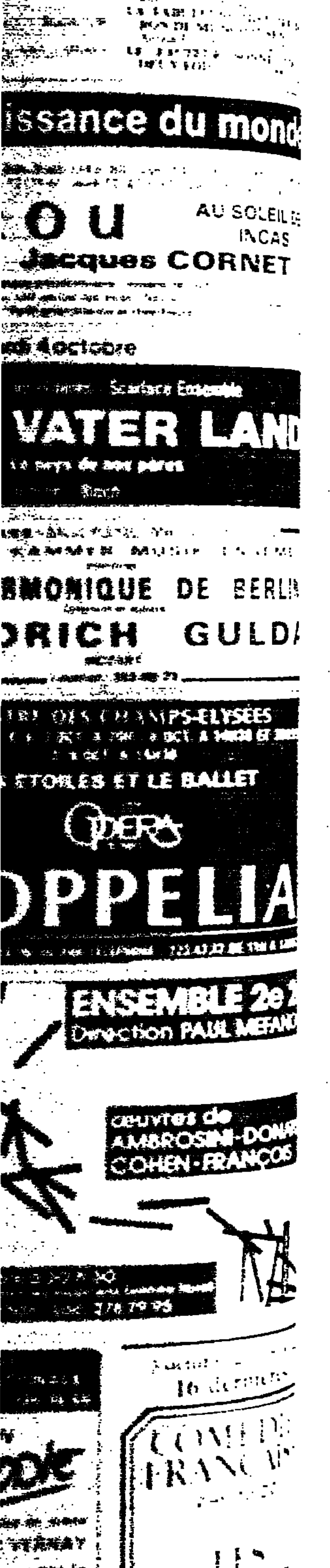


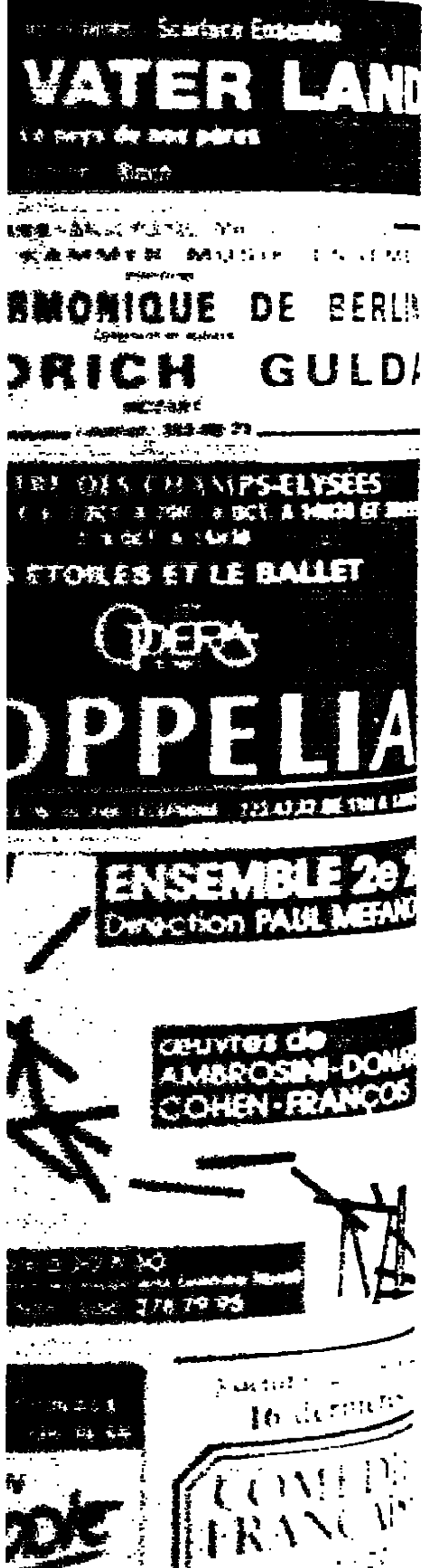


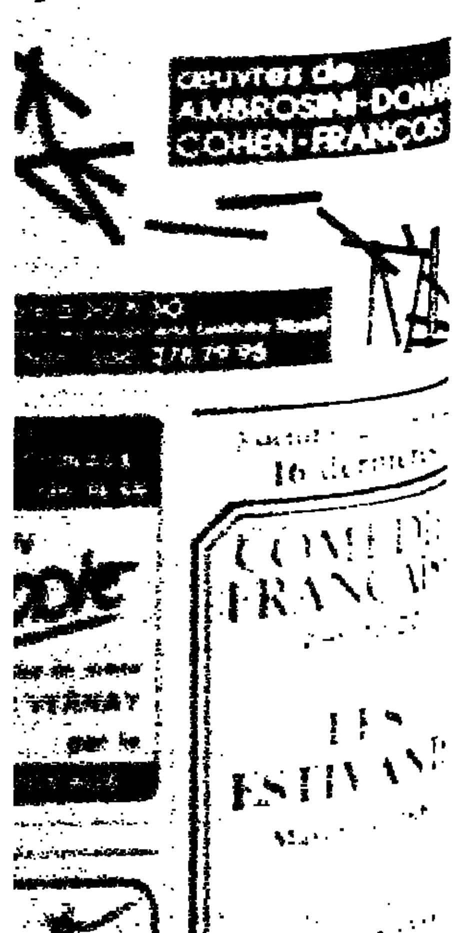





# COMMUNICATION







la Contrescarpe, 5e (325-78-37) ; Studio de l'Etoile, 17e (380-42-05).
FLESH (A., v.o.) (**) : Espace Gaîté, 14e (327-95-94).
L'EXTRAVAGANT MR RUGGLES (A., v.o.) : Olympic Luxembourg, 6e (633-97-77).
GIMME SHELTER (A., v.o.) : Vidéostone, 6e (325-60-34).
GLISSEMENTS PROGRESSIFS DU PLAISIR (Fr.) (**) : Denfert, 14e (H.sp.) (321-41-01).
HAIR (A., v.o.) : Epée-de-Bois, 5e (337-57-47).
HAUTE PÈGRE (A., v.o.) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18) ; Olympic Entrepôt, 14e (545-35-38) ; Mac-Mahon, 17e (380-24-81).
L'INCONNU DU NORD EXPRESS (A., v.o.) : Action Christine, 6e (325-47-46) ; Olympic Balzac, 8e (561-10-60).
JEREMIAH JOHNSON (A. v.f.) : Opéra-Night, 2e (296-62-56) ; Boîte à Films (H.sp.), 17e (622-44-21).
JÉSUS DE NAZARETH (It. v.f.) (1re partie) (2e partie) : Grand Pavois, 15e (554-46-85).
LES JOCONDES (Fr.) : Marais, 4e (278-47-86).
JONATHAN LIVINGSTON LE GOÉLAND (A., v.o.) : Gaumont Halles, 1er (297-40-70) ; Gaumont Ambassade, 8e (359-19-08) ; Studio Médicis, 5e (633-25-97) ; v.f. : Lumière, 9e (246-49-07) ; UGC Opéra, 2e (261-50-32) ; Montparnos, 14e (327-52-37) ; UGC Convention, 15e (828-20-64).
MÊME A L'OMBRE LE SOLEIL LEUR A TAPÉ SUR LA TÊTE (It., v.f.) : Arcades, 2e (233-54-58).
MIDNIGHT EXPRESS (A., v.f.) (**) : Capri, 2e (508-11-69).
MONTY PYTHON SACRÉ GRAAL (Ang., v.o.) : Cluny-Ecoles, 5e (354-20-12).
NEW YORK, NEW YORK (version intégrale) : Calypso, 17e (380-30-11).
PETER IBBETSON (A., v.o.) : Studio Logos, 5e (354-26-42) ; Olympic, 16e (545-35-38) ; Acacias, 17e (764-97-83).
PINOCCHIO (A., v.f.) : Napoléon, 17e (380-41-46).
PINK FLOYD THE WALL (A., v.o.) : Publicis Matignon, 8e (359-31-97).
PLACE AU RYTHME (A., v.o.) : Bonaparte, 6e (326-12-12).
PLAYTIME (Fr.) : Grand Pavois, 15e (554-46-85) ; Templiers, 3e (272-94-56).
PORTIER DE NUIT (It., v.o.) (**) : Champo, 5e (354-51-60).
LES 400 COUPS (Fr.) : Parnassiens, 14e (329-83-11).
RAMBO (A., v.f.) (**) : Paramount Montmartre, 18e (606-34-25).
THE ROSE (A., v.o.) : Forum-Orient-Express, 1er (233-63-65).
TAXI DRIVER (A., v.o.) (**) : Parnassiens, 14e (320-30-19) ; Studio de l'Etoile, 17e (380-42-05).
UN SI DOUX VISAGE (A., v.o.) : Action Christine, 6e (325-47-46).
WOODSTOCK (A., v.o.) : Péniche des Arts, 16e (527-77-55).



## A ANTENNE 2

# Les satisfecit de M. Desgraupes

Un patron de chaîne serein et optimiste. Un patron, un vrai, qui, tranquillement, décide, élabore et construit. L'affaire, de nos jours, paraîtrait incroyable s'il ne s'agissait de Pierre Desgraupes, professionnel dont la poigne et l'indépendance d'esprit font partie de ces choses admises une fois pour toutes et dont l'histoire se confond avec celle de la télévision. Pourquoi alors s'attendre à ce que le petit déjeuner de presse organisé lundi 3 octobre par Antenne 2 — c'est devenu une habitude — apportât des nouveautés ? M. Desgraupes se montra égal à lui-même : satisfait et confiant.

Il commenta quelques aménagements de la grille 1983-1984, cette « *colonne vertébrale de la chaîne* » si difficile à manier. Il cita Pascale Breugnot, *en insistant sur le caractère novateur de son magazine* « Psy », étudié pendant près d'une année ; Laurent Broomhead, « *l'un des éléments les plus dynamiques et les plus jeunes de la maison* », qui après « Planète Bleue », se renouvelle complètement dans l'astucieux « Enquête publique » ; Véronique et Davina, dont l'émission a bel et bien « *dynamisé un phénomène de société* ».

Il évoqua la fiction, fier de ce qu'Antenne 2 en soit la plus grande productrice (194 heures par an) et lui consacre désormais quatre soirées par semaines ; le sport, dont Joseph Pasteur, en liaison avec Robert Chapatte, a été chargé d'élaborer une nouvelle politique ; « Dimanche-magazine » qui devrait faire peau neuve ; les coproductions en plein développement... et puis l'avenir.

« *Pas question de rester cloîtrés, condamnés au seul réseau hertzien* », est persuadé Pierre Desgraupes, qui souhaite Antenne 2 présente sur tous les fronts. D'où la constitution de la filiale « Entreprise Vidéo Antenne 2 » (« *au sigle charmant d'Eva 2* »), une société d'études, de conseils et prochainement de production. Canal Plus ? Intéressant... si le projet voit le jour. Le profil de son public potentiel correspond à celui d'A 2 ? « *Et alors ? Comme il ne saurait s'agir de concurrence dans les premiers temps, profitons-en au contraire pour offrir notre collaboration.* » Quant à la télévision des petits matins, si le projet approuvé par le conseil d'administration de la chaîne est désormais bien avancé sur le contenu, restent à prévoir son financement (on recherche partenaires) et son cadre juridique.

Antenne 2 avance. Son P.-D. G. voit loin. Assurément. « *Un président de chaîne, ce n'est pas un marchand de frites. Pour faire un travail sérieux, il doit miser au moins sur trois, quatre ou cinq ans...* » Mais la retraite, M. Desgraupes, la retraite (M. Desgraupes aura soixante-cinq ans le 18 décembre prochain) ? « *J'ai été nommé pour trois ans, je m'en tiens au* Journal officiel. *Et s'il y avait, d'ici là, un accident de parcours, vous ne manqueriez pas d'en être informés...* ».

A. Co.

## LES JOURNALISTES C.G.C. CONSTATENT « UNE DÉGRADATION DE LA LIBERTÉ DE LA PRESSE »

Le onzième congrès national du syndicat des journalistes C.G.C., réuni du 30 septembre au 2 octobre, dénonce, dans une motion, « *les pressions, manœuvres et manipulations qui entraînent une dégradation accentuée des libertés de la presse et des journalistes* ».

Estimant que ces pressions « *de tous ordres* » se manifestent « *tant sur le plan politique, idéologique que financier et fiscal* », les journalistes C.G.C. « *déplorent également le dirigisme de plus en plus évident des pouvoirs publics appliqué à l'audiovisuel et aux autres organes d'information contrôlés par le pouvoir* ».

Le congrès des journalistes C.G.C. a réélu à sa présidence M. Charles Laprevote (*l'Est républicain*) et MM. Louis Cagnol (*Nice Matin*) et Daniel Pautrat (*TF 1*) aux postes de délégués, respectivement pour la province et pour Paris.

# La télé pour tous

*(Suite de la première page.)*

Accusé d'inonder le marché de produits bassement mercantiles sans autre ambition que de distraire le bon peuple et de l'arracher, l'espace d'un film ou d'un feuilleton, à la médiocrité de sa condition, de le démobiliser, en somme, au profit des forces de l'argent. Forces symbolisées — c'est assez cocasse, avouez — par « Dallas » et « Dynasty », armes suprêmes de la séduction et de la reconquête d'un public exaspéré — dans l'Hexagone, en tout cas — par la mission pédagogique dont s'étaient crus investis, au début du nouveau règne, les responsables de nos chaînes.

Si on cessait enfin de se raconter des histoires ? Si on disait franchement les choses ? Pour avoir une télévision de qualité, une télévision de création, ouverte à l'avant-garde, une télévision qui remue, qui invente, qui dérange et qui s'apitoie sur les déshérités, les mal-lotis, les laissés-pour-compte de la société de consommation, il faut commencer par faire une télévision divertissante, facile, aimable, souriante, destinée au plus grand nombre.

La raison ? Simple : ce ne sont pas les amateurs de théâtre, de concerts ou de ballets, les habitués des dîners en ville et les passionnés de littérature qui sont concernés d'abord par la télé. Ce sont les annonceurs et leurs clients, ceux que les Anglais rangent dans la catégorie des C. et D., par opposition au dessus du panier constitué par les A. et les B.

Ce sont les rats des cités et des champs serrés frileusement, soir après soir, au coin du feu électronique qui sont prêts à mettre des sous *dans la boîte aux images, ça, il faut* le savoir. Ce ne sont pas les professeurs, ce sont les mineurs qui ont acheté les premiers téléviseurs autrefois. C'est la « working class », pas la « middle class » qui s'abonne aujourd'hui outre-Atlantique, qui souscrira demain outre-Manche à la télé par câble ou par satellite. A condition, bien entendu, de pouvoir s'offrir deux heures supplémentaires de détente et de bonne humeur, pas deux heures de mauvaise conscience et de cafard.

En Grande-Bretagne au moins, on n'y va pas par quatre chemins. Ainsi le réseau commercial, suivant en cela l'exemple de la B.B.C. 2 — différente de la B.B.C. 1, elle, très populaire, — vient-il de lancer une seconde chaîne réservée à l'élite (elle fait seulement 5 % de l'écoute globale), entièrement payée par la première. Laquelle, en ratissant large, ramasse beaucoup d'argent. Heureusement, parce que sans ça elle n'aurait pas les moyens de répondre aux besoins de ceux qu'on qualifie pudiquement, là-bas, de minorité. Une minorité d'intellectuels. N'allez pas croire que ces chaînes ramasse-tout, ramasse-sous, méprisent leur public. Elles s'efforcent, au contraire, de le rendre de plus en plus exigeant, d'exciter, mine de rien, sans le braquer, sa curiosité, de l'ouvrir au monde et de mêler l'utile à l'agréable.

A de rares exceptions près — « Les trottoirs de Manille » ou bien cette excellente enquête sur les transsexuels justement primée à Capri, — la France se lance rarement dans le reportage à sensation. Elle a des scrupules, elle fait la fine bouche. Elle a tort. Le genre exige du cran, du tact et du talent. Il a le mérite de solliciter, en la retenant, l'attention des indifférents et de sensibiliser l'opinion.

Il en va de même dans le domaine de la fiction. Regardez tout ce qui sépare, chez nous, le grand du petit écran. Ici, une mièvrerie académique et tarabiscotée : notre prestation au Prix Italia, les malheurs d'un vieillard amoureux d'un jeune cadavre en bas de soie, était à mourir de honte. Là, une langue simple, parlée, une intrigue pas compliquée destinée à attirer dans les salles une foule de braves gens et à les amener à réfléchir entre deux éclats de rire, à se poser des questions. Je pense à certains films d'Yves Robert ou de Gérard Oury. Ils auront davantage contribué à promouvoir la cause « gay » ou la lutte contre le racisme que tous les prêchi-prêcha sur ce thème passés à l'antenne.

Enfin, une remarque pertinente glanée au fil de ces débats fumeux, fiévreux, sur les chances de survie de ce fromage qu'est le service public. On la doit à Roland Cayrol, je crois. Ce n'est pas en mensualisant des réalisateurs avides de sécurité ou en versant une rente à des auteurs pantouflards que l'on favorisera l'esprit d'invention et de recherche, le punch et, oui, l'ambition de ceux, de celles qui seront appelés à entrer bientôt en concurrence sauvage avec les jeunes loups de la libre entreprise audiovisuelle. Et à se placer au plus haut niveau d'une compétition internationale à ciel ouvert. Une compétition dont les maîtres mots seront l'efficacité, la force et le culot.

CLAUDE SARRAUTE.

### Le palmarès

DOCUMENTAIRES : « Les transsexuels », de Michel Follin et Anne Gaillard (France, FR 3).

DRAMATIQUES : « L'âge du fer », de Kalle Homberg (Finlande) ; prix spécial : « Village à la frontière », de Fritz Lehner (Autriche).

MUSIQUE : « Gustav III », d'Inger Aby, musique de Gluck (Suède) ; prix spécial : « Le rossignol », de Hans Hulscher, musique de Loevendie (Pays-Bas).

Des prix équivalents ont été décernés pour les programmes radiophoniques.

## Mardi 4 octobre

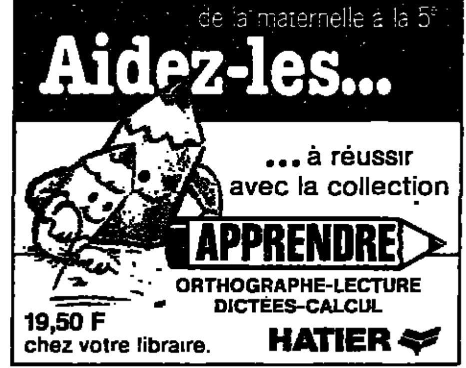
### PREMIÈRE CHAINE : TF 1

**20 h 35 Théâtre : Un canapé-lit.**
Mise en scène Jacques Ardouin, réal. Ph. Ducrest, d'après T. Cowper.
*Une jolie femme, riche héritière d'une chaine de magasins, aux prises avec un avocat. Jeu de cache-cache, épousailles... sous un canapé-lit*

**22 h 30 Portrait : Claude Lelouch**
Le cinéaste d'*Un homme, une femme*, par J.-P. Jansen (redif.).

**23 h 30 Journal.**

### DEUXIÈME CHAINE : A 2




**20 h 35 Les dossiers de l'écran : « Nimitz », retour vers l'enfer**
Film américain de D. Taylor (1980), avec K. Douglas, M. Sheen, J. Farentino, K. Ross, C. Durning, R. O'Neal.
*A la suite d'une tempête magnétique, un porte-avions nucléaire américain fait un saut dans l'espace-temps et se retrouve en 1941, la veille de l'attaque japonaise sur Pearl Harbor. Une histoire de science-fiction assez bien imaginée, mais traitée d'une façon banale, avec une sorte d'hésitation entre l'humour et le suspense.*

**22 h Débat : Sciences, fiction et science-fiction.**
*Avec MM. J. Audouze et J.-P. Luminet, astrophysiciens, J. Sadoul et G. Klein, écrivains, M Thaon, professeur en psychologie clinique.*

**23 h 15 Journal.**

### TROISIÈME CHAINE : FR 3

**20 h 35 La dernière séance.**
*Emission de E. Mitchell et G. Jourdhui A 20 h 45, dessin animé : Bugs Bunny ; à 22 h 30, Tex Avery et réclames de l'époque.*

**20 h 50 Premier film : le Retour de Frank James**
Film américain de F. Lang (1940), avec H. Fonda, G. Tierney, J. Cooper, H. Hull, J. Carradine, J.-E. Bromberg (Redif.)
*Frank James décide d'abattre Bob et Charlie Ford, responsables de la mort de son frère Jesse, qui ont été graciés. Ce premier western (en couleurs) de Fritz Lang est la suite du* Brigand bien-aimé *de Henry King. La légende hollywoodienne subsiste en partie, mais Lang y a greffé un de ses thèmes de prédilection : la vengeance tragique.*

**22 h 45 Journal.**

**23 h Deuxième film : le Village des damnés**
Film anglais de W. Rilla (1961), avec G. Sanders, B. Shelley, M. Gwyne, L. Naismith, J. Philipps, R. Vernon (N.)
*Les habitants du petit village de Midwich sont plongés, pendant quelques heures, dans un sommeil léthargique. Quelque temps après, toutes les femmes se retrouvent enceintes. Elles accouchent d'enfants tous semblables, qui vont, en grandissant, se comporter de manière inquiétante. Excellent film de science-fiction d'après un roman de John Wyndham. Thème de la présence d'extra-terrestres faisant passer une angoisse authentique dans le réalisme quotidien.*

**0 h 25 Prélude à la nuit.**
« *Intensi, ah ! tutto intensi !* », de Rossini, par Luigi Alva, ténor.

### FR3 PARIS-ILE-DE-FRANCE

**17 h 6 Film : les Gaietés de l'escadron.**
**18 h 55 Informations nationales et internationales.**
**19 h 10 Saturnin et compagnie.**
**19 h 15 Informations régionales.**
**19 h 35 Feuilleton : les Mohicans de Paris.**

### FRANCE-CULTURE

**20 h, Dialogues :** Proust et la cruauté, avec A. Henry et M. Raimond.
**22 h 30, Nuits magnétiques.**

### FRANCE-MUSIQUE

**20 h 30 Concert :** suite instrumentale, *Pygmalion*, acte de ballet de Rameau, par l'ensemble la Petite Bande, dir. G. Leonhardt, sol. J. Elwes, A. Mellon.
**22 h 30, Fréquence de nuit :** Feuilleton « Paris-Cinecitta » : œuvres de Nino Rota ; 23 h 10, Jazz-Club.

## Mercredi 5 octobre

### PREMIÈRE CHAINE : TF1

**11 h 30 Vision plus.**
**12 h Le rendez-vous d'Annik.**
**12 h 30 Atout cœur.**
**13 h Journal.**
**13 h 35 Un métier pour demain : couvreur.**
**13 h 50 Vitamines.**
**16 h 40 Jouer le jeu de la santé.**
**16 h 45 Magazine : Temps X.**
**17 h 40 Informations jeunes.**
**17 h 55 Jack spot.**
**18 h 20 Le village dans les nuages.**
**18 h 40 Variétoscope.**
**18 h 55 Journal : 7 h moins 5.**
**19 h Météorologie.**
**19 h 15 Emissions régionales.**
**19 h 45 Jeu : Marions-les.**
**19 h 53 Tirage du Loto.**
**20 h Journal.**
**20 h 35 Les mercredis de l'information : Honduras — Nicaragua, 3e frontière de l'Amérique.** Reportage de M. Honorin et J.-L. Douvillez.
*L'installation des Américains dans la zone sud du Nicaragua. Mission : empêcher le ravitaillement en armes entre le Nicaragua et le Salvador.*
**21 h 35 Ballet : Twyla Tharp**
*Le spectacle d'une des grandes chorégraphes américaines.*
**22 h 35 Documentaire : Giorgio De Chirico ou le peintre des énigmes.** Réal. M. Dumoulin.
**23 h 5 Journal.**

### DEUXIÈME CHAINE : A 2

**10 h 30 ANTIOPE.**
**12 h Journal** (et à 12 h 45).
**12 h 10 Jeu : L'académie des neuf.**
**13 h 35 Série : Les amours romantiques**
**13 h 50 Les carnets de l'aventure.**
L'eau blanche des rocheuses.
**14 h 25 Dessin animé : Goldorak.**
**15 h Récré A 2.**
**17 h 10 Platine 45.**
*Avec les Forbans, Heaven 17, William Sheller, etc*
**17 h 45 Terre des bêtes.**
**18 h 30 C'est la vie.**
**18 h 45 Des chiffres et des lettres.**
**19 h 15 Émissions régionales.**
**19 h 40 Le théâtre de Bouvard.**
**20 h Journal.**
**20 h 35 Téléfilm : Les enquêtes du commissaire Maigret,** d'après G. Simenon ; réal. L. Grospierre.
La tête d'un homme.
*Maigret à la prison de la Santé aux prises avec un personnage haineux, infirme malade : une partie de bras de fer, très bien interprétée.*
**22 h 10 Magazine : Cinéma-cinémas,** de M Boujut, A. Andreu et C. Ventura.
*Une interview de Busby Berkeley, l'un des maîtres de la comédie musicale américaine disparu en 1977. Un reportage sur le tournage de* Love Streams *de John Cassavetes...*
**23 h 10 Journal.**

### TROISIÈME CHAINE : FR 3

**15 h En direct de l'Assemblée nationale.**
Questions au gouvernement.
**17 h Télévisions régionales.**
*Programmes autonomes des douze région*
**19 h 50 Dessin animé : Ulysse 31.**
**20 h Les jeux.**
**20 h 35 Spectacle 3 : le fauteuil à bascule.**
Pièce de J.-C. Brisville, mise en scène J.-P. Miquel. Avec J.-P. Miquel, H. Virlojeux et L. Rey.
*Deux hommes de race différente, que le métier d'éditeur a réunis quelque temps, sont amenés à un affrontement qui, de professionnel, devient un duel de conscience.*
**22 h Journal.**
**22 h 5 Variétés : La Hesta.**
*Cette émission de variétés en béarnais est la deuxième du genre produite par FR 3 Midi-Pyrénées - Languedoc-Roussillon sur une idée de Marcel Amont. Des poèmes mis en musique, des chansons, des danses. Ce divertissement, réalisé par E. Molinaro, est sous-titré .*
**23 h 20 Prélude à la nuit.**
*Concert à Metz :* Ouverture cubaine *de Gershwin, par l'Orchestre philharmonique de Lorraine, dir F Krivine*

### FR 3 PARIS ILE-DE-FRANCE

**17 h 6 Ciné 16 : Le voyage en province,** de J. Trefouel.
**18 h 20 Court métrage.**
**18 h 30 Vie régionale.**
**18 h 55 Informations.**
**19 h 10 Saturnin et compagnie.**
**19 h 15 Informations régionales.**
**19 h 50 Feuilleton : les Mohicans de Paris.**

### FRANCE-CULTURE

**7 h 2, Matinales :** M. Colbert.
**8 h, Les chemins de la connaissance :** l'héritage : à 8 h 32, Quelque part au Nord, le cycle aléoute.
**8 h 50, Echec au hasard.**
**9 h 7, Matinée des sciences et des techniques.**
**10 h 45, Le livre, ouverture sur la vie :** *le Poignard d'argent*, de I. Serrailler et *Je dirai tout à Lika*, de H. Lothamer.
**11 h 2, Musique :** *Moïse*, de Rossini (à 13 h 30, 17 h 32 et 20 h).
**12 h 5, Nous tous chacun.**
**12 h 45, Panorama.**
**14 h, Sons.**
**14 h 5, Un livre, des voix :** *les Petits Maîtres*, de D. Martin.
**14 h 47, L'école des parents et des éducateurs :** faire un disque avec les handicapés mentaux.
**15 h 2, Les après-midi de France-Culture :** à 15 h 35, les cosmologies (la Chine) ; à 16 h, science : le verbe voir : à 17 h, Raison d'être.
**18 h 30, Feuilleton :** L'hôtel Saint-Pol.
**19 h 25, Jazz à l'ancienne.**
**19 h 30, Les différents aspects de l'évolution :** l'Afrique noire.
**20 h, Moïse,** de Rossini. Avec R. Raimondi, J. Anderson, E. Palacio, Z. Gal, S. Nimsgern, S. Fisichella, S. Browne, K. Lewis.
**22 h 30, Nuits magnétiques.**

### FRANCE-MUSIQUE

**6 h 2, Pittoresques et légères.**
**6 h 30, Musiques du matin.**
**7 h 10, Concert :** œuvres de Conforti, Byrd, Bosch, Scheidt.
**7 h 45, Le journal de musique.**
**8 h 10, Magazine.**
**9 h 2, D'une oreille l'autre :** œuvres de Schubert, Haydn, Penderecki, Mozart, Ventadorn.
**12 h, Avis de recherche.**
**12 h 35, Jazz :** « Tout Duke ».
**13 h, Opérette-Magazine.**
**13 h 30, Jeunes solistes :** œuvres de Hidalgo, Marin, Imana, par l'Albicastro Ensemble.
**14 h 4, Microcosmos :** Rubriques habituelles.
**17 h 5, Histoire de la musique.**
**18 h, L'imprévu :** Jazz.
**19 h, Studio-concert :** *Quatuor en ré majeur*, de Mozart, *Quatuor en fa*, de Ravel, par le Delos Quartet.
**20 h, Les chants de la terre.**
**20 h 30, Concert :** *Candide*, ouverture de Bernstein ; *Rhapsody in blue*, de Gershwin ; *Symphonie nº 5*, de Tchaïkovski, par l'Orchestre symphonique de la radio de Berlin, dir. R. Chailly, sol. K. et M. Labeque, pianos.
**22 h 30, Fréquence de nuit :** feuilleton « Paris-Moscou » ; 23 h 5, Portrait : B. Bachet.

## TRIBUNES ET DÉBATS

### MARDI 4 OCTOBRE

— *MM. Maurice Duverger*, président de la Fédération des conseils de parents d'élèves pour les Hauts-de-Seine, et André Rustin, secrétaire du S.N.I.-P.E.G.C., sont les invités de l'émission « Point chaud », sur Radio 92 à 18 h 45 (Nanterre 91.1 MZh). Le thème sera : les réformes dans l'enseignement.

— *M. Claude Dalbera*, secrétaire général de Frères des hommes, et le professeur N'Sogan Agblemagon, délégué à l'UNESCO, sont reçus à l'émission « Le téléphone sonne », sur France-Inter, à 19 h 20.

### MERCREDI 5 OCTOBRE

— *M. Claude Estier*, président de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale, participe à l'émission « Plaidoyer », sur R.M.C., à 8 h 15.

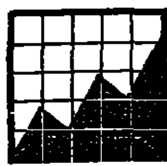
— *M. Jean-Michel Baylet*, président du M.R.G., est l'invité du journal du Poste parisien, à 18 h 45 (Paris, 101 MHz).

# ANNONCES CLASSEES

| | La ligne* | La ligne T.T.C. |
|---|---|---|
| OFFRES D'EMPLOI | 77,00 | 91,32 |
| DEMANDES D'EMPLOI | 22,80 | 27,04 |
| IMMOBILIER | 52,00 | 61,67 |
| AUTOMOBILES | 52,00 | 61,67 |
| AGENDA | 52,00 | 61,67 |
| PROP. COMM. CAPITAUX | 151,80 | 180.03 |

| ANNONCES ENCADRÉES | La mm/col.* | La mm/lig. T.T.C. |
|---|---|---|
| OFFRES D'EMPLOI | 43,40 | 51,47 |
| DEMANDES D'EMPLOI | 13,00 | 15,42 |
| IMMOBILIER | 33,60 | 39,85 |
| AUTOMOBILES | 33,60 | 39,85 |
| AGENDA | 33,60 | 39,85 |

* Dégressifs selon surface ou nombre de parutions.



# DIRECTIONS . DIRECTIONS . DIRECTIONS

Fonctions Nationales et Internationales

## 340 000 F +
## POUR NOTRE DIRECTEUR INFORMATIQUE

Nos ambitions n'ont d'égales que la taille du grand groupe industriel auquel nous appartenons.
Nous sommes en effet sa filiale informatique et comprenez bien que que nous accordons une importance toute particulière aux fonctions que nous vous destinons.
Bien sûr diplômé d'une grande école (ou équivalent), déjà «patron» d'un service, voire d'un département d'une SSCI, il n'est pas nécessaire de définir au grand professionnel que vous êtes, votre mission. Il vous faudra définir, ou peut-être redéfinir notre plan informatique tout en vous attachant à optimiser un environnement IBM.
Vous pouvez, en toute confiance, adrsser votre dossier de candidature sous référence 4559 M à l'agence DESSEIN - 69, rue de Provence - 75009 PARIS, qui transmettra.
Précisez, le cas échéant, sur double enveloppe, le nom des sociétés avec lesquelles vous ne souhaitez pas communiquer.

Dessein

Nous sommes une Entreprise Industrielle de 200 personnes, en forte croissance, réalisant un CA de 80 MF dont la moitié à l'exportation.
Leader dans notre profession, nous fabriquons et commercialisons des produits de très bonne notoriété dans le domaine de la construction électrique.
Nous recherchons notre :

## SECRETAIRE GENERAL

Rattaché au Directeur Général, il animera une équipe de 10 personnes et sera responsable des secteurs :
- Social (il assurera les relations avec les représentants du personnel)
- Comptabilité, Finances et Budgets
- Informatique
- Administration générale, Juridique et Fiscal.

Ce poste situé à PARIS s'adresse à un candidat de formation Grande Ecole, justifiant d'une expérience de 10 années au moins dans une entreprise et familiarisé avec les problèmes financiers, d'administration du personnel et de gestion.

Membre du Comité de Direction, il aura à la fois un large champ d'action à niveau *élevé et l'obligation de se préoccuper des détails.*
Le poste convient à un candidat désirant s'impliquer dans la réussite d'une entreprise dynamique.
Le salaire annuel sera fonction des compétences offertes.
Langues étrangères appréciées.

Merci d'adresser votre dossier complet (CV, photo et salaire actuel) sous réf. 79424 à CONTESSE PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra 75040 PARIS CEDEX 01, qui trans.

## directeur export







Nous créons, fabriquons et commercialisons une collection de lingerie féminine destinée au commerce de détail et nous venons de prendre la licence de "Cacharel-Lingerie". Aujourd'hui, nous créons le poste de Directeur Export. Ce nouveau collaborateur devra participer à l'élaboration de notre politique export, mettre en place une structure adaptée et créer un réseau commercial. Il se verra confier le diagnostic, l'approche marketing *et le développement de nos ventes sur tous les marchés étrangers. C'est donc un professionnel de l'export* que nous recherchons. Nous voulons un homme de terrain ayant une première expérience de vente de biens de consommation et parlant couramment Anglais et Allemand. Le poste est à pourvoir à Paris.

Si cette proposition vous intéresse, nous vous demandons d'adresser votre dossier sous référence 295.83 M à notre Conseil - 61, boulevard Haussmann - 75008 PARIS



Chantal Baudron. s.a.

*MEMBRE DE SYNTEC*

Organisation et Publicité

## Péri-informatique française
## Une direction marketing et commerciale

Cette société française étudie, fabrique et commercialise depuis une vingtaine d'années des imprimantes. Vous la connaissez si vous êtes dans la profession.

I.E.R., une progession de 25 % l'an, un CA en 83 de 100 millions de francs, une nouvelle unité de production récemment lancée à Besançon, des clients dans le monde entier, des applications de plus en plus larges, des séries de plus en plus longues. Et... bénéficiaire, 6 % après impôt.

Un esprit prospectif, 20 % de la société s'emploie à préparer l'avenir : 40 personnes aux études pour un effectif de 195. Des contacts constants avec la technologie nord-américaine.

Une organisation commerciale solide, des professionnels compétents et motivés à la vente, comme à tout ce qui l'entoure : avant-vente, promotion des ventes, administration des ventes, après-vente. Autant de services. Et des distributeurs sur tout le territoire.

L'actuel Directeur commercial quittant son poste, il s'agit de continuer son action : animer et développer cet ensemble. Et aussi d'assumer en direct une véritable action marketing, à l'affût de nouveaux créneaux, en contact étroit avec les grands clients, les administrations telles que les télécomm. Entretenir des relations suivies avec les fabricants des produits de revente, trouver de nouvelles cartes. Aux U.S.A., au Japon, l'anglais sera donc largement utilisé.

Il paraît aussi indispensable d'avoir une formation d'ingénieur pour exercer avec succès cette direction commerciale. Quant aux qualités intellectuelles et à l'ascendant personnel que tous attendront de ce dirigeant, elles seront sans limites !

Les candidatures seront examinées dans les meilleurs délais par les Consultants du Cainet CLEAS. Leur écrire sous la référence 8370 LM.

CLEAS

6, place de la République Dominicaine - 75017 PARIS

*MEMBRE DE SYNTEC*

*Nous sommes un des premiers groupes français du BTP, nous développons notre secteur* Travaux Publics et nous recherchons un

## DIRECTEUR DE TRAVAUX T.P CONFIRME

pour diriger des chantiers importants en recevant une délégation presque totale au niveau technique et financier.

Si vous avez une **expérience réussie** de Direction sur de grands chantiers en **travaux souterrains** et génie civil ou ouvrages d'art nous souhaitons vous rencontrer.

Il s'agit d'une **réelle opportunité de carrière pour un candidat de valeur.**

Merci d'envoyer C.V. détaillé avec photo, rémunération actuelle et souhaitée sous référence ITX 5.15 à **COFAP 40, rue de chabrol - 75010 PARIS**, qui transmettra.

Sté française filiale d'un groupe international rech.

## ATTACHÉ DE DIRECTION

Trilingue, français, anglais, arabe. Ingénieur gde école, HEC-MBA... Poste basé à Paris. Envoyer C.V., photo et prét. à n° 3.356 Publicités Réunies, 112, bd Voltaire-XI[e].

ANNONCES CLASSÉES TÉLÉPHONÉES

**296-15-01**

# emplois internationaux

(et départements d'Outre Mer)



## MACHINES FRANÇAISES LOURDES

LE NOUVEAU LEADER FRANÇAIS DE LA *MACHINE-OUTIL LOURDE* regroupant FOREST-LINE et BERTHIEZ-ST-ETIENNE met en place les moyens correspondant à son contrat d'entreprise avec l'état et à ses objectifs (doublement de son C.A. dans les 5 ans) et recrute

## 5 INGENIEURS COMMERCIAUX

résidant en
• GRANDE-BRETAGNE • PAYS SCANDINAVES • AFRIQUE DU SUD
• COREE DU SUD/Taïwan
• ESPAGNE/Portugal

Après 6 à 12 mois de mise au courant dans les 3 usines en France. ILS SERONT SUR PLACE LE TRAIT D'UNION ACTIF ENTRE LES CLIENTS, LES INSTANCES PROFESSIONNELLES et GOUVERNEMENTALES des pays CONCERNÉS et LES SERVICES INTERIEURS DES 2 SOCIETES DU GROUPE. VENDEURS ET NÉGOCIATEURS, ILS METTRONT EN PLACE ET ANIMERONT LES RESEAUX COMMERCIAUX les plus appropriés et efficaces. ILS SERONT RESPONSABLES DE L'IMPLANTATION DE M.F.L., PUIS DES RESULTATS DE LEUR ZONE.

- FORMATION TECHNIQUE : INGENIEUR ou réellement équivalent.
- ANGLAIS tout à fait COURANT pour tous les postes + BILINGUE ESPAGNOL pour le dernier.
- TOTALEMENT INDISPENSABLE : EXPÉRIENCE DE VENTE ET NEGOCIATIONS A L'EXPORTATION (et de préf. dans les pays concernés) DE BIENS D'EQUIPEMENT LOURD (machine-outils, *gros matériels* T.P., agricoles,...).

S.C. GARANTIT UNE DISCRETION ABSOLUE.
Lettre manusc., C.V. dét., rémunér. et photo ss réf. 6079 (préciser région choisie) à

SC sélection conseil
98, AV. DE VILLIERS, 75017 PARIS

**± 350.000 F**

HELIOS STRECO DURANDO

**Membres d'Arthur Young International**

Cabinets d'Audit et de Conseil représentant environ 750 collaborateurs, recherchent dans le cadre de leur rapprochement, le

## directeur de la gestion

- Il sera chargé de concevoir et de mettre en place les procédures nouvelles nécessaires à la gestion du Groupe.
- Il coordonnera et animera les différentes activités dépendant de sa fonction :
  - comptabilité générale et comptabilité analytique,
  - budgets et contrôle budgétaire, tableau de bord, service informatique.

Le candidat idéal :
- sera de formation supérieure,
- aura acquis une expérience de 10 à 15 ans dans un poste similaire dans le secteur tertiaire,
- parlera l'anglais,
- aura travaillé pendant 2 ou 3 ans dans un cabinet d'audit.

Prière d'adresser votre C.V. à **MARIE-JO MARTIAL** sous référence M 3101 au 4 avenue Marceau 75008 Paris.

GROUPE AGRO-INDUSTRIEL AFRIQUE NOIRE FRANCOPHONE
recherche

## DIRECTEUR D'EXPLOITATION

Les candidats doivent :
– Etre capables d'assurer sous le contrôle direct du D.G. une gestion d'exploitation tant technique qu'administrative très rigoureuse ;
– Être de formation supérieure, technique Arts et Métiers ou similaire ;
– Posséder une expérience de plusieurs années dans un *même poste.*

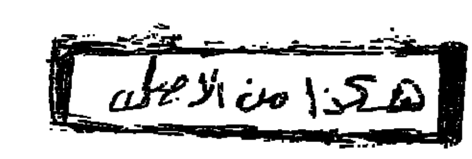
Env. C.V. et photo sous réf. 11.246 à Pierre Lichau S.A., B.P. 220, 75063 Paris Cedex 02, qui transmettra.

## Une fédération professionnelle qui groupe une vingtaine de syndicats
recherche

## SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

Commun à plusieurs de ses syndicats de biens d'équipement industriels.
L'activité des entreprises adhérentes concerne notamment les machines-outils pour le travail des métaux, les matériels pour les industries papetières et graphiques, ainsi que l'outillage mécanique et les instruments de mesure.
Cette fonction requiert un sens des contacts humains à haut niveau, une connaissance pratique de l'anglais, si possible de l'allemand et une expérience dans une entreprise industrielle ou commerciale ou dans une organisation professionnelle.

Adresser C.V. *manuscrit et prétentions salariales* à M. R. AYRAL
26, rue Denfert-Rochereau, 92100 BOULOGNE.

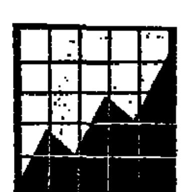












# DIRECTIONS . DIRECTIONS . DIRECTIONS

Fonctions Nationales et Internationales

## HELIOS STRECO DURANDO

**Membre d'Arthur Young International,**
**recherche pour son département**
**Conseil en Organisation à Lyon**

## Consultants en informatique

Ils seront amenés à effectuer des missions de conseil de haut niveau en informatique (schéma directeur, pilotage de plans informatiques, audit informatique, etc.) et à apporter leur expérience dans des missions d'organisation et de conception de systèmes d'information.

## Consultants en organisation

Ils seront amenés à participer à des missions de diagnostics, de conception et de mise en place de systèmes d'information.

*****

Nous recherchons des consultants ayant une personnalité affirmée et une formation supérieure (grandes écoles d'ingénieurs ou de commerce) capables d'exercer un métier exigeant qui requiert un esprit à la fois logique et créatif et ayant acquis une première expérience (3 à 5 ans) dans un cabinet de conseil ou en entreprise.

Nous offrons, dans le cadre d'activités pluridisciplinaires et de missions effectuées en France et à l'étranger, de larges possibilités de formation et de développement de carrière en liaison avec un groupe international de 2 500 consultants.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo, sous réf. LM/12, à Jacques NEYRET - HELIOS STRECO DURANDO - 73, rue F.-Mermet - 69160 TASSIN-LA-DEMI-LUNE.

MEDIA PA

## DIRECTION TECHNIQUE NORD
### TRANSPORTS URBAINS

La Direction Régionale Nord d'un important Groupe qui développe des activités de création, de mise en place et d'exploitation de reseaux de Transports Voyageurs pour le compte des Collectivites recherche un INGENIEUR CONFIRME (centrale, A et M ou equivalent). La fonction de Direction Technique qui lui sera confiée consistera à définir, mettre en place et suivre, pour le compte des filiales exploitantes et en relation étroite avec les Municipalités concernées les outils et moyens techniques nécessaires au bon fonctionnement des transports · ceci comprend la définition des infrastructures (Ateliers, depôts), le suivi des technologies liées aux transports, le conseil dans leur exploitation et l'harmonisation des moyens au niveau régional.
Agé de 32 ans minimum, le collaborateur retenu justifiera d'une expérience technique confirmée mettant en jeu si possible les technologies liées à cette activité.
*De réelles opportunités de carrière dans la Société ou le Groupe, pourront à moyen terme vous être proposées. Poste basé à LILLE.*

Une réponse rapide et un examen confidentiel de votre dossier vous sont garantis par notre Conseil.
Merci de lui adresser C.V., photo et prétentions sous référence 1197 M



**Jean-Claude Maurice S.A.**
397 ter, rue de Vaugirard - 75015 PARIS

Organisation et Publicité

## Développer et exploiter un nouveau système de TRANSPORTS URBAINS

Cette importante Société a pour vocation de créer, développer, et d'exploiter pour le compte de collectivites leur réseau de transports de voyageurs. Elle met en place actuellement, dans une ville située à environ 100 km NORD DE PARIS, un reseau qui sera equipé d'un nouveau système de transport entièrement automatique, actuellement en cours de construction. Pour en assurer la DIRECTION D'EXPLOITATION, elle recherche un INGENIEUR (type A.M. ou équivalent). Après formation spécifique, il sera chargé dans une première phase, en véritable partenaire du constructeur, du suivi de la construction, des essais et mises au point du système ; dans une deuxième phase, il assurera la mise en route et l'exploitation générale du réseau de transport de cette ville. Cette fonction, outre les compétences techniques qu'elle implique (Automatisme, Electronique) nécessite des qualités relationnelles importantes (relations frequentes avec la municipalité, animation directe de Personnel) ainsi que des qualités de gestionnaire. La reussite dans ce poste sera la voie d'acces à d'autres fonctions dans le Groupe. Poste basé à 100 km NORD DE PARIS.

Une réponse rapide et un examen confidentiel de votre dossier vous sont garantis par notre Conseil.
Merci de lui adresser C.V., photo et prétentions, sous référence 1196 M

**Jean-Claude Maurice S.A.**
397 ter, rue de Vaugirard - 75015 PARIS

Organisation et Publicité



# emplois internationaux · emplois internationaux · emplois internationaux

(et départements d'Outre-Mer)

## Jeunes Cadres d'Avenir
# Henkel
vous propose
## des Opportunités de Carrière Internationale dans le Marketing

Le groupe HENKEL avec ses 100 entreprises réparties dans plus de 40 pays a atteint un chiffre d'affaires de 9,1 milliards de DM en 1982, dont plus de la moitié a été réalisé à l'étranger. Le nombre de ses collaborateurs s'élève à plus de 34.000.
HENKEL est présent sur le plan mondial dans les domaines des articles de marque (lessives et détergents, produits d'entretien, cosmétiques) et des produits chimiques (colles, détergents industriels, produits dérivés de corps gras).
Pour disposer à long terme d'un potentiel de cadres dans nos activités articles de marque hors Allemagne, nous avons développé un programme de formation de 2 ans, qui vous apportera les bases de votre réussite professionnelle.

**FORMATION INTENSIVE.** Notre méthode de formation qui a fait ses preuves consiste dans un "training on the job," combiné avec une rotation sur des postes de gestion de produits, de vente et de coordination marketing internationale. Vous acquerrez ainsi, de façon approfondie, à notre siège de Düsseldorf et dans nos filiales à l'étranger les connaissances indispensables à vos missions futures.

**PRISE EN CHARGE DE RESPONSABILITES.** Fort de votre expérience professionnelle, du "know-how" HENKEL nouvellement acquis et naturellement de votre volonté de réussir une carrière internationale, vous pourrez alors prendre en charge une fonction clef au sein d'une filiale à l'étranger.
Vous êtes diplômé d'études supérieures en sciences commerciales ou économiques, vous avez une expérience de 2 à 4 ans dans le domaine des articles de marque et de bonnes connaissances d'allemand – et d'anglais bien évidemment.

Vous êtes déterminé, vous avez de l'initiative et vous êtes prêt à prendre vos responsabilités.
Votre mobilité vous permet à court terme de transférer votre domicile à l'étranger ; nous souhaitons donc vous rencontrer et vous prions d'écrire à notre filiale HENKEL FRANCE qui étudiera confidentiellement votre candidature en relation avec nous.

**Henkel**

Direction des Relations Humaines, BP 111, 94258 GENTILLY

HAVAS CONTACT

SOCIETE DE VERRERIE SITUEE A DOUALA CAMEROUN
FILIALE D'UN IMPORTANT GROUPE FRANCAIS IMPLANTE DANS DIVERS PAYS D'AFRIQUE – EFFECTIF 215 PERSONNES – CA 3 MILLIARDS DE FRANCS CFA RECHERCHE

## INGENIEUR D'ENTRETIEN

pour organiser et animer les services d'entretien de son usine, fabrication de bouteilles. Sous l'autorité direct du directeur de l'usine, l'ingénieur devra avoir 3 à 5 ans d'expérience minimum dans l'entretien d'une verrerie ou d'une usine à feu continu. Bon formateur, connaissance de l'anglais appréciée. Rémunération à débattre liée à l'expatriation. Logement assuré. Congés annuels 5 jours par mois de présence.

Ecrire avec CV détaillé sous N° 8947 à PARFRANCE ANNONCES
4, rue Robert Estienne – 75008 PARIS – qui transmettra

## emplois internationaux

*Cette classification permet aux sociétés nationales ou internationales de faire publier pour leur siège ou leurs établissements situés hors de France leurs appels d'offres d'emplois.*

Pour un important projet que nous réalisons au Nigéria

nous recherchons

## 3 COORDONNATEURS DE TRAVAUX

Ayant une solide expérience du contrôle et de la coordination des entreprises de bâtiments T.C.E. industriel, électro-mécanique, électronique ou informatique.

Une expérience réussie dans un pays africain souhaitée.
Une bonne connaissance de l'anglais est indispensable.

Le poste, basé à LAGOS ou dans d'autres capitales d'Etat du Nigéria, comporte les avantages habituellement conférés aux expatriés.

Les candidats intéressés et répondant aux qualifications requises ci-dessus doivent envoyer leurs C.V., photo et prétentions s/nº T 042 241 M RÉGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

**SOCIETE INTERNATIONALE DE MANAGEMENT D'ORGANISATION ET D'INFORMATIQUE**
filiale d'un grand établissement public · recherche pour affectations résidentielles outre-mer

## INGENIEURS INFORMATICIENS

diplômés grandes écoles - option informatique ou écoles d'ingénieurs

- Expérience confirmée en informatique de gestion
- Connaissances DPS 7 ou HP 3000 appréciées.

Adresser curriculum vitae, prétentions et date de disponibilité sous référence 5188 à :

**SINORG** RECRUTEMENT



7 RUE ROYALE 75008 PARIS



## emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux




### Finistère - PMI de 600 personnes

**PMI performante** — Finistère Sud, 600 personnes — filiale d'un important groupe agro-alimentaire américain, nous recherchons notre **chef comptable.**

Directement rattaché au directeur financier, vous prendrez en charge la comptabilité générale de l'entreprise. Vous assurerez également le reporting mensuel auprès de notre maison mère.

Agé de 30 ans minimum, de formation DECS ou équivalent, vous avez prouvé vos capacités au cours d'une expérience d'au moins 5 années dans une entreprise de même dimension. Vous parlez parfaitement l'anglais.

Votre rémunération, motivante, sera fonction de votre expérience.

Si vous êtes intéressé par ce poste, merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions, en précisant sur l'enveloppe la référence 2678 à

MEDIA PA
9, Bd des Italiens, 75002 Paris
qui transmettra

(réponse et discrétion assurées)

MEDIA PA

# chef de production

REGION SAVOYARDE 220.000 F +

Un groupe industriel français (biens d'équipement, 40 % à l'export, effectifs : 400 personnes) sélectionné par les pouvoirs publics comme pôle de développement industriel dans son secteur avec les appuis correspondants recherche pour son usine savoyarde un chef de production.

Dépendant du directeur de cet établissement et en liaison étroite avec la direction technique du groupe, il sera responsable de l'ensemble des tâches de production et de l'application du programme.

Ce poste, devant conduire à terme et selon la réussite du candidat à de plus importantes fonctions, sera confié à un jeune ingénieur diplômé A.M., ICAM, ENSI ou équivalent. Agé de 30 ans minimum, il justifiera de plusieurs années d'expérience dans la production de biens d'équipement industriel ; il devra notamment mettre en place de nouvelles méthodes liées à l'évolution technologique et à la recherche de nouveaux gains de productivité.



Conexhom
Conseil en Recrutement

Adresser lettre manuscrite et C.V. sous référence 8182 M à :
François ROUSSEAU - CONEXHOM - 212, avenue Paul Doumer
92500 RUEIL-MALMAISON, qui garantit la plus totale discrétion

Organisation et Publicité



## emplois internationaux
(et départements d'Outre Mer)

HELIOS STRECO DURANDO

**Membre d'Arthur Young International,**
recherche

# Experts comptables
ou
# Mémorialistes

pour plusieurs de ses bureaux en afrique :

**ABIDJAN**
**DAKAR**
**LIBREVILLE**
**POINTE-NOIRE**

Nous recherchons des candidats ayant une personnalité affirmée, capables d'exercer un métier exigeant, requérant un grand esprit d'initiative.

De formation supérieure, ils auront une expérience de plusieurs années en cabinet.

**Nous leur proposons :**

- le statut d'expatrié comportant une rémunération élevée, allant de 320 000 à 450 000 F, des avantages en nature et des congés annuels de 2 mois en France ;
- le cadre de travail stimulant d'un cabinet international d'Audit et de Conseil ;
- une carrière évolutive et des prises de responsabilités pouvant conduire à l'association ;
- une formation de haut niveau comportant des séminaires nationaux et internationaux.

Nous sommes à votre disposition pour vous donner plus d'informations sur les postes proposés et sur votre plan de carrière.

Merci d'adresser C.V., photo et lettre sous référence LM/10 à G. HOLTZER - **HELIOS STRECO DURANDO** - 7, rue de Chaillot - 75116 PARIS.

MEDIA PA

## IBM

Propose pour son
CENTRE D'ÉTUDES ET DE RECHERCHES SITUÉ A LA GAUDE PRÈS DE NICE

# DES POSTES D'INGÉNIEURS DE DÉVELOPPEMENT

de produits de télécommunication (modems, contrôleurs de communications). Ces postes conviennent à de jeunes ingénieurs débutants diplômés de Grandes Ecoles, Electroniciens ou Informaticiens.

# UN POSTE D'INGÉNIEUR

convenant à un candidat expérimenté dans les domaines suivants : Téléinformatique – réseaux d'ordinateurs – réseaux – commutation de paquets – architecture de contrôleurs de communication pour participer à la définition, l'architecture et le développement de nouveaux Produits/Systèmes de télécommunication.

Ce poste nécessite une bonne connaissance de la langue anglaise, et une mobilité géographique pour des missions hors de France.

Envoyer votre candidature détaillée à PH. ROUGIER - Service du Personnel, IBM France 06610 La Gaude Réf. LG/M-4/10.

MASH



## THE DOW CHEMICAL COMPANY

L'une des plus importantes entreprises de la chimie - 2ème U.S. - 6ème mondiale. Notre site de Drusenheim, près de Strasbourg, carrefour de l'Europe, regroupe diverses unités de fabrication de haute technologie.
Notre développement continuel dans le domaine des spécialités nous permet d'offrir une carrière de haut potentiel à

# DES INGENIEURS DE RECHERCHE
**3 - 4 ANS D'EXPERIENCE OU DEBUTANTS MOTIVES.**

*Vous participerez au développement d'un groupe de Recherche nouvellement constitué sur les films et les mousses plastiques.*
Une expérience en fabrication de polymères synthétiques serait appréciée. La mobilité fonctionnelle et géographique comme la bonne connaissance de l'anglais sont des règles chez DOW.
Vous pourrez par la suite évoluer vers d'autres fonctions en France ou à l'étranger.

Envoyer lettre, C.V. et photo à :
**DOW CHEMICAL FRANCE**
Département des Relations Humaines - BP 20 - 67410 DRUSENHEIM



LA COUR DE JUSTICE
DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES
à LUXEMBOURG
recherche

# JURISTES LINGUISTES

(traducteurs) de langue française

par voie de concours sur titres et épreuves, constituant une réserve de recrutement
(Concours général n° CJ 9/83)

Les traitements et les avantages sociaux sont comparables à ceux des autres institutions internationales.

**Conditions requises:**

☐ être ressortissant d'un des pays membres des Communautés européennes ; ☐ avoir moins de 38 ans au 31 juillet 1983 : ☐ avoir une parfaite connaissance de la langue française et
• soit une connaissance approfondie de la langue allemande et une bonne connaissance d'une autre langue officielle des Communautés européennes ;
• soit une connaissance approfondie de la langue néerlandaise et une bonne connaissance, soit de l'allemand, soit de l'anglais, soit de l'italien ;
☐ avoir obtenu la maitrise en droit français (ou la licence délivrée avant l'entrée en vigueur de l'arrêté du 7 avril 1977) ou de la licence en droit belge, ou le doctorat en droit belge.

De plus amples renseignements ainsi que l'acte de candidature obligatoire peuvent être obtenus sur simple demande écrite (réf. Journal Officiel des C.E. n° C 222 du 19.08.1983, concours général n° CJ 9/83) au : Bureau d'Information, 61, rue des Belles-Feuilles, F - 75782 PARIS Cedex 16 ; ☐ Bureau d'Information, Rue Archimède, 73, B - 1040 BRUXELLES.

La date limite pour le dépôt des candidatures est le 28/10/83.

Nous sommes une SOCIETE AERONAUTIQUE du SUD-EST et nous recherchons pour notre bureau d'études Département Systèmes, un

# INGENIEUR INSTALLATIONS ELECTRIQUES EMBARQUEES

Position IIIA et ultérieurement IIIB

Votre mission en tant que responsable du service installations électriques, sera de définir les générations électriques, d'étudier et de réaliser les liasses électriques. En liaison avec les essais en vol et les différents services officiels, vous mènerez à bien les programmes d'essais et de certification. Vous aurez la charge d'animer sur le plan technique et humain les équipes de personnalisation qui adaptent les appareils de base aux besoins spécifiques des clients.

Vous avez une formation ENSI ou équivalent, complétée par quelques années d'expérience des installations électriques embarquées. A l'esprit d'innovation et au sens de l'organisation du technicien, vous alliez le dynamisme et les qualités relationnelles qui feront de vous un animateur. L'anglais est indispensable.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature sous référence LM/3 à
**PIERRE LICHAU S.A.** - 3, avenue de la Corse - 13007 Marseille qui transmettra.

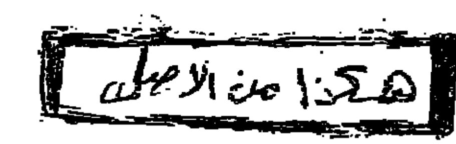
*DE L'INFORMATIQUE A LA MONÉTIQUE*
UN GRAND GROUPE
région Alsace
dans un domaine très avancé, doté d'une informatique performante disposant de techniques évoluées
recherche pour renforcer ses groupes de développement
**des analystes/programmeurs et des programmeurs.**

Veuillez adresser candidature avec c.v. détaillé et prétentions sous n° 8.914 *le Monde* Pub. serv. Annonces classées 5, r. des Italiens 75009 Paris.

CHAMBRE DE COMMERCE
ET D'INDUSTRIE D'EURE-ET-LOIR
recherche

## UN CHARGÉ DE MISSION

Spécialisé en immobilier d'entreprise.
Formation supérieure (Droit, Ecole supérieure de commerce, Sciences éco.).
– Grande aptitude pour la négociation.
– Déplacements fréquents, véhicule indispensable.
Salaire : fixe + commission.
Adr. c.v., photo à C.C.I. d'E.-&-L., BP 62, 28005 Chartres.





## emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

# Vous avez l'esprit d'entreprise il y a des affaires à prendre et à réaliser en France.

Nous sommes un des tout premiers groupes européens de l'entreprise générale. Notre présence, notamment en France, s'appuie sur un réseau d'implantations régionales autonomes. Nous proposons aujourd'hui des opportunités dans l'Ouest de la France à des ingénieurs électriciens et électromécaniciens, justifiant d'une expérience de 5 à 10 ans.

Dans tous les cas, nous voulons rencontrer des ingénieurs impliqués, ayant le goût de la réalisation, un besoin d'autonomie, le sens du résultat et du profit. Nous répondrons à leurs attentes et leur donnerons les moyens et les occasions de réaliser eux-mêmes leur carrière dans notre groupe.

## Ingénieur commercial

Mayenne - Réf. 118 K

Chargé de maintenir et de développer les contacts de façon constante avec les investisseurs, de prospecter les nouveaux secteurs de marchés liés au développement régional, d'entretenir des relations propices au bon positionnement de l'établissement.

## Ingénieurs d'affaires

Calvados - Réf. 118 L Mayenne - Réf. 118 M

Chargés de prendre en main de façon complète l'activité électricité industrielle régionale de la prise d'affaires à la réalisation complète de celles-ci (négociation, devis, chantier,...) en termes budgétaires, humains et techniques.

## Chefs de centre

Bretagne - Réf. 118 N Basse Normandie - Réf. 118 P

Chargés d'animer et de développer un centre de travaux intervenant dans les domaines de l'électricité générale et industrielle, des canalisations, du V.R.D., ... aux plans commercial, humain, technique et financier.

Merci d'adresser CV complet, lettre manuscrite, sous la référence choisie, à Olivier Chaumette, OC Conseil, 3 rue Troyon 75017 Paris, à qui nous avons confié cette recherche.
Les entretiens peuvent avoir lieu à Caen, Laval ou Paris.

OC conseil
Ressources humaines

---

ENTREPRISE DE COMPTABILITÉ
CHAMBÉRY

Recherche

## EXPERT COMPTABLE

ou
MÉMORIALISTE
Ayant expérience de cabinet, pour assister direction et encadrer équipe BTS

*Adresser CV, photo prétentions*
s/nº T 042.410 M à
RÉGIE PRESSE
85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

---

Crédit Mutuel DU SUD-OUEST recherche

pour ses AGENCES LOCALES (Charente-Gironde)

## 1) DES ADJOINTS AUX DIRECTEURS

Les candidats auront un tempérament dynamique : outre un grand sens commercial, ils devront être dotés des qualités d'Organisateurs, avec un esprit d'équipe, ouvert et sociable.

*Ce poste s'adresse à des candidats de bonne formation* (BAC + 2 et BP Banque au minimum).

Une expérience d'exploitation bancaire, en clientèle privée, de 5 ans au minimum est exigée.

## 2) DES ATTACHÉS DE RELATIONS COMMERCIALES

Chargés de prospecter, suivre et développer la clientèle de particuliers d'agences ; les candidats retenus devront avoir une expérience commerciale de 3 ans minimum et une formation BP Banque.

ÉVOLUTION DE CARRIÈRE POUR CANDIDATS MOTIVÉS

*Adresser C.V., photo et prétentions en précisant le poste à :*
CRÉDIT MUTUEL DU SUD-OUEST
Direction du Personnel
rue de Piave - 16003 ANGOULÊME

bleu

---

IBM IBM IBM IBM IBM

## USINE DE BORDEAUX
## Recherche

# DEUX CADRES DÉBUTANTS

• Formation : Grandes Ecoles Commerciales ou Techniques; H.E.C. - ESSEC - ESCP - CENTRALE ou niveaux équivalents - Option informatique.

POUR DEVENIR **Chefs de Projets** en développement de méthodes et logiciels de gestion.

# UN INGÉNIEUR DÉBUTANT

• Libre au début de 1984 - Formation Grandes Ecoles.
• Connaissances en métallurgie

et automatisme pour étude et réalisation de procédés destinés à la fabrication de sous-ensembles électroniques.

Dans les deux cas, une parfaite connaissance de l'anglais parlé sera exigée.
Lieu de travail : **Bordeaux.**
Merci d'envoyer lettre de candidature et curriculum vitae à IBM France - Service Recrutement B.P. 27 - 33170 Gradignan.

MASH

IBM IBM IBM IBM IBM

---



La Caisse Régionale du Crédit Agricole des Côtes-du-Nord St-Brieuc
recherche

# RESPONSABLE METHODES

Sous l'autorité du Chef de Service études, il a pour mission de :
- choisir et appliquer de nouvelles méthodologies,
- définir des logiciels pour optimiser le développement,
- former, animer et conseiller l'équipe études,
- participer à des réunions avec les utilisateurs.

Le service études comprend 22 personnes et dispose d'outils performants : CII-HB DPS 8.
*Cette fonction s'adresse à un ingénieur informaticien justifiant d'une expérience de 3 à 5 ans d'analyse et de conduite de projets.*
Ses connaissances de la méthode MERISE et des applications bancaires seront fortement appréciées.
Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération *actuelle, sous réf. M 23942 A à :*

EGOR OUEST-ATLANTIQUE
5 rue de Crébillon 44000 Nantes.
EGOR INFORMATIQUE
63 rue de Ponthieu 75008 Paris.

média-system

egor
PARIS LYON NANTES TOULOUSE MILANO PERUGIA ROMA DUSSELDORF LONDON MADRID MONTREAL

---

Banque Populaire Bretagne Atlantique
*La banque coopérative régionale*

# JEUNE CHEF DU SERVICE COMPTABILITE
## Nantes

Rattachée au Groupe des Banques Populaires (6ème groupe bancaire français), la B.P.B.A. (950 personnes) couvre, avec 62 unités, la façade atlantique de la Bretagne *et est entièrement autonome. Son siège social nantais (380 personnes) recherche,* suite à une mutation, son jeune Chef du Service Comptabilité.
Sous l'autorité du Contrôleur de Gestion, il supervise et anime un service dont la mission est d'établir d'une part les bilans et les statistiques, d'autre part les comptes d'exploitations généraux et analytiques. Il veille à la maintenance de ses moyens informatiques et règle personnellement tout problème spécifique.
Nous souhaitons rencontrer un diplômé de l'enseignement supérieur (Sup de Co...), titulaire du DECS, justifiant d'au moins 5 ans d'expérience dans un service comptabilité en entreprise ou en cabinet, ou/et un Chef Comptable issu du milieu bancaire.
*Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle,* sous réf. M 7941 A, à

EGOR S.A.
8 rue de Berri 75008 Paris.
EGOR OUEST-ATLANTIQUE
*5 rue de Crébillon 44000 Nantes Tél. : (40) 89.28 78*

média-system

egor
PARIS LYON NANTES TOULOUSE MILANO PERUGIA ROMA DÜSSELDORF LONDON MADRID MONTREAL

---

Débutants ; venez gérer un centre de profit

*Sortant d'une ESCAE ou de l'Université (Maîtrise de Gestion, Droit) vous recherchez votre premier emploi et vous souhaitez de réelles responsabilités opérationnelles, des possibilités d'évolution liées aux résultats, mais aussi une société jeune, dynamique à vocation internationale.*

*Nous vous proposons, après une période d'intégration, de diriger plusieurs exploitations. Chez nous diriger c'est : être responsable d'un budget, encadrer des hommes, animer sur le terrain, honorer les engagements de notre société vis à vis des entreprises clientes, c'est prévoir, s'impliquer, réagir pour gérer rigoureusement.*

*Nous attacherons beaucoup d'importance à vos qualités humaines : dynamisme, capacités d'encadrement, sens concret, goût du terrain, mais aussi disponibilité et mobilité.*

*Plusieurs postes sont à pourvoir dans les différentes régions de France.*

*Qui sommes-nous ? l'une des 200 premières sociétés françaises, qui plus est en forte croissance.*

*CONTESSE PUBLICITE 20, Avenue de l'Opéra 75040 PARIS CEDEX 01 nous adressera votre candidature (C.V., photo + salaire souhaité), sous la référence 80.022.*

---

# CHARGÉ DE MISSION BOURGOGNE

**Organisme à vocation de service public répondant au souci de préservation et de modernisation du tissu industriel et régional.**

recherche

## Un chargé de mission 150.000 F +

pour réaliser des diagnostics de PMI bourguignonnes débouchant sur des activités financières ou de conseils réalisées par des intervenants extérieurs.

Ce poste s'adresse à un cadre de + de 30 ans diplômé de l'enseignement supérieur scientifique.

Une bonne connaissance de la production en PMI est nécessaire.

Merci d'adresser lettre de candidature manuscrite, C.V., photo sous nº T 273.318 M, RÉGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

---

**Nous prions les lecteurs répondant aux « ANNONCES DOMICILIÉES » de vouloir bien indiquer lisiblement sur l'enveloppe le numéro de l'annonce les intéressant et de vérifier l'adresse, selon qu'il s'agit du « Monde Publicité » ou d'une agence.**

---

La filiale d'un grand groupe industriel recherche

# LE RESPONSABLE TECHNIQUE
## de sa Division Bâtiments clés en main

Cette Division réalise à l'étranger des bâtiments industriels dotés d'équipements dont la complexité va croissant.
Le responsable technique aura la charge du service «Etudes et Devis»; *deux missions principales l'attendent :*
- Une mission technique : il oriente les choix techniques en assurant à la fois la continuité et l'évolution des conceptions.
- Une mission d'animation, de coordination et de développement des sections dont il a la responsabilité (Devis/Ouvrages/Utilités-équipements).

Ingénieur diplômé confirmé, il maîtrise l'anglais. Son expérience, à dominante technique, se situe à un haut niveau de responsabilité.
Cette unité de taille moyenne est située dans la région de Lille.
Pour informations complémentaires, écrire sous réf. M 10794 B, à Daniel LENGELE à :

EGOR S.A.
8 rue de Berri 75008 Paris.

média-system

egor
PARIS LYON NANTES TOULOUSE MILANO PERUGIA ROMA DÜSSELDORF LONDON MADRID MONTREAL



# emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux




## Jeune cadre commercial export Est

Une grande société industrielle française, réputée à l'échelon international, recherche pour l'un de ses départements d'activité (produits semi-manufacturés) un cadre commercial export pratiquant couramment la langue anglaise. Rendant compte au chef du service export, il sera responsable du suivi et du développement des activités de la société à l'étranger (Moyen Orient et Afrique du Nord notamment). Il sera appuyé dans son action par le service commercial exportation ainsi que par les représentations étrangères de la société. Le candidat recherché, âgé de 25 ans au moins, peut justifier d'un niveau de formation supérieur (Ecole de Commerce, Université, IUT). Une première expérience des affaires internationales constitue un avantage important (stages ou séjours à l'étranger, coopération ou expérience professionnelle). La nature du poste requiert une bonne disponibilité pour voyager. Le niveau de rémunération offert tiendra compte de la valeur du candidat et sera compétitif dès le départ. Ecrire à F. WILLIGSECKER. Réf. A/6209M

*• Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats. Adresser C.V. en rappelant la référence à :*

**PA Conseiller de Direction S.A.**
**3, quai Kléber - 67055 STRASBOURG Cedex - Tél. (88) 22.01.54**

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon
Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

*MEMBRE DE SYNTEC*

---

**Entreprise nationale d'électricité et d'équipements électroniques**

effectif 500 personnes - basée en Normandie spécialisée dans la construction de tableaux électriques, postes de transformation, onduleurs chargeurs, groupes électrogènes et ensembles de climatisation, exportant 50% de sa production à l'étranger, recherche dans le cadre de son développement

## INGENIEUR technico-commercial

Diplômé d'une Grande Ecole d'Ingénieur (SUPELEC - CENTRALE ou équivalent)

Anglais lu et parlé indispensable, connaissance de l'Espagnol souhaitée.

Par son expérience réussie du commerce international, il sera chargé de la prospection commerciale, de la négociation des commandes, du suivi et de la gestion des contrats en cours.

Une grande disponibilité est nécessaire pour de nombreux déplacements à l'étranger.

Rémunération motivante + intéressement

Env. lettre manuscrite, c.v. photo et prét., sous référence 5248 à Axial Publicité 27, rue Taitbout - 75009 Paris - qui transm.

---

## SAC société auxiliaire de crédit

Etablissement financier d'importance nationale distribuant différentes formules de financement, notamment auprès des entreprises, accompagne le fort développement de son réseau commercial d'un programme de décentralisation des moyens administratifs et informatiques. Elle met en place en 1984 une UNITE ADMINISTRATIVE à

NANTES

pour laquelle elle recherche des

## RESPONSABLES DE GESTION

Dans un premier temps, ils compléteront leur formation au sein des services administratifs du Siège Social à Lille et contribueront à la mise au point des procédures décentralisées.

Dans un deuxième temps, ils participeront à l'ouverture de l'unité administrative et s'y verront confier la responsabilité de l'un ou l'autre des deux départements : ADMINISTRATION DE LA PRODUCTION OU GESTION DES FINANCEMENTS.

Les hommes ou femmes recherchés sont titulaires d'un diplôme d'enseignement supérieur en gestion et/ou des gestionnaires expérimentés assumant déjà l'animation de services administratifs dans un environnement très informatisé.

Outre l'intérêt propre de ces postes, le développement de la société offre de réelles perspectives d'avenir.

Adresser les candidatures avec prétentions sous référence UAR/8305 à la SOCIETE AUXILIAIRE DE CREDIT Service des Relations Humaines B.P. 189 – 59018 LILLE CEDEX

---

## Un grand quotidien national

Dans le cadre de la restructuration de son équipe de Province, notre direction des ventes recherche un inspecteur des ventes dont la mission sera de

## Développer et animer notre diffusion dans le Sud-Ouest

Sur onze départements, nous vous confierons le suivi commercial et la stimulation de la diffusion de notre titre auprès des grossistes dépositaires. Cette mission de développement passera par la réalisation d'actions promotionnelles dans votre région et par l'animation du retour d'informations sur les besoins de la diffusion et sur les attentes des clients finaux que sont les lecteurs.

Nous souhaitons rencontrer des éléments jeunes, de bonne formation commerciale (DUT techniques de commercialisation, ESC...) ayant une expérience de la vente de 2 à 3 ans. La connaissance et l'expérience de la diffusion de la presse leur permettront de réussir rapidement dans cette fonction.

Rémunération fixe + frais.

C'est avec plaisir que l'équipe de BJ FORCES vous conseillera. Merci d'écrire (CV, photo) sous réf. 230/4M, 55 avenue Bugeaud - 75116 Paris.

**Un département de Bernard Julhiet Psycom**

**BJ FORCES**

*SOURCES*

---

**IMPORTANT LABORATOIRE PHARMACEUTIQUE**
**100 KMS OUEST DE PARIS**
recherche

## PHARMACIEN HF

**pour un secteur de son unité de Production.**

Usine moderne produisant formes pharmaceutiques très variées, axée sur les P.B.F. et les techniques modernes de gestion.

Expérience souhaitée mais non indispensable.

Ecrire avec C.V. et photo s/réf. 11216 à **PIERRE LICHAU S.A.**, BP 220, 75063 PARIS Cédex 02 qui transmettra.

---

**Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.**

---



## hutchinson

recherche

## Jeunes ingénieurs études et développement

De Formation Grande Ecole Mécanique, débutant ou possédant une première expérience industrielle, nous leur confierons des responsabilités suivant leurs compétences et leurs goûts :

- Dévoloppement procédés : études et propositions d'actions pour améliorer la productivité, développer de nouveaux produits, suivre la qualité,
- Développement produits : études de pièces nouvelles, mises au point de prototypes et suivi jusqu'ici l'industrialisation (en liaison avec les constructeurs auto.)

Ces postes sont à pourvoir dans les usines de Châteaudun et de Joué-les-Tours.

Si vous avez le goût d'entreprendre, l'esprit d'équipe, de la rigueur mais de l'imagination, adressez votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, et prétentions) sous référence 039 M à HUTCHINSON - Direction des Relations Sociales 2, rue Balzac - 75008 PARIS.

---

Organisme de Formation recherche

## ANIMATEURS

de stages de formation pour personnel ouvrier.
Lieu de trav. : province proche.
Tél. : (1) 265-42-53.

---

LE BUREAU DE RECHERCHES GÉOLOGIQUES ET MINIÈRES établissement public à vocation internationale recherche pour son agence comptable à ORLÉANS-LA SOURCE :

## UN (E) COMPTABLE EXPERIMENTÉ (ÉE)

Les candidats devront présenter une formation de type DECS ou équivalente avec une expérience minimale de 3 ans dans un service de comptabilité générale. Le poste est à pourvoir rapidement.
Adr. lettre de candidature avec C.V., réf. et prét. au B.R.G.M./D.P.E.L. — B.P. 6009, 45060 ORLEANS CEDEX.

---

## DÉBUTANT LICENCIÉ SCIENCES ÉCO.

Soyez le responsable d'un secteur de notre service économique.

Créé par un établissement public situé à DIJON (21) et rattaché au département information, ce poste à missions :
- Le suivi de la conjoncture du commerce local ;
- La mise en forme des résultats d'enquêtes et leur diffusion.

Le candidat saura établir un réseau de contacts permanents et personnalisés avec les commerçants.

Merci d'adresser C.V. + photo + prétentions et/ou rémunération actuelle, sous numéro 530.701, à : AGENCE HAVAS, 21000 DIJON.

---

VILLE DE THIERS (Puy-de-Dôme) recrute

## SECRÉTAIRE GÉNÉRAL ADJOINT

Dans les conditions fixées pour les villes de 20 000 à 40000 habitants par le statut général du personnel communal.

Candidature et C.V. à adresser à M. le Maire, Hôtel de ville, 63302 THIERS Cedex.

---

CENTRE DE PHYSIQUE DES PARTICULES MARSEILLE-LUMINY recrute

## UN INGÉNIEUR ÉLECTRONICIEN (Poste C.N.R.S. 2 A)

Formation ingénieur sup. élec. ou équivalent.
Expérience et connaissance étude, construction, essais d'appareils électroniques pour des expériences en physique des particules.
Expérience souhaitée, soit en électronique nucléaire ou vidéo-T.V., soit hte fréquence ou radar.
Le candidat devra animer une équipe d'électroniciens.

Envoyer C.V. au Centre de physique des particules de Marseille-Luminy, Case 907, 70, route Léon-Lachamp, 13288 Marseille Cedex 9.

---

## OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

Transformateur de papier (340 p. - 165 MF) en développement, nous créons le poste de

## directeur du développement industriel en région Rhône-Alpes.

En relation directe avec la direction générale, vous participez à la définition de la stratégie industrielle et la faites appliquer. Vous dirigez, animez et coordonnez les services production et le laboratoire (100 p.). Bon gestionnaire du présent, vous êtes aussi, et surtout, l'instigateur et le pilote de nos nouveaux projets.

**Ingénieur physicien et chimiste, spécialisé dans le traitement de surfaces (papier, tissu, cuir), vous avez déjà dirigé un service de production et un laboratoire de recherche.**

Notre consultant, Mme P. SAURAIS. vous remercie de lui écrire à Lyon (réf. 901 LM).






## un organisateur marié avec l'informatique, Créteil (94)

**Notre structure informatique met l'accent sur l'organisation et son aptitude à imaginer et proposer, pour résoudre les problèmes posés par nos utilisateurs, des solutions novatrices faisant largement appel aux nouvelles techniques informatiques.**

Vous conduisez des actions d'organisation en liaison avec l'informatique, de l'étude d'opportunité à la mise en place des systèmes préconisés dans les services utilisateurs.

**Ingénieur ou universitaire, vous avez acquis, en 4 à 5 ans, les connaissances techniques et la compétence d'un chef de projet en informatique dans le secteur tertiaire, une banque de préférence, et vous êtes orienté vers l'organisation depuis au moins un an.**

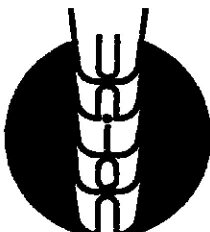
Notre consultant, Mlle K. CHATJIMIKES, vous remercie de lui écrire à Paris (réf. 4411 LM) à **"Carrières de l'Informatique"**.



ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE -75008 PARIS
7, RUE SERVIENT -69003 LYON

*MEMBRE DE SYNTEC*

---



## Assistante de Direction Générale

L'Union des Coopératives Agricoles du Cher regroupe une vingtaine d'entités juridiques différentes (soit 250 pers., 3600 adhérents).

La Direction Générale recherche une assistante de niveau cadre pour lui confier **les relations administratives avec les différentes unités du groupe :** organisation des réunions, rédaction des comptes rendus, mise en application des décisions. La fonction implique aussi un rôle de **liaison et coordination avec les interlocuteurs de la Direction Générale**, la prise en charge des **services généraux** et la participation au développement d'une politique d'**information** sur le groupe et ses activités *(rédaction d'articles de presse)*.

La candidate recherchée possède une formation générale (droit, gestion, lettres, Celsa...) ou une expérience qui lui permet de se positionner en véritable assistante dans une **fonction à la fois administrative et relationnelle.**

Elle possède le sens de l'organisation, beaucoup de rigueur administrative, l'esprit de synthèse, une excellente **aptitude à rédiger** et à communiquer, l'autorité naturelle nécessaire pour **animer une dizaine de personnes.**
Le poste est basé à Bourges.

Merci d'envoyer votre C.V. précisant salaire actuel ou prétentions et numéro de téléphone, sous référence 76733/LM, à HAVAS CONTACT - 1, place du Palais-Royal - 75001 PARIS.

HAVAS CONTACT

---

## Responsabilité d'un atelier logiciel

**Bureautique Micro-informatique** des domaines dans lesquels nous sommes reconnus comme l'un des premiers constructeurs. Notre souci immédiat est de rencontrer l'ingénieur à qui nous confierons la responsabilité d'un atelier logiciel. Un homme «fait», de 35 ans au moins, pouvant justifier d'une expérience d'une dizaine d'années dans l'informatique, en particulier de bonnes connaissances en **génie logiciel**, en **méthodologie** de développement, en **outil de production** de logiciel, etc... Une importante équipe travaillera sous son autorité à assurer la mise en place du centre dans une perspective qualité. Capacités relationnelles, ouverture au dialogue, présence sur le terrain, sont indispensables. Poste situé en proche banlieue sud. Adressez votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV prétentions) sous réf. 4555 M à l'agence DESSEIN - 69, rue de Provence - 75009 PARIS, qui transmettra.

## OFFRES D'EMPLOIS

Société Internationale filiale d'un puissant Groupe industriel recherche pour son siège à Bagneux (92)

# CHEF COMPTABLE

formation supérieure, maîtrise de gestion ou équivalent, DECS, anglais indispensable.

Plusieurs années d'expérience de la comptabilité en PME ou en cabinet, comptabilité informatique appréciées pour :
- tenue de l'ensemble de la comptabilité;
- tenue de la trésorerie,
- établissement des situations mensuelles,
- établissement des déclarations fiscales et sociales,
- suivi du financement international,
- comptabilité d'une chambre de compensation.

Adresser lettre manuscrite, CV détaillé, photo et prétentions sous réf. 8486 à Média-System, 104 rue Réaumur 75002 Paris qui transmettra.

média-system

---

**triplex** OUTILLAGE

Dans le cadre de son expansion, recherche

# adjoint chef comptable

pour responsabilité de la comptabilité générale et prévisionnelle informatisée.
Expérience similaire nécessaire et possibilités d'évolution vers de plus amples responsabilités. La rémunération sera fonction des compétences et de la valeur du candidat retenu.

Adresser CV et rémunération actuelle au : CABINET THOMAS
B.P. 13 – 12, rue Vauconsant 95110 SANNOIS.

J.R.P.

---

# L'informatique, outil de l'avenir. rejoignez un constructeur français

**Société Nouvelle LogAbax**

## vous propose de participer à son expansion

Nous sommes une société française dont les résultats parlent d'eux-mêmes : C.A. 1982 : 450 MF - Bénéfices net 15,8 MF.

### ● INGENIEURS DE RECHERCHE INGENIEURS SYSTEME

Universités - Grandes Ecoles

Débutants à 5 ans d'expérience, votre mission portera sur les domaines suivants :
- systèmes d'exploitation
- bases de données et réseau de télécommunication
- outils d'intégration et de qualification
- modèles de fiabilité

•Postes en recherche-développement matériel, logiciel (connaissance de l'électronique digitale et microprocesseurs 8-16 bits.) *Basés à EVRY - Réf.01*
•Postes en support technique logiciel de base (connaissance d'un compilateur ou d'un interpréteur souhaitée). *Basés à ISSY-les-MOULINEAUX - Réf.02*

### ● INFORMATICIENS TECHNICO-COMMERCIAUX INGENIEURS D'AFFAIRES

Grands Comptes

Nous renforçons nos équipes commerciales Grands Comptes dans le domaine des **MICROS** et des **MEGA-MINIS à haute disponibilité.**
*De formation supérieure (ingénieur ou équivalent) vous avez plusieurs années d'expérience en* **Informatique de gestion orientée Temps Réel** ainsi que de bonnes connaissances en operating systems et sur les réseaux de transmissions de données ; Vous êtes autonomes. Niveau élevé de rémunération.

• Informaticiens technico-commerciaux - *Réf.03*
• Ingénieurs d'affaires - *Réf.04*
*Basés à ISSY-les-MOULINEAUX*

***Nous vous offrons une évolution de carrière basée sur une autorité de compétence dans une ambiance jeune.***

Effectifs 970 personnes dont 200 cadres- 4 Etablissements en Région Parisienne - 70 Agences et centres de maintenance en France.
Adressez lettre man. CV et photo à Société Nouvelle Logabax, Direction du Personnel, 79, avenue Aristide Briand, 94115 ARCUEIL Cedex.

Publival

---

Nous recherchons pour notre société
***IBM AFRICA MIDDLE EAST***
dont le siège est situé à NEUILLY-SUR-SEINE

## *jeunes comptables confirmés*

De niveau minimum BTS - DUT, ils ont une expérience de la comptabilité internationale.
En contact permanent avec l'Etranger, ils *maîtrisent parfaitement* ***l'anglais*** parlé et écrit.
De bonnes qualités d'adaptation sont aussi nécessaires. (Réf. 01/M)

## *jeunes comptables confirmés*

Ces postes impliquent les mêmes exigences que les précédents avec, en plus, *la connaissance de l'**ARABE** du Moyen-Orient, lu et parlé.* (Réf. 02/M)

## *jeunes comptables diplômés*

Niveau BTS - DUT. Débutants, ils maîtrisent l'***anglais*** écrit et parlé. (Réf. 03/M)

## *jeunes diplômés grandes écoles*

INGENIEURS/ECONOMIE/GESTION intéressés par une carrière finances-planning, débutants ou ayant quelques années d'expérience. ***Anglais*** écrit et parlé nécessaire (Réf. 04/M)

## *jeune diplômé école de commerce ou maîtrise de gestion*

En tant qu'analyste, il est chargé de l'évaluation et du calcul des prix pour les nouveaux produits du Moyen-Orient.
Possédant un diplôme supérieur de gestion, il a une expérience de 3 à 4 années dans le *domaine financier et une expérience de la programmation*. Un bon sens du contact est nécessaire. La langue de travail est l'***anglais.*** (Réf. 05/M)

Adressez votre candidature en précisant la référence du poste à :
IBM Europe - Service recrutement - Tour Pascal - Cedex 40 - 92075 PARIS LA-DEFENSE
Pour les candidats hors communauté européenne, merci de joindre photo du permis de travail.

IBM

---

*Jeune société américaine*
SPÉCIALISÉE EN AUTOMATION DE LABORATOIRE POUR LA CHIMIE ET LA BIOTECHNOLOGIE S'IMPLANTANT EN FRANCE

recherche

## 2 PERSONNES

1 – SON PREMIER
### INGÉNIEUR DE VENTES

(CHIMISTE, BIOCHIMISTE OU ÉQUIVALENT)

Ce poste convient à personne confirmée AIMANT VENDRE, ayant de l'ambition et sachant s'accommoder de toutes les situations.
A terme le candidat retenu pourra devenir, selon ses qualités, l'assistant direct du Président.

2 – SON PREMIER
### INGÉNIEUR D'APPLICATIONS ET DE SERVICE

*Ce poste convient à très bon technicien possédant au moins un D.U.T. de Chimie ou Biochimie* avec de bonnes connaissances des opérations de préparation d'échantillons pour l'analyse en Chimie et Biotechnologie.
*Le candidat retenu devra également assurer un minimum de service après-vente et maintenance.*
A terme pourra devenir, selon ses qualités, le Directeur Technique.

Pour ces 2 postes il faut une très bonne connaissance de l'anglais, une très grande motivation et une bonne mobilité.

Nous offrons de brillantes perspectives d'avenir avec une Direction jeune qui a fait ses preuves.

Il est prévu un stage aux Etats-Unis.
Les deux postes sont à pourvoir le plus tôt possible.
Une voiture peut éventuellement être fournie.
Les 2 postes sont basés à Paris (proche banlieue).

Envoyer lettre manuscrite avec c.v., photo et prétentions
ROBERT BACHMAN
8, rue des Annelets, 75019 Paris.

---

IMPORTANTE SOCIETE AMERICAINE
DANS LE DOMAINE DE L'INFORMATIQUE
recherche pour PARIS, un

## FINANCIAL ANALYST

Diplômé HEC, ESSEC, SUP de CO ou équivalent

Débutant ou avec un an d'expérience.

Le candidat devra :
- être familier avec les méthodes anglo-saxonnes de reporting et de gestion financière
- avoir des qualités de bon contact humain et d'esprit d'initiative.

Anglais courant nécessaire.

Poste permettant une évolution ultérieure à la Direction Financière.

*Lieu de travail* : LA DEFENSE - PONT DE NEUILLY.

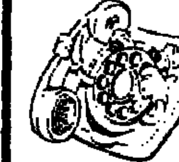
Ecrire lettre manuscrite avec C.V. détaillé, photo et prétentions sous référence 79913 à CONTESSE PUBLICITE - 20, Av. de l'Opéra 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.
Discrétion absolue assurée.

---

## Étudiants, étudiantes.

## UN JOB DÈS DEMAIN

- horaires souples, compatibles avec vos études
- rémunération élevée



Téléphoner au : 16 (1)
**346.12.15**

OFFICE UNIVERSITAIRE DE PRESSE

---

**Bull Systèmes recherche, pour s'intégrer aux équipes chargées du développement de ses futures gammes d'ordinateurs, des**

## INGENIEURS LOGICIEL

C'est dans le domaine spécifique du **logiciel de base** qu'ils exerceront leur activité : Systèmes, Télécommunications, Bases de Données, Compilateurs, ...
Ils participeront aux divers stades de la realisation des produits : architecture, développement, maintenance, qualification.
Les candidats seront diplômés Grandes Ecoles et *posséderont des connaissances de base en informatique acquises lors de leurs études ou au cours d'une première expérience professionnelle.*
Lieu de travail : Paris 20ème/Louveciennes (78).
Adresser lettre manuscrite, CV, *photo et prétentions* en précisant la réf. 129 M à

*Cii Honeywell Bull*
PC0G021C
*94, avenue Gambetta*
75990 PARIS CEDEX 20

Bull

Pour tous renseignements durant le mois d'octobre telephonez de 9 h à 12 h au 364 91.84

**L'une des premières sociétés françaises opérant dans l'industrie de la communication audiovisuelle, 450 p., CA 400 MF par an, (en évolution rapide vers 600 MF)... structure ses services centraux comme la gestion de ses filiales. Sa direction générale cherche aujourd'hui pour son siège à Paris 8e**

## un directeur des comptabilités (réf. 4415 LM)

Il refond et harmonise les comptabilités de la société-mère et des filiales (pour tenir compte notamment du nouveau plan comptable et de la diversification en cours du groupe). Il met en place les comptes consolidés. Il travaille avec sa propre équipe comptable en liaison avec l'informatique et le contrôle de gestion.

**Âgé de 35 ans au moins, vous êtes un professionnel de la comptabilité avec une formation de Grande École de Gestion et/ou le DECS. Vous désirez aujourd'hui étendre vos responsabilités et votre autonomie dans un secteur passionnant.**

## un contrôleur de gestion (réf. 4416 LM)

Il met en place un contrôle de gestion central pour toutes les sociétés du groupe, établit les comptes prévisionnels et les suit en s'attachant notamment aux budgets des productions. Il représente la volonté de contrôle et de respect des procédures de la DG.

**Âgé de 30 ans au moins, diplômé HEC, ESSEC, ESCP, etc., vous avez quelques années d'audit et une expérience variée du contrôle de gestion notamment dans une PME bien organisée ou la filiale d'un groupe. Vous pratiquez l'anglais pour être associé aux projets internationaux du groupe.**

■■■

**Une organisation professionnelle regroupant 10 000 membres exerçant en profession libérale cherche pour sa direction régionale parisienne (50 % de l'activité totale)**

## un secrétaire général adjoint (réf. 4414 LM)

Vous supervisez le fonctionnement quotidien de la D.R. et le secrétariat administratif (8 p.). Vous êtes la plaque tournante entre nos équipes de spécialistes et nos membres, participez à des réunions de travail et à certaines négociations.

**A 35 ans minimum, de formation juridique (avec une bonne culture comptable), vous êtes aujourd'hui responsable d'un service juridique dans une grande entreprise ou exercez votre activité dans un cabinet.**

■■■

## ingénieur agronome ou chimiste chargé(e) d'études économiques (réf. 4417 LM)

**L'ENTREPRISE MINIÈRE ET CHIMIQUE (9,5 milliards de Francs de CA consolidé, dont près de 50 % à l'étranger) intervient, par l'intermédiaire de ses filiales, dans trois domaines principaux : la potasse, la chimie, l'alimentation animale.**

Le service "Économie et Prévisions" rattaché au secrétaire général de la holding, réalise des études économiques et des analyses en matière de prévision économique, politique communautaire, politique industrielle, minière et agricole permettant de définir les stratégies du Groupe.

**Pour étoffer ce service, nous souhaitons accueillir à notre siège à Paris, un ingénieur ayant trois à quatre ans d'expérience concrète de la vie industrielle et commerciale acquise dans l'industrie lourde, une société d'études ou une banque et maîtrisant l'anglais et l'allemand (au moins lu).**

Notre consultant, Mme M.C. TESSIER, vous remercie de lui écrire sous la référence correspondante.

ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS
LYON - LILLE - BRUXELLES - LONDRES

*MEMBRE DE SYNTEC*

---

# GROUPE PETROLIER INTERNATIONAL

**CHERCHE**

# "DEFRICHEURS" COMMERCIAUX.

Un Marketing sophistiqué, une image solide, une politique de promotion efficace, la capacité d'aller vers de nouveaux terrains ; ce sont les atouts de notre réussite. Aujourd'hui nous renforçons nos équipes commerciales et recherchons des **JEUNES CADRES DEBUTANTS OU 1ère EXPERIENCE.**
Suivant leur formation, leurs compétences et leurs affinités, ils pourront être orientés dans une premier temps vers des fonctions technico-commerciales.
Il s'agit de postes évolutifs et formateurs.
Pour progresser au sein de notre groupe il est nécessaire bien entendu de posséder une bonne pratique de l'anglais et d'avoir une certaine mobilité géographique.
Déplacements fréquents et de courte durée.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature (lettre manus. + CV + photo retournée) sous réf 534 à
CURRICULUM
26 rue du 4 Septembre 75002 PARIS qui transmettra.

---

Notre raison d'être : c'est la comptabilité sur matériel IBM, et c'est par nos périphériques (bandes, disques, imprimantes, mémoires) dont plus de 4 000 unités ont été installées en France, que nous nous sommes imposés en leader dans ce domaine.
Notre objectif : c'est de consolider notre position et de devenir constructeur à part entière en nous adressant dès aujourd'hui à de nouveaux marchés. **Disques optiques, imprimantes à laser, unités centrales à circuits CMOS** sont nos prochains produits.
Notre expansion, leur commercialisation et leur installation ouvrent à des Ingénieurs commerciaux et technico-commerciaux spécialistes grands comptes de réelles opportunités de carrière.

## Ingénieurs commerciaux et technico-commerciaux spécialistes grands comptes

Vous avez une formation supérieure et une expérience d'au moins 4 ans sur grands systèmes chez un constructeur.
**Si vous êtes un ingénieur commercial de talent**, vous êtes forcément rompu aux négociations à haut niveau et vous avez une bonne connaissance des applications des grandes entreprises et administrations.
**Si vous êtes un technico-commercial** accompli, ces applications ne vous sont pas étrangères et vous justifiez d'une expérience réussie dans le support à l'utilisateur pour l'optimisation de ses ressources. Vous connaissez en outre parfaitement les systèmes d'exploitation IBM.
Si vous avez envie d'entreprendre au sein d'une société aux structures légères, si vous voulez élargir votre horizon professionnel, si vous souhaitez enfourcher le bon cheval, écrivez dès aujourd'hui à Didier Vandamme qui réservera à votre candidature toute son attention et sa discrétion.



Storage Technology Corporation
STC FRANCE
41, rue Fourny
78530 BUC

**L'avenir en plus**

média-system

---

Telemecanique
*les solutions de progrès*

**C.A. 3,9 Milliards en 1982 - 11.000 personnes dont 27% à l'Étranger**

**Un des leaders européens des constituants pour automatismes industriels utilisant des techniques avancées dans les domaines**
**ÉLECTROTECHNIQUE - ÉLECTRONIQUE**
**AUTOMATISME - PNEUMATIQUE**

**SA DIRECTION FONCTIONNELLE CENTRALE «PLAN & GESTION», installée à RUEIL-MALMAISON (92) rech.**

## Responsable central CONTROLE DE GESTION & COMPTA. ANALYTIQUE

**dans une structure décentralisée (4 divisions industrielles, 3 divisions commerciales, des filiales), IL AURA UN AN POUR PRENDRE EN CHARGE TOUT SON DOMAINE • EN PLUS D'UN CONTROLE DE GESTION bien en place. UN OBJECTIF PRIORITAIRE, LA COMPTA. ANALYTIQUE : animer, coordonner les systèmes existants, et doter l'Entreprise d'un système performant (c'est-à-dire efficace pour des prises de décisions opérationnelles) de connaissance et de suivi de ses coûts.**

**SPÉCIALISTE HAUT NIVEAU**
**CONTROLE DE GESTION & COMPTA. ANALYTIQUE**

- **FORMATION SUPÉRIEURE : École d'INGÉNIEUR ou de Gestion ou Universitaire. ANGLAIS apprécié.**
- **CONTROLEUR DE GESTION avec EXPÉRIENCE vécue DE CONCEPTION ET MISE EN PLACE D'UNE NOUVELLE COMPTABILITÉ DES COUTS dans des structures décentralisées.**

**DISCRÉTION ABSOLUE. Lettre manuscrite, C.V. détaillé, rémunération et photo ss réf. 6071 à**

SC sélection conseil
98, AV. DE VILLIERS, 75017 PARIS

---

## COMPTABLES DECS ou BTS - BAC G2 ou B.P.

# MIEUX ETRE BIEN TRANSMETTRE

**Intégrer** l'A.F.P.A. organisme privé sous tutelle du Ministère du Travail, chargé de la formation professionnelle des adultes (10.000 personnes 150 établissements).

**Elargir** votre horizon en transmettant à des adultes désireux de devenir à leur tour des spécialistes, votre compétence et votre vécu dans l'entreprise.

**Enseigner** dans un centre.

**Vivre** en contact avec les stagiaires.

**Contribuer** à leur avenir en leur dispensant un enseignement toujours actualisé.

Cette orientation nouvelle, nous vous la proposons en poste fixe dans les centres F.P.A. de : **Caen - Laon - Le Plessis Robinson - Nevers - Roubaix - Tours,**
en poste itinérant à :
**Lille - Lyon - Nancy - Paris.**

si vous avez des connaissances en fiscalité (BIC - TVA), mathématiques financières, comptabilité analytique, informatique, droit du travail, droit commercial et droit des sociétés.

Votre propre formation pédagogique, assurée par nos soins, durera environ six mois.

afpa

Une vingtaine de postes sont à pourvoir au plus tard début 84.
Merci d'adresser votre candidature avec C.V. très complet à
Nicole LARDREAU C.P.T.A. - B.P. 155 - 63 rue Ampère
Z.I. Les Chanoux - 93330 NEUILLY SUR MARNE
en lui précisant le lieu d'affectation qui vous intéresse.

---

Nous sommes la filiale française (700 personnes) d'une Société Multinationale.

Nous fabriquons et commercialisons des biens d'équipement.

Nous avons acquis sur le marché la position de leader en partie grâce à notre avance technologique.

Nous poursuivons nos investissements dans des techniques de pointe notamment en CFAO.

Nous recherchons

## un ingénieur CAO-FAO

SA MISSION :
Poursuivre l'évolution de la conception et de la mise en place de la CFAO.

Asssurer le fonctionnement et la gestion du système ainsi que la formation des utilisateurs.

Jouer un rôle de coordination, d'animation, de promotion auprès de la Production, de l'Informatique de Gestion, des Bureaux d'Etude.

SON PROFIL :
C'est un ingénieur de formation, de préférence mécanique.

Il a acquis une expérience de cinq ans, en participant à la conception et à la mise en oeuvre d'un système CFAO, soit chez un constructeur, soit chez un utilisateur.

C'est un homme complet ; concepteur et réalisateur. Il a des qualités relationnelles indispensables dans cette fonction de développement fondamentale pour notre Société.

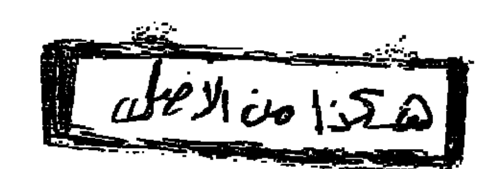
La pratique de l'anglais courant est impérative.

Pour un premier contact, adresser CV, photo et prétentions sous réf. M à STANDARDATA notre conseil.

128 bd. Haussman
75008 Paris.



STANDARDATA











OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

PA

## Responsable du personnel et des relations sociales — 240.000 F

**Micro-électronique** - Cette entreprise, intégrée dans un puissant groupe industriel français est un des leaders mondiaux dans le secteur de la micro-électronique. En s'appuyant sur un personnel hautement qualifié dont une forte proportion d'ingénieurs et cadres, elle poursuit son développement tout en gardant avec environ 500 personnes une dimension très humaine. Elle structure son service du personnel et des relations sociales et en recherche le responsable. Rattaché au directeur de l'établissement et en accord avec la politique sociale du groupe, il supervisera l'ensemble de la fonction personnel (recrutement, gestion, formation, préparation paye, relations avec les partenaires sociaux) et les services généraux. Animant une vingtaine de collaborateurs, il mettra en place parallèlement un certain nombre d'indicateurs sociaux et un système de gestion prévisionnel du personnel. La réussite dans cette fonction lui permettra d'étendre à moyen terme ses prérogatives. Ce poste est basé à 70 kilomètres au sud de Paris. Il s'adresse à un diplômé de l'enseignement supérieur (droit ou sciences humaines) âgé d'au moins 34 ans. Le candidat aura acquis une solide expérience en matière de gestion dynamique du personnel et de relations avec les partenaires sociaux. La rémunération proposée, fonction des compétences offertes pourra atteindre 240.000 francs par an. Ecrire à J. SCARINOFF. Réf. A/2445M

*Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats. Adresser C.V. en rappelant la référence à :*

**PA Conseiller de Direction S.A.**
**3, rue des Graviers - 92200 NEUILLY - Tél. 747.11.04**

*Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon - Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse*

MEMBRE DE SYNTEC

## DU PONT

Dans le cadre de la diversification de ses activités, **DU PONT DE NEMOURS** (France) s.a., accroît sa pénétration dans les différents marchés des produits électroniques.

Notre société commercialise 3 différentes gammes de produits utilisés dans les grandes industries électroniques : films photopolymères, pâtes pour couches épaisses, éléments d'interconnection miniatures. Nous recrutons un

# JEUNE INGÉNIEUR

### SUPELEC, CENTRALE, A et M.

Après une période de formation à nos produits, dans nos laboratoires européens, il assurera la responsabilité de vente pour un secteur géographique dans l'une de nos divisions électroniques.

Il doit être capable d'apporter conseils et assistance à la clientèle existante, tout en ouvrant à nos lignes de produits de nouveaux marchés.

L'anglais écrit et parlé est indispensable, une très bonne connaissance de l'allemand sera un atout supplémentaire.

Sa formation, son efficacité dans ces fonctions commerciales et sa mobilité, lui ouvriront des perspectives de carrière au sein du groupe **DU PONT DE NEMOURS.**

Nous vous remercions d'adresser votre candidature accompagnée d'un CV et d'une photo sous réf. 448 M à DU PONT DE NEMOURS. (France) s.a. Service du Personnel, B.P. 85 - 91143 LES ULIS CEDEX.

HAVAS CONTACT

## SAFT

GROUPE CGE

Leader mondial dans le domaine des accumulateurs alcalins, SAFT avec 30 usines et 7 500 personnes dans le Monde est aujourd'hui un groupe français de premier plan. Il intervient dans des secteurs de pointe tels que *aéronautique, spatial, ferroviaire, militaire et électronique professionnelle. L'important* développement du groupe dans ces secteurs de technologie avancée le conduit à rechercher aujourd'hui plusieurs :

# CONTROLEURS DE GESTION

Basés au siège de la division, ils sont directement rattachés au Directeur de la division. Ils ont pour mission d'élaborer les différents budgets, d'assurer leur suivi permanent, de prendre en charge l'analyse des coûts de fonctionnement et les études d'investissement. Conseil des directions opérationnelles de chacun des sites, ils recommandent à la Direction Générale les actions correctrices adaptées.

Pour ces postes clefs de l'organisation, nous souhaitons des professionnels confirmés du contrôle de gestion en milieu industriel.

Issus soit d'une formation école d'ingénieur + gestion, soit d'une grande école de commerce, une expérience de cinq ans minimum leur permet de dialoguer avec les *différents responsables de service ou d'atelier.*

Le lieu de travail est situé en proche banlieue parisienne.

Pour informations complémentaires, écrire sous réf. M 3665 F à :

**EGOR PROMOTION**
63, rue de Ponthieu 75008 Paris.

média-system

egor

PARIS LYON NANTES TOULOUSE MILANO PERUGIA ROMA DÜSSELDORF LONDON MADRID MONTREAL



## attachée auprès du directeur général

### HEC - ESSEC - ESCP ou similaire

**TRILINGUE ALLEMAND - ANGLAIS**

Cumulant les fonctions de Directeur Général des filiales françaises d'un puissant groupe industriel allemand et de Directeur du Marketing pour l'ensemble du Groupe (10.000 personnes - CA 7 milliards), ce manager international souhaite se faire assister par une collaboratrice (de préférence) justifiant d'une formation commerciale supérieure AFIN D'ASSURER :

- Le suivi de ses contacts sur les dossiers financiers, industriels, commerciaux.
- Les liaisons indispensables à la bonne continuité de ces activités durant ses nombreux déplacements dont, par ailleurs, elle est *responsable de l'efficace organisation.*
- Les relations, en étroite collaboration avec les structures de la Direction Générale, avec les Banques, les Organismes Publics, les services fonctionnels du Groupe en France et en Allemagne.

La candidate, basée à Paris, accepte une certaine flexibilité au niveau des horaires, est disponible pour d'éventuels déplacements.

Si ce type de fonction vous intéresse, merci d'adresser votre C.V + rémunération actuelle sous référence 244/M à :

*DICA SELECTION* - 69, rue Lecourbe 75015 PARIS

dica

COFAP




Notre société de **télécommunications** (1 200 personnes), **filiale d'un important groupe français**, recherche un **responsable de la promotion produits.**

**Intégré à notre Direction Marketing et Commerciale**, vous serez responsable des aspects suivants :

- documentation promotionnelle, commerciale et publicitaire,
- supports de vente et de démonstration,
- manifestations extérieures,
- présentations produits et actions publicitaires.

Vous participerez également, dans votre domaine, à la définition des nouveaux produits ou à l'amélioration et aux évolutions des produits existants.

Afin de mener à bien votre mission, vous serez en contact permanent avec nos forces de vente (FRANCE et EXPORT), nos ingénieurs produits, notre service technico-commercial et enfin notre service d'études commerciales.

**De formation supérieure**, vous avez acquis une **solide expérience de la promotion produit soit chez un constructeur, soit dans un réseau de distribution au sein d'équipes de marketing ou de vente.**

Vous saurez vous adapter rapidement aux **produits de commutation électronique.**

Vous maîtrisez bien la **langue anglaise.**

Nous vous proposons de nous rejoindre à **RUNGIS** (94).

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions, en indiquant sur l'enveloppe la référence 2679/EX à **MEDIA PA** - 9, bd des Italiens - 75002 PARIS qui transmettra.

MEDIA PA

# ASTRA CALVÉ

**Margarines et huiles : ASTRA, FRUIT d'OR, PLANTA FIN...**
**Produits laitiers frais : LA ROCHE AUX FEES.**

recherche un

## INGENIEUR EN ORGANISATION LOGISTIQUE

Au sein du département logistique, il prend en charge des projets importants afférents à l'ensemble des systèmes de distribution physique de nos produits depuis le conditionnement usine et le stockage jusqu'à la livraison auprès de la distribution moderne. Il est amené à prendre en compte un environnement varié tant technique qu'organisationnel ou économique. Ses interlocuteurs sont notamment les responsables techniques en usine, les spécialistes de distribution physique, de stockage ou de conditionnement, les responsables d'entrepôt, des sociétés d'ingénierie et des fournisseurs.

Nous recherchons de ce fait un jeune ingénieur généraliste, diplômé de grande école et ouvert aux techniques de gestion.

Après une première réussite à ce poste, il pourra évoluer de manière très ouverte dans la société ASTRA-CALVE ou le Groupe UNILEVER. Le poste est basé à Paris - La Défense. Déplacements en province à prévoir. Anglais nécessaire.

Adresser C.V., photo et prétentions sous réf. XVIII/83
au Département Central du Personnel -
UNILEVER FRANCE SERVICES
8, avenue Delcassé 75384 PARIS Cédex 08.

Curriculum

## Management gros projets

# Ingénieur confirmé

La **DIRECTION des LANCEURS du CNES** à Evry (91) recherche pour sa sous-direction Développement sol, un ingénieur, **grande école « généraliste »** avec une **expérience minimum de 10 ans dont 5 ans dans le management des projets importants** (plusieurs centaines de MF.).

Ses compétences et son potentiel devraient lui permettre de devenir chef du projet « Moyens d'essai » d'un moteur cryotechnique.

Il sera responsable, en relation avec les industriels européens :

- des études de conception et d'optimisation,
- de la définition des objectifs principaux,
- *de la mise sur pied de l'organisation industrielle européenne et du calendrier de développement du programme.*

Ce poste implique des **qualités d'organisateur**, des **aptitudes développées aux négociations à haut niveau** et une **grande capacité d'analyse et de synthèse.**

Il exige une **grande mobilité**. La pratique de l'**anglais parlé-écrit** est indispensable.





Merci d'adresser rapidement votre curriculum vitae et prétentions, sous la référence 83/DLA/15 à Monsieur le Chef du Département Personnel - **CNES - Direction des Lanceurs** - Immeuble Hélios - Rue Charles Baudelaire - 91000 EVRY.

cnes CENTRE NATIONAL D'ETUDES SPATIALES

MEDIA PA

SOCIETE MULTINATIONALE - 2 Milliards de C.A.
LEADER DE SA PROFESSION - équipée de 2 IBM 43-41

## Carte blanche pour un nouveau projet informatique

Dans le cadre de cette action qui démarre, nous recherchons pour notre Siège à PARIS :

# chef de projet
### haut niveau

F[illegible]ur ou équivalent, ayant au minimum 3 ans d[illegible] d[illegible]ne partie dans les systèmes IBM - DL1 - [illegible]sible [illegible] des projets de gestion.

L[illegible]e de personnel du Groupe permet à un candidat [illegible] ambitieux d'évoluer rapidement vers une carrière [illegible]ire nationale ou internationale.

Une [illegible] d'information sera envoyée aux candidats pré-[illegible]

Ecrire [illegible] référence 273 LM à SODERHU
Soci[illegible] le Développement des Ressources Humaines
22, r[illegible]gustin 75002 PARIS

[illegible] DE SYNTEC

Soderhu

## Ingénieurs informaticiens, optez pour des secteurs de pointe !

Afin de renforcer ses équipes, SEDAP recrute :

### 3 jeunes ingénieurs

Diplômés d'une école d'ingénieurs à vocation informatique, ils devront faire preuve de sérieuses capacités *d'analyse et de synthèse.*

Ils se verront confier des responsabilités dans les domaines suivants :

***Informatique aéronautique***
- sur MINI-systèmes.

***Informatique militaire***
- 1ère expérience langage temps réel acquise,
- environnement micro-informatique.

Merci d'envoyer vos C.V., photo et prétentions à **SEDAP** - Tour Gamma D - 197, rue de Bercy - 75012 PARIS.

**Société Européenne d'Analyse et de Programmation.**

Se dap

MEDIA PA

Télémécanique ... DE GESTION ... ANALYTIQUE ... HAUT NIVEAU ... CAO-FAO ... STANDARD

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

# ingénieur d'affaires

**MANUTENTION** — **BANLIEUE EST DE PARIS**

Plus d'1 milliard de francs, c'est le CA réalisé dans plus de 60 pays par la branche MANUTENTION de notre Grand Groupe International.
La filiale française commercialise entre autres des **SYSTEMES AUTOMATIQUES** de **MANUTENTION** gérés par **MICRO-PROCESSEURS** et **MINI-CALCULATEURS.**
Le Directeur Technique recherche un Ingénieur d'Affaires (chacune portant sur 1 à 10 millions de francs). Celui-ci aura la maîtrise des affaires, de l'élaboration des devis (techniques et prix), jusqu'à la réalisation des contrats clé en mains. Responsable du centre de profit, il devra donc suivre les clients et les chantiers aussi bien sur le plan technique que sur le plan financier.
Ingénieur de formation (AM, IDN, SUDRIA ou équivalent), de solides connaissances en Electronique et en Electricité (Mécanique et Hydraulique souhaitées), une première expérience réussie comme Ingénieur d'Affaires seront des éléments d'appréciation importants dans notre choix.
Le candidat recruté aura par ailleurs des qualités de contact, d'homme de terrain et sera autonome et responsable (déplacements à prévoir). La connaissance de l'Anglais est nécessaire.

Merci d'adresser C.V., prétentions sous référence MA 11 à notre conseil qui traitera les dossiers confidentiellement

COGEPLAN Tour de Lyon - 185, rue de Bercy 75012 PARIS

# Commercialisez notre système informatique de gestion de grands projets

Notre produit, leader sur son marché, apporte une solution originale aux responsables de projet des grandes entreprises mondiales (Ingénierie, TP, énergie, offshore, aérospatiale, défense). Il permet de simplifier et d'améliorer la gestion de la planification, des coûts, des matériaux, des hommes... et même de l'imprévu.

Vous devez nous permettre de signer de nouveaux contrats, après avoir défini les besoins du client.

Vous avez
- un diplôme d'ingénieur,
- une solide expérience (5 ans et plus) de la négociation à haut niveau - notre produit est destiné à des projets d'un coût minimum de 500 MF-,
- la connaissance d'au moins un des secteurs cités,
- de bonnes notions de la gestion de projets,
- une parfaite maîtrise de l'anglais.

Métier Management Systems France est une Jeune Filiale de Métier Management Systems Ltd, présent dans plus de 30 pays. Vous serez le vecteur de son développement, et votre réussite sera la nôtre.

Adressez lettre manuscrite de motivation, CV et prétentions à Métier Management Systems France, 3 avenue de Madrid, 92200 Neuilly.

METIER
LA GESTION DES GRANDS PROJETS

# Ordina

Ingénieurs, Analystes, Analystes Programmeurs, Programmeurs

## Ordina et l'informatique : plus qu'un nom .....

*Une référence qui s'est établie au fil des années sur l'efficacité et le sérieux, mais* aussi sur la multiplicité de ses créneaux (économie et finances, distribution, industrie, scientifique).
Aujourd'hui, nous recherchons de nouvelles compétences, diplômés grandes écoles ou de l'enseignement supérieur. Des hommes comme vous, qui avez déjà une bonne base technique et peut-être quelques années d'expérience, qui ne demandent qu'à s'enrichir au sein d'une équipe.
Egalement d'esprits comme le vôtre qui veulent diversifier leurs connaissances dans un environnement stimulant et formateur.

Robert ARTHUR souhaite vous rencontrer pour construire avec vous votre avenir dans l'informatique avec ORDINA...

Ordina *10, rue Auber 75009 PARIS 266.67.88*



**ENGINEERING DES SYSTEMES INFORMATISES D'AUTOMATISATION**
**Filiale de TECHNIP et de S.G.N.**

recherche

## INGENIEUR DE MAINTENANCE

- capable de définir et de mettre en place chez nos clients industriels une politique de maintenance de leurs systèmes d'automatisation.
- possédant une expérience de maintenance acquise chez un constructeur de matériel informatique et des connaissances en M.A.O..

## INSPECTEUR DE MAINTENANCE

- ayant une expérience minimum de 5 ans dans la maintenance de systèmes informatiques de mini/microordinateurs avec périphériques associés (unités de disques, imprimantes, consoles graphiques couleurs...).
- ayant des connaissances de logiciel.
- disponible pour déplacements en France et à l'Etranger.

La connaissance l'anglais est indispensable, celle de l'allemand appréciée.

*Envoyer CV, photo et prétentions à P. JOUVE - ESIA, 1, rue des Hérons 78184 SAINT QUENTIN YVELINES CEDEX.*

LA DIRECTION TECHNIQUE
DES CONSTRUCTIONS AÉRONAUTIQUES

recherche un

## INGÉNIEUR INFORMATICIEN EXPÉRIMENTÉ

pour prendre la direction d'une section de 5 personnes chargées, avec l'aide d'une société de services, du développement d'applications importantes concernant la gestion des matériels.

## INGÉNIEUR

débutant ou ayant quelques années d'expérience pour s'intégrer dans une section chargée du développement d'applications comptables et financières.

Toutes ces applications mettent en œuvre télétraitement et bases de données sur matériels CII-HB 64 et SEMS MITRA. La connaissance du générateur PAC 700 est souhaitable (formation assurée).

Lieu de travail : VÉLIZY

Ecrire avec C.V. et prétentions
à Direction Technique des Constructions Aéronautiques,
Bureau Méthodes-Informatique,
26, boulevard VICTOR, 75015 PARIS.




Les produits bancaires et financiers classiques, valeurs immobilières, SICAV, fonds de placement, etc... vous les avez pratiqués ou vous en connaissez toutes les incidences.

Augmentation de capital, émissions d'emprunts, marchés obligataires, refinancement sur les marchés monétaires français comme internationaux, sont des opérations auxquelles vous vous intéressez.

Notre groupe, un des plus importants groupes bancaires privés vous invite à aller plus loin. Vous rejoindrez une équipe restreinte, ouverte et diversifiée qui aide la Direction Générale à élaborer sa stratégie financière.

Ce poste, une création, vous permettra de mettre vos connaissances au service d'une réflexion sur l'ensemble des équilibres bancaires et leurs aspects financiers, juridiques et fiscaux. Ensuite si vous le désirez, vous pourrez passer à un poste opérationnel.

Si vous vous sentez concerné par cette proposition, écrivez sous référence 8371 à l'agence DESSEIN - 69, rue de Provence - 75009 Paris, qui transmettra.

Dessein — MEMBRE DE SYNTEC

*GROUPE INDUSTRIEL FRANÇAIS*
*leader dans sa spécialité*
*recherche pour son siège Paris*

## responsable de l'organisation informatique

- *Ce collaborateur devra achever la mise en place des systèmes déjà élaborés, concevoir et mettre en œuvre le plan de développement à long terme pour assurer la synthèse des données des filiales au niveau du holding.*
- *Ce poste conviendrait à un Ingénieur en Organisation, de haut niveau, ayant une expérience approfondie et diversifiée de l'implantation de la mini-informatique en milieu industriel. Age minimum 35 ans.*

*Adresser Curriculum-Vitae s/réf. 168, à*
*LPA - GENEVAY*
*11, square Jasmin, 75016 Paris.*

PRB

**GROUPE BANCAIRE**
**SPECIALISE DANS LE CREDIT IMMOBILIER**
**ET LES PRETS AUX PARTICULIERS**

recherche pour sa Direction d'Exploitation de son siège Parisien

## JEUNE COLLABORATEUR
### DIPLOME DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR

possédant 2 années d'expérience professionnelle dans le secteur bancaire ou immobilier.

Qualités requises :
- sens de l'organisation,
- esprit méthodique,
- sens des contacts humains et aptitude à l'animation d'équipe.

Merci d'adresser lettre manuscrite avec c.v., photo et prétentions sous référence 5283 à AXIAL Publicité, 27, rue Taitbout 75009 Paris, qui transmettra.

**MARKETING DIRECT PRESSE-ÉDITION**
Important groupe de Presse grand public

recherche

## SON RESPONSABLE ABONNEMENT V.P.C.
(H. ou F.)

Qui aura en charge la mise en œuvre d'une politique de développement des abonnements des titres du groupe et le développement ambitieux de notre jeune secteur V.P.C. édition.

Convient à jeune cadre ayant à ce jour des responsabilités intermédiaires dans service abonnement V.P.C.

- Expérience 3 à 5 ans.
- Discrétion assurée.

Adresser curriculum vitae et prétentions à :
RÉGIE-PRESSE, sous n° T 42.421 M,
85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

## *Faire vivre les chiffres pour faire vivre notre affaire...*

Nous sommes une société de franchise dans les biens d'équipement de la maison haut de gamme.
Nous avons d'intéressantes perspectives de développement.
Nous sommes une petite équipe performante et polyvalente. Nous souhaitons accueillir un

## *Jeune assistant de gestion*

ayant de 2 à 5 ans d'expérience, de formation IUT ou BTS (niveau DECS en comptabilité) et ayant l'habitude de dialoguer avec un micro-ordinateur.
Nous lui confierons la responsabilité de nos comptabilités et du tableau de bord ; en liaison avec ses collègues, les franchisés et les fournisseurs, il aura de plus la mission quotidienne de fournir les informations chiffrées nécessaires à la gestion.
C'est un poste d'avenir.

Nous vous remercions de manifester votre intérêt en adressant votre candidature à notre Conseil sous réf. 23 M 184 CPA, 3 rue de Liège 75009 Paris.

CPA — MEMBRE DE SYNTEC — média system

SECTEUR BANCAIRE
Paris-Province

## Jeunes diplômés

grandes écoles commerciales et de gestion
Doctorat option Finance.

**Des opportunités dans le secteur bancaire...**
**... à des postes de Direction d'Agence...**

... pour des candidats ayant le goût des affaires et de la finance.

Motivez votre intérêt pour cette offre en écrivant avec C.V. et photo s/réf. 8465 à notre mandant :
PIERRE LICHAU S.A.,
BP 220, 75063 PARIS Cédex 02.

Opération sélection début novembre.
Réponse assurée.

## SOCIÉTÉ LOBRY
CONSTRUCTEUR
DE CUISINES PROFESSIONNELLES

recherche

## DÉLÉGUÉS RÉGIONAUX
ILE-DE-FRANCE
NORD ET SUD-OUEST

Sous l'autorité du Directeur Commercial, ils sont chargés d'animer un réseau de vente et de promouvoir la distribution des produits de notre société.

Les candidats retenus, âgés d'au moins 30 ans, posséderont plusieurs années d'une expérience professionnelle analogue.

Envoyer lettre manuscrite et curriculum vitae à
SOCIÉTÉ LOBRY,
60, rue du Dessous-des-Berges, 75013 PARIS.

**GRAND QUOTIDIEN PARISIEN**

recherche

## UN INGÉNIEUR INFORMATIQUE

IL SERA RESPONSABLE :
- Du fonctionnement d'un important système de photocomposition et de son évolution.

Il sera en outre conseiller de la Direction pour les futurs investissements.

LE CANDIDAT AGÉ DE 35 ANS OU PLUS DEVRA :
- Connaître les techniques temps réel et de préférence le système PDP11-IAS ;
- Avoir une expérience des responsabilités liées à la production ;
- Avoir le goût du travail en équipe et être un excellent formateur ;
- De préférence connaître les techniques ARTS GRAPHIQUES ;
- Parler l'anglais.

Le poste est situé à PARIS.

Prière d'adresser votre dossier de candidature, c.v., photo et prétentions (lettre manuscrite) sous référence 272.406 M, RÉGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

GRANDE BANQUE FRANÇAISE INTERNATIONALE

recrute

Pour renforcer son service ASSURANCES à PARIS

# UN CADRE

Âgé d'environ 35 ans, diplômé d'études supérieures (licence ou maîtrise de Droit Privé), il devra avoir 8 à 10 ans d'expérience dans une Compagnie d'Assurances IARD tout spécialement dans les bureaux d'études.

Au sein d'une équipe de techniciens en Assurances, il participera à des études de fond portant sur les risques IARD.

Ce poste requiert d'être au fait de la Gestion des Risques et de pouvoir suivre les problèmes liés à l'évolution de l'Informatique.

Le candidat souhaité pratique couramment l'anglais.

Merci d'adresser C.V., photo et prétentions sous réf. 80358/M à HAVAS CONTACT, 1, place du Palais-Royal - 75001 PARIS, qui transmettra.

HAVAS CONTACT

---

Secteur Tertiaire (St-Quentin-en-Yvelines - 78 -)
Filiale d'un groupe français de dimension mondiale, nous sommes leader dans notre activité
Dans le cadre de notre nouveau plan informatique : environnement Digital, informatique répartie, base de données venez nous rejoindre pour

# Renforcer nos équipes de développement et prendre en charge notre production informatique

Postes à pourvoir :

- CHEFS DE PROJETS - ANALYSTES
- ANALYSTES- PROGRAMMEURS.
- CHEF DU SERVICE EXPLOITATION

qualifications requises :
- Formation supérieure, • expérience réussie dans la fonction,
- goût de l'initiative et des responsabilités.

Envoyer CV, photo et prétentions à Média-System, 104 rue Réaumur 75002 Paris, sous référence 8448 (mention sur envoi), qui transmettra.

---

# IMPORTANT RESEAU FINANCIER

d'envergure nationale développe le corps de son Inspection Générale et offre une opportunité de carrière particulièrement intéressante à plusieurs

# JEUNES INSPECTEURS

- Votre formation universitaire (Droit Privé, Sciences Po, ESC, Maîtrise de Gestion...), complétée si possible par le D.E.C.S. ou équivalent, vous a permis d'acquérir une solide culture générale.
- Une première expérience d'environ 2-3 ans, dans une Banque, un Etablissement Financier, ou au sein d'un Cabinet d'Expertise ou de Commissariat aux Comptes, vous a permis d'appréhender les méthodes de contrôle et d'audit.
- Nous vous offrons la possibilité, après formation aux particularités de notre structure, de développer votre potentiel par des missions d'inspection recouvrant aussi bien l'approche comptable du contrôle que l'évaluation plus générale de la gestion de nos nombreux Etablissements. Une grande disponibilité est donc nécessaire.
- Rémunération attractive + importants avantages.

Après quelques années de pratique, excellentes perspectives offertes à des collaborateurs possédant à la fois rigueur, capacité de jugement, mais aussi les qualités humaines de futurs cadres de Direction.

Ecrivez-donc, sous réf. JIM/RB, à notre Conseil R. BATIFOULIER, 5, rue d'Artois, 75008 PARIS. Il vous garantit une totale discrétion.

---

# PHILIPS

DIRECTION CENTRALE DU MARKETING
recherche un

# responsable logistique

pour assumer la responsabilité opérationnelle d'un entrepôt de distribution situé au nord de Paris et encadrer une équipe d'une centaine de personnes. Un stage d'information dans le secteur commercial grand public lui permettra d'appréhender rapidement son environnement.

Ce poste convient à un professionnel du domaine logistique (distribution physique ou transport) d'environ 30 - 35 ans, alliant à une formation supérieure, **ingénieur ou ESC,** une solide expérience du métier.

Des possibilités d'évolution sont ouvertes à terme soit dans le domaine fonctionnel logistique, soit dans le domaine commercial ou administratif.

Adresser lettre manuscrite, CV et photo s/réf. 549 à S.A. PHILIPS Industrielle et Commerciale Dpt. du Personnel - 50, av. Montaigne 75008 PARIS.




---

# Ingénieur hydraulicien, devenez expert en électro-hydraulique et servo-valves

**SOPELEM** est une importante société française spécialisée en instrumentation optique et en systèmes de commandes hydrauliques. Au sein de la Direction Technique, le Service hydraulique développe activement des asservissements électro-hydrauliques et des composants pour des applications industrielles, aéronautiques et militaires.

Le responsable du service, spécialiste reconnu dans la profession, cherche pour l'assister un ingénieur de très bon niveau, ayant le goût de la conception, du calcul et de la recherche appliquée, et **une première expérience en hydraulique.** Après un complément de formation, il prendra la responsabilité des servo-valves.

Ce poste, basé à Paris, comporte une large autonomie, et de fréquents contacts avec les autres services de la Société et ses clients. Il vous offre une opportunité exceptionnelle d'atteindre une compétence technique de haut niveau dans une industrie de pointe.

Merci d'adresser votre dossier complet (lettre manuscrite, C.V., photo et salaire actuel) sous référence 1/IH/LM à notre Conseil qui vous garantit toute discrétion.

MEDIA PA



Raymond Poulain Consultants 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

---



**JOUVEINAL** **Groupe français de Sociétés Pharmaceutiques et Chimiques** en très forte expansion (25% annuels) au C.A. de 300 MF, employant 620 personnes, vous propose de

# développer le contrôle de gestion

Par délégation du Directeur Administratif et Financier, vous ferez vivre et évoluer le contrôle budgétaire informatisé, assurerez la planification à court et moyen terme, conseillerez les responsables des services après leur avoir proposé une analyse de la situation.

Familiarisé avec les procédés industriels -pharmaceutiques ou chimiques de préférence- et les attentes des commerciaux, vous avez une formation supérieure complétée par une expérience réussie dans la fonction contrôle de gestion.

Le poste est à pourvoir au Sud de Paris.

Merci d'adresser votre dossier complet (lettre manuscrite, C.V., photo et salaire souhaité) sous réf. 8/JCG/LM à notre Conseil qui vous garantit toute discrétion.

MEDIA PA



Raymond Poulain Consultants 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

---

# Droit social
## Responsable du service

Au sein de la société holding d'un des plus puissants Groupes français, vous dirigerez une équipe hautement qualifiée qui conseille les Directeurs des Sociétés du Groupe et leurs Directeurs des Affaires Sociales.

Vos responsabilités s'étendront aux quatre domaines suivants : Conseil, Contentieux, Formation, Information.

Ayant une solide formation juridique de base, vous vous êtes spécialisé dans les problèmes touchant au Droit Social. Aujourd'hui, vous avez la compétence acquise autant par des études théoriques que par l'expérience que vous ont conféré de longues années de responsabilités opérationnelles en milieu industriel.

Votre éthique et l'intérêt que vous portez à votre métier font de vous un professionnel rigoureux, incontestable et passionné.

Adresser CV, lettre manuscrite et prétentions sous référence 1552M à




16, rue Jean-Jacques Rousseau, 75001 Paris (qui transmettra)

---

BAUSCH & LOMB france s.a. LEADER AMERICAIN DE L'OPTIQUE, nous recherchons pour notre unité INSTRUMENTATION en France le

# Sales manager " microscopy "
## Banlieue Ouest 250 000 F + voiture

Sous l'autorité du Directeur marketing Europe basé en Allemagne et en liaison permanente avec la maison mère, il :
- *définit une stratégie commerciale destinée à développer les marchés auprès d'une clientèle industrielle essentiellement électronique, médicale et universitaire ;*
- négocie personnellement les marchés à haut niveau ;
- anime, motive et coordonne une petite équipe d'assistance technique et de vente ;
- assure la profitabilité de la division.

Gestionnaire et organisateur, vous avez au moins 32 ans. **Ingénieur en optique** ou diplômé d'une grande école de commerce, vous justifiez d'une expérience réussie de la direction commerciale d'une unité autonome dans un **laboratoire d'instrumentation.**
Habitué à parler technique dans le monde de l'électronique, vous êtes sensibilisé aux problèmes de l'optique appliquée à l'industrie.
La pratique courante de l'anglais est impérative.
Sylvie CATHELAIN, notre Conseil, vous remercie de lui adresser votre candidature qu'elle traite confidentiellement sous la référence 5072/LM à l'adresse suivante :

MEDIA PA




Département Conseil en Recrutement
135, avenue de Wagram - 75017 PARIS
Tél. : (1) 227.96.49

---

# MICRO-ARCHI

PME de conception avancée de micro-ordinateurs de grande diffusion travaillant dans un contexte international avec des sous-traitants européens, américains et japonais,

**recherche :**

**1 INGÉNIEUR EN ÉLECTRONIQUE INDUSTRIELLE**

Sous la responsabilité directe du responsable hardware, il participera à l'industrialisation d'ordinateurs de poche grand public et des périphériques associés.
Il mettra en œuvre des techniques avancées (circuits à la demande, fabrication en continu,...)

**1 INGÉNIEUR SOFTWARE**

Sous la responsabilité directe du responsable logiciel, il participera au développement du logiciel de base et des langages des systèmes.
Il mettra en œuvre des principes logiciels avancés (logiciel graphique multifenêtres, superviseur multitâches, architecture objet,...)

Adressez CV et lettre manuscrite à **MICRO-ARCHI,** 79 rue du Temple 75003 - Paris

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

# contrôleur de gestion

Cette Société de 1000 personnes étant en progression constante dans le domaine de la TELEMATIQUE, son C.A. (500 Millions en 1982) progresse très fortement.

Pour renforcer l'équipe du contrôle de gestion, elle recherche un professionnel, de formation supérieure et possédant au moins 5 ans d'expérience opérationnelle du contrôle de gestion.

Il prendra en charge le suivi et le contrôle d'un ou plusieurs centres de profits, départements ou filiales.

L'activité se situant dans le contexte d'une société en forte croissance dans laquelle les structures évoluent rapidement, de réelles capacités d'adaptation et de relations humaines sont demandées.

Une fiche d'information sera envoyée aux candidats pré-sélectionnés.

**Merci d'adresser C.V., lettre manuscrite et photo s/réf. 280 LM à SODERHU, Société pour le Développement des Ressources Humaines**
**22, rue Saint-Augustin 75002 PARIS**

*MEMBRE DE SYNTEC*

Soderhu



## LABORATOIRES D'ELECTRONIQUE ET DE PHYSIQUE APPLIQUEE

*travaillant en coopération*
avec l'ensemble des Laboratoires PHILIPS

recrute

# RESPONSABLE DE DIVISION DE RECHERCHE

32-37 ans, formation GRANDES ECOLES

EXPERT en INFORMATIQUE et MICROELECTRONIQUE

pour diriger une équipe de 15 ingénieurs dans le domaine de l'ARCHITECTURE et de la CONCEPTION de MICROPROCESSEURS et de circuits VLSI pour traitement numérique du signal.

Ecrire avec C.V. et photo au Service du Personnel
3, avenue Descartes - B.P. 15 - 94450 LIMEIL BREVANNES.

## Analyste → Chef de projet, maintenant le Groupe Drouot vous propose une nouvelle étape....

# Responsable méthodes et normes

Diplômé d'une école d'ingénieurs (ISEP, INSA, IDN...) votre expérience de 3 ans dans une SSCI ou dans un grande entreprise vous a permis de comprendre le fonctionnement de grandes unités informatiques et vous a convaincu qu'une bonne organisation et des méthodes de travail simples, permettent d'améliorer l'efficacité et le potentiel des équipes.

Votre responsabilité à DROUOT : mettre en oeuvre des méthodes de travail adaptées aux besoins de notre informatique et assister les informaticiens dans le *développement de leurs projets.*

Votre environnement : petite équipe fonctionnelle rattachée à la direction de la logistique, un département informatique de 200 personnes, la technologie IBM, IMS et les méthodes AXIAL-SDM 70.

Pour ce poste voué à une évolution liée à l'étendue de vos capacités et à la dimension de notre entreprise, merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, CV, prétentions), sous réf. 6493, à Catherine VERSIEUX, Groupe Drouot, *Place Victorien Sardou 78161 Marly-le-Roi Cédex.*




# SPECIALISTE EN FORMATION

- **Si vous avez** une expérience en formation, ou dans l'enseignement, ou en psychologie du comportement, vous êtes sans doute qualifié pour faire partie de notre équipe,
- **et si vous êtes** *susceptible d'animer des séances de formation en anglais,* français et/ou allemand,
- nous ferons de vous un expert capable de créer et d'appliquer des programmes de formation dans l'industrie.
- Nos programmes sont conçus pour couvrir tous les aspects relatifs à la formation comprenant le management, la supervision et les aptitudes spécifiques des employés.
- Le salaire évoluera automatiquement. Les candidats les plus dynamiques trouveront là une possibilité de promotion rapide et de rémunération élevée.
- *Pas de changement de résidence demandé aux candidats retenus.*
- Prévoir déplacements hebdomadaires avec retour chaque week-end.

*Adresser C.V., expérience et rémunération en ANGLAIS, sous réf. 2972 M à :*

PUBLISCOPE JUNIOR, 13 rue Royale 75008 PARIS (qui tr.) 742.44.10

Société d'ingénierie de tout premier plan développant des techniques de pointe recherche

# Ingénieur confirmé

dans le domaine des

# machines électromagnétiques de puissance.

Il prendra en charge le développement d'équipements industriels mettant en œuvre **les techniques des moteurs linéaires.**
Il participera à la préparation des dossiers techniques et à la négociation avec les clients.
Il assumera la responsabilité de la réalisation.

Le spécialiste que nous recherchons est de **formation grande école** et a acquis une **expérience industrielle de quelques années.**

La taille de l'entreprise et de son groupe d'appartenance autorise d'intéressants développements de carrière.

Lieu de travail : proche banlieue Sud.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV et photo, sous réf. 6564 (mentionnée sur l'enveloppe), à Média-System, 104 rue Réaumur 75002 Paris qui transmettra.

*média-system*

# amdahl

**Le spécialiste des ordinateurs compatibles de grande puissance renforce son équipe et recherche pour la France :**

## Programmeurs système

**Ils doivent être capables d'assurer la génération de systèmes MVS et leur maintenance (SMP).**
**D'abord détachés en clientèle, ils pourront rejoindre notre équipe d'ingénieurs système après formation par nos services.**

## Ingénieurs système

**Une expérience de plusieurs années sur des produits tels que MVS, VM et VTAM sera nécessaire pour assurer le suivi, l'assistance et le conseil auprès de nos utilisateurs. Une formation complète aux internes leur permettra d'approfondir leurs connaissances.**

**La langue anglaise sera un atout supplémentaire.**

**Ces postes sont à pourvoir à PARIS et en province, notamment à MULHOUSE et LYON.**

**Prendre contact avec Bernard FOUREL.**

**Amdahl France**
**251, boulevard Pereire,**
**75017 PARIS.**
**Téléphone : 574-98-62.**

## IMPORTANTE SOCIÉTÉ D'ÉDITION

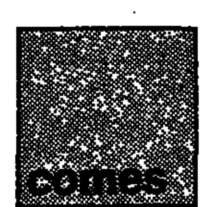
PARIS

recherche

# CHEF de SERVICE PHOTOCOMPOSITION

En prise directe avec la Direction Générale et en équipe avec ses adjoints, il devra prendre en main un service d'une trentaine de personnes, chargé de réaliser plusieurs groupes de publications professionnelles.

Pour être candidat, il faut avoir une solide formation générale suivie d'une expérience concrète suffisamment longue pour avoir acquis la maîtrise des techniques modernes de photocomposition et surtout de l'organisation du travail dans un contexte complexe et mouvant, de la conduite, avec fermeté et souplesse, d'une équipe de collaborateurs et des relations avec *les interlocuteurs professionnels habituels : collègues* chefs de service et clients.




Env. c.v. détaillé, lettre manuscrite, photo récente et prétentions au Département Recrutement du COMES, 19, rue de la Paix, 75002 PARIS (sous réf. 2622)

DISCRÉTION ET RÉPONSE ASSURÉES

GROUPE I.B.G.

recherche

## CADRE ANIMATEUR

- Fortement motivé par la formation.
- Formation supérieure : économique, finances, psycho-sociologique, informatique ou ingénieur + I.A.E.
- Déplacements fréquents en France.

Envoyer c.v. et prétentions à :
Monsieur VICTOR,
14, place de France,
95200 SARCELLES.

## BANQUE INTERNATIONALE

recherche

## 1 SPÉCIALISTE ENTREPRISE

30 ans environ, maîtrisant l'anglais, justifiant une expérience similaire et capable de développer notre politique marketing sur la France.

## 2 JEUNES DIPLOMÉS

souhaitant rejoindre la Banque et parlant anglais. Ce poste s'adresse à des candidats dynamiques et aimant les responsabilités, titulaires de maîtrise de Gestion ou Sciences Éco.

Env. curriculum vitae, lettre manuscrite et prétentions à RÉGIE-PRESSE, T 42.423 M, 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

LABORATOIRE DE RECHERCHE
demande

## TECHNICIEN DÉBUTANT

Titulaire BTS (mécanique, électromécanique ou assistant d'ingénieur) pour petites études en mécanique et électromécanique (dessin et expérimentation).

**Adr. c.v. au sous-directeur du Laboratoire d'Electrotechnique, Université Paris-Sud, bât. 214, 91405 ORSAY Cedex.**

**Grande entreprise industrielle banlieue Ouest**
*recherche*

# Chef de Projet
## gestion commerciale
**sur Micrals R2E.** réf. M/106

- Responsable de l'implantation du produit, il assurera l'analyse des besoins utilisateurs et la mise en place du système avec une petite équipe d'analystes programmeurs.
- Ce poste s'adresse à un ingénieur analyste, ayant 2/3 ans d'expérience et motivé par la micro informatique.

# Ingénieur Informaticien
## débutant
réf. M/107

- Après une période de formation technique et d'intégration à l'entreprise, il participera à la mise en place d'un système de gestion du personnel jusqu'à en devenir le responsable.
- *Matériel* **CII HB DPS 7,** *environnement TP et base de données.*

Adresser lettre, CV et prétentions sous réf. du poste souhaité
ACLES - CII HONEYWELL BULL
61/63, rue d'Avron 75980 Paris Cedex 20

LEVI TOURNAY

acles

# *Jeune organisateur financier*

180.000 F +

Venez renforcer les structures de notre équipe Finances.

Vous assurerez la responsabilité comptable d'une de nos filiales.

Vous améliorerez l'organisation des services comptables, de ses systèmes de contrôle et de ses procédures.

Vous participerez à la définition de nos besoins informatiques et implanterez de nouveaux logiciels de comptabilité, de reporting, d'analyse... Dans ces missions, vous serez l'interlocuteur privilégié de la Direction Financière auprès du service informatique, qui dispose d'un équipement nouveau et très puissant.

Votre profil : une formation école de commerce, un DECS, une expérience de 3-4 ans en finance et bien sûr, une personnalité aussi rigoureuse qu'ouverte. Votre pratique de l'anglais est excellente, car vos relations seront souvent internationales.
Votre réussite vous permettra d'accéder rapidement à des responsabilités plus larges au sein du groupe.

Qui sommes-nous ? Une société internationale d'origine américaine, située en banlieue Nord-Ouest. Nos atouts : une avance technologique incontestée, un contexte professionnel propice à une évolution de carrière *rapide, un environnement jeune et dynamique.*

Adresser CV avec photo et prétentions en précisant sur l'enveloppe la réf. 6543 à Média-System, 104 rue Réaumur 75002 Paris.

## BANQUE LOUIS-DREYFUS

recherche
pour renforcer sa DIRECTION BANCAIRE FRANCE
avec possibilité d'orientation future vers
la Direction Internationale ou Financière

# JEUNES EXPLOITANTS

ayant

- une formation supérieure,
- un début d'expérience (1 à 2 ans) dans l'exploitation (entreprises ou clientèle commerciale d'agence),
- une forte motivation pour une activité commerciale,
- une bonne connaissance d'une langue étrangère.

Les postes s'adressent à des candidats rapidement adaptables, évolutifs, qui, en fonction de leur expérience, feront un stage d'un maximum de 9 mois dans les services et dans une fonction d'études de risques, avant d'être affectés au secteur de l'exploitation.

Envoyer lettre manuscrite + C.V. précis, photo et prétentions à la Direction du Personnel, 6, rue Rabelais - 75008 PARIS.

Pain Chomis

*Importante société d'ingénierie intervenant dans* ***le domaine électro-nucléaire*** *recherche pour l'un de ses établissements situé à* ***Courbevoie***

# Ingénieur électromécanicien

***pour diriger une équipe de techniciens (30 personnes)*** *répartie sur nos différents chantiers.*
*Il devra coordonner la préparation des interventions et le déroulement des actions entreprises pendant les phases de montage et de maintenance.*
*Sa responsabilité s'exerce sur le plan* ***technique et budgétaire.***

*Ce poste s'adresse à un candidat disponible pour des déplacements fréquents ayant assuré des responsabilités dans des domaines techniques et de gestion.*

*Adresser lettre manuscrite, CV, prétentions sous réf. 6562 à Média-System, 104 rue Réaumur 75002 Paris qui transmettra.*

*média-system*

**La filiale d'un grand groupe industriel français, leader européen sur son marché, situé en banlieue Ouest,**
recherche son

# Chef de Projet
## gestion de production

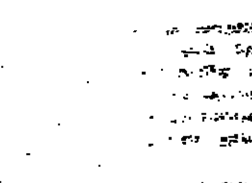
- Il est responsable de l'implantation du progiciel IMS-TD sur matériel CII HB DPS 7 (environnement temps réel et base de données).
- Il analyse les besoins spécifiques des utilisateurs et met en place les logiciels correspondant, avec une petite équipe d'analystes programmeurs.

Le poste convient à un ingénieur ou analyste programmeur expérimenté sur des projets en temps réel et base de données, et désireux d'évoluer vers un poste à responsabilités.

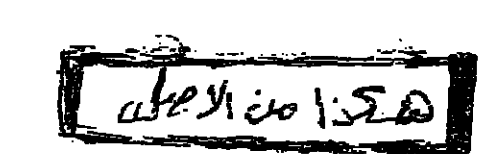
Adresser lettre, CV et prétentions sous réf. M/105 à
ACLES - CII HONEYWELL BULL
61/63, rue d'Avron 75980 Paris Cedex 20

LEVI TOURNAY

acles







BANQUE

**Filiale d'un important groupe financier,** recherche pour son Service **INFORMATIQUE**

# Universitaire

**(Maîtrise, licence, DUT, informatique ou scientifique) débutant ou ayant 1 à 2 années d'expérience.**

Après une période de formation, il participera à des développements sur CII-HB Mini 6 de façon à prendre progressivement **la responsabilité d'applications conversationnelles de la Banque.**

Ce poste convient à une personnalité dynamique, ayant le sens des relations humaines et des responsabilités.

Le recrutement a été confié à la Compagnie Générale d'Informatique. Adresser CV + photo sous réf. NN/1239 à Nadia NASTORS - C.G.I. 84, rue de Grenelle - 75007 Paris.

HAVAS CONTACT

---

IMPORTANT CABINET D'AUDIT
Associé français d'un groupe international
recherche

# CADRES d'ENTREPRISE

souhaitant devenir

# AUDITEURS EXTERNES

**(experts-comptables stagiaires)**

De formation HEC, ESSEC, ESCP, IEP, ESC ou équivalent, et de préférence titulaires du DECS, les candidats recherchés ont deux ou trois années d'expérience dans le domaine de la gestion financière, administrative, informatique ou comptable. Les profils retenus seront intégrés au sein d'équipes de haut niveau, dans un contexte motivant (conditions de travail, formation, promotion...).

*Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions, sous référence C 393, à :*

**COFINOR**
49, boulevard de Courcelles - 75008 PARIS

---

# Unilever France Services

recherche pour la
**SOCIETE 4 P EMBALLAGES**
(170 MF de CA, 300 personnes) un

# INGENIEUR SYSTEMES PACKAGING

Le service systèmes est composé de quinze personnes (dessinateurs, techniciens, dépanneurs) travaillant dans un secteur de l'entreprise en forte croissance.

L'ingénieur que nous recherchons sera l'adjoint du chef de service. En plus de ses responsabilités hiérarchiques sur l'équipe, il sera chargé de la création de nouveaux systèmes de mécanisation dans le domaine du conditionnement (boites pliantes, packs pour boissons et produits laitiers frais) afin de répondre d'une manière adaptée aux besoins spécifiques des clients de la société.

Le candidat retenu sera de formation ingénieur (ENSAM, ECP, IDN, ECL, Mines...) et aura une expérience professionnelle de 2 à 4 ans. Goût de la négociation avec différents types d'interlocuteurs, capacités d'innovation et connaissance de l'anglais seront déterminants. Le poste est situé près de Beauvais (Oise) et la formation initiale prévoit un séjour en Allemagne et en Angleterre. Les possibilités d'évolution de carrière sont à la dimension d'un Groupe international.

Vous êtes intéressé ? Adresser votre C.V. + photo à Jean-Claude CHERPIN Département Central du Personnel - UNILEVER FRANCE SERVICES
8, av Delcassé 75384 PARIS Cedex 08 sous réf. XVII/83 LM



---

Pour faire face à d'importants développements de l'informatique dans le **secteur de l'audiovisuel,** nous recherchons, pour l'Organisme assurant ces prestations et services informatique, des

# CHEFS DE PROJETS

pour diriger la conduite de projets d'envergure ou encadrer plusieurs responsables de projets dans les domaines de la gestion, de la production, de la recherche documentaire et de l'informatique appliquée à l'audiovisuel. Les techniques mises en œuvre (réseaux, bases de données conversationnelles, minis, micros, infocentre...) peuvent être très motivantes pour des informaticiens de valeur souhaitant progresser.

Les candidats recherchés sont Ingénieurs (de préférence Grandes Ecoles) ou titulaires d'une M.I.A.G.E. et possèdent plusieurs années d'expérience dans des fonctions similaires.

Pour ces postes basés à Paris 15ème, de bonnes connaissances des problèmes de gestion de l'entreprise sont souhaitées.

Adresser C.V. détaillé, accompagné d'une photo, en précisant votre salaire actuel, sous référence LE 310, à :

**CGS CARRIERES**
58, Bd Gouvion-Saint-Cyr 75017 PARIS

---

CABINET D'AUDIT et de REVISION COMPTABLE
recherche

# réviseurs confirmés et chefs de missions

– 2 à 5 ans d'expérience
– Formation supérieure.

Ecrire avec C.V. et photo au :
**CABINET CALAN RAMOLINO et ASSOCIES**
**39, rue du Général Foy - 75008 PARIS**
**ou joindre M. de LASTEYRIE au 293.00.70**

---

BUREAU D'ÉTUDES Région Parisienne, banlieue Ouest
recherche

## INGÉNIEURS ou diplômés 3e cycle

– Dans le domaine de l'électromagnétisme (hyperfréquences-antennes).
– En analyse numérique et programmation (connaissances en électromagnétisme appréciées).

Adr. c.v. + prétentions à N.E.T.A. Publicité, 19, rue Bergère, 75009 Paris (qui transmettra nº 310)

---

## EXPLOITATION DE L'ENERGIE

Société spécialisée dans l'exploitation de chauffage à usage collectif, recherche pour Paris, proche banlieue Ouest

# adjoint au directeur

Ce cadre, **Ingénieur Thermicien,** diplômé (Arts et Métiers, ENSI ou équivalent) secondera le Directeur de la Société dans l'ensemble de ses tâches et sera chargé particulièrement de la négociation, de l'élaboration et du suivi des contrats de **maintenance.**

Une expérience réussie chez un installateur sera appréciée.

Ce poste, fortement évolutif, conviendrait à un jeune ingénieur ayant le sens des contacts et de la négociation, désireux de développer sa carrière dans le domaine de l'exploitation de l'énergie.

Adresser CV, photo et rémunération actuelle s/réf. 83133 à

**SODECI**
140, rue de la Croix Nivert
75015 PARIS

---

CREATION DE POSTE

AUSSEDAT - REY

*7 usines - 4000 personnes - 2,5 milliards de C.A.*

LEADER FRANCAIS DES PAPIERS IMPRESSION - ECRITURE

crée dans le cadre de son **DEVELOPPEMENT INTERNATIONAL** un poste de

# Chef de Marché Export

directement rattaché au Directeur de l'Exportation.

Il sera responsable de :
- l'accroissement de la pénétration dans les pays dont il aura la charge
- l'animation des agents en place
- la création de nouveaux réseaux
- l'analyse des marchés.

Une première expérience de l'exportation (notamment overseas) si possible dans les papiers Impression Ecriture, la maîtrise de l'anglais et de l'italien, le goût du challenge, sont des atouts indispensables pour réussir dans ce poste qui exige une grande mobilité.

Formation supérieure. Age 28 / 35 ans environ. Siège : proche banlieue Sud-Ouest (Velizy).

Cabinet Lecomte — *nous garantissons la qualité de collaboration offerte par nos clients.*

4, rue Amiral Courbet 75116 Paris s / réf. 79444

---

## NEGOCE PRODUITS CHIMIQUES
# ASSISTANT DE DIRECTION

Société de négoce international recherche pour renforcer ses structures, un JEUNE CADRE JURIDIQUE, ouvert aux problèmes de gestion, ayant acquis une première expérience réussie dans l'un ou plusieurs des domaines relevant de l'administration des Sociétés (Vie Juridique, Finances, Gestion...).

Il sera responsable du suivi administratif, juridique, comptable et financier d'une Entreprise disposant de plusieurs centres de profits et devra en conséquence aider la Direction Générale dans ses politiques et stratégies de développement.

Une réponse rapide et un examen confidentiel de votre dossier vous sont garantis par notre Conseil.

Merci de lui adresser CV, photo et prétentions sous réf. 1200 M

**Jean-Claude Maurice S.A.**
397 ter, rue de Vaugirard - 75015 PARIS

Organisation et Publicité

---

Nous sommes une Société française de première importance

Nous recherchons quelques

# PERSONNES DE CARACTÈRE

Capables, après un stage de formation, d'atteindre au bout de quelques mois un revenu mensuel de 6.000 à 8.000 F

Nous leur offrons :
– Une formation complète.
– Une activité prenante.
– Un plan de carrière précis.

Si vous pensez pouvoir faire « PEAU NEUVE »

Ecrire avec C.V. et photo Nº 3.352, Publicités Réunies, 112, bd Voltaire, 75011 PARIS.
La préférence sera donnée à candidat ayant fait :
– SOIT de bonnes études.
– SOIT la preuve de leur personnalité.

---

Bahlsen

recherche pour sa principale unité de production (biscuits & snacks), située dans la région de **COMPIEGNE,** le

# RESPONSABLE du service EMPAQUETAGE

Rattaché au Directeur de cette usine particulièrement moderne, il aura pour mission :
- de diriger avec une réelle autonomie les ateliers de conditionnement (6 lignes automatisées) ;
- d'animer avec l'appui de son encadrement une équipe de 130 personnes ;
- de collaborer à la conception des programmes d'investissement en liaison avec le service Travaux Neufs.

Pour réussir à ce poste, le candidat doit avoir une formation d'**INGENIEUR A & M** ou équivalent, le goût et une première expérience d'animation des hommes en milieu de production, la capacité de travailler en équipe.

Merci d'écrire, en joignant C.V. détaillé et en précisant rémunération actuelle sous réf. 419 M à Denis JOUSSET

**plein emploi**
10, rue du Mail - 75002 PARIS
Conseils en ressources humaines.



---

Importante Sté Banlieue Nord de Paris
recherche
pour son Et. de Gennevilliers (92)

# UN CHARGÉ d'EXPLOITATION INFORMATIQUE

25 ans minimum. Disposant d'une expérience d'au moins 3 ans dans un poste similaire. Il participera à l'élaboration du planning quotidien d'exploitation et sera chargé de son exécution.

Il devra assurer également :
- le contrôle de qualité des états édités.
- Les opérations de maintenance courante (sauvegarde, gestion des fichiers...).
- Toute mission liée à l'exploitation informatique.

Le candidat devra être méthodique, rigoureux et disposé de qualités marquées de contacts et d'ouverture d'esprit. Connaissances des matériels du type PDP 11 et IBM 38 souhaitées.

Libre de suite, il adressera CV + photo + prét. sous référence 5.068 à **PUBLICITÉ GAUTRON**
**29, rue Rodier 75009 PARIS,** qui transmettra.

---

## LABORATOIRE PHARMACEUTIQUE

Groupe International
recherche pour la REGION CENTRE

# INGENIEUR DES METHODES

Formation type ENSI + expérience de quelques années, dans les secteurs pharmaceutique, cosmétique ou alimentaire de préférence.

Il (elle) dépendra du Responsable de l'Organisation Industrielle.

Il (elle) devra faire preuve d'initiative et d'autonomie dans les domaines suivants :
- standards - productivité
- applications informatiques
- contrôle budgétaire.

Salaire : suivant expérience.

Envoyer C.V., photo, prétentions sous référence 79298 à CONTESSE PUBLICITE
20, Avenue de l'Opéra - 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

---

# CAMBISTE JUNIOR

Banque Internationale recherche un jeune cambiste possédant des connaissances de base dans le domaine des changes, afin de renforcer son équipe.

Connaissance de l'anglais exigée.
Libéré des obligations militaires.

Adresser votre candidature détaillée avec C.V., photo, prétentions et date de disponibilité sous référence 6820 à **PIERRE LICHAU S.A.,** BP 220, 75063 PARIS Cédex 02 qui transmettra.

---

MERIDIEN
LES HOTELS D'AIR FRANCE DANS LE MONDE

# Jeunes contrôleurs financiers (Hotel financial controllers)

**Formation DECS ou équiv. et/ou expér. professionnelle**

Affectation zones Europe et Afrique

Connaissances pays étrangers et hôtellerie appréciées.
Possibilités d'avenir intéressantes au sein d'une chaîne hôtelière internationale.
Contrat de travail, congés annuels, voyages payés, avantages sociaux, possibilités séjour famille...

Adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V. et photo d'identité) à

R. LORTAL
Directeur du Personnel
**HOTELS MERIDIEN**
13, square Max-Hymans
75741 PARIS CEDEX 15

MEDIA PA

---

Banque privée - Paris 8e
recherche
pour renforcer son équipe commerciale

## *EXPLOITANT classe II ou III*

BP complet - bonne connaissance risque PME

## *REDACTEUR classe II ou III*

expérimenté dans l'analyse des risques PME

## *SECRETAIRE COMMERCIALE*

qualités confirmées d'organisation et de relations téléphoniques.

Adresser, c.v., photo et rémunération actuelle (en précisant le poste qui vous intéresse) s/réf. 5277 à Axial Publicité, 27 rue Taitbout 75009 Paris, qui transmettra.

---

SOCIETE DE COMMISSAIRES AUX COMPTES
recherche



## *CHEFS DE MISSION*
## *AUDITEURS CONFIRMES*

Les candidats retenus:
- devront être diplômés de l'enseignement supérieur et pour les candidats expérimentés avoir acquis en cabinet la pratique de l'audit.
- interviendront auprès de sociétés appartenant à des secteurs d'activités variés.
- bénéficieront d'une formation diversifiée préparant aux diplômes d'expertise comptable.

Envoyer CV manuscrit et prétentions à COGERCO 72, rue Bellechasse 75007 Paris.

---

SOCIÉTÉ D'AMÉNAGEMENT VAL-D'OISE RATTACHÉ A RÉSEAU NATIONAL,
recherche

## SON ASSISTANT ADMINISTRATIF ET JURIDIQUE

position cadre, environ 30 ans, 110 à 140 MF/an, selon expérience, Sciences Po, Sciences Eco., complément aménagement souhaité.

Env. c.v. et prétent. s/n 8.905 *le Monde* Pub., serv. Annonces classées, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

# OFFRES D'EMPLOIS

**amdahl**

Le spécialiste des ordinateurs compatibles de grande puissance renforce son équipe technique et recherche pour la France :

## TECHNIC. / INGÉNIEURS DE MAINTENANCE

Ils ont une réelle expérience des gros systèmes et/ou des périphériques compatibles et seront, après formation, responsables du suivi du matériel chez nos clients.

**La langue anglaise sera un atout supplémentaire.**

Les postes sont à pourvoir à PARIS et en province, notamment à MULHOUSE et à LYON.

Prendre contact avec Bernard FOUREL.

Amdahl France,
251, boulevard Pereire, 75017 PARIS.
Téléphone : 574-98-62.

---

CABINET D'EXPERTISE COMPTABLE PARIS-9e

recherche

## COLLABORATEUR (TRICE) DÉBUTANT (E)

BTS ou DECS comptable souhaité.

## COLLABORATEUR (TRICE) CONFIRMÉ (E)

2 à 3 ans expérience.
Formation Supérieure.

Envoyer curriculum vitae et prétentions à :
C.E.R.C.,
69, rue de Provence, 75009 PARIS.

---

*VOUS ETES ATTIRE PAR L'INFORMATIQUE*
*FAITES UNE CARRIERE D'INFORMATICIEN AVEC NOUS*

Nous sommes une Société Parisienne de Conseils en Informatique et recherchons de JEUNES COLLABORATEURS ayant plusieurs années d'études supérieures, dégagés des obligations militaires et libres rapidement.

Il n'est pas nécessaire d'avoir des connaissances en informatique, les candidats engagés étant formés intégralement par la société.

Adresser lettre avec CV détaillé + photo s/réf. 79248 C à CONTESSE Publicité
20, av. Opéra 75040 PARIS Cedex 01, qui tr.



---

## AUDIT et COMMISSARIAT AUX COMPTES

**FRINAULT FIDUCIAIRE**
recherche

## CHEFS DE MISSION

HEC - ESSEC - ESC - IEP

- une pratique de 4 ans minimum dans un cabinet est une condition indispensable
- la connaissance de l'Anglais est appréciée, certaines missions se situant dans l'environnement du groupe international K.M.G.

Envoyez lettre de candidature manuscrite, C.V., photo et prétentions à Yves GALTIER
FRINAULT FIDUCIAIRE, 8, rue Bellini 75016 PARIS

---

EXPANSCIENCE - PHARMASCIENCE
filiale d'un groupe pharmaceutique important, recherche

pour son usine de produits chimiques de base, spécialisée dans une technologie exclusive, située à 60 km au Sud-Ouest de Paris et 40 mn de Montparnasse :

## *INGENIEUR CHIMISTE*

**intéressé par le génie chimique**

Ce cadre, ayant quelques années d'expérience dans des activités de même type aura la responsabilité de l'unité en liaison avec l'usine voisine utilisant sa production et avec les services généraux du groupe.

Il assurera l'ordonnancement, la production, l'entretien de ce département regroupant 18 personnes travaillant selon un processus de 3/8 semi-continu. *La rémunération est en relation avec l'expérience acquise.*

Faite parvenir votre CV avec photo et prétentions à **Expanscience - Pharmascience** Service du Personnel 51, rue St Denis 28230 EPERNON
Tél. (16) 37.83.43.63 poste 31

---

**Important Organisme de Prévoyance**
**PARIS, quartier MONCEAU**
cherche

## RESPONSABLE ADMINISTRATIF DE LA GESTION SOCIALE

**HF**

charge de la supervision et de l'organisation d'une equipe d'une vingtaine de personnes et responsable de la gestion de la prévoyance, de l'action sociale et de travaux divers dont les relations avec les organismes extérieurs.

Le poste suppose l'habitude de l'outil informatique et de reelles qualites d'organisation.

Des etudes de droit et une expérience de quelques annees dans des fonctions analogues au sein d'une grande entreprise seraient des atouts appreciés.

Poste stable. Salaire annuel envisagé 170.000 F.

Ecrire s/ref. 13423 M. a mentionner sur l'enveloppe à :
**l'Agence AFFLUENTS - 49, av. Trudaine 75009 PARIS**
qui transmettra

---

Société française de produits chimiques exerçant plus des 2/3 de son activité à travers de nombreuses filiales à l'étranger

recherche

## CONTROLEUR DE GESTION

**FORMATION :**
HEC, ESSEC, ESCP ou grande école d'ingénieurs, ayant 5 ans minimum d'expérience en informatique et souhaitant évoluer vers la gestion.

**ROLE :**
Il sera, dans un premier temps, responsable des budgets, du contrôle de gestion et de l'informatique.

Anglais et/ou allemand souhaité.

Larges possib. d'avenir par suite de l'expansion de la Sté.

Envoyer c.v., prétentions, s/réf. 3444, à PIERRE LICHAU S.A., B.P. 220, 75063 Paris Cedex 02 qui tr.

---

**DRESSER**
DRESSER FRANCE S.A. RUNGIS

recherche pour son Service de calculs et analyses de turbomachines

## JEUNE INGENIEUR

DEBUTANT
ou quelques années d'expérience.

Des connaissances en thermodynamie seront appréciées.

Bonne maitrise de l'anglais.

Envoyer lettre manuscrite + CV + prétentions à M. D. SAMSON, 5, rue d'Antony
Silic 192 - 94563 RUNGIS CEDEX

---

**Dans le cadre de son développement à l'exportation et vers de nouvelles activités**

**LA SIGNALISATION**
recherche

## 2 INGENIEURS-ELECTRONICIENS

pour s'intégrer :
- l'un au service cotation de la division exportation (Réf. 8326)
- l'autre au service études de la division formation et développement technique (Réf. 8327)

Adresser C.V. + photo sous la référence choisie à
**LA SIGNALISATION**
25, Impasse Lempernesse - 93000 BOBIGNY

---

**CABINET CONSEIL INTERNATIONAL**
**(Membre de Deloitte Haskins & Sells International)**
recherche pour PARIS (Etoile)

## RESPONSABLE DE SON DEPARTEMENT U.S. TAXES HF

Le candidat retenu, âgé d'environ 30 ans, aura une formation CPA (Certified Public Accountant) *ou MBA et une expérience impérative de plusieurs* années de pratique approfondie de la fiscalité américaine.

Adresser C.V., lettre d'accompagnement et photo sous réf. 1844 à **PIERRE LICHAU S.A.** - BP 220 - 75063 PARIS Cédex 02 qui transmettra.

---

Sté Expertise comptable et commissariat aux comptes recherche

## COLLABORATEURS

Confirmé. Envoyer C.V. et prét. SODIP, 60, rue Rendez-Vous, 12e. Réf. G.G.

---

COMPAGNIE D'ASSURANCES
rech. pour son service COMPTABILITÉ GÉNÉRALE

## UN CADRE COMPTABLE

Le candidat qui justifiera d'une formation supérieure (D.E.C.S.) prendra en charge dans un 1er temps des travaux d'audit et la gestion comptable de certaines filiales, l'acquis d'une première expérience profess. facilitera l'évolution ultérieure des fonctions.

Ecrire à l' EPARGNE DE FRANCE
SOUS RÉFÉRENCE S.C.G.I.O.
85, rue Jouffroy
75847 PARIS CEDEX 17.

---

SOCIÉTÉ FRANÇAISE D'ÉTUDES
(500 personnes, C.A. 250 MF)
recherche pour son siège à PARIS-MONTPARNASSE

## CHEF DES SERVICES COMPTABLES

Rattaché directement au Directeur. Administratif et Financier, il animera une équipe de 12 personnes et sera responsable de la comptabilité en francs et monnaies étrangères.

Titulaire d'un DECS ou équivalent et ayant une expérience minimum de 5 ans, de préférence dans une entreprise exportatrice à gestion informatisée, il saura appliquer le PCR et établira les comptes trimestriels et annuels.

Merci d'adresser c.v., photo et prétentions en précisant sur l'enveloppe la référence 2.823 à MÉDIA PA, 9, boulevard des Italiens, 75002 PARIS, qui transmettra.

---

Association recherche

ANIMATEUR SECTEUR JEUNE
Temps plein, dimlomé, sérieuses expériences d'animation

Env. candidature et C.V. à :
ASSOCIATION A.A.M. 9.
Rue Alfred-de-Vigny
78180 Voisins.

---

# Ingénieurs

**Grande Ecoles, débutants ou confirmés.**

*Vous avez une personnalité affirmée, vous êtes autonomes et vous êtes jeunes.*
Nous pouvons vous confier des projets importants en tant qu'ingénieurs conseil en organisation.
(intéressement aux résultats de l'entreprise).

Adressez CV, photo et date de disponibilité à
**Objectifs Conseil** - 160, rue de Bagnolet 75020 Paris

LEVI TOURNAY

---

SOCIETE D'EXPERTISE COMPTABLE
FIDUCIAIRE DE FRANCE
recherche pour PARIS et REGION PARISIENNE

## COLLABORATEUR

**POUR MISSION EXPERTISE COMPTABLE**

- Formation Supérieure (ESC Université).
- Niveau Certificat Supérieur.
- 4 à 5 ans d'expérience en Cabinet.

Adresser C.V manuscrit, photo, prétentions à
FIDEX PARIS - 18 Bis, rue de Villiers
92300 LEVALLOIS PERRET

AFFLUENTS

---

## D.O.O.

78, CHAMPS-ÉLYSÉES
cherche plusieurs

## INGÉNIEURS LOGICIEL

pour réalisations
TEMPS RÉEL INDUSTRIEL
langages évolués
MICROS ET MINIS
Rémunération convaincante
Tél. 359-17-86 pour r.-v.

---

Cabaret Narcisse New Moon pour sa nouvelle direction cherche danseur-use model, caractère et moderne + barmaide, vestiaire, et disquaire Se présenter à partir de 17 h. 9, Place Pigalle 75009 PARIS

---

ASSOCIATION CULTURELLE NATION.
*recherche*

## RESPONSABLE

pour secteur spectacle vivant.
Pour organisation et suivi de la production et de la diffusion.
Envoyer C.V. s/no 8910 *le Monde pub*, service annonces classées
5, rue des Italiens — 75009 Paris

---

## AFRIQUE DU SUD

offre des possibilités d'emploi aux

## INGÉNIEURS ET TECHNICIENS

(DIVERS)

Pour détails, écrire à M. l'Attaché (Migration) sous référence 88
59, quai d'Orsay
75007 PARIS.

---

Electronique professionnelle (banlieue Sud) filiale d'un groupe international leader recherche

## INGÉNIEURS TECHNICO-CIAUX

Itinérants et sédentaire
expérience 2 ans souhaitée

Pour INSTRUMENTATION :
capteurs, centrales d'acquisition et de traitement à microprocesseurs, *chaînes de mesure physique*

Pour COMPOSANTS
actifs, affichage, connectique

Adr. lettre manuscr., C.V., photo s/réf. 5.245 à Axial Publicité. 27, rue Taitbout, PARIS-9e, qui transm.

---

ENTREPRISE DU SECTEUR TERTIAIRE PARIS

recherche

## CADRE RESPONSABLE D'UNITÉ

Chargé, sous l'autorité du Responsable de Service, de GÉRER et D'ANIMER une petite équipe dont les méthodes de travail s'organisent autour d'un système informatisé de production.

Ce poste sédentaire est à pourvoir dans un premier temps à *Paris et éventuellement par* la suite en région parisienne.

**PROFIL SOUHAITÉ :**
- Diplômé de l'Enseignement supérieur (mathématiques ou économie de préférence);
- Réelles motivations pour l'encadrement et l'organisation du travail en équipe :
- Intérêt pour la Législation Sociale et l'informatique.

*Une première expérience professionnelle, même courte, serait un atout appréciable.*

Ecrire avec c.v. + photo + prétentions s/ no T 042.402 M
RÉGIE-PRESSE,
85 bis, rue Réaumur, Paris-2e.

---

STÉ D'EXPERTISE COMPTABLE ET DE COMMISSARIAT AUX COMPTES
recherche

## COLLABORATEURS

Formation supérieure
— Niveau DECS
— 1 à 3 ans d'expérience

Env. photo, C.V. et prétentions à S.C.S.P. 21, Rue des Favorites 75015 PARIS

---

Établissement scolaire
recherche

## RESPONSABLE INTERNAT GARÇONS

5 nuits par semaine
encadrement équipe
éducateur surveillant

Expérience et C.V. exigés
Ecrire sous le no 042466 M.
RÉGIE-PRESSE
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

---

STÉ PARISIENNE DE CONSEIL EN RAPPROCHEMENTS d'ENTREPRISES

désirant étoffer son équipe

recherche

## CADRE SUPÉRIEUR

ou ancien

## CHEF D'ENTREPRISE

ou membre de

## PROFESSION LIBÉRALE

Sa mission :

— Assister une clientèle d'industriels dans des opérations de restructuration d'entreprises.
— Développer la clientèle par des actions de recherche et des contacts de haute niveaux.

Ce poste conviendrait à un candidat de 35 ans minimum, de formation supérieure, ayant une connaissance sérieuse des problèmes industriels et financiers.

*Large participation au chiffre d'affaires réalisé.*

Adresser C.V., lettre manuscrite et photo sous réf. 45.990 à PROJETS PUBLICITÉ, 12, rue des Pyramides, 75001 PARIS qui transmettra.

---

Urgent Sté C.A. 8 M.F. recrute comptable unique pour Paris notions PCR exigées, 30 ans, minimum, niveau DECS, 5 ans expérience pour tenir comptabilité sur IBM 34, budget tableau de bord, situation, bilan, paye, déclarations diverses. Envoyer c.v. et prétent. CER 39, rue du Général-Foy, 8e, à l'attention M. Cochelin.

---

Ville de Mantes-la-Jolie 43 000 hab. recrute d'urgence RESPONSABLE DU SERVICE JEUNESSE ET SPORTS
Adresser candidature et c.v. à Monsieur le Maire.

---

IMPT ORGANISME IMMOBILIER
Région SUD DE PARIS
recherche

## UN (E) ATTACHÉ (E) DE DIRECTION

Pour :
— gestion et administration du 1 % logement.
— Relation avec les entreprises adhérentes, les sociétés maîtres d'ouvrage.
— Nombreuses tâches relatives à l'administration de l'organisme.
— Nombreux déplacements à prévoir.
— Niveau études supérieures souhaité (juridique et comptable).
— Goût pour les contacts humains.

Ecr. avec C.V. et prét. à no 79.793 Contesse Publicité, 20, av. Opéra, 75040 PARIS Cedex 01 qui transm.

---

## INFORMATICIEN POSTE 3 A C.N.R.S.

(niveau maîtrise, D.E.A., grandes écoles) développement logiciels traitement données et simulation numériques sur H.P. 1000, VAX/VMS, CYBER 760.

Adresser c.v. à :
Directeur adjoint
Institut Astrophysique,
98 bis, bd Arago, 75014 Paris.

---

LABO RECHERCHES UNIVERSITAIRE ORSAY
demande

## ÉLECTROMÉCANICIEN

pour exploiter et entretenir un ensemble de 22.000 KVA avec asservissements MT et BT
— Horaire décalé 3 x 8, y compris W.E.
BTS exigé

Écrire avec C.V.
SERVICE DU PERSONNEL
Accélérateurs Linéaires
Bât. 200 — 91405 ORSAY

---

LABO RECHERCHES UNIVERSITAIRE ORSAY
demande

## INGÉNIEUR-MÉCANICIEN

ENSAM ou équivalent
— Anglais parlé et écrit.
— Allemand souhaité.
Ce poste convient à un candidat débutant ou ayant quelques années d'expérience.
Lieu de travail ORSAY
Déplacements Europe fréquents.

Ecrire avec C.V. et prétentions M. DABIN
Accélérateurs linéaires
bât. 200, 91405 ORSAY.

---

*IMPORTANTE STÉ recrute*

## INGÉNIEURS ÉLECTRONICIENS

Grandes Ecoles, 2 à 5 ans d'expérience. Connaissance 68000 - 8080 - 8086
Hard et/ou Soft
*Projets temps réel assembleur*
Téléphonie - Télématique
SALAIRE 200.000/AN
*Ecr. ou tél.* INTER-COMPUTER, 61, av. de la République, 75011 PARIS.
TÉL. : 806-50-00.

---

CABINET D'EXPERTISE COMPTABLE PARIS
recherche

## ASSISTANTS CONFIRMÉS

2 à 4 ans d'expérience cabinet.
Anglais souhaité.
Adresser C.V. détaillé + photo et prét. s/réf. 8.472 à P. LICHAU, S.A., B.P. 220, 75063 PARIS Cedex 02 qui transmettra.

---

Importante société multinationale leader sur son marché, implantée dans 3 pays de la C.E.E. recherche pour sa

DIRECTION FINANCIÈRE EUROPÉENNE

## BUDGET ANALYST

Ayant le goût des contacts internationaux, actif et entreprenant, pour planification court et long termes, élaboration et suivi des dossiers de gestion, devra participer à la mise sur informatique de ces différents travaux.

Niveau universitaire :
— Ecole commerciale ;
— Maîtrise de gestion.

Expérience préalable dans un poste similaire souhaitée. très bon anglais nécessaire. Voyages éventuels. Envoyer C.V. et prétentions à no 3.298

Publicités Réunies
112, boulevard Voltaire,
75011 PARIS.

---

Société informatique industrielle
recherche
urgent pour contrat 6 mois à l'étranger

## INGÉNIEUR

MITRA/MMT2

## INGÉNIEURS LOGICIELS

PDP 11 - RSX

Env. lettre manus., C.V. à AUDILEX Ingénierie
M. DELORME
4, rue Frédéric-Mistral
PARIS 75015
ou tél. au 557-32-30.

---

Ville de JOUARS-PONTCHARTRAIN (78760), 4 000 h, C.E.S.etc., recherche pour son Foyer Rural (+ de 1 700 adhérents et 25 salariés) UN RESPONSABLE ADMINISTRATIF.

Il justifiera d'une formation spécifique (sciences économiques et droit) et d'une expérience professionnelle. Il sera préparé également à l'introduction d'une gestion informatisée.

Logement de fonction
Poste à pourvoir de suite
Candidatures avec C.V. à
Monsieur le Maire »

---

# secrétaires

La filiale Assurances Vie d'une grande banque française recherche pour son Directeur à PARIS une

## SECRÉTAIRE DE DIRECTION

titulaire d'un BTS de Secrétariat ou diplômée de l'enseignement supérieur (Droit) la candidate que nous souhaitons rencontrer possède une expérience de la fonction d'environ 5 ans. Elle doit pouvoir s'adapter à une société en expansion dont l'Informatique constitue un outil de travail privilégié.

Une expérience du secteur des Assurances serait appréciée.

Merci d'adresser C.V., photo et prétentions sous réf. 80.359 M/321 M à HAVAS CONTACT 1, place du Palais-Royal, 75001 PARIS, qui transmettra.

HAVAS CONTACT

---

IMPORTANTE SOCIETE INDUSTRIELLE
Quartier Bastille Gare de Lyon
recrute pour son Département Chimie :

## SECRETAIRE DE DIRECTION COMMERCIALE

**Mission :** secrétariat du Directeur, responsabilité de la coordination des secrétariats du département
**Formation :** BTS secrétariat ou équivalent
Anglais indispensable - Allemand ou espagnol souhaité
**Profil :** expérience de plusieurs années d'un secrétariat de direction.

## SECRETAIRE STENODACTYLO EXPORT

**Mission :** sténo et dactylographie du courrier des vendeurs, classement des documents commerciaux, organisation des voyages, contacts téléphoniques
**Formation :** BAC G 1 ou équivalent
Anglais de bon niveau indispensable - Allemand souhaité
**Profil :** quelques années d'expérience du secrétariat export
(Expérience gestion administrative des ventes s'abstenir).

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV et photo s/réf. 79841 à
Contesse Publicité 20, av. Opéra 75040 Paris Cedex 01 qui transmettra.

---

IMPORTANTE SOCIÉTÉ COMMERCIALE
PARIS
recherche

## SECRÉTAIRES DE DIRECTION COMMERCIALE ET GÉNÉRALE

- STÉNO et DACTYLO EXIGÉES.
- B.T.S. SOUHAITÉ.

Envoyer candidature et c.v.
à RÉGIE-PRESSE sous no T 042.441 M
85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris.

---

## MC CANN ERICKSON

## STÉNO-DACTYLO BILLINGUE

AU SECRÉTARIAT DIRECTION GÉNÉRALE

— Sténo française et anglaise indispensable
— Traductions courantes
— Frappe courrier, rapports
— Téléphone, télex

Libre de suite
Adresser CV, photo,

salaire Mc CANN ERICKSON
Réf. A.B.
Tour Maine Montparnasse
33, Avenue du Maine
75755 PARIS CEDEX 15

---

Impte société informatique
Mo PONT DE NEUILLY
recherche

## 2 SECRÉTAIRES

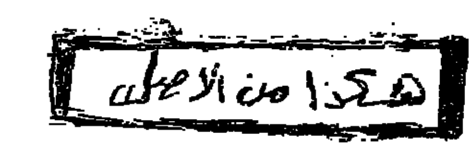
La première avec solides connaissances, la deuxième bilingue. Poste évolutif, nombreux avantages sociaux.
Ecr. à SESA, 30 quai de DION-BOUTON, 92806 PUTEAUX.
Préc. réf. sur enveloppe : 73 LM.

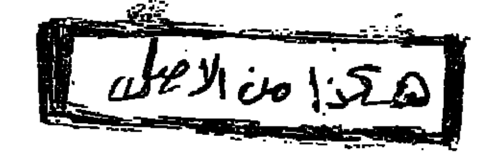
---

Association loi de 1901
secteur sanitaire et social
recherche urgent

## SECRÉTAIRE

NIVEAU BTS
plein temps.
Téléphone : 766-97-65











## OFFRES D'EMPLOIS

Sté électronique secteur instrumentation recherche

### TECHNICIENS H/F

Débutants ou confirmés. Niveau BTS. Dégagés OM. Anglais technique lu. Connaissances oscillo-multimètr. péri-informat. Places stables. Horaires libres. 38 h 50. 4 jours 1/2 Banlieue sud-ouest. Tél. pr RV. 656-07-11.

---

Recherche

### SPÉCIALISTES SINISTRÉS

R.C. Française – Anglais indispensable – Connaissance législation européenne. Ecrire sous le nº T 042364 M. RÉGIE-PRESSE 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

---

### C.N.R.S.

recherche pour traductions à domicile

### MÉDECINS

Traducteurs expérimentés. Ecrire C.N.R.S. Diffusion Traduction, 26, rue Boyer, 75971 PARIS CEDEX 20.

---

SOCIÉTÉ D'EXPERTISE COMPTABLE PARIS recherche :

### CHEF DE MISSION

Surveillance et révision. Expérience en cabinet confirmée exigée. Adresser c.v. et prétentions à Guy ELBAUM FIDUCIAIRE 115, rue Cardinet, Paris-17e.

---

Impte Société Informatique Mº PONT DE NEUILLY recherche

### TRADUCTEUR

Portugais, français

A Mi-temps. Contrat à durée déterminée de 6 mois. Salaire intéressant. Ecrire à SESA, 30, quai de DION-BOUTON, 92806 PUTEAUX. Préc. réf. sur enveloppe : 78 LM.

---

Dans le cadre du développement de ses marchés d'installations techniques en télécommunication à l'exportation

### LA SIGNALISATION

recherche

### UN COMPTABLE DE CHANTIER

POUR LE KOWEIT

Adresser C.V. + photo et prét. sous/référence 8325 à LA SIGNALISATION, Service du recrutement, 25, impasse Lempernesse, 93000 BOBIGNY.

---

Personne (H. ou F.) MÊME NON ACTIVE ayant relations monde des affaires. Une entreprise de nettoyage de bureaux et tous locaux vous propose une collaboration permettant de rentabiliser vos relations en nous apportant de nouveaux contrats. Écr. s/réf. 1841 à P. LICHAU S.A., B.P. 220 75083 Paris Cédex 02 qui tr.

---

Impte Société Informatique Mº PONT DE NEUILLY recherche

### DOCUMENTALISTE

Formation DUT équivalent expérience 1 à 2 ans. Anglais indispensable. Nombreux avantages sociaux. Ecr. à SESA, 30, quai de DION-BOUTON, 92806 PUTEAUX. Préc. réf. sur enveloppe : 77 LM.

---

ORGANISME SOCIAL PARIS recrute pour ses services comptables

### 2 JEUNES CADRES

Diplômés de l'enseignement supérieur (Sc. éco, ESC, DECS, IAE...)

Ces postes impliquent obligatoirement une maîtrise parfaite des techniques comptables et de bonnes connaissances en matière d'informatique.

Expérience 1 an souhaitée.

Ecrire sous le nº T 042.401 M RÉGIE-PRESSE 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

## représentation offres

### 150.000 F NET

Minimum sans plafond. GAINS ANNUELS offerts par fabricant français de montures métalliques à

### V.R.P. INTRODUITS

chez opticiens pour lancer nouvelle production. Ils présenteront un produit inédit breveté constituant 1 collection optique et solaire prestigieuse, qui après tests probants rivalise avantageusement avec les produits les plus en vue du marché.

En complément et pouvant être dissociée, une collection d'accessoires pour optique de 1er plan, qui peut être un plus non négligeable pour un V.R.P. « Nanti ».

Candidat compétent. Adressez-nous à BI-OPTIC, 36, rue Godot-de-Mauroy, 75009 PARIS. Discrétion assurée. Dossier.

## DEMANDES D'EMPLOIS

### EXPANSIONS ALLEMAGNE FÉD.

Homme 40, apportant :

- Une form. commerciale et bancaire.
- Une expér. dans la constr. et dans l'imm. sur le plan internat.
- Une connais. pluridiscipl., gestion de vente, direction de sociétés.
- Excellent négociateur. Espr. de synthèse, créat. et organisateur.
- Entièr. trilingue (allemand, français, anglais) et connaissances espagnoles.

Rech. représenter une maison de const., maison d'imm. ou établissement fin. de préfér. en Allemagne, direct. filiale. Ecr. s/nº 8 908, le Monde Pub., serv. ANNONCES CLASSÉES, 5, r. des Italiens, 75009 Paris

---

PARIS, PROVINCE

### POUR DIRIGEANTS D'ENTREPRISES

(jeune, dynamique, ambitieux, seulement)

**VOUS** êtes à la recherche d'un technicien supér. en gestion du Personnel, capable de tenir les tableaux de bord : effectifs, absentéisme, éléments salariaux, relation humaine, etc.

**C'est moi**

**VOUS et MOI** nous sommes faits pour travailler ensemble.

**Téléphone : (16-3) 037-61-14**

---

Anglais diplômé cherche emploi, de préférence professeur d'anglais, mais toute offre sérieuse sera prise en considération. Parle français de base. Maloney, Oldland Cottage, Keymer, Sussex, Angleterre.

### JURISTE

JF. 32 ans, maît. droit des affaires. Niveau DESS, juriste confirmée ds activité de conseil et élaboration de ts contrats en droit des affaires et immobilier dans cab. Conseil Juridique et Etude notaire – rech. : poste cadre juridique dans grde entreprise bque, éts financier. Ecrire sous le nº T 042 399 M RÉGIE-PRESSE 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

---

ASSISTANTE SOCIALE – dipl. d'Etat 1966, formation Sup. en travail social. – Recherche poste Paris et rég. parisienne. Etudie toutes propositions. Ecrire sous le nº T 042 405 M RÉGIE-PRESSE 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

---

Cadre, 33 ans, trilingue, chef de serv. promotion des ventes d'une société d'un groupe important – rech. p. adjoint de Direction. Marketing ou commercial, dispon. rapidement. Ecrire sous le nº T 042 297 M RÉGIE-PRESSE 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

---

Juriste fiscalité, H. 35 a. maîtrise droit, ancien inspect. impôts, 9 a. expér., cabinet de conseil renom., étudier. ttes propos. rég. Sud. Libre sous 3 mois – Ecr. nº 109 433, AGENCE HAVAS – BP : 1519. 45005 ORLEANS CEDEX.

---

J.H. 23 ans, Formation litt. (maîtrise et D.E.A. lettres mod.), recherche travail édition, presse, publicité. – Appeler aussi emploi librairie, service culturel ou de doc., Galeria, vente boutique. Motivation et compétence. JACQUES au 272-05-12.

---

FONCTIONNAIRE ANC. CADRE

### FRANCE D'OUTRE-MER

Retraité nov. 83, 57 ans, pleine forme, célibat., licence Droit, connaiss. probl. personnel, finances, comptab. fisc., ayant séjourné 28 ans Afr. noire et Pacifique. – Cherche emploi, même mod., Afrique noire ou Pacifique – ROCHE – 57, bd Soult 75012 PARIS – Tél. (1) 266-25-50 – poste : 305.

---

32 ans, D.E.A. Sc. Humaines, BTS Tourisme, exp. mil. assoc. et culturel, rep. photo, audiovisuel, nbx séj. étranger, ch. Empl. DYNAMIQUE et RESPONSABILITÉS. Etud. ttes vos propos. Paris, Province, Etranger. Ecrivez-moi : G. ROVILLE. 18, allée René. 93190 LIVRY-GARGAN – 332-53-61.

---

J.F. traductrice interprète diplômée E.S.I.T., 2 ans expér. prof. jurid., techn. commerciale aux USA. Cherche poste fixe. Téléphone : 341-35-81.

---

SECRÉTAIRE DIRECTION

Haut niveau, bil. anglais, not. all., exp. édition. Recherche collaboration ponctuelle – Paris exclusivement – 337-52-00.

### AGRÉGÉ PHYSIQUE

35 ans, fluent english, connais. allemand, exp. BASIC, LSE, FORTRAN. Très motivé par recherche et création. Etd. tts propositions – M. Hardy 33, rue A.-Dumas 75011 Paris ou : 367-28-90.

### RESPONSABLE ADMINISTRATIF ET FINANCIER

H. 34 ans, B.S.E.C. + 2 an. licence en droit, 10 ans d'exp. ds Sté de construction et chez architecte – bilan, déclaration fiscale et sociale, paie rédaction et gestion marchés publics et privés. – Rel. avec banque. Ecrire sous le nº 042 396 M. RÉGIE-PRESSE 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

---

### MÉDECIN GÉNÉRALISTE

36 ans, importante expér. de 10 ans. Anglais et Espagnol courants – recherche poste privé ou en entreprise. Ecr. Nº 79 777 Contesse 20, av. Opéra, 75040 Paris Cedex 01

---

JF bil. anglais, form. supérieure, ayant développé en 10 ans d'expérience analyse et synthèse, aisance dans rédaction – sens développé organisation et contacts ; recherche à part. début octobre, poste collaboratrice. Étudiera ttes propositions, même contrats temporaires. Ecr. s/nº 2 037 le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

---

JF. prof. français, lang. étran., dipl. exp., ch. p. France/Etr. Disp. 15-10-83 – F. Lomier 4, rue Château, 84360 Lauris.

---

JF. 25 ans, maîtrise Droit DESS 2 ans exp. Cabinet et ét. Fin., cherche emploi – 201-49-19.

### DIRECTEUR EXPORT

(10 a. exp. sur le terrain en relation avec plus de 30 pays du monde).

37 a., all., angl. courant, exp. création et dévelop. Sce Export, adm. ventes et gest. informatique. – Sur le terrain, animation des réseaux, création de filiales (U.S.A. GB - RFA - CH), Franchising et « corners ». Ch. : poste en rapport avec exp. Libre rapid. Faire offres ttes régions en tél. : 16 (20) 36-61-42 ou écr. : C. Perron, 329, rue Verte 59170 Croix.

---

H. 28 ans, MAIT., Sciences éco. – Exp. 3 ans, études infor. – cherche poste à caractère adminis. ou éco. Etudie toutes propositions. Ecr. s/nº 2 025 le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

---

J.H., 25 ans, E.S.S.C.A. univ. économ. Vienne – 1re exp. bil., all., angl. courant. Cher. : resp. export. – T. 40-83-00-64.

## DEMANDES D'EMPLOIS

URGENT

Jeune fille Mosellane, 22 ans, en chômage, étud. secondaires et d'esthétique – recherche : EMPLOI STABLE, LUCRATIF, Paris ou Côte d'Azur, dans centre esthétique soins – bronzage pour se reperfectionner. Etudie offres d'emploi divers et rémunération. TÉL. : (8) 771-21-75.

---

Jeune fille, 22 ans – DUT Génie civil, poursuivant études sup. au CNAM – cherche empl. stable de préférence travail dans laboratoires – bureaux d'études cabinets d'archit. Etudie ttes prop. angl/esp. Tél. : 585-62-58.

---

DEA de Science Economique cherche poste dans lycée privé. Tél. : 541-38-31.

---

DESSINATEUR PROJETEUR 1 ELECTRONIQUE cherche emploi à l'étranger. Ecrire sous le nº T 042 442 M RÉGIE-PRESSE 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

---

J.F. architecte 25 ans, ch. emploi. Etudie ttes propositions département indifférent. Ecrire sous le nº T 042 394 M RÉGIE-PRESSE 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

### J. BIOLOGISTE CELLULAIRE

(DEA) + lic. biologie anim., ch. pl. ds équipe de rech. biologie. Ecrire sous le nº T 042 400 M RÉGIE-PRESSE 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

---

CADRE, 42 ans, autodidacte, résidant à Marseille, mais très mobile, étudierais ttes propositions pour poste ou mission (technico-commerciale, gestion ou autres). Expérience : bâtiment, hôtellerie, loisirs, introduit au MAGHREB, en France et Suisse. Appeler le matin ou aux heures repas par le (91) 49-46-89.

---

J.F. COMPTABLE I – Dactylo 3 ans expérience dans service trésorerie clients – cherche place stable. – T. 437-37-54.

---

Jeune fille, 20 ans, B.E.P. Agent administratif, C.A.P. empl. de bur., rech. EMPLOI à Paris ou autre, étudie ttes propositions. Tél. (8) 778-33-41.

# L'immobilier

## appartements ventes

**1er arrdt**

LOUVRE A rénover Beaux appts 75, 90 et 112 m². Nombr. possibil. 272-40-19.

**3e arrdt**

### MARAIS BONDEVILLE

RÉCEPTION + 2 CHAMBRES LUXUEUSEMENT AMÉNAGÉ Très gde cuis. équipée. Park. EMBASSY – 562-16-40.

**5e arrdt**

### STUDIO TT CFT

Belle rénovation. 354-42-70.

RUE HAUTEFEUILLE Élégant pied-à-terre 80 m² 900.000. DORESSAY. 624-93-33.

### NEUF JARDIN DES PLANTES

1 et 3, RUE POLIVEAU CONSTRUCTION GD LUXE. Livraison immédiate 3, 4, 5 P. et DUPLEX. Vis. témoin ts les jrs, 14/19 h. sauf mercredi et dimanche.

**6e arrdt**

### GRANDE CHAUMIÈRE

Studio travaux. 354-95-10.

**7e arrdt**

PRÈS CHAMP-DE-MARS ÉLÉGANT DUPLEX 6 P, 220 m² Serv. DORESSAY. 624-93-33.

**11e arrdt**

RÉPUBLIQUE dans imm. pierre de taille. Beau 3/4 P., 70 m² sur rue et cour. A SAISIR. 530 000 F. SIMRA 355-08-40.

RÉPUBLIQUE dans imm. pierre de taille. Beau 3/4 P., 70 m² sur rue et cour. A SAISIR. 530 000 F. SIMRA 355-08-40.

**12e arrdt**

Mº LEDRU-ROLLIN, beau 2 P. de caract. refait neuf, poutr. apparentes, entrée, gde cuis. avec coin repas, w.-c., bains. Px 350 000 F. – 345-44-88.

FAIDHERBE, 60 m² à rénover dans bon immeuble ancien. 318 000. Cogéfim 347-57-07.

**14e arrdt**

### 3/4 PIÈCES MAIRIE

imm. récent, 6e étage, plein soleil, balcon, terrasse, cave, park., impeccable. 980 000 F. Téléphone : 545-34-28.

### BEAU 4 P. DUPLEX

Récent, gd stand., dern. ét., balc. sud, 3 park., très calme. 1 260 000 F - 542-40-90.

**15e arrdt**

### 5' Mº MOTTE-PICQUET

standing, beau 2 P., tt cft. soleil, 530 000 F. 577-74-38.

19, RUE NELATON. 92 m² Liv. + 2-3 chbres, loggia. Vis. les 4 et 8 de 14 à 17 h.

Mº BOUCICAUT 3 pièces, asc., charme, soleil. Jean FEUILLADE – 566-00-75.

**16e arrdt**

ALMA Président-Wilson 320 m², 8 P., imm. gd st. Bon pl. 633-29-17/577-38-38.

MUETTE petit living + 2 chambres duplex, tout confort, calme, 567-47-47 matin.

**17e arrdt**

### 45 BIS, AV. VILLIERS

Mº MALESHERBES DUPLEX AVEC MEZZANINE de 2, 4, 5 P. et STUDIOS LUXUEUSE REHABILITATION. Vis. lundi, mardi, 14 à 18 h.

**20e arrdt**

Mº ST-FARGEAU, gd stand. 4/5 P., 96 m², dble park. Sol. 850 000 F. - 387-95-97.

**92 Hauts-de-Seine**

COLOMBES près gare, stade, récent beau 3 P., tt cft, balcon. Px. 300 000 F. 387-28-56.

**94 Val-de-Marne**

### CRÉTEIL 200 m métro

studettes, studios, 2 pièces. A PARTIR DE 190.000 F. Location-vente possible PRÊTS CONVENTIONNÉS POSSIBLES. Habitables octobre 1983. Les ARCADES, angle avenue Général-de-Gaulle/rue Euler.

Tous les jours sauf mardi et mercredi. Tél. : 339-87-12 ou SINVIM : 500-72-00.

## terrains

### A VENDRE A ATHÈNES

Terrain à bâtir 308 m². Tél. ap. 18 h 30. 380-24-23.

**Province**

DANS

### SAINT-TROPEZ

Dans belle résidence pr. MER 1º) STUDIO cuis., sal. d'eau, w.-c., chauffage, jardinet, 300 000 F. 2º) Sé. + chbre, cuis., w.-c., salle d'eau. Prix 360 000 F. Location facile pour investisseur. Tél. (1) 225-46-82 et (94) 97-47-00.

### PAU

Part. à part. vend

### APPARTEMENT GD STANDING 102 m²

RÉSIDENTIEL. PX : 920.000 F

Tél. heures bureau : (16-59) 32-63-97.

## appartements achats

Recherche 1 à 3 pièces Paris préf. 5e, 6e, 7e, 14e, 15e, 16e, 4e, 12e avec ou sans travaux. PAIE COMPTANT chez notaire. 873-20-67 même le soir.

### ALAIN BIRN 755-85-30

recherche appts 120 à 250 m² FINANCEMENT NOTAIRE

Jean FEUILLADE, 54, avenue de la Motte-Picquet-15e. 566-00-75 rech. 15e, 7e arrdt appartements grandes surfaces et immeubles. Paiement comptant.

## locations non meublées offres

**Paris**

Les PARTICULIERS ont des LOGEMENTS A LOUER Nombreuses LOCATIONS garanties disponibles OFFICES DES LOCATAIRES 296-58-46.

**Région parisienne**

### EXCEPTIONNEL ST-GERMAIN-EN-LAYE

PLACE DU CHATEAU Dans imm. gd luxe, APPARTS de caractère 3 et 5 pièces. Bur. locat. S/place mercredi, vendredi 11 à 19 h. G.F.F.

## locations non meublées demandes

**Paris**

Pour cadres et personnel mutés. IMPORTANTE STÉ INFORMATIQUE MULTINATIONALE rech. DIRECT. aupr. pptaires des appts ttes categ. ou villas. 504-48-21, p. 24.

### EMBASSY-SERVICE

8, av. Messine, 75008 PARIS, rech. pour clientèle étrangère et diplomates, APPTS, HOTELS PART. et BUREAUX LOCATION ou ACHAT **562-78-99**

**Région parisienne**

Pour Stés européennes cherche villas, pavillons pour CADRES. Durée 3 et 6 ans. 283-57-02.

## locations meublées demandes

**Paris**

SERVICE AMBASSADE Pour cadres mutés Paris rech. du STUDIO au 5 P. LOYERS GARANTIS par Stés ou Ambassades. 285-11-08.

## pavillons

BAGNEUX limite Sceaux

### MAISON PIERRE

160 m² habit + 840 m² terr. tt cft, gar., terrasse. 1.700.000 F à débattre. Tél. : 542-40-90.

## propriétés

A vendre 25 km Alès mas cévenol Gobe, accès facile, eau électricité, 100 m² aménageables, nombr. dépendances, terrain 5 8 ha. Prix 30 U. Ecr. s/nº 8.906 le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

### 95 ENGHIEN (Près)

s/1.748 m², jard., 9 P. + dépend. + maison gardien. 526-88-33.

## maisons de campagne

10 km S. Mâcon vd maison 7 Pces, verger 2.500 m², cave, gar., gren. Terrasse 40 m². Chasse pêche. Px 70 u. à déb. Téléphone : (85) 38-52-95.

## bureaux

*Achats*

Particulier recherche achat bureaux 2 000 m² environ, centre, sud, sud-ouest parisien. Tél. au 224-46-80 poste 401.

*Ventes*

MAIRIE 17e, 6 burx luxueux + 2 P. en ss-sol + studio, prof. libér., Px int. 267-59-88.

### MÉTRO CADET

244 m² à usage commercial LIBRE DE TTE OCCUPATION EXCELLENTE RENTABILITÉ EMBASSY. 562-62-14.

### BUREAUX

VOUS CHERCHEZ 300 m² ET PLUS A LA VENTE OU A LA LOCATION

APPELEZ SARI **776-44-88.**

*Locations*

### Domiciliations : 8e-2e.

SECRÉTARIAT, TÉL., TÉLEX. loc. bureau, toutes démarches, pour constitution de sociétés.

**ACTE S.A. 359-77-55.**

VOTRE SIÈGE SOCIAL

### DOMICILIATIONS

S.A.R.L. - R.C. - R.M. Constitution de sociétés démarches et tous services. Permanence téléphonique **355-17-50.**

### DOMICILIATION 16e, CHAMPS-ÉLYSÉES

140 A 340 F PAR MOIS **CIDES – 723-82-10.**

### 8e COLISÉE-ÉLYSÉES

SIÈGES DE SOCIÉTÉS **DOMICILIATIONS** 250/350 F PAR MOIS **A.F.C. 359-20-20**

VOTRE SIÈGE A PARIS-17e à partir de 80 F, ts services. Constitution Sté. 763-47-14.

### EMBASSY-SERVICE

562-62-14 **RECH. 150 A 200 m²** Bureaux quartier affaires.

### 92 PUTEAUX

1.000 m² divisibles Tél. + pkgs + cloisons **SARI. 776-44-88**

### PONT DE NEUILLY

668 m² récents, cloisonnés Tél., pkgs, standing Vente ou location **SARI, 776-44-88**

### 16e RAFFET

1.000 m² indépendants **SARI 776-44-88**

### SÈVRES

5.000 m² divisibles Immeuble neuf vente ou location **SARI. 776-44-88.**

### NEUILLY-S/SEINE

Proche bd Bineau 800 m², grand standing restaurant. Tél. Pkgs **SARI. 776-44-88.**

**BUREAUX MEUBLÉS** à Paris-8e, 9e ou 15e **SIÈGES SOCIAUX ET DOMICILIATIONS** télex, secrétariat, tous services **CONSTITUTIONS STÉS** prix compétitifs délais rapides. **ASPAC 293.60.50+**

## locaux industriels

*Ventes*

### ENTREPOTS

VOUS CHERCHEZ 1.000 m² ET PLUS A LA VENTE OU A LA LOCATION

APPELEZ SARI **776-44-88**

### 95 ROISSY, PROCHE

Terrains viabilisés Entrepôts/activités A partir de 3.000 m² **SARI. 776-44-88.**

# INFORMATIONS « SERVICES »

## TROISIÈME AGE

### RÉGIME AGRICOLE

### Un an de rappel de pension pour certains anciens combattants

Une bonne surprise attend certains retraités de la Mutualité sociale agricole : les anciens combattants qui ont demandé à bénéficier, entre soixante et soixante-cinq ans d'une pension anticpée. En effet, la M.S.A. vient d'harmoniser « sa » date de cessation de fin des hostilités entre la France et l'Allemagne sur celle retenue par le régime général. On gagne ainsi un an. La M.S.A. estimait – compte tenu de la jurisprudence – que le 8 mai 1945, date de l'armistice, marquait la fin du conflit alors que le régime général prenait pour référence la date légale du 1er juin 1946. Donc, les salariés agricoles anciens combattants devaient attendre une année supplémentaire pour obtenir leur pension anticipée versée au taux plein de 50 %. Cette mesure jouait également pour les salariés ayant cotisé aux deux régimes. S'ils étaient « régime agricole » pendant la guerre, pour devenir ensuite « régime général », ils devaient eux aussi retarder d'un an leur cessation d'activité.

Le lièvre a, d'ailleurs, été levé par un assuré social qui relevait simultanément des deux régimes. Paradoxalement, il avait obtenu une pension anticipée de la part du régime général et se l'était vu refusée par le régime agricole, pour qui il manquait à ce futur retraité onze mois de *« services accomplis en temps de guerre »*. Aujourd'hui, tout est rentré dans l'ordre. Les pensions anticipées sont attribuées aux anciens combattants à compter du mois de juillet 1983, en tenant compte de la date du 1er juin 1946.

Quant aux pensions déjà accordées, elles peuvent être entièrement recalculées, s'il s'avère que les retraités ont bien été *« frustrés » d'une année*. La M.S.A. verse alors un rappel correspondant au « temps perdu ». Mais, en l'occurrence, elle applique les règles de la « prescription *quinquennale » prévue* par le code civil. C'est-à-dire que seuls les dossiers de pensions réglées au cours des cinq années précédant le 1er juillet 1983 – soit au-delà *du 1er juillet 1978* – pourront être réexaminés. Mais la M.S.A. ne procédera pas systématiquement à ce réexamen. Il faut donc que les retraités qui se considéreraient concernés par cette décision demandent la révision de leur pension en s'adressant à la caisse de Mutualité sociale agricole de leur département de résidence.

**CHRISTIANE GROLIER.**

## PUBLICATIONS

**NOUVELLES RIVE GAUCHE.** – Le Guide 1984 des cinquième et sixième arrondissements de Paris vient de paraître. Il donne des renseignements sur plus de 350 associations ou organismes locaux : mairies, universités, théâtres, aides diverses, clubs, loisirs, sports. En vente chez les libraires-dépositaires de journaux ainsi qu'au siège du mensuel, 8, rue des Canettes, 75006 Paris. Tél. : 326-75-42. Prix : 15 F

**loterie nationale** – LISTE OFFICIELLE DES SOMMES A PAYER, TOUS CUMULS COMPRIS, AUX BILLETS ENTIERS

### PRIX DE L'ARC DE TRIOMPHE

TIRAGE N° 63 DU 1er OCTOBRE 1983

CLASSEMENT DES SERIES D'APRES LES RÉSULTATS DE LA COURSE :

Classe première : la série 1 (All Along)
Classe deuxième : la série 5 (Sun Princess)
Classe troisième : la série 3 (Luth Enchantée)

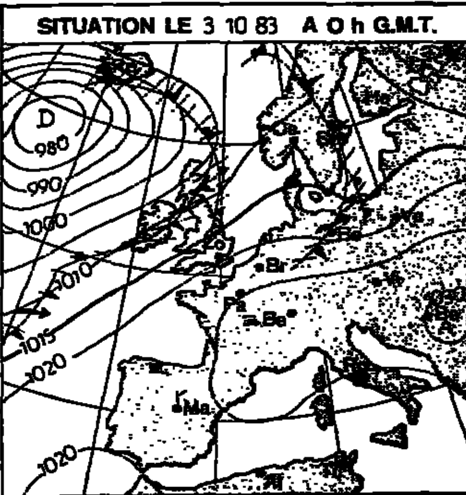
| TERMINAISON | FINALES ET NUMEROS | SERIE 1 | SERIE 5 | SERIE 3 | AUTRES SERIES |
|---|---|---|---|---|---|
| 1 | 1 | F. 250 (1) | F. néant | F. néant | F. néant |
| | 11 | 2 000 | 1 000 | 500 | 250 |
| | 9 381 | 20 000 | 10 000 | 4 000 | 2 000 |
| | 15 281 | 200 000 | 100 000 | 70 000 | 20 000 |
| 2 | 2 | 250 (1) | néant | néant | néant |
| | 72 | 2 000 | 1 000 | 500 | 250 |
| | 1 412 | 20 000 | 10 000 | 4 000 | 2 000 |
| | 8 182 | 20 000 | 10 000 | 4 000 | 2 000 |
| | 9 242 | 20 000 | 10 000 | 4 000 | 2 000 |
| | 08 072 | 762 000 | 251 000 | 100 500 | 40 250 |
| 3 | 3 | 250 (1) | néant | néant | néant |
| | 103 | 10 000 | 4 000 | 2 000 | 1 000 |
| | 5 303 | 20 000 | 10 000 | 4 000 | 2 000 |
| | 05 983 | 5 000 000 | 750 000 | 250 000 | 70 000 |
| 4 | 4 | 250 (1) | néant | néant | néant |
| | 274 | 10 000 | 4 000 | 2 000 | 1 000 |
| | 884 | 10 000 | 4 000 | 2 000 | 1 000 |
| 5 | 5 | 250 (1) | néant | néant | néant |
| | 65 | 4 000 | 2 000 | 1 000 | 400 |
| 6 | 6 | 250 (1) | néant | néant | néant |
| 7 | 7 | 250 (1) | néant | néant | néant |
| | 17 | 2 000 | 1 000 | 500 | 250 |
| | 97 | 2 000 | 1 000 | 500 | 250 |
| | 3 457 | 20 000 | 10 000 | 4 000 | 2 000 |
| | 8 357 | 20 000 | 10 000 | 4 000 | 2 000 |
| 8 | 8 | 250 (1) | néant | néant | néant |
| | 68 | 2 000 | 1 000 | 500 | 250 |
| 9 | 9 | 250 (1) | néant | néant | néant |
| | 389 | 10 000 | 4 000 | 2 000 | 1 000 |
| | 1 349 | 20 000 | 10 000 | 4 000 | 2 000 |
| | 3 739 | 20 000 | 10 000 | 4 000 | 2 000 |
| | 4 089 | 20 000 | 10 000 | 4 000 | 2 000 |
| | 6 869 | 20 000 | 10 000 | 4 000 | 2 000 |
| 0 | 0 | 250 (1) | néant | néant | néant |
| | 2 400 | 20 000 | 10 000 | 4 000 | 2 000 |
| | 6 380 | 20 000 | 10 000 | 4 000 | 2 000 |

(1) Les lots de 250 F sont attribués aux billets de la série 1 qui ne bénéficient d'aucun autre lot.

PROCHAIN TIRAGE LE 5 OCTOBRE 1983 – L'AUTOMOBILE à THIONVILLE (Moselle)

## MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 3 10 83 A 0 h G.M.T.



PRÉVISIONS POUR LE 4.10.83 DÉBUT DE MATINÉE

**Evolution probable du temps en France entre le lundi 3 octobre à 0 heure et le mardi 4 octobre à minuit.**

Les hautes pressions qui recouvrent la France ont tendance à s'affaiblir dans leur partie nord, ce qui permettra à la zone nuageuse et pluvieuse du proche océan de pénétrer sur nos régions du Nord-Ouest.

*Mardi : début de matinée légèrement* brumeux surtout dans l'intérieur, températures supérieures aux normales saisonnières, 12 à 15 degrés sur l'ensemble du pays. Il fera beau le reste de la matinée sur la plus grande partie de la France, seule la Bretagne et la Vendée commenceront à être touchées par les nuages et les pluies intermittentes. Au cours de l'après-midi, persistance du beau temps ensoleillé et chaud sur la moitié sud-est, *il fera 25 à 29 degrés*. Sur la moitié nord-ouest, le ciel se couvrira progressivement et, sur une bande allant de la Normandie et du Bassin parisien aux Charentes, il y aura des menaces d'ondées. A la pointe de la Bretagne, légère amélioration en soirée. Les températures seront comprises entre 20 et 23 degrés.

En toutes régions, vents de sud-ouest modérés.

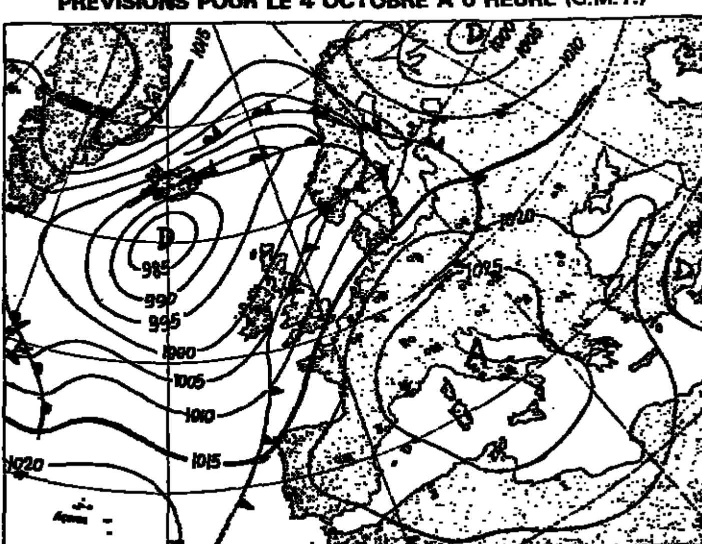
La pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était à Paris, le 3 octobre 1983 à 7 heures, de 1 024,2 millibars, soit 768,2 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 2 octobre ; le second le minimum de la nuit du 2 octobre au 3 octobre) : Ajaccio, 23 et 13 degrés ; Biarritz, 26 et 15 ; Bordeaux, 25 et 14 ; Bourges, 26 et 12 ; Brest, 18 et 16 ; Caen, 21 et 13 ; Cherbourg, 18 et 16 ; Clermont-Ferrand, 24 et 11 ; Dijon, 21 et 11 ; Grenoble, 25 et 10 ; Lille, 21 et 16 ; Lyon, 22 et 13 ; Marseille-Marignane, 27 et 14 ; Nancy, 22 et 15 ; Nantes, 22 et 15 ; Nice-Côte d'Azur, 25 *et 16* ; Paris-Le Bourget, 20 et 15 ; Pau, 27 et 13 ; Perpignan, 27 et 14 ; Rennes, 23 et 13 ; Strasbourg, 22 et 13 ; Tours, 20 et 13 ; Toulouse, 25 et 11 ; Pointe-à-Pitre, 31 et 25.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 30 et 14 degrés ; Amsterdam, 18 et 14 ; Athènes, 24 et 13 ; Berlin, 14 et 12 ; Bonn, 18 et 13 ; Bruxelles, 21 et 16 ; Le Caire, 29 et 9 ; îles Canaries, 27 et 21 ; Copenhague, 12 et 11 ; Dakar, 32 et 27 ; Djerba, 28 et 22 ; Genève, 22 et 9 ; Jérusalem, 23 et 16 ; Lisbonne, 33 et 18 ; Londres, 19 et 15 ; Luxembourg, 18 et 15 ; Madrid, 28 et 12 ; Moscou, 6 et 0 ; Nairobi, 28 et 15 ; New-York, 24 et 18 ; Palma-de-Majorque, 30 et 12 ; Rome, 26 et 14 ; Stockholm, 10 et 5 ; Tozeur, 31 et 26 ; Tunis, 24 et 17.

*(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)*

PRÉVISIONS POUR LE 4 OCTOBRE A 0 HEURE (G.M.T.)



## EN BREF

### LOISIRS

***SON ET LUMIÈRE POUR LE* CADRE NOIR.** – Le gala du Cadre noir aura lieu à Paris les 5, 6 et 7 octobre au Champ-de-Mars, face à l'École militaire. Ce spectacle présentera le Cadre noir avec ses reprises et ses évolutions traditionnelles en intégrant cette année deux éléments artistiques rarement associés jusqu'ici à la pratique équestre : l'art de l'expression corporelle et l'audiovisuel.

Travail préparé par Jacques Garnier, *responsable artistique du* Groupe de recherche chorégraphique de l'Opéra de Paris, et mimodrames réalisés avec le concours du mime Marcel Marceau.

### SANTÉ

**SEMAINE DU CŒUR.** – A l'occasion de la Semaine du cœur, du 3 *au 9 octobre* 1983, *la fédération* de cardiologie sera présente dans le métro, à la station Miromesnil, à Paris, tous les jours de 11 heures à 19 heures. Une exposition *sur le thème de la prévention* des maladies cardiovasculaires proposera au public des maquettes animées (cœur signal et pompe cardiaque) qui permettent de visualiser le fonctionnement de la machine cardiovasculaire et deux pupitres sur lesquels les voyageurs pourront calculer leurs risques d'avoir un infarctus et vérifier leurs connaissances en matière d'alimentation et d'hypertension artérielle.

### TRANSPORTS

**PARIS-GENÈVE.** – A partir du 1er octobre, Air France et Swissair offrent à leurs passagers la possibilité d'acquérir une carte d'abonnement pour les voyages aller-retour de la ligne Paris-Genève. Cette carte, valable un an, coûte 4 000 F et donne droit à 30 % de réduction sur le plein tarif des classes « Affaires » et « Economique ». Elle est amortie dès le septième voyage aller-retour en *classe « Affaires » et dès le* sixième en classe « Economique ». *Le conjoint* et les enfants de moins de vingt et un ans voyageant avec le titulaire de la carte bénéficieront de la même réduction.

## JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au *Journal officiel* du dimanche 2 octobre :

*DES DÉCRETS*

● Fixant les conditions d'application des articles 5 à 7 de la loi du 8 juillet 1983 portant diverses dispositions relatives à la fiscalité des entreprises et à l'épargne industrielle.

● Portant publication de la convention internationale de 1973 pour la *prévention* de la pollution par les navires (ensemble deux protocoles et une annexe), faite à Londres le 2 novembre 1973, telle que modifiée par le protocole de 1978 *relatif à ladite convention* (ensemble une annexe), fait à Londres le 17 février 1979.

DES DÉCISIONS

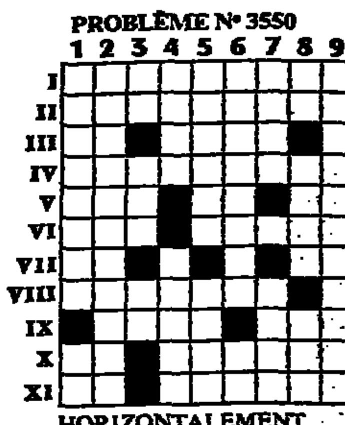
● Relatives aux conditions de production, de programmation et de diffusion des émissions relatives à la campagne électorale en vue de l'élection des représentants des *assurés sociaux aux conseils d'administration* des organismes de Sécurité sociale et de l'élection des représentants élus des travailleurs indépendants aux conseils d'administration des caisses d'allocations familiales.

UNE CIRCULAIRE

● Relative aux opérations prépa*ratoires et aux modalités de déroule*ment de la consultation du 19 octobre 1983 pour l'élection des membres des conseils d'administration des organismes du régime général de Sécurité sociale.

## MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3550



HORIZONTALEMENT

I. Mouvement qui vise à ménager l'énergie. – II. Fait perdre la forme en même temps que les formes. – *III. Tradition japonaise.* Agit donc avec une certaine turbulence. – IV. C'est une question de circonstance. – V. « Cours » qu'il est conseillé de suivre pour arriver. Démonstratif. *Lettres qui ne passent* pas par le facteur. – VI. Personnel. Certains en font des pâtés, d'autres de belles tartines. – VII. Possessif. Signes caractéristiques d'une bonne radio. – *VIII.* Sont donc vidés mais prêts à servir. – IX. Traversée par la Saale ou traverse la Seine. Premier en division. – X. Note. Col souvent ouvert en période de chaleur. – XI. Préposition. Fait partie des choses que l'on dit ou que l'on sent.

VERTICALEMENT

*1.* Société à *responsabilité limitée*. Elément de Zanzibar. – 2. Introduction d'éléments indésirables. – 3. Réaction de « microbe ». Démonstratif. Morceau de verre. – 4. Adepte du ralenti. Sa monnaie ne paie pas de mine. – 5. Règle de trois. On lui reconnaît un beau brin de plume. – 6. Embrassement ou embrasement. Otés de la bouche. – 7. Opposé à tout. Que l'on peut sentir passer. – 8. Fut contrainte à un échange de robe. Elément d'une branche à bois. Ne manque pas de jus. – 9. Ravissements pour certaines, afflictions pour d'autres.

**Solution du problème n° 3549**

*Horizontalement*

I. Saillie. Lamelle. – II. Orgue. Une. Poil. – *III.* Nin. Tchin-tchin ! – *IV.* Nain. Etire. – V. Enfumas. Etamine. – VI. Teutates. Inédit. – VII. Griottes. Rêve. – VIII. Eteignoir. Ré. En. – IX. Tr. NB. Pô. Bât. – X. Gésier. Isabelle. – XI. Impolitesse. – XII. Paner. CD. – XIII. Ils. Tépidarium. – XIV. Rime. Rô. Garçon. – XV. Anesthésie. Este.

*Verticalement*

1. Sonnette. GI. Ira. – 2. Ariane. Tremplin. – 3. Ignifugé. Spasme. – 4. Lu. Nutrition. Es. – 5. Let. Maigrelet. – 6. Chaton. Rire. – 7. Euh ! Séton. Pré. – 8. Ni. Stibié. Ios. – 9. Lente. Er. SS. – 10. Titis. Passage. – *11.* Cran. Robe. Ra. – 12. Ephémère. Cire. – 13. Loi. Ide. Bl. Ducs. – 14. Lin. Nivéale. Mot. – 15. El. Rétenteur. Né.

***GUY BROUTY.***

## PARIS EN VISITES

**MERCREDI 5 OCTOBRE**

« Les chefs-d'œuvre », 10 h 30 et 15 heures, musée du Louvre.

« Hôtel de Sully », 15 heures, 62, rue Saint-Antoine, Mlle Zujovic.

« La montagne Saint-Geneviève », 15 heures, place Paul-Painlevé, Mme Pennec (Caisse nationale des monuments historiques).

« Hôtel de Lauzun », 15 heures, 17, quai d'Anjou (Approche de l'art).

« Cimetière de Charonne », 14 h 30, métro Philippe-Auguste (Arts et curiosités de Paris).

« Saint-Germain-des-Prés », 14 h 30, place Saint-Germain-des-Prés (Arts et promenades).

« Atelier d'un tourneur d'étain », 15 heures, métro Arts-et-Métiers (Connaissance d'ici et d'ailleurs).

« Le Marais », 20 h 30, métro Pont-Marie (Les Flâneries).

« L'Opéra », 12 h 30, grand escalier, Mme Hager.

« La Place Dauphine », 14 h 30, métro Pont-Neuf (Paris autrefois).

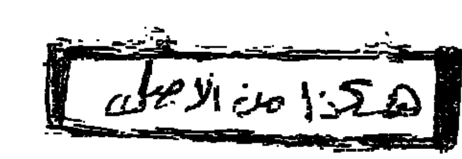
« Murillon dans les musées français », 15 heures, musée du Louvre (Paris et son histoire).

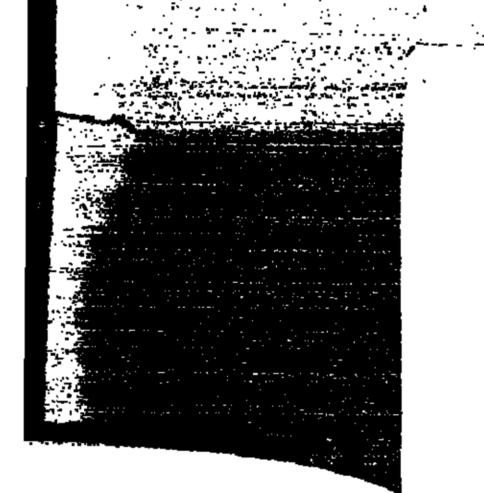
« Le Marais », 14 h 30, métro Saint-Paul (Résurrection du passé).

« Les catacombes », 14 h 30, 2 bis, place Denfert-Rochereau (Tourisme culturel).













MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3550

PARIS EN VISITES

### DEUX SEMAINES APRÈS SON ANNONCE OFFICIELLE

# L'accord conclu entre la C.G.E. et Thomson suscite encore de nombreux remous

Y aura-t-il une « affaire » C.G.E.-Thomson, comme il y eut, en son temps, une affaire Bull ? Deux semaines après l'annonce officielle du projet d'accord entre les deux groupes nationalisés, les remous provoqués par cette opération, qui bouleverse le paysage de l'industrie électronique française – en concentrant notamment les activités « communication » et téléphone sous la houlette de la C.G.E., – ne sont pas calmés. En forçant les feux, en obligeant les pouvoirs publics à se prononcer « à chaud », en évitant l'ouverture d'un véritable débat préalable au sein des instances concernées (gouvernement, conseils d'administration), on plaçait ainsi – vieille tactique – tout le monde devant le fait accompli. On misait, outre une habile présentation du dossier, sur la lassitude des personnels intéressés, la gêne de certains syndicalistes et hommes de gauche à critiquer le pouvoir, la solidarité gouvernementale, la sourde menace d'une « chasse aux sorcières » contre ceux qui s'opposeraient à l'opération au sein de l'administration, afin que la grogne et la rogne s'estompent rapidement.

Or les esprits ne sont toujours pas apaisés. Si personne ne conteste la nécessité de certaines rectifications de frontières entre groupes nationalisés, beaucoup s'étonnent et critiquent les principes mêmes d'une opération qui revient, comme l'explique cet ancien responsable de l'industrie téléphonique, à *« mettre tous les œufs dans le même panier dans un domaine – la communication – où les frontières, les évolutions technologiques, sont suffisamment floues pour que l'on ne fige pas les choses. » « La coopération entre les groupes, oui*, a continué notre interlocuteur. *La concentration dans une seule main, celle de la C.G.E., non. Surtout quand la culture de ce groupe ne l'incite guère à innover, à prendre des risques, à exporter. N'oubliez pas que le central téléphonique E 10 est d'abord sorti des laboratoires du CNET et qu'il a fallu se battre pour que les dirigeants de la C.G.E. ne l'abandonnent pas au profit d'un central moins évolué et étranger. »*

A l'intérieur des P.T.T., la contestation est peut-être encore plus vive chez les petits cadres attachés à la notion de l'*« intérêt du service public »*. *« Je ne tiens pas à être au service de la C.G.E. »*, nous confiait l'un d'eux. Le fait qu'il s'agisse d'un groupe nationalisé ne changeant rien, selon lui, à l'affaire.

Autre détail qui choque les milieux industriels et financiers : le fait que la C.G.E. prenne *de facto* le contrôle de l'ensemble avec 12 % seulement du capital et sans bourse délier. *« Si la C.G.E. croit au bien-fondé de cette opération, elle doit le montrer sur le terrain, en prenant tout de suite une responsabilité claire, totale et financière. Elle doit prendre des risques d'industriel et ne pas donner l'impression qu'elle doute elle-même du succès en multipliant les clauses de sortie, les échappatoires. »*

Au-delà des oppositions de fond, il est certain que les conditions dans lesquelles l'opération a été préparée et annoncée en ont indigné plus d'un. A commencer par des ministres directement intéressés, qui ont découvert dans la presse les détails d'un protocole d'intention entre les deux groupes qui ne leur avait pas été communiqué. Quant aux conseils d'administration, ils ont pu avoir le sentiment d'être considérés comme *« quantité négligeable »*.

Aucun administrateur n'a eu connaissance du protocole. Ce qui a amené le conseil d'administration de la C.G.E. du 22 septembre à voter la création d'une commission qui *« devra avoir accès à tous les éléments du dossier »*. Chez Thomson-Brandt, le conseil du 20 septembre n'a fait qu'évoquer le sujet. Quant au conseil de Thomson-C.S.F. du 21 septembre, s'il a débattu – sans vote – des termes généraux de l'opération, il n'a pas eu connaissance du protocole.

Si la discrétion est de rigueur dans le domaine industriel, invoquer le secret des affaires à l'égard de responsables gouvernementaux, d'administrateurs, des partenaires sociaux, pose, dans le cas présent, problème. Car il ne s'agit pas d'une banale opération.

D'abord parce que l'Etat est directement intéressé et mis à contribution comme actionnaire, client et pourvoyeur de marchés d'études. Mais aussi comme arbitre. Depuis les nationalisations, l'Etat contrôle 50 % de l'industrie électronique française. C'est dire qu'il est, en fait, l'héritier, au nom de la collectivité, de la responsabilité de l'ensemble de la filière électronique. Comme tel, il est donc de son devoir de veiller au développement de toutes les entreprises du secteur, de quelque taille qu'elles soient. Or aucune consultation sérieuse n'a été faite sur les conséquences (impact sur la recherchee, le tissu industriel, les objectifs du Plan) d'une opération qui, par son ampleur, risque fort de déstabiliser l'ensemble du secteur. Certes, on a demandé à la C.G.E. de prendre langue avec Bull, voire Matra. Mais l'État n'aurait-il pas dû consulter, les autres industriels, s'entourer de l'avis d'experts *d'horizons divers, avant de donner* son « feu vert ».

Ensuite, parce que, au-delà des maisons mères nationalisées, l'opéra*tion touchant à des sociétés cotées* en Bourse (Thomson-C.S.F. et CIT-Alcatel) a des implications juridiques et boursières évidentes (1). *Comment imaginer par exemple que* les cessions d'actifs ou échanges d'actions prévus ne fassent pas l'objet d'évaluations rigoureuses (notamment pour CIT-Alcatel) de la part de cabinets d'audits internationalement reconnus. En leur absence, *ne risque-t-on pas de voir* des petits actionnaires remettre en cause l'opération ?

Enfin, parce que ce projet d'accord touche des groupes nationalisés et constitue le test en vraie grandeur de cette démocratisation industrielle qui figurait en bonne place *dans le programme* de la gauche. Les nationalisations ne devaient-elles pas servir de vitrine pour une *« plus grande participation des travailleurs aux décisions »*. *« Beau début »*, commente, désabusé, un syndicaliste.

Officiellement, *« la concertation sur le projet d'accord est en cours »*. Pourtant, dans l'esprit des dirigeants des deux entreprises, il s'agit plus d'une dicussion avec les intéressés *sur les conditions* d'application de l'opération, notamment en matière d'emploi, que d'ouvrir un débat sur des modifications du schéma initial.

Il y a là plus qu'une nuance. Les partenaires sociaux – eux – ont pris au pied de la lettre la missive de M. Fabius aux deux P.-D.G. *« Pour nous, il ne s'agit que d'un projet. Nous ne sommes pas hostiles* a priori *à des rectifications de frontières dans l'industrie électronique, mais nous ne pouvons pas nous prononcer sur le fond de cette affaire, puisque nous n'en connaissons pas – officiellement – les détails. Ce que nous voulons, c'est être associés maintenant à l'élaboration des montages, examiner tous les problèmes cas par cas. »* Bref, pour eux, *« rien n'est fait »*.

Est-ce bien sûr ? Seule l'issue des concertations en cours avec les partenaires sociaux, les administrations et les autres groupes industriels concernés, notamment Bull, montrera si la lettre de M. Fabius et les « conditions » du feu vert des pouvoirs publics étaient autre chose qu'un habillage de l'opération.

J.-M. QUATREPOINT.

(1) Les transactions boursières sur Thomson-C.S.F. ont notablement augmenté dans les semaines et surtout les jours qui ont précédé la publication des premiers articles sur le sujet. Une « animation » qui n'a pas été sans rappeler celle enregistrée sur les actions Machines Bull avant que ne soient connues les conditions de leur rachat par l'Etat.

## Quand MM. Gomez et Pebereau dialoguent avec des syndicats

MM. Alain Gomez et Georges Pebereau, les P.-D.G des deux grands groupes nationalisés Thomson et C.G.E., se rendent, ce 3 octobre, au siège de la fédération de la métallurgie C.G.T. (F.S.T.M.) pour participer à une réunion de travail avec les responsables cégétistes et leur secrétaire général, M. André Sainjeon. Cette réunion, affirme la F.S.T.M.-C.G.T. dans un communiqué *« est l'ouverture d'un débat utile et indispensable qui doit se poursuivre dans toutes les entreprises de ces deux groupes nationalisés »*.

Exceptionnelle et inédite, cette démarche des deux P.-D.G. a déjà commencé le vendredi 30 septembre avec une semblable rencontre, au siège de la fédération métallurgie C.F.D.T. (F.G.M.) à laquelle participaient, outre les responsables de la fédération et son secrétaire général, M. Georges Granger, vingt-cinq militants C.F.D.T. des deux groupes.

Pendant deux heures et demie les syndicalistes ont abordé avec MM. Gomez et Pebereau tous les problèmes liés au récent accord intervenu entre Thomson et la C.G.E. entraînant des transferts d'activités. La discussion, selon la F.G.M.-C.F.D.T., a « renforcé » ses inquiétudes quant aux conséquences sur l'emploi.

Les deux P.-D.G. auraient accueilli favorablement la demande de la C.F.D.T. de mettre en place des lieux de concertation, en plus des structures légales existantes, pour répondre à la *« situation exceptionnelle »*. MM. Gomez et Pebereau ont accepté de désigner un interlocuteur commun aux deux groupes, chargé de poursuivre les consultations, et ils ont assuré que les amendements et les suggestions syndicales seraient examinés *« avec une grande ouverture d'esprit »*.

● **Incendie à La Chapelle-Darblay.** – Deux incendies se sont déclarés à l'usine de Saint-Etienne-du-Rouvray, des papeteries de La Chapelle-Darblay, dimanche 2 octobre dans l'après-midi. Le feu, qui a pris sur la machine 4, a été maîtrisé au bout d'une heure au moment où était découvert un second foyer sur la machine 2. Il n'y a pas eu de gros dégâts matériels. La police a dressé un constat, et la C.G.T., qui occupe l'usine, estime que *« la cause accidentelle est douteuse »*.

La Fédération C.G.T. des industries papetières appelle à un arrêt de travail de vingt-quatre heures, le 7 octobre prochain, pour obtenir des pouvoirs publics la prise en compte des propositions de la C.G.T. pour La Chapelle-Darblay et, d'une façon plus globale, pour la sauvegarde et la relance des industries papetières et graphiques.

● **L'industrie française de l'aluminium est sacrifiée, dénonce la C.G.C.-Chimie.** – La Fédération nationale des syndicats de cadres des industries chimiques *« déplore qu'E.D.F. continue de refuser un tarif raisonnable »* à Pechiney et le contraigne à se redéployer à l'étranger. Le marché français de l'aluminium est de 600 000 tonnes et la production nationale de 430 000 tonnes se réduit vers 280 000 tonnes, selon la C.G.C.

## Le plan de sauvetage de Creusot-Loire

*(Suite de la première page.)*

M. Pébereau, qui faisait sûrement des télécommunications, dans les restructurations en cours, sa priorité principale, a peut-être craint d'accroître les hostilités à l'encontre de son groupe si la C.G.E. apparaissait vainqueur une fois encore dans le contrôle de Framatome. Mais, si M. Pineau-Valenciennes a de nouveau besoin d'argent dans les années à venir, il éveillera sûrement un intérêt à la C.G.E.

Pour Framatome la solution adoptée pourrait apparaître comme une opération blanche. Société en nom collectif, elle prend les décisions importantes à l'unanimité du collège de gérance, qui, depuis octobre 1981, est composé du président de Creusot-Loire, de l'administrateur général du C.E.A. et du directeur général de la société. L'augmentation de la participation du Commissariat à l'énergie atomique apparaît comme une nouvelle aide à Creusot-Loire et comme la prise d'une garantie en cas de modification du statut juridique de la société (déjà établi en 1981 pour aider la firme du Creusot par la remontée avant impôt des bénéfices confortables de Framatome). Le C.E.A. partagera en revanche des bénéfices qui, pendant encore cinq ou six ans – il reste près de vingt-cinq réacteurs à livrer à E.D.F. – devraient être confortables, avant que le ralentissement du programme nucléaire ne se fasse sentir.

Electricité de France – c'est presque le seul client de Framatome, – qui désirait obtenir un strapontin dans la société, risque cependant de garder quelque amertume de la solution retenue. Les relations n'ont jamais été très bonnes entre le C.E.A. et E.D.F – vestige de la grande querelle sur la filière graphite-gaz, – et déjà l'entreprise d'électricité affirme que la nouvelle organisation ne facilitera pas l'exportation des réacteurs. *« Nos clients éventuels font déjà le reproche que l'organisme de sûreté qu'est le C.E.A. ait partie liée avec le constructeur de chaudières »*, dit-on.

Le règlement du dossier Framatome ne doit pas cacher que le renflouement de Creusot-Loire passait d'abord par un accord de financement du groupe par l'État et les banques nationalisées et par la cession aux sociétés sidérurgiques publiques, Usinor et Sacilor, d'une partie de l'activité aciers spéciaux.

Creusot-Loire aurait obtenu un prêt bonifié par le Crédit national de 1 milliard de francs, 500 millions de prêts participatifs, et le Fonds de développement économique et social (F.D.E.S) apporterait aussi 500 millions de francs. En contrepartie le groupe Schneider, maison mère de Creusot-Loire, se serait engagé à fournir 770 millions de francs à sa filiale. Voilà qui, cependant, n'atteint pas les 5,75 milliards de francs – à quoi s'ajoute 1,25 milliard, qui représente la part de la sidérurgie cédée – jugés nécessaires par M. Pineau-Valenciennes pour remettre Creusot-Loire dans une situation financière saine.

Enfin le groupe du Creusot conserverait certes une activité sidérurgique et de chaudronnerie (notamment les unités de production et de recherche du Creusot), mais la majeure partie des aciers spéciaux irait chez Usinor (à l'exception d'Imphy que reprendrait Sacilor) (*le Monde* du 28 septembre).

### Rémission

Treize ans après la fusion de la Compagnie des ateliers et forges de la Loire, de la Société des forges et ateliers du Creusot et de la Compagnie financière Delattre-Levivier – qui avait fait de Creusot-Loire le troisième groupe français de l'acier – voilà le groupe, déjà délesté ces dernières années des Métallurgies de Normandie, des machines-outils Ernault-Somua, puis de ses produits longs, qui recentre ses activités sur la mécanique. Dans une débandade qui fait penser à A.E.G. Telefunken, le dépôt de bilan en moins.

Avec cette restructuration le chiffre d'affaires devrait être réduit d'un tiers – de 17,5 à 11,5 milliards de francs – et les effectifs de moitié (de 30 700 à 15 500) du fait des cessions et d'un plan social qui coûtera 416 millions de francs.

Certes avec la traction ferroviaire de M.T.E., les turbines, vannes et conduites forcées de Neyrpic et ses 50 % de Framatome, le groupe possède encore quelques beaux atours. Mais la mécanique, ce n'est un secret pour personne, se porte mal. La production nationale a encore baissé de 4 % l'année dernière. Les soucis financiers de M. Pineau-Valenciennes risquent donc fort de n'être pas terminés : le fardeau que représente la filiale sidérurgique Phœnix Steel n'est pas encore définitivement réglé ; la filiale d'ingénierie du groupe Creusot-Loire Entreprises perd beaucoup d'argent ; la tentative pour faire d'Instrument S.A. la principale société française d'instruments de mesure a été un échec toujours coûteux (plus de 400 millions de francs y ont été dépensés) ; quant au marasme des travaux publics et du bâtiment, il rend incertaine l'activité des divisions Pinguely (grues en tout genre), Ermont (revêtement routier) et de Delattre-Levivier (engins de levage et de manutention).

L'opération de sauvetage entreprise par l'État pour éviter le dépôt de bilan d'un des grands groupes privés apporte certes de l'oxygène à Creusot-Loire. Mais rien ne dit que le malade est définitivement sauvé.

BRUNO DETHOMAS.

## LES HAUSSES DE LOYERS POUR 1984 SERONT CONNUES A LA FIN DU MOIS D'OCTOBRE

La Commission nationale des rapports locatifs (C.N.R.L.), qui, aux termes de la loi Quilliot, doit chaque année préparer avant le 1er octobre des propositions de hausses de loyers lors des renouvellements de baux ou lors de l'entrée d'un nouveau locataire dans un appartement, s'est réunie en séance plénière vendredi 30 septembre. Sur les quatre secteurs concernés (H.L.M., sociétés d'économie mixte et Caisse des dépôts, investisseurs institutionnels et propriétaires privés), seul le troisième secteur, qui regroupe les sociétés immobilières d'investissement, les compagnies d'assurances, etc.) pourrait aller vers un accord au début de la semaine. Une ultime réunion est prévue à cet effet mardi 4 octobre.

Quant aux révisions annuelles de loyers (prévues par les baux et assises sur l'évolution de l'indice trimestriel du coût de la construction, sauf dans les H.L.M.), on s'achemine comme l'an dernier vers un décret de limitation des hausses à 80 % de la progression de l'indice.

Ce n'est guère avant la dernière semaine d'octobre que la C.N.R.L. aura à donner son avis sur les projets du gouvernement en matière de limitation des hausses de loyers, qu'il s'agisse de renouvellement de baux ou de révision annuelle.

● **Expression des salariés : 2 030 accords signés en dix mois.** – Selon le ministère des affaires sociales, au 1er septembre 1983, 2 030 accords sur le droit d'expression des salariés ont été signés, soit dans 30 % des six mille entreprises concernées par cette loi (celles de plus de deux cents salariés). Dans son communiqué du 29 septembre, le ministère a précisé qu'un bilan définitif de ces accords serait établi fin octobre.





# AFFAIRES

## L'ouverture du IXe VIDCOM

### Un complot contre la vidéo ?

**Le neuvième Marché international de la vidéocommunication (VIDCOM) ouvre ses portes ce lundi 3 octobre à Cannes pour cinq jours. Au grand rendez-vous de la vidéocassette, les professionnels français, frappés de plein fouet par une série de mesures gouvernementales, feront sans doute triste figure. Fort heureusement, le premier Marché des jeux vidéo et de l'informatique domestique (MIJID) – qui se tient parallèlement au VIDCOM – rétablira l'équilibre. Là, le baromètre international est au beau fixe. Trois congrès importants encadrent ces manifestations : sur les grands équilibres internationaux de la vidéocommunication (les 4, 5 et 6 octobre), sur l'enseignement assisté par ordinateur (6 et 7 octobre), et sur les images numériques (4 octobre) ; ce dernier sera suivi d'une vidéotransmission avec Tokyo et San-Francisco.**

Les ministres ne descendront pas à Cannes. Alors que MM. Georges Fillioud, Louis Mexandeau et Alain Savary s'étaient succédé l'année dernière au VIDCOM, il n'y aura cette année ni inauguration officielle, ni visite des stands, ni grands discours. Raison officielle : impossibilité de calendrier. Mais on peut soupçonner que les membres du gouvernement ne tiennent pas à affronter directement *la colère des professionnels de la vidéo*. Une colère qui ne manque pas de justifications.

En une seule année, une série de mesures s'est abattue sur le marché français : une nouvelle taxe sur les magnétoscopes (augmentée pour 1984 de 30 %), le blocage douanier de Poitiers, accompagné de rumeurs sur l'apparition d'un nouveau standard, le décret fixant à douze mois après la première diffusion des films dans les salles de cinéma le délai de sortie des vidéocassettes, et, tout récemment, la T.V.A. de 35 % sur la location des magnétoscopes et des vidéocassettes, inscrite au budget de 1984. Cela fait beaucoup, surtout pour un marché qui a à peine deux ans d'existence.

*« Au début, on croyait essuyer des balles perdues qui ne nous étaient pas destinées*, souligne un responsable du syndicat de la vidéocommunication. *On nous disait qu'il fallait compenser la baisse de la redevance de la télévision, stopper le déficit du commerce extérieur. Aujourd'hui, il ne peut plus y avoir de doutes : c'est nous qui sommes dans le collimateur. Si l'on veut la mort de la vidéo en France, si on estime que les habitants de ce pays n'ont pas le droit de choisir librement leurs programmes, pourquoi ne pas le dire ? »* Un constat que partagent aujourd'hui beaucoup de consommateurs.

Y-a-t-il vraiment un complot contre la vidéo ? Le ministre de la culture n'avait-il pas déclaré sur Antenne 2 que la taxe sur les magnétoscopes était un acte de foi : *« On ne taxe que les industries en expansion »* ? Mais comment concilier cette logique fiscale avec des mesures comme le blocage de Poitiers, ou le décret sur le délai de sortie ? Pourquoi casser le marché au moment même où le groupe Thomson s'apprête à fabriquer des magnétoscopes ? Car aujourd'hui le marché français est bel et bien cassé. Le parc de magnétoscopes, qui dépassait le million d'unités à la fin de l'année dernière, atteindra péniblement cette année 1 500 000 appareils. Il est de 5,7 millions d'unités aux États-Unis, de 4 millions en Grande-Bretagne et de 3,9 millions en Allemagne. Ce brutal ralentissement des achats a surpris la profession en pleine période d'investissements. De nombreux vidéo-clubs ont cessé leur activité, entraînant de sérieuses difficultés chez les éditeurs de cassettes et les laboratoires de duplication. De proche en proche, c'est une industrie, employant plus de 20 000 personnes, qui se trouve dangereusement menacée.

Une volonté que la profession du cinéma semble avoir beaucoup plus de mal à combattre. Prise à revers sur son propre terrain (les clients potentiels de Canal Plus sont souvent des propriétaires de magnétoscopes), *la profession de la vidéo se* considère comme étranglée et demande l'abrogation du décret du 4 janvier 1983 (sur les délais).

Le plus surprenant est que, malgré tout cela, la vidéo continue à vivre. Il semble même que la crise qu'elle traverse ait contribué à assainir le marché. De l'avis général, il reste environ 2 000 vidéo-clubs dont l'assise financière est à peu près sûre. Il s'en crée même chaque jour de nouveaux, mais il s'agit le plus souvent de l'activité nouvelle d'un fonds de commerce déjà existant. De leur côté les éditeurs ont ralenti le rythme excessif des sorties de nouveautés et ont renoncé à des pratiques commerciales discutables (vente de titres groupés).

Certains cherchent d'autres voies : versions originales, programmes musicaux, séries de télévision, programmes pour enfants. Les grands laboratoires de duplication *amortissent leurs coûteuses installations* sur un marché institutionnel en plein développement : magazines vidéo d'entreprises, programmes de formation. Petit à petit, un équilibre fragile s'installe sur un marché, certes en récession, mais dont la résistance devrait faire réfléchir tous ceux qui estiment, un peu rapidement, que le magnétoscope est condamné par le développement des réseaux de communication.

Les malheurs de la vidéo ne sont pas finis. Son nouvel ennemi s'appelle Canal Plus. Les exploitants de cinéma ont obtenu des pouvoirs publics un délai de douze mois entre la sortie d'un film en salle et son exploitation sur vidéocassette. Mais les responsables de la quatrième chaîne ont l'intention de diffuser plus de trois cents films par an dans des délais beaucoup plus courts.

J.-F. L.

#### 500 000 CONSOLES DE JEU

L'alerte a été chaude. En plein milieu de l'été, Atari, le leader du marché du jeu vidéo, annonçait 356 millions de dollars de pertes. Mattel connaissait de très sérieuses difficultés et se retirait *du marché allemand. La rumeur* n'a pas tardé à passer l'Atlantique : le marché du jeu vidéo s'écroule pour laisser la place à la micro-informatique.

En fait, les pertes d'Atari et de Mattel, relayées par la chute des actions à la Bourse de New-York, ont créé un mouvement de panique injustifié. Avec 2 milliards de dollars de chiffre d'affaires annuel aux États-Unis, le jeu vidéo *reste une industrie solide*. Mais la spectaculaire croissance des deux dernières années s'est quelque peu stabilisée. Le marché évolue à la fois vers le haut de gamme – où la console Colecovision de C.B.S. rivalise avec les micro-ordinateurs domestiques – et vers le bas de gamme, pour des appareils de rapport qualité-prix satisfaisant.

*En France*, le marché est en pleine expansion. Des 20 000 consoles de 1980, on est passé cette année à plus de 500 000 unités, et on prévoit un parc de 860 000 pour l'année prochaine, malgré la rigueur des temps. Cet engouement des Français pour les jeux vidéo trouve un écho dans les programmes de télévision. Après « Super Défi », TF1 programme *une nouvelle émission* de jeux électroniques le mercredi après-midi, et Antenne 2 présentera des émissions en direct de Cannes le 5 octobre.

#### Câble ou magnétoscope ?

Dans un éditorial de *Contact*, M. André Essel, encore président *de la FNAC pour quelques jours*, accuse le gouvernement de sacrifier délibérément le magnétoscope au câble, *« tarte à la crème assaisonnée de cocoricos technologiques sur l'utilisation de la fibre optique »*. Cela lui vaut une réponse de M. Bernard Schreiner, président de la Mission télédistribution, et député P.S. des Yvelines, qui traite le magnétoscope « d'*instrument de la télévision passive* » et l'oppose au câble, dont l'interactivité permet d'envisager *« une télévision de communication »*.

Le consommateur, lui, s'interroge. Pourquoi renoncer à un instrument qui permet de mieux maîtriser sa consommation de télévision quand le câble apportera quinze ou trente programmes supplémentaires ? Pourquoi des *« cocoricos technologiques »* sur la fibre optique et pas sur le magnétoscope ou le vidéodisque ? On ne gagne rien à opposer les marchés de la privatique à ceux des réseaux, si ce n'est d'obscurcir davantage le débat sur la communication.

J.-F. L.






**Le Monde**
Service des Abonnements
5, rue des Italiens
75427 PARIS CEDEX 09
C.C.P. Paris 4207-23

ABONNEMENTS

| | 3 mois | 6 mois | 9 mois | 12 mois |
|---|---|---|---|---|
| FRANCE | 341 F | 554 F | 767 F | 980 F |
| TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE | 661 F | 1 194 F | 1 727 F | 2 260 F |
| ÉTRANGER (par messageries) | | | | |
| I. – BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS | 381 F | 634 F | 887 F | 1 140 F |
| II. – SUISSE, TUNISIE | 454 F | 779 F | 1 105 F | 1 430 F |

Par voie aérienne
Tarif sur demande.
*Les abonnés qui paient par chèque* postal (trois volets) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en capitales d'imprimerie.







ARTCURIA
LIBRAIRI

## SOCIAL

# Les cadres descendent dans la rue à l'appel de la C.G.C.

## Le message et ses risques

La C.G.C. a, ces temps-ci, la contestation chevillée au corps. Pour la troisième fois depuis l'arrivée de la gauche au pouvoir (1), elle va manifester son opposition à la politique gouvernementale, ce 3 octobre à Paris, avec un meeting à 17 heures à l'Espace Balard, puis un défilé jusqu'aux Invalides, et, le 5 octobre, par des cortèges dans sept métropoles régionales. Certes, ce n'est pas la première fois que les cadres descendent dans la rue. M. Giscard d'Estaing en avait fait l'amère expérience avant M. François Mitterrand, cette grogne-là n'ayant pas été sans incidences sur le résultat du scrutin de mai 1981. Ce n'est pas la première fois non plus que la centrale de la rue Gramont demande le départ d'un premier ministre : M. Marchelli avait réclamé la tête de M. Barre avant de s'en prendre à celle de M. Mauroy.

Il y a donc une certaine constance dans la grogne de la C.G.C., de la même façon qu'il y a une certaine permanence dans ce qu'on appelle le « malaise » des cadres. Celui-ci remonte à la fin de la période d'expansion économique et non à l'élection de M. Mitterrand. Mais, indéniablement, il y a de l'inédit dans les manifestations des 3 et 5 octobre. La C.G.C. n'entend pas seulement faire défiler l'encadrement, mais aller au-delà en faisant s'exprimer *« le mécontentement de la majorité des Françaises et des Français »*, selon la formule de M. Paul Marchelli, délégué général, dans *la Lettre confédérale*. Comme pour les élections du 19 octobre à la Sécurité sociale, elle tend donc à s'adresser aux *« étudiants, employés, fonctionnaires, agents de maîtrise, techniciens, ingénieurs ou cadres »*, membres de professions libérales, salariés, chômeurs et préretraités ou retraités en se présentant clairement comme *« la seule organisation qui n'a pas hésité à exprimer son mécontentement et ses critiques vis-à-vis du pouvoir en place »*.

En ratissant aussi large (ce qui lui vaudra notamment le concours à Paris de l'UNI, Union nationale interuniversitaire et de la « coordination nationale étudiants-enseignants contre la loi Savary » ainsi que de l'U.S.C.P., Union des syndicats catégoriels de la police), la Confédération française de l'encadrement se donne de bonnes chances, en une période où le pouvoir est en perte nette de confiance, de réussir une manifestation de masse.

Une telle convergence des mécontentements comporte cependant pour elle plusieurs risques sérieux. Le premier – et non des moindres – est celui de débordements, voire de provocations, lors des défilés. Les dirigeants assurent avoir pris de strictes précautions pour qu'il n'y ait ni incidents ni slogans du type *« Mitterrand fous le camp »* (comme en novembre 1982). Mais les manifestants, si divers, se laisseront-ils facilement discipliner ? Il semble que M. Jean Menu, président de la C.G.C., nourrisse quelques inquiétudes.

Le second risque est celui de la cohérence – ou de l'incohérence – du discours. Crier *« Austérité, chômage, récession, assez »*, c'est populaire et cela prend. Mais, ce faisant, la C.G.C. ne se met-elle pas en porte à faux avec la politique qu'elle préconise elle-même ? Peut-elle faire défiler des cadres et d'autres salariés *« pour la défense de votre pouvoir d'achat »* et préconiser une plus grande rigueur économique ? Car la C.G.C. prône l'effort. M. Marchelli n'a cessé de dire que le redressement économique passait par une cure d'austérité, c'est-à-dire une baisse du pouvoir d'achat, pour redonner aux entreprises leur compétitivité mais à condition que soit préalablement définie une stratégie industrielle et économique. M. Menu, dans son interview au *Monde* du 30 septembre, a été, lui aussi, fort clair : *« Nous sommes toujours preneurs d'une participation à un effort collectif efficace, mais nous refusons absolument d'être les seules victimes de l'effort imposé à la nation. »* Prépare-t-on ses militants, ses sympathisants et même ses compagnons d'un défilé en les invitant deux jours d'octobre à s'arc-bouter sur la défense de leurs seuls intérêts ? Le repli avant l'effort ?

> **Un « référendum » par la « grève de l'électricite » ?**
>
> Dans une interview publiée par le *Journal du dimanche* du 2 octobre, M. Paul Marchelli, délégué général de la C.G.C., appelle les Français à *« une grève de l'électricité » : « Nous leur demandons, indique-t-il, d'éteindre leurs lumières, leurs radios et leurs téléviseurs le jeudi 6 octobre, de 20 h 30 à 20 h 35, en signe de protestation; toutes les Françaises et tous les Français mécontents de la politique économique et sociale menée actuellement pourront ainsi soutenir avec force les critiques et les propositions que nous formulons. La Constitution ne permettant pas les référendums sur ces sujets, le peuple français pourra ainsi faire entendre directement sa voix ! »*

La C.G.C. se défend de tout glissement dans l'opposition politique, rappelant, à juste titre, qu'elle ne s'est jamais privée de contester M. Barre, et même – dans une moindre mesure – M. Chirac. Mais, en dénonçant la *« faillite »* de la politique du pouvoir et en réclamant la démission de M. Mauroy, taxé d'incompétence, elle se place objectivement en opposition au gouvernement *actuel*. Elle court aussitôt, comme avant 1981, le risque d'une récupération politique. M. Marchelli affirme avec force qu'il ne « roule » pas pour M. Chirac. Mais le R.P.R. (qui lors d'une rencontre avec la C.G.C. le 18 mai 1983, constatait avec cette organisation *« un certain nombre de grandes convergences au niveau des grandes analyses »*, et pas de divergences... alors qu'il en existe, ne serait-ce que sur l'existence des sections politiques d'entreprise) ne peut que chercher, et c'est de bonne guerre, à cajoler un syndicat qui exprime si fort son mécontentement face au pouvoir socialiste. Au-delà, la C.G.C. devra veiller, en rassemblant les mécontentements, à ne pas se voir fréquentée par d'encombrants alliés marqués par le poujadisme ou même par l'extrême droite, alors même que, selon un de ses dirigeants, elle ne peut se permettre de laisser fuir ses militants encore socialistes...

### Préoccupations

Il existe enfin un dernier risque qu'il ne faudra pas perdre de vue au lendemain des manifestations et du scrutin du 19 octobre : c'est celui des contradictions que pourrait receler la stratégie de la C.G.C. Celle-ci rend le gouvernement et les autres syndicats responsables de l'évolution qui l'a conduite, après avoir proposé un armistice social, à appeler ses adhérents à descendre dans la rue. Mais après ? Que fera-t-elle ? Faut-il croire M. Marchelli, qui affirme déjà que les manifestations ouvriront officiellement en France *« l'ère de la contestation et de la colère »* ? Ou faut-il se fier à M. Menu, qui, obligé de répondre à *« l'état de révolte »* de ses adhérents, souhaite ne pas arriver à l'*« extrémité »* d'une grève générale de l'encadrement, car, dit-il, *« J'espère que nous serons entendus. »* Guerre permanente ou paix armée ? La C.G.C. devra bien choisir sa voie.

Si la Confédération française de l'encadrement prend des risques, elle met en avant, aussi, quelques préoccupations fondées, que même des organisations de cadres affiliées à des syndicats ouvriers reconnaissent. Ainsi, les cadres ont trop souvent le sentiment – et c'est le sentiment qui compte – d'être pressurés. La pression fiscale et sociale devient trop forte. La progression des prélèvements obligatoires, du fait des engagements non tenus de M. Mitterrand, devient plus difficilement supportable.

Ici comme en d'autres domaines le pouvoir socialiste a été hésitant. La « table ronde » de l'encadrement du 23 février 1982 a donné lieu à d'excellents travaux en commissions, mais on ne voit pas concrètement ce qu'elle a changé. Le 15 septembre à la télévision, M. Mitterrand a indéniablement su trouver le ton juste pour parler aux cadres, mais ce ton arrivait bien tard, après l'annonce d'une pression fiscale accrue pour certains, trop tard pour conjurer les risques de démobilisation, réels, pour une partie de l'encadrement.

### « Nid d'abeilles »

Il s'agit donc aujourd'hui de trouver les moyens de « remotiver » l'encadrement. Tout ne dépend pas de l'Etat. Beaucoup dépend, alors que le patronat est singulièrement épargné par les manifestations de la C.G.C., des entreprises. En mai 1983, M. Claude Archambault, directeur des relations sociales et de la communication chez Laffarge-Coppée, qui doit succéder dans quelques mois à M. Neidinger comme secrétaire général de la commission sociale du C.N.P.F., a présenté à l'Institut de l'entreprise un intéressant rapport sur *« la nécessité de motiver l'encadrement »*. *« L'encadrement*, écrivait-il, *a bien tendance à se démobiliser, et les chefs d'entreprise l'ont senti. Mais ce phénomène général masque des réalités très contrastées entre sociétés, entre établissements d'une même entreprise, entre les cadres et les agents de maîtrise. »* Cette *« démobilisation »*, ajoutait-il, n'est pas un *« phénomène inéluctable auquel nous serions condamnés »*.

M. Archambault n'hésitait pas à mettre en cause, pour expliquer cette démotivation, aussi bien le développement de *« la mentalité d'assisté »* chez les cadres que les *« pesanteurs internes »* à l'entreprise : *« La hiérarchie se gonfle et devient une structure en nid d'abeilles, où tout le monde est dépendant de tout le monde, où personne ne commande et tout le monde obéit. »* Il invitait ainsi les employeurs à *« négocier avec leur encadrement, en s'appuyant sur les plus réactifs, les conditions de sa motivation et de sa participation à la mobilisation de leurs subordonnés »* et à *« veiller à ce que le modèle d'autorité continue à évoluer vers un style plus associatif »*, avec plus de participation.

Lorsque les fureurs des rues et des urnes seront retombées, le gouvernement et le patronat auront intérêt, pour des raisons tant économiques que politiques, à prendre au sérieux le cri d'alerte lancé par la C.G.C. Cela suppose que soient respectées enfin les promesses de réduction des prélèvements obligatoires et que soit reconnu le rôle d'animation des cadres, à la fois pour mettre en œuvre les changements technologiques et pour apporter leur savoir-faire à l'élaboration de stratégies industrielles.

M. Le Garrec va rencontrer toutes les organisations de cadres pour essayer de traduire dans les faits le *« contrat de confiance »* proposé d'une manière encore floue par M. Mitterrand. Vaine tentative ? *« Le personnel d'encadrement*, disait M. Marchelli (*le Monde* du 8 juin), *a besoin d'avoir l'impression qu'il travaille pour construire quelque chose. Proposons-lui des objectifs, si difficiles soient-ils, et il se mobilisera du jour au lendemain. »*

**MICHEL NOBLECOURT.**

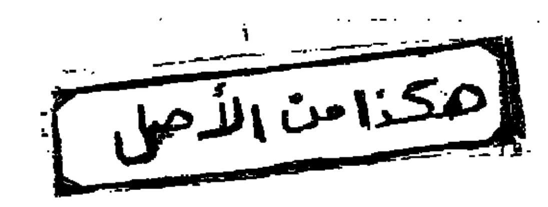
(1) La C.G.C. a organisé le 28 janvier 1982 un grand rassemblement à Paris, porte de Pantin, comme coup d'envoi à un « tour de France de la grogne », puis a manifesté de nouveau le 18 novembre 1982 dans la capitale.











# SOCIAL

## PRÊT À NÉGOCIER SUR LA MOBILITÉ SOCIALE
## Le P.C. refuse tout licenciement dans l'automobile

Alors que la direction départementale du travail puis les pouvoirs publics devraient donner prochainement leur avis sur les 7 371 suppressions d'emploi chez Peugeot, — dont quelque 2 000 licenciements, — le parti communiste a refusé le 1er octobre *tout licenciement dans le* groupe automobile privé.

M. Claude Poperen, membre du bureau politique, qui participait à Pantin à une rencontre nationale sur l'automobile avec des militants travaillant dans le secteur, l'a affirmé clairement : « *Nous refusons les licenciements (...) Nous sommes totalement solidaires de la lutte des travailleurs pour les refuser.* »

En revanche, le parti communiste, tout en affirmant qu'il n'y a pas sureffectif dans la branche automobile, ne refuse pas toute idée de mobilité, non plus que les mises à la retraite anticipée, pour prendre en compte les mutations technologiques.

Construire en France les 340 000 véhicules actuellement réimportés, acheter plus aux équipementiers nationaux, élargir la gamme des quatre marques, construire des machines et des robots pour moderniser les usines, voilà qui doit donner, selon M. Poperen, du travail à tous. Encore les salariés doivent-ils être associés à cette mutation. Car celle-ci doit être facteur de progrès social : il faut examiner sérieusement, dit le P.C., la semaine de trente-cinq heures sans perte de pouvoir d'achat de même que la réduction du temps de production en conservant sur la semaine de travail des heures pour la formation des O.S.

Car l'évolution fondamentale, c'est bien celle des ouvriers de « *ne pas vouloir être O.S. à vie* ».

Si, contrairement à tout ce qui est projeté actuellement, le P.C. entend voir maintenue en région parisienne l'industrie automobile, il n'est pas hostile à aider les immigrés qui le désirent à retourner dans leur pays, notamment par des contrats formation-retour.

Enfin, si la nationalisation de Peugeot n'est pas à l'ordre du jour, le P.C.F. se dit favorable à une collaboration beaucoup plus intense entre les deux constructeurs français.



### Au congrès de l'Association des paralysés de France

## M. BÉRÉGOVOY ANNONCE L'EXONÉRATION DU FORFAIT HOSPITALIER POUR LES ENFANTS HANDICAPÉS

*(De notre correspondant.)*

Angers. — Le forfait hospitalier — 20 F par jour au 1er octobre — ne sera pas appliqué aux enfants handicapés, quel que soit l'établissement qui les héberge, et le cas des adultes est actuellement examiné : c'est ce qu'a annoncé M. Pierre Bérégovoy, le samedi 1er octobre à Angers (Maine-et-Loire), où il assistait au trentième congrès national de l'Association des paralysés de France.

Après avoir lu un message de M. François Mitterrand, président de la République, le ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale a réaffirmé la nécessité « *de préserver et d'améliorer* » notre système de protection sociale, en distinguant « *ce qui relève de l'assurance et ce qui relève de la solidarité* », et aussi « *ce qui dépend des cotisations sociales et ce qui pourrait dépendre de l'impôt* ». Rappelant la volonté du gouvernement « *de faire plus pour ceux qui ont le moins, quitte à demander un effort supplémentaire à ceux qui ont plus* », M. Bérégovoy a mis l'accent sur diverses mesures destinées à favoriser l'entrée des travailleurs handicapés dans les entreprises privées et dans l'administration : depuis septembre, notamment, un contrat individuel d'adaptation professionnelle est remboursé par l'Etat à concurrence de 80 % du SMIC.

Le ministre a aussi annoncé la réorganisation des commissions techniques d'orientation professionnelle des personnes handicapées : « *Il est inadmissible*, a déclaré à ce propos M. Bérégovoy, *que des complications bureaucratiques altèrent la vie des personnes et contrarient l'effort social que nous avons entrepris.* »

C.H. G.

## LA REPRISE ÉCONOMIQUE SE CONFIRME AUX ÉTATS-UNIS

Washington *(A.F.P., A.P.)*. — La situation économique américaine « *est bonne et s'améliore* », a affirmé samedi 1er octobre le président Ronald Reagan dans son allocution radiodiffusée hebdomadaire. Selon le chef de la Maison Blanche, les Etats-Unis sont désormais sur la voie d'« *une expansion économique de longue durée* » sans inflation, ce qui ne manque d'avoir des répercussions sur l'emploi : la reprise économique aurait entraîné une diminution de 1,3 million du nombre de chômeurs et aurait permis à 2,5 millions de personnes de trouver un emploi.

L'optimisme présidentiel est corroboré par l'Association nationale des directeurs des services d'achats des grandes sociétés américaines dont l'enquête mensuelle fait état d'« *une impressionnante poussée des commandes* ». Selon cette Association, « *le troisième trimestre s'est achevé sur un niveau élevé de production* ».

Les statistiques du Fonds monétaire international (F.M.I.) publiées lundi 3 octobre font apparaître de leur côté une progression de 2 % de la production industrielle dans le monde au second trimestre 1983, alors que celle-ci avait déjà augmenté de 2,1 % au premier trimestre.

Selon le F.M.I., la progression de la production industrielle au second trimestre a été notamment de 4,2 % aux Etats-Unis, de 3,9 % au Danemark, de 2,1 % en R.F.A., de 1,9 % au Japon et en Norvège, de 1 % en France et en Suède. Par contre la production industrielle est demeurée stable en Grande-Bretagne et aux Pays-Bas et a reculé de 3,3 % en Italie.

● **Journées d'action des professions libérales et de santé les 13 et 14 octobre.** — Le Docteur Beaupère, président de l'U.N.A.P.L: (Union nationale des associations des professions libérales), également président de la C.S.M.F. (Confédération des syndicats médicaux français), et le Docteur Jacques Monnot, président du C.N.P.S. (Centre national des professions de santé), ont annoncé, le 30 septembre, que leurs organisations appelaient à deux journées d'action, les 13 et 14 octobre, pour protester contre la politique économique et sociale du gouvernement.

Aux prochaines élections à la sécurité sociale, l'U.N.A.P.L. et le C.N.P.S. appellent à voter pour « *les organisations syndicales qui ne sont pas attachées idéologiquemenet au développement des formes de distribution de soins non libérales (...).* »

# ÉTRANGER

### L'AFFAIRE DES COMPTES FRANÇAIS EN SUISSE

## L'U.B.S. ouvre une enquête pour déterminer l'origine des fuites

De notre correspondant

Lausanne. — Tout en continuant de démentir les révélations du *Canard enchaîné*, l'Union des banques suisses (U.B.S.) a décidé d'ouvrir une enquête administrative afin d'établir si l'un de ses employés a pu fournir aux douanes françaises des noms de ses clients. Confirmant cette décision à la télévision suisse romande, le président de la direction générale de l'U.B.S., M. Nicolas Senn, a déclaré qu'aucune banque n'était totalement à l'abri d'une fuite. « *Nous avons quinze mille employés*, at-il indiqué. *Au moins une dizaine sont généralement au courant d'une transaction nominale. Il n'est pas possible d'exclure une trahison. D'autant moins que les douanes françaises paient des sommes énormes, jusqu'au tiers du montant révélé, à ceux qui leur donnent des noms.* »

Selon l'U.B.S., « *il est faux de prétendre que les douanes auraient réussi à déchiffrer des listes codées de déposants français, car ce code n'a jamais existé, pas plus que les listes de clients par nationalité. En raison de la sécurité utilisée, dans les banques il aurait fallu saisir des centaines d'éléments de mémoires pour composer une liste de comptes. Chaque agence n'a qu'une liste nominative de l'ensemble de ses déposants. Seul le directeur de l'agence concernée ou l'un de ses adjoints directs sait quel nom correspond à chaque compte numéroté. Un employé informaticien n'aurait pas accès à de telles informations* ».

Si les banques françaises ont pu identifier, précise-t-on, des titulaires d'un compte en Suisse, elles l'ont fait sur la base d'informations extra-bancaires, « *en usant de pressions, en recourant à la délation et en ouvrant le courrier des clients* ». A la connaissance de la Banque, seul un « *très petit nombre* » de clients français démasqués auraient avoué disposer d'un compte en Suisse. Il s'agit de cas isolés et connus de la Banque.

Interrogé par le quotidien *la Suisse*, le secrétaire général de l'U.B.S., M. Franz Lusser, a indiqué qu'aucun vol de disques magnétiques n'avait été constaté. Il n'a cependant pas exclu que des copies aient été faites par un employé indélicat pour être remises aux enquêteurs français. Si le secret bancaire a été violé, ce qui constitue en Suisse un délit, il appartient au procureur général de Genève d'ouvrir une enquête pénale. En cas de vol, la banque pourrait alor engager une action de justice et adresser une demande d'entraide judiciaire à la France.

A en croire le journal télévisé suisse romand, certains clients français démasqués par les douanes s'apprêteraient à attaquer l'U.B.S. en justice pour violation du secret bancaire par négligence. Si l'information se confirme, la situation serait pour le moins insolite : des clients de l'U.B.S. s'estimant lésés tenteraient alors d'obtenir de la justice helvétique le remboursement des amendes auxquelles ils auraient été condamnés en France.

JEAN-CLAUDE BUHRER.

**N.D.L.R. — Au « Club de la presse d'Europe 1 », M. Jacques Delors a déclaré que « *l'administration avait, effectivement, une liste de personnes* ».**

## LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

| | COURS DU JOUR | | UN MOIS | | DEUX MOIS | | SIX MOIS | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | + bas | + haut | Rep. + ou | Dép. − | Rep. + ou | Dép. − | Rep. + ou | Dép. − |
| $ E.-U. | 7,9625 | 7,9650 | + 200 | + 230 | + 390 | + 450 | + 1090 | + 1210 |
| $ can. | 6,4636 | 6,4672 | + 165 | + 210 | + 340 | + 410 | + 930 | + 1060 |
| Yen (100) | 3,4057 | 3,4082 | + 160 | + 180 | + 315 | + 360 | + 960 | + 1030 |
| DM | 3,0387 | 3,0404 | + 180 | + 195 | + 340 | + 370 | + 980 | + 1040 |
| Florin | 2,7166 | 2,7184 | + 150 | + 165 | + 280 | + 315 | + 820 | + 880 |
| F.B. (100) | 14,9640 | 14,9750 | + 400 | + 520 | + 730 | + 940 | + 1870 | + 2280 |
| F.S. | 3,7728 | 3,7754 | + 285 | + 310 | + 540 | + 580 | + 1500 | + 1590 |
| L (1 000) | 5,0129 | 5,0157 | − 220 | − 170 | − 450 | − 350 | − 1350 | − 1210 |
| £ | 11,8721 | 11,8814 | + 270 | + 350 | + 570 | + 690 | + 1730 | + 1960 |

## TAUX DES EURO-MONNAIES

| | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| $ E.-U. | 9 3/8 | 9 3/4 | 9 1/2 | 9 5/8 | 9 5/16 | 9 11/16 | 9 1/2 | 9 7/8 |
| DM | 5 1/2 | 5 7/8 | 5 3/8 | 5 3/4 | 5 1/2 | 5 7/8 | 5 3/4 | 6 1/8 |
| Florin | 5 7/8 | 6 1/8 | 5 7/8 | 6 1/8 | 5 15/16 | 6 5/16 | 6 1/8 | 6 1/2 |
| F.B. (100) | 5 1/4 | 6 1/4 | 8 1/2 | 9 5/8 | 8 7/8 | 9 3/4 | 9 3/8 | 10 1/4 |
| F.S. | 3/8 | 1 1/8 | 3 9/16 | 3 15/16 | 3 5/8 | 4 | 4 | 4 3/8 |
| L (1 000) | 15 34 | 17 34 | 16 1/4 | 17 3/4 | 17 | 18 1/4 | 17 3/4 | 18 3/4 |
| £ | 9 5/8 | 10 1/8 | 9 1/2 | 9 7/8 | 9 7/16 | 9 13/16 | 9 7/16 | 9 13/16 |
| F. franç. | 12 | 12 3/4 | 12 1/4 | 13 | 13 | 13 3/4 | 15 1/2 | 16 1/4 |

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en *fin de marinée* par une grande banque de la place.

# Crédit Mutuel

# EMPRUNTS OCTOBRE 1983

d'un montant de :

500 millions à taux fixe divisé en 100 000 obligations de 5 000 F nominal
200 millions à taux variable divisé en 40 000 obligations de 5 000 F nominal

# ÉMIS PAR LA CAISSE CENTRALE DU CRÉDIT MUTUEL

## CARACTÉRISTIQUES DE L'ÉMISSION

**A) EMPRUNT A TAUX FIXE** de 500 millions de francs.

**PRIX D'ÉMISSION** : 99,70 %, soit 4 985 F par titre.

**DATE DE JOUISSANCE ET DE RÈGLEMENT** : 24 octobre 1983.

**TAUX D'INTÉRÊT** : 14,40 %.

**TAUX DE RENDEMENT ACTUARIEL BRUT** au règlement : 14,47 %.

**DURÉE TOTALE** : 8 ans *in fine*.

**AMORTISSEMENT NORMAL** : les obligations seront amorties au pair en totalité à la fin de la huitième année, soit le 24 octobre 1991, avec fonds de rachat.

**AMORTISSEMENT ANTICIPÉ** : exclu sauf par rachats en Bourse.

**B) EMPRUNT A TAUX VARIABLE** de 200 millions de francs.

**PRIX D'ÉMISSION** : 98,90 %, soit 4 945 F par titre.

**DATE DE JOUISSANCE ET DE RÈGLEMENT** : 24 octobre 1983.

**TAUX D'INTÉRÊT** : ces obligations bénéficieront, pendant toute la durée de l'emprunt, d'un taux d'intérêt variable égal à la moyenne arithmétique des taux moyens mensuels de rendement au règlement des emprunts garantis par l'État et assimilés établis par l'Institut national de la statistique et des études économiques (I.N.S.E.E.), avec un minimum garanti de 8,75 %. Lorsque, pour une période donnée, l'I.N.S.E.E. n'aurait pas établi le taux de rendement moyen au règlement prévu ci-dessus, il y serait substitué le taux de rendement indiciel des obligations cotées établi par la Caisse des dépôts et consignations et publié au bulletin mensuel de la statistique de l'I.N.S.E.E. sous la rubrique « taux monétaires, marché financier, obligations cotées, secteur public à long terme, emprunteurs nationaux » ou tout autre taux indiciel qui lui serait substitué.

**DURÉE TOTALE** : 8 ans *in fine*.

**AMORTISSEMENT NORMAL** : les obligations seront amorties au pair en totalité à la fin de la huitième année, soit le 24 octobre 1991, avec fonds de rachat.

**AMORTISSEMENT ANTICIPÉ** : exclu sauf par rachats en Bourse.

## DISPOSITIONS COMMUNES AUX DEUX EMPRUNTS

**RÉGIME FISCAL** : le paiement des intérêts et le remboursement des titres seront effectués sous la seule déduction des retenues opérées à la source ou des impôts que la loi met ou pourrait mettre obligatoirement à la charge des porteurs.

En l'état actuel de la législation, les personnes physiques domiciliées en France percevront le montant brut de leurs coupons, diminué à leur choix :

— soit d'une retenue de 10 % qui ouvre droit à un crédit d'impôt d'égal montant ;

— soit d'un prélèvement forfaitaire de 25 % qui les libère totalement de l'impôt sur le revenu des personnes physiques.

En outre, ces intérêts figurent parmi les revenus ouvrant droit à l'abattement de 5 000 F par an et par déclarant accordé aux porteurs de certaines valeurs à revenu fixe.

**MAINTIEN DE L'EMPRUNT A SON RANG** : la Caisse centrale du Crédit Mutuel s'engage, jusqu'à la mise en remboursement effective de la totalité de ces obligations, sans toutefois que cet engagement affecte en rien sa liberté de disposer de la propriété de ses biens, à ne conférer au profit d'autres bons ou obligations négociables aucune hypothèque sur les biens et droits immobiliers qu'elle peut ou pourra posséder sans que les présentes obligations soient appelées à profiter des mêmes garanties et au même rang.

**COTATION** : l'admission à la cote officielle de la Bourse de Paris sera demandée dès la clôture de l'émission.

**SERVICE FINANCIER** : pendant toute la durée de l'emprunt, la société tiendra à la disposition de toute personne qui en fera la demande la liste des établissements chargés du service financier.

**SOUSCRIPTION** : les souscriptions sont reçues dans toutes les caisses de Crédit Mutuel.

## RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX SUR LA SOCIÉTÉ

**La Caisse Centrale du Crédit Mutuel est une société anonyme coopérative à capital variable constituée sous le régime de la législation française et régie par les lois réglementant les sociétés anonymes, les dispositions légales particulières aux sociétés à capital variable, les dispositions formant le statut général de la coopération, l'article 5 de l'ordonnance nº 58-966 du 16 octobre 1958.**

**Le capital social actuellement fixé à 50 000 000 F est divisé en cent mille actions de 500 F chacune entièrement souscrites et libérées en numéraire.**

**Elle a pour objet principal :**

**– de gérer les intérêts financiers mis en commun par les caisses adhérentes et par leurs sociétaires ;**

**– de faciliter le fonctionnement financier des caisses adhérentes et notamment de constituer les fonds de réserve et de garantie nécessaires pour assurer la sécurité des dépôts reçus par ces caisses.**

**Elle permet en outre aux caisses fédérales d'accroître leur potentiel de prêts en organisant le recours aux sources traditionnelles de refinancement, par des emprunts effectués sur le marché monétaire et l'émission d'emprunts obligataires.**

**La comptabilité de la Caisse Centrale du Crédit Mutuel est établie conformément au plan comptable et aux décisions de caractère général de la Confédération Nationale du Crédit Mutuel.**

## BILANS RÉSUMÉS AU 31 DÉCEMBRE

(Après répartition — En milliers de francs)

| | 1980 | 1981 | 1982 |
|---|---|---|---|
| **ACTIF TOTAL** | 17 989 938 | 19 738 611 | 19 043 205 |
| Immobilisations nettes | 90 574 | 222 151 | 274 767 |
| *Comptes de tiers* | *2 058 577* | *2 051 534* | *2 978 962* |
| Valeurs reçues en pension ou achetées ferme | 8 636 579 | 8 160 326 | 7 411 293 |
| Comptes financiers | 7 204 208 | 9 304 600 | 8 380 183 |
| **PASSIF TOTAL** | 17 989 938 | 19 738 611 | 19 043 205 |
| Fonds propres | 178 652 | 244 259 | 277 749 |
| Emprunts à plus d'un an | 3 062 680 | 3 572 403 | 4 256 638 |
| Comptes de tiers | 545 799 | 628 087 | 909 405 |
| Valeurs données en pension | 6 146 500 | 6 076 000 | 1 166 000 |
| Comptes financiers | 8 056 307 | 9 217 862 | 12 433 413 |
| Engagements reçus | 194 370 | 524 968 | 549 079 |
| Engagements donnés | 537 767 | 991 144 | 933 603 |

## ÉVOLUTION DES DÉPOTS ET DES CRÉDITS DE L'ENSEMBLE DES CAISSES DU CRÉDIT MUTUEL

(en millions de francs)

| AU 31 DÉCEMBRE | 1976 | 1977 | 1978 | 1979 | 1980 | 1981 | 1982 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Évolution des dépôts | 31 128 | 37 573 | 47 711 | 60 435 | 68 826 | 80 046 | 92 306 |
| Évolution des crédits | 17 758 | 22 007 | 27 237 | 34 820 | 41 508 | 46 639 | 53 047 |

### LES HOMMES

4 700 000 clients
dont
3 300 000 Sociétaires
33 000 Administrateurs
17 000 Salariés

### LES STRUCTURES

Plus de 4 000 caisses locales et bureaux
21 Fédérations
et 21 Caisses fédérales
La Confédération
et la Caisse centrale

### STRUCTURE DES DÉPOTS

(par nature)

| | |
|---|---|
| Comptes chèques | 17 % |
| Comptes sur livret | 69 % |
| Épargne-logement | 7 % |
| Comptes à terme et bons de caisse | 7 % |
| | 100 % |

### STRUCTURE DES CRÉDITS

(par affectation)

| | |
|---|---|
| Habitat | 49 % |
| Équipements collectifs | 28 % |
| Crédits professionnels | 9 % |
| Équipement familial, crédits personnels, divers | 14 % |
| | 100 % |

## PERSPECTIVES D'AVENIR ET BUT DE L'ÉMISSION

**Le CRÉDIT MUTUEL a connu ces dernières années un développement rapide qui s'est accompagné d'une progression importante de ses activités. L'émission de cet emprunt de 700 millions de francs a pour objet de renforcer les capitaux permanents dont dispose la CAISSE CENTRALE DU CRÉDIT MUTUEL et de lui donner les moyens de faciliter le fonctionnement, le financement et le développement des caisses de CRÉDIT MUTUEL en vue d'améliorer le service rendu à leurs sociétaires et clients.**

## PERSONNES QUI ASSURENT LA RESPONSABILITÉ DE LA NOTE D'INFORMATION

**A notre connaissance, les données de la présente note d'information sont conformes à la réalité et ne comportent pas d'omissions de nature à en altérer la portée.**

Le directeur général,
**G. GALICHON.**

**Vu pour vérification en ce qui concerne la situation financière et les comptes de la société.**

Les commissaires aux comptes,
**A. GREVOUL - R. HANSE.**

## COMPTES DE RÉSULTATS DE LA SOCIÉTÉ

(en milliers de francs)

| | 1980 | 1981 | 1982 |
|---|---|---|---|
| TOTAL DES PRODUITS | 1 696 078 | 1 903 177 | 2 164 037 |
| (dont intérêts et commissions reçus) | (1 657 171) | (1 789 837) | (2 094 401) |
| TOTAL DES CHARGES * | 1 670 366 | 1 846 244 | 2 111 096 |
| (dont intérêts et commissions dus) | (1 611 916) | (1 751 509) | (2 026 931) |
| Excédent avant impôt sur les sociétés, amortissements et provisions | 25 712 | 56 933 | 52 941 |
| Excédents nets | 1 571 | 2 145 | 3 953 |

(*) Hors amortissements, provisions et impôt sur les sociétés.

## BILANS RÉSUMÉS AU 30 JUIN

(en milliers de francs)

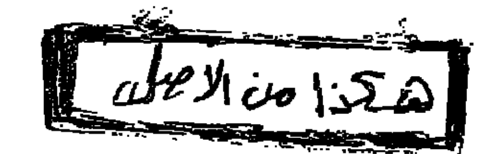
| | 1982 | 1983 |
|---|---|---|
| **ACTIF TOTAL** | 15 397 948 | 22 962 789 |
| Immobilisations nettes | 220 044 | 284 461 |
| Comptes de tiers | 2 048 942 | 3 754 732 |
| Valeurs reçues en pension ou achetées ferme | 7 260 695 | 8 572 490 |
| Comptes financiers | 5 868 267 | 10 351 106 |
| **PASSIF TOTAL** | 15 397 948 | 22 962 789 |
| Fonds propres | 259 259 | 277 749 |
| Emprunts à plus d'un an | 3 802 509 | 5 032 824 |
| Comptes de tiers | 744 531 | 1 253 064 |
| Valeurs données en pension | 1 076 000 | 1 028 000 |
| Comptes financiers | 9 515 649 | 15 371 152 |
| Engagements reçus | 519 477 | 560 227 |
| Engagements donnés | 955 476 | 868 460 |

### VISA DE LA COMMISSION DES OPÉRATIONS DE BOURSE

Par application des articles 6 et 7 de l'ordonnance nº 67-833 du 28 septembre 1967, la Commission des opérations en Bourse a apposé, sur la présente note, le visa nº 83.241 en date du 6 septembre 1983.

*Le rapport annuel sera fourni sur demande adressée au siège de la société, 88-90, rue Cardinet, 75017 Paris.*

La notice légale a été publiée au *B.A.L.O.* du 3 octobre 1983.







# MARCHÉS FINANCIERS

## Premier livret d'épargne industrielle

### LE CODEVI EST DISPONIBLE

Premier instrument d'épargne spécifique, créé par les pouvoirs publics pour contribuer à moderniser l'appareil de production français (*le Monde* du 2 septembre 1983), le compte pour le développement industriel, ou Codevi, est disponible depuis le 3 octobre dans tous les réseaux des caisses d'épargne et des établissements bancaires et mutualistes.

Le fonctionnement du Codevi est apparenté à celui du livret A, les deux livrets peuvent d'ailleurs être cumulés, c'est-à-dire qu'il bénéficie des mêmes conditions de liquidités (possibilité d'effectuer à tout instant des dépôts et des retraits), de rémunérations (7,50 % par an) et, enfin, de fiscalité (exonération d'impôt).

Toutefois, afin d'éviter des risques de transfert trop importants entre les différentes formes de placement à court terme – à commencer par le livret A – et le Codevi, ce dernier a été assorti d'un plafond fixé par décret à 10 000 F de dépôt contribuable, avec possibilité, toutefois, de détenir deux Codevi par ménage, soit un maximum de 20 000 F.

Le décret d'application de la loi du 8 juillet 1983, paru au *Journal officiel* du 2 octobre dernier, prévoit à ce sujet qu'il est possible de capitaliser les intérêts perçus sur ce Codevi au-delà du plafond initial de 10 000 F.

Grâce à un nouveau livret d'épargne, les entreprises industrielles, soucieuses de se moderniser, pourront compter dorénavant sur un mode de financement approprié, en sollicitant, via l'Anvar (agence nationale pour la valorisation de la recherche) des prêts « technologiques » à 9,75 % d'intérêt, accordés par le fonds industriel de modernisation, un organisme nouvellement créé dont la tutelle a été confiée au ministère de l'industrie et de la recherche.

## LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

(INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ETUDES ECONOMIQUES)

Indices généraux de base 100 en 1949

| | 23 sept. | 30 sept. |
|---|---|---|
| Valeurs franç. à revenu variable | 1158 | 1173,9 |
| Valeurs étrangères | 3712,5 | 3728,8 |
| **Base 100 : 29 décembre 1972** | | |
| Valeurs franç. à revenu variable | 167,1 | 169,4 |
| Valeurs étrangères | 502,3 | 504,6 |
| **Base 100 : 31 décembre 1981** | | |
| Indice des valeurs françaises à rev. var. (base 100 au 31-12-1981) | 144,3 | 146,3 |
| Pétroles-Energie | 128,9 | 122 |
| Métallurgie | 87,2 | 83,4 |
| Chimie | 164,9 | 161,6 |
| Bâtim., mat. constr., trav. publics | 117,7 | 118,5 |
| Constructions mécaniques | 105,7 | 107,7 |
| Matériel électrique | 164,5 | 166 |
| Automobile et accessoires | 127,5 | 123 |
| Industr. de consom. non alim. | 203,3 | 217,7 |
| Agro-alimentaire | 192,8 | 199,5 |
| Distribution | 93,5 | 94,7 |
| Transports | 137,1 | 139,4 |
| Services | 165,3 | 167,3 |
| Assurances | 108,9 | 109,7 |
| Banques | 184,4 | 184,8 |
| Immobilier et foncier | 143,4 | 145,6 |
| Investissement et portefeuille | 155,4 | 161,8 |
| Valeurs industrielles (base 100, 1972) | 170,2 | 172,3 |
| **Base 100 : 28 décembre 1980** | | |
| Valeurs françaises à revenu fixe (*) | 103,9 | 103,7 |
| Emprunts d'Etat (*) | 104,4 | 104,3 |
| Emprunts garantis et assimilés (*) | 103,7 | 103,5 |
| Sociétés (*) | 104,3 | 104 |
| **Base 100 : 31 décembre 1972** | | |
| Emprunts garantis et assimilés (*) | 91,2 | 91 |
| Sociétés (*) | 99,2 | 98,9 |
| **COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE – Base 100 : 31 décembre 1981** | | |
| Indice général | 137,8 | 139,7 |
| Produits de base | 124,2 | 121,7 |
| Construction | 114,7 | 115,3 |
| Biens d'équipement | 118,2 | 119,7 |
| Biens de consom. durables | 158,8 | 157,6 |
| Biens de consom. non durables | 189,3 | 200,4 |
| Biens de consom. alimentaires | 191 | 198,1 |
| Services | 117,7 | 119,7 |
| Sociétés financières | 151,1 | 155 |
| *Sociétés de la zone franc exploitant principalement à l'étranger* | 115,2 | 115,9 |
| Valeurs industrielles | 142 | 144 |
| **BOURSES REGIONALES – Base 100 : 31 décembre 1981** | | |
| Indice général | 114,6 | 116,3 |

## LA VIE DES SOCIÉTÉS

**COMPAGNIE OPTORG.** – Le premier semestre 1983 s'est achevé sur un bénéfice net de 23,16 millions de francs contre 21,62 millions de francs pour les six premiers mois de 1982, ce qui permet d'envisager pour l'ensemble de l'année en cours *« un résultat bénéficiaire en progression sur celui de 1982 »*, précise la société. Optorg ajoute que la situation de certaines filiales, notamment françaises, et les mesures de restructuration entreprises chez deux d'entre elles impliqueront en fin d'année de nouvelles provisions dont le montant devrait être inférieur à celui des exercices 1981 et 1982.

**COMPAGNIE BANCAIRE.** – Résultats des sociétés du groupe pour le premier semestre 1983 :

● Union française de banques (U.F.B.) : bénéfice net consolidé de 55 millions de francs par rapport à 101 millions pour les douze mois compris entre le 1er juillet 1982 et le 30 juin dernier. Dans le même temps, les concours apportés par l'U.F.B. et par sa filiale Locabail à une clientèle de P.M.E. a atteint 3,82 milliards de francs, soit une progression de 22 % sur la même période de 1982.

● Union de crédit pour le bâtiment (U.C.B.) : le bénéfice net consolidé ressort à 110 millions de francs, sensiblement voisin de celui du premier semestre 1982, l'U.C.B. ayant accordé 41 500 prêts acquéreurs nouveaux au cours des six premiers mois, l'encours des crédits gérés atteignant 46,5 milliards de francs.

● Locabail-immobilier : cette Sicomi a enregistré un bénéfice financier de 70 millions de francs, supérieur de 10 % au précédent, les engagements contractés atteignant 176 millions de francs, dont 133 millions au titre des opérations de crédit-bail immobilier et 43 millions pour les immeubles destinés à la location simple.

**CRÉDIT DU NORD.** – Cet établissement vient de créer un nouveau fonds commun de placement qui investira essentiellement dans des valeurs françaises à caractère régional et baptisé « Finord Régions ».

### INDICES QUOTIDIENS
(INSEE, base 100 : 31 déc. 1982)

| | 29 sept. | 30 sept. |
|---|---|---|
| Valeurs françaises | 142,7 | |
| Valeurs étrangères | 153,9 | |

### Cie DES AGENTS DE CHANGE
(Base 100 : 31 déc. 1982)

| | 29 sept. | 30 sept. |
|---|---|---|
| Indice général | 139,3 | 139,7 |

### TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE

Effets privés du 3 oct. ........ 12 5/8 %

### COURS DU DOLLAR A TOKYO

| | 1er oct. | 3 oct. |
|---|---|---|
| 1 dollar (en yens) | 236,25 | 234 |

# BOURSE DE PARIS Comptant 30 SEPTEMBRE

| VALEURS | % du nom. | % du coupon |
|---|---|---|
| 3 % | 27 60 | 3 |
| 5 % | 38 50 | 3 315 |
| 3 % amort. 45-54 | 71 | 0 500 |
| 4 1/4 % 1963 | 107 | 4 750 |
| Emp. 7 % 1973 | 9922 | .. |
| Emp. 8,80 % 77 | 112 25 | 3 150 |
| 9,80 % 78/93 | 88 10 | 2 169 |
| 8,80 % 78/86 | 88 86 | 7 064 |
| *10,80 % 79/94* | *90 90* | *0 797* |
| 13,25 % 80/90 | 100 | 4 344 |
| 13,80 % 80/87 | 101 | 13 233 |
| 13,80 % 81/99 | 100 60 | 9 792 |
| 16,75 % 81/87 | 110 15 | 0 961 |
| 16,20 % 82/90 | 110 | 11 584 |
| 16 % juin 82 | 109 20 | 4 984 |
| E.D.F. 7,8 % 61 | .... | 10 574 |
| E.D.F. 14,5 % 80-92 | 101 30 | 4 457 |
| Ch. France 3 % | 136 | .. |
| CNB Bques janv. 82 | 101 55 | 3 499 |
| CNB Paribas | 101 56 | 3 499 |
| CNB Suez | 101 56 | 3 499 |
| CNI janv. 82 | 101 45 | 3 499 |
| B.S.N. 10,50% 77 | 2170 | 220 |
| Carrefour 6,75% 75 | 300 | 30 100 |
| Interbail (obl. conv.) | 215 | 21 500 |
| Lafarge 6 % 72 | 320 | 32 |
| Martell 8,75 % 77 | 1150 | .. |
| Michelin 5,50% 70 | 618 50 | 61 850 |
| Moët-Hennes. 8%77 | 1510 | 160 |
| Pétr. (Fse) 7,50% 79 | 200 10 | 20 100 |
| Peugeot 6 % 70-75 | 365 | 35 200 |
| Sanofi 10,25 % 77 | 640 | 65 800 |
| SCREG 9,75 % 78 | 159 | 15 500 |
| *Télém. 7 % 74* | *146 10* | *14 600* |
| Thom.-CSF 8,9% 77 | 230 | 23 300 |

| VALEURS | Cours préc. | Dernier cours |
|---|---|---|
| Aciers Peugeot | 48 50 | 47 50 |
| A.G.F. (St Cent.) | 340 | 338 |
| A.G.P. Vie | 3305 | 3300 |
| Agr. Inc. Madag. | 65 50 | 67 |
| Alfred Herlicq | 78 | 77 |
| Allobroge | 380 | 380 |
| André Roudière | 91 30 | 90 10 |
| Applic. Hydraul. | 304 | 309 |
| Arbel | 52 50 | 52 60 |
| Artois | 330 | 330 |
| At. Ch. Loire | 16 05 | 16 05 |
| Aussedat-Rey | 19 65 | 20 40 |
| Bain C. Monaco | 96 90 | 90 20 |
| Banania | 411 | 410 |
| Banque Hypoth. Eur. | 334 | .... |
| Blanzy-Ouest | 277 | 278 |
| B.N.P. Intercontin. | 113 50 | 113 80 |
| Bénédictine | 1231 | 1258 |
| Bon-Marché | 85 | 84 |
| Borie | 335 | 345 |
| Bras. Glac. Int. | 560 | .... |
| Calif | 367 | 357 |
| Cambodge | 177 | .... |
| C.A.M.E. | 100 80 | .... |
| Campenon Bern. | 199 | 201 |
| Caout. Padang | 221 50 | .... |
| Carbone-Lorraine | 51 50 | 51 60 |
| Carnaud S.A. | 99 | 100 |
| Caves Roquefort | 758 | 739 |
| *C.E.G.Frig.* | *165 60* | *163* |
| C.E.M. | 29 | 29 |
| Centen. Blanzy | 795 | 799 |
| Centrest (Ny) | 101 | 101 50 |
| Cerabati | 62 40 | 62 |
| C.F.F. Ferrailles | 107 | 106 30 |
| C.F.S. | 610 | 612 |
| C.G.I.B. | .... | .... |
| C.G.V. | 86 10 | 86 50 |
| Chambon (M.) | 317 | .... |
| Chambourcy (M.) | 1250 | 1260 |
| Champex (Ny) | 104 80 | 105 |
| Chim. Gde Paroisse | 55 | 56 |
| *C.I. Maritime* | *340* | *330* |
| Ciments Vicat | 183 | 184 |
| Citram (B) | 118 | 119 |
| Clause | 255 10 | 265 30 |
| Cl. MA (Fr.-Bail) | 350 | 350 |
| CMM-Mar Madag. | 4 50 | .... |
| Cochery | 55 10 | 63 60 |
| Cofradel (Ly) | 425 | 411 |
| Cogifi | 215 | 215 |
| Comindus | 455 | 455 |
| Comiphos | 155 10 | 156 |
| Comp. Lyon-Alem. | 191 | 190 |
| Concorde (La) | 250 | 249 |
| C.M.P. | 15 65 | 15 65 |
| Conte S.A. (Li) | 15 60 | 15 80 |
| Crédit (C.F.B.) | 198 50 | 200 |
| Créd. Gén. Ind. | 397 | 400 |
| Crédit Univers. | 421 | 421 |
| Créditel | 108 | 107 |
| C. Sabl. Seine | 118 | .... |
| Derblay S.A. | 163 20 | 169 70 |
| De Dietrich | 304 | 316 |
| Degremont | 150 | 155 |
| Delalande S.A. | 222 | 220 |
| Delmas-Vieljeux | 552 | 552 |

| VALEURS | Cours préc. | Dernier cours |
|---|---|---|
| Dév. Rég. P.d.C (Li) | 112 30 | 112 10 |
| Didot-Bottin | 300 | 300 |
| Dist. Indochine | 353 | 347 |
| Drag. Trav. Pub. | 198 | 200 |
| Duc-Lamothe | 273 50 | .... |
| Dunlop | 6 70 | .... |
| Eaux Bass. Vichy | 920 | 915 |
| Eaux Vittel | 700 | 700 |
| Ecco | 2319 | 2370 |
| Economats Centre | 425 | 425 |
| Electro-Banque | 228 | 229 |
| Electro-Financ. | 480 | 480 |
| Elf-Antargaz | 144 | 145 |
| E.L.M. Leblanc | 580 | 580 |
| Entrepôts Paris | 256 | 257 90 |
| Epargne (B) | 1135 | 1132 |
| Epargne de France | 319 | .... |
| Epeda-BF | 1225 | 1250 |
| Escaut-Meuse | 330 | 330 |
| Eurocom | 505 | 510 |
| Europ. Accumul. | 33 | 33 |
| Eternit | 259 | 259 90 |
| Félix Potin | 1185 | 1186 |
| Ferm. Vichy (Ly) | 106 90 | 114 d |
| Finalens | 89 | 89 |
| FIPP | 117 | .... |
| Fnac | 198 | 197 |
| Focep (Chât. eau) | 1350 | 1300 |
| Foncière (Cie) | 178 | 176 |
| Fonc. Agache-W. | 75 | .... |
| Fonc. Lyonnaise | 1310 | .... |
| Foncina | 147 | 147 |
| Forges Gueugnon | 22 10 | 23 |
| Forges Strasbourg | 133 50 | 132 |
| Forinter | 1275 | 1270 |
| Fougerolle | 123 | 125 |
| France I.A.R.D. | 96 | 96 |
| France (La) | 520 | 525 |
| Frankel | 204 | 196 o |
| Fromageries Bel | 781 | 775 |
| From. Paul Renard | 410 | 400 |
| GAN | 652 | 652 |
| Gaumont | 590 | 592 |
| Gaz et Eaux | 1181 | 1228 |
| Genvrain | 110 | .... |
| *Gér. Arm. Hold.* | *24* | *24 95* |
| Gerland (Ly) | 560 | 570 |
| Gévelot | 94 | .... |
| Gr. Fin. Constr. | 177 | 179 |
| Gds Moul. Corbeil | 84 | 85 |
| Gds Moul. Paris | 255 | 257 |
| Groupe Victoire | 412 | 412 |
| G. Transp. Ind. | 126 | .... |
| Huard-U.C.F. | 38 20 | 39 70 |
| Hutchinson | 30 | 30 |
| Hydro-Energie | 126 60 | 121 |
| Hydroc. St-Denis | 50 30 | 51 |
| Immindo S.A. | 190 | 182 40 |
| Imminvest | 124 10 | 124 90 |
| Immobail | 251 60 | 251 60 |
| Immobanque | 407 | 407 |
| Immob. Marseille | 1306 | 1358 |
| Immofice | 354 | 365 50 |
| Industrielle Cie | 669 | 669 |
| Interbail (act.) | 319 20 | 320 |
| Jaeger | 64 | 64 |
| Kinta S.A. | 860 | 860 |
| Lafitte-Bail | 270 | 272 |
| Lambert Frères | 65 | 67 60 d |
| Lampes | 113 | 110 |
| La Brosse-Dupont | 73 | 75 |
| Lebon Cie | 757 | 740 |
| Lille-Bonnières | 245 | 245 |
| Locabail Immob. | 417 | .... |
| Loca-Expansion | 140 | 141 50 |
| Locafinancière | 192 10 | 192 20 |
| Locatel | 318 50 | 309 |
| Lordex (Ny) | 109 | 109 |
| Louvre | 280 | 280 |
| Luchaire S.A. | 183 | 189 |
| Machines Bull | 38 90 | 37 50 |
| Magasins Uniprix | 58 | 56 20 |
| Magnant S.A. | 49 | .... |
| Maritimes Part. | 135 10 | 138 |
| Marocaine Cie | 34 10 | 34 10 |
| Marseille Créd. | .... | .... |
| Métal Déployé | 280 10 | 281 60 |
| M. H. | 43 90 | 42 10 |
| Mic | 226 50 | .... |
| Mors | 432 | 440 |
| Nadella S.A. | 78 60 | 81 70 |
| Naval Worms | 132 | 131 90 |
| Navig. (Nat. de) | 55 50 | 56 |
| Nicolas | 339 | 331 |
| Nodet-Gougis | 64 | 61 50 |
| OPB Paribas | 121 50 | 121 70 |
| Optorg | 88 10 | 90 |
| Origny-Desvroise | 123 20 | 126 10 |
| Palais Nouveauté | 298 | 298 |
| Paris France | 124 50 | 124 40 |
| Paris-Orléans | 135 | 136 |
| Part. Fin. Gest. Im. | 229 40 | 229 80 c |
| Pathé-Cinéma | 235 | .... |
| Pathé-Marconi | 160 | 155 |
| Piles Wonder | 88 50 | 92 30 |
| Piper-Heidsieck | 410 | 426 |
| P.L.M. | 137 40 | 137 40 |

| VALEURS | Cours préc. | Dernier cours |
|---|---|---|
| Porcher | 170 20 | 170 |
| Profils Tubes Est | 7 55 | 7 75 |
| Prouvost ex-Lain.R. | 36 50 | 36 10 |
| Providence S.A. | 359 | 360 |
| Publicis | 855 | 865 |
| Raff. Souf. R. | 151 60 | 155 |
| Ressorts Indust. | 96 | 96 10 |
| Révillon | 470 | 460 |
| Ricqlès-Zan | 134 40 | .... |
| Ripolin | 46 | .... |
| Risle (La) | 10 70 | .... |
| Rochefortaise S.A. | 72 | 72 |
| Rochette-Cenpa | 16 85 | 16 95 |
| Rosario (Fin.) | 100 | 100 |
| Rougier et Fils | 62 | 64 |
| Rousselot S.A. | 380 | 378 |
| Sacer | 42 10 | 42 50 |
| Sacilor | 2 99 | 3 |
| SAFAA | 75 | .... |
| Safic-Alcan | 194 | 194 |
| SAFT | 196 90 | 204 70 d |
| Saunier Duval | 29 | 29 50 |
| Saint-Raphaël | 78 50 | 78 |
| Salins du Midi | 221 50 | 229 |
| Santa-Fé | 179 | 180 |
| Sasam | 49 90 | 50 |
| Savoisienne (M) | 87 | .... |
| SCAC | 201 | 200 |
| Sellier-Leblanc | 266 | 268 |
| Senelle Maubeuge | 158 | 155 |
| S.E.P. (M) | 85 | 84 |
| Serv. Equip. Véh. | 39 35 | 38 65 o |
| Sicfi | 44 90 | 44 90 |
| Sicotel | 216 | 216 |
| Sintra-Alcatel | 645 | 655 |
| Sinvim | 119 | 119 |
| Siph (Plant. Hévéas) | 177 | 179 |
| Siminco | 415 | 416 70 |
| SMAC Aciéroïd | 153 | 153 |
| Sofal financière | 328 | 325 |
| Soffo | 162 10 | 162 10 |
| Soficomi | 380 | 380 |
| S.O.F.I.P. (M) | 133 80 | 101 o |
| Sofragi | 750 | .... |
| Sogepal | 214 | 215 |
| Soudure Autog. | 85 10 | 84 20 |
| S.P.E.G. | 92 50 | 91 50 |
| Speichim | 176 20 | 173 |
| S.P.I. | 187 20 | .... |
| Spie Batignolles | 140 | .... |
| Stami | 235 | 232 50 |
| Synthelabo | 300 | 300 |
| Taittinger | 561 | 580 |
| Testut-Aequitas | 56 | 62 60 d |
| Thann et Mulh. | 49 50 | 47 60 |
| Tissmétal | 28 | 29 |
| Tour Eiffel | 305 | 310 |
| Trailor S.A. | 200 | 200 |
| Ufiner S.M.D. | 153 | 158 50 |
| Ugimo | 195 50 | 197 |
| Unibail | 480 | 481 |
| Unidel | 176 | 170 |
| U.A.P. | 543 | 543 |
| Union Brasseries | 59 30 | .... |
| Union Habit. | 254 | 256 |
| Un. Imm. France | 259 | 259 |
| Un. Ind. Crédit | 270 50 | 270 50 |
| Usinor | 1 30 | 1 34 |
| U.T.A. | 167 | 169 |
| Vincey Bourget (Ny) | 8 65 | .... |
| Virax | 44 70 | 46 |
| Waterman S.A. | 276 | 280 |
| Brass. du Maroc | 142 10 | 142 30 |
| Brass. Ouest-Afr. | 20 | 20 20 |

### Étrangères

| VALEURS | Cours préc. | Dernier cours |
|---|---|---|
| A.E.G. | 315 | .... |
| Akzo | 290 | 277 |
| Alcan Alum | 405 | 406 |
| Algemene Bank | 1357 | 1369 |
| Am. Petrofina | 600 | .... |
| Arbed | 240 | .... |
| Asturienne Mines | 90 | 104 d |
| Banco Central | 93 | 93 20 |
| Bco Pop Espanol | 79 | 79 |
| B. N. Mexique | 7 25 | .... |
| B. Régl. Internat. | 37750 | 37780 |
| Barlow Rand | 122 | 122 |
| Blyvoor | 155 | .... |
| Bowater | 32 50 | .... |
| British Petroleum | 70 90 | 70 10 |
| Br. Lambert | 459 | .... |
| Caland Holdings | 117 | 117 |
| Canadian-Pacific | 428 | 435 |
| Cockerill-Ougre | 25 | .... |
| Cominco | 530 | .... |
| Commerzbank | 665 | 698 |
| Courtaulds | 15 | .... |
| Dart. and Kraft | 723 | .... |
| De Beers (port.) | 93 | .... |
| Dow Chemical | 391 | 395 |
| Dresdner Bank | 690 | 723 |
| Entrep. Bell Canada | 249 | .... |

| VALEURS | Cours préc. | Dernier cours |
|---|---|---|
| Femmes d'Auj. | 76 20 | .... |
| Finoutremer | 260 | 261 |
| Finsider | 0 45 | .... |
| Fossco | 18 50 | .... |
| Gén. Belgique | 355 | 365 |
| Gevaert | 445 | 444 |
| Glaxo | 125 10 | .... |
| Goodyear | 326 | .... |
| Grace and Co | 490 | 490 |
| Grand Metropolitan | 52 | 53 50 |
| Gulf Oil Canada | 163 | 165 |
| Hartebeest | 812 | 810 |
| Honeywell Inc. | 1270 | .... |
| Hoogovens | 119 50 | .... |
| I. C. Industries | 465 | 458 |
| Int. Min. Chem | 485 | .... |
| Johannesburg | 1401 | .... |
| Kubota | 14 | 14 |
| Latonia | 254 | 257 |
| Mannesmann | 530 | .... |
| Marks-Spencer | 33 | 32 60 |
| Midland Bank Plc | 72 | 68 50 |
| Mineral-Ressourc. | 113 50 | 113 50 |
| Nat. Nederlanden | 600 | 612 |
| Noranda | 233 70 | 235 |
| Olivetti | 20 20 | 21 45 |
| Pakhoed Holding | 205 | 204 |
| Petrofina Canada | 950 | .... |
| Pfizer Inc. | 440 50 | 447 |
| Phoenix Assuranc. | 46 60 | .... |
| Pirelli | 11 70 | 12 60 |
| Procter Gamble | 600 | 606 |
| Ricoh Cy Ltd | 44 10 | 44 60 |
| Rolinco | 1130 | 1118 |
| Robeco | 1142 | 1185 |
| Shell fr. (port.) | 95 | .... |
| S.K.F. Aktiebolag | 194 | 194 |
| Sperry Rand | 480 | 490 |
| Steel Cy of Can. | 246 | .... |
| Stilfontein | 185 | .... |

| VALEURS | Cours préc. | Dernier cours |
|---|---|---|
| Sud. Allumettes | 323 | .... |
| Tenneco | 435 50 | .... |
| Thorn EMI | 99 90 | .... |
| Thyssen c. 1 000 | 257 | .... |
| Toray indust. inc | 19 80 | 20 20 |
| Vieille Montagne | 585 | 570 |
| Wagons-Lits | 369 | 360 |
| West Rand | 98 | 93 |

### SECOND MARCHÉ

| VALEURS | Cours préc. | Dernier cours |
|---|---|---|
| A.G.P.-R.D. | 910 | .... |
| Dafsa | 310 | 308 |
| Far East Hotels | 1 14 | 1 12 |
| Merlin Immobilier | 1865 | 1870 |
| Métallurg. Minière | 134 50 | 135 50 |
| M.M.B | 282 | 292 |
| Novotel S.I.E.H. | 1375 | 1370 |
| Petit Bateau | 358 80 | 353 |
| Petrofigaz | 495 | 500 |
| Sodexho | 2266 | 2220 |
| Sofibus | 216 | 217 |
| Rodamco | 461 | 475 |

### Hors-cote

| VALEURS | Cours préc. | Dernier cours |
|---|---|---|
| Air-Industrie | 11 80 | .... |
| Alser | 172 | .... |
| Cellulose du Pin | 33 50 | 32 80 |
| C.G.Maritime | 8 | .... |
| Coparex | 440 | 441 |
| F.B.M. (Li) | 70 | 3 50 o |
| Files.Fourmies | 2 45 | .... |
| Imp. G.-Lang | 2 90 | 2 90 |
| La Mure | 61 | .... |
| Maurel et Prom | .... | .... |
| Pronuptia | 151 | .... |
| Rorento N.V. | 689 | 700 |
| Sabl. Morillon Corv. | 129 | 129 d |
| S.K.F.(Applic. méc.) | 60 | .... |
| S.P.R. | 109 50 | 109 50 |
| Total C.F.N. | 62 | .... |
| Ufinex | 215 | 223 |

### SICAV 30/9

| VALEURS | Émission Frais incl. | Rachat net |
|---|---|---|
| Actions France | 209 32 | 199 83 |
| Actions-Investiss. | 270 01 | 257 77 |
| Actions sélectives | 312 21 | 298 05 |
| Aedificandi | 333 76 | 318 63 |
| A.G.F. 5000 | 231 13 | 220 65 |
| Agfimo | 352 01 | 336 05 |
| A.G.F. Interfonds | 379 07 | 361 88 |
| Altafi | 230 10 | 219 67 |
| A.L.T.O. | 184 55 | 176 18 |
| Amérique Gestion | 548 11 | 523 26 |
| Associc | 20960 20 | 20960 20 |
| Bourse-Investiss. | 269 50 | 257 28 |
| Capital Plus | 1198 97 | 1198 97 |
| C.I.P. | 825 05 | 787 64 |
| Convertimmo | 290 94 | 277 75 |
| Cortexa | 1061 57 | 1013 43 |
| Credinter | 398 11 | 380 06 |
| Croiss. Immobil. | 359 04 | 342 76 ● |
| Déméter | 62248 13 | 62061 94 |
| Drouot-France | 285 42 | 272 48 |
| Drouot-Investiss. | 706 03 | 674 01 |
| Drouot-Sécurité | 191 29 | 182 62 |
| Energie | 249 76 | 238 43 |
| Eparcourt Sicav | 5969 94 | 5940 24 |
| Epargne Associations | 23105 01 | 23035 90 |
| Epargne-Croiss. | 1439 84 | 1374 55 |
| Epargne-Industr. | 424 77 | 405 51 |
| Epargne-Inter | 698 64 | 666 96 |
| Epargne-Oblig. | 173 09 | 165 24 |
| Epargne-Unie | 867 72 | 828 37 |
| Epargne-Valeur | 340 36 | 324 93 |
| Eparoblig | 1049 41 | 1047 32 |
| Eurocic | 8674 09 | 8280 75 |
| Euro-Croissance | 404 87 | 386 51 |
| Foncier Investiss. | 621 67 | 593 48 |
| France-Garantie | 274 89 | 269 49 |
| France-Investiss. | 406 77 | 388 32 |
| Fr.-Obl. (nouv.) | 397 67 | 379 64 |
| Francic | 229 03 | 218 64 |
| Fructidor | 228 43 | 218 07 |
| Fructifrance | 406 61 | 388 17 |
| Fructivar | 57354 82 | 57211 79 |
| Gestion Associations | 109 58 | 106 91 |
| Gestion Mobilière | 566 44 | 540 75 |
| Gest. Rendement | 482 59 | 460 71 |
| Gest. Sél. France | 357 99 | 341 76 |
| Haussmann Oblig. | 1205 84 | 1151 16 |
| Horizon | 602 57 | 575 25 |
| I.M.S.I. | 353 41 | 337 38 |
| Indo-Suez Valeurs | 860 72 | 821 21 |
| Ind. française | 12506 53 | 12261 30 |
| Interoblig. | 10301 92 | 9834 77 |
| Intersélect France | 265 95 | 253 89 |
| Intervaleurs Indust. | 385 67 | 368 18 |
| Invest. Obligataire | 12076 36 | 12052 26 |
| Invest. St-Honoré | 692 48 | 661 08 |
| Laffitte-crt-terme | 114469 72 | 114469 72 |

| VALEURS | Émission Frais incl. | Rachat net |
|---|---|---|
| Laffitte-Expansion | 638 10 | 609 16 |
| Laffitte-France | 184 80 | 176 40 |
| Laffitte-Oblig. | 136 77 | 130 57 |
| Laffitte-Rend. | 203 64 | 194 41 |
| Laffitte-Tokyo | 855 29 | 816 51 |
| Lion-Associations | 10764 36 | 10764 36 |
| Livret portefeuille | 488 43 | 466 28 |
| Mondiale Investissem. | 339 30 | 323 91 |
| Monecic | 53069 05 | 53069 05 |
| Multi-Obligations | 462 19 | 441 23 |
| Natio.-Assoc. | 21873 85 | 21830 19 |
| Natio.-Epargne | 11879 80 | 11762 18 |
| Natio.-Inter. | 922 33 | 880 51 |
| Natio.-Placements | 58617 08 | 58617 08 |
| Natio.-Valeurs | 482 13 | 460 27 |
| Oblisem | 162 77 | 155 39 |
| Pacifique St-Honoré | 406 65 | 388 21 |
| Paribas Epargne | 11485 51 | 11439 75 |
| Paribas Gestion | 549 87 | 524 94 |
| Patrimoine-Retraite | 1094 65 | 1073 19 |
| Phénix Placements | 229 02 | 227 88 |
| Pierre Investiss. | 401 90 | 383 68 |
| Province Investiss. | 261 42 | 249 57 ● |
| Rendem. St-Honoré | 11471 34 | 11414 27 |
| Sécur. Mobilière | 398 48 | 380 39 |
| Sél.court terme | 11503 79 | 11418 15 |
| Sélec. Mobil. Div. | 334 09 | 318 94 |
| Sélection-Rendem. | 168 61 | 160 96 |
| Sélect. Val. Franç. | 189 20 | 180 62 |
| Sicav-Associations | 1029 20 | 1027 15 |
| S.F.I. fr. et étr. | 450 38 | 429 96 |
| Sicavimmo | 457 83 | 437 07 |
| Sicav 5000 | 200 12 | 191 05 |
| Silvafrance | 305 64 | 291 78 |
| Silvarg | 313 88 | 299 74 |
| Silvarente | 190 04 | 181 42 |
| Silvinter | 365 92 | 349 33 |
| S.I.-Est | 962 48 | 918 82 |
| S.I.G. | 778 40 | 742 25 |
| S.N.I. | 1046 98 | 999 50 |
| Sofrinvest | 442 67 | 422 60 |
| Sogepargne | 333 87 | 318 73 |
| Sogevar | 868 42 | 829 04 |
| Soginter | 1118 92 | 1068 18 |
| Soleil Investiss. | 468 42 | 447 18 |
| U.A.P. Investiss. | 349 61 | 333 76 |
| Unifrance | 245 30 | 234 18 |
| Unifoncier | 648 04 | 618 65 |
| Unigestion | 621 47 | 593 29 |
| Uni-Japon | 1074 21 | 1025 50 |
| Unirente | 1730 48 | 1873 58 |
| Univar | 12664 01 | 12664 01 |
| Valorem | 390 05 | 372 36 |
| Valorg | 10638 59 | 10585 66 |
| Valrénal | 116814 08 | 116697 38 |
| Worms Investiss. | 707 85 | 675 75 |

● : prix précédent.

# Marché à terme

Compte tenu de la brièveté du délai qui nous est imparti pour publier la cote complète dans nos dernières éditions, nous pourrions être contraints parfois à ne pas donner les derniers cours. Dans ce cas ceux-ci figureraient le lendemain dans la première édition.

La Chambre syndicale a décidé de prolonger, après la clôture, la cotation des valeurs ayant été exceptionnellement l'objet de transactions entre 14 h. 15 et 14 h. 30. Pour cette raison, nous ne pouvons plus garantir l'exactitude des derniers cours de l'après-midi.

| Compen-sation | VALEURS | Cours précéd. | Premier cours | Dernier cours | Compt. Premier cours |
|---|---|---|---|---|---|
| 1993 | 4,5 % 1973 | 1960 | 1949 | 1953 | 1931 |
| 3098 | C.N.E. 3 % | 3008 | 3000 | 2985 | 2990 |
| 178 | Accor | 184 | 182 50 | 182 50 | 183 |
| 780 | Agence Havas | 802 | 818 | 818 | 805 |
| 460 | Air Liquide | 476 | 484 | 484 | 476 |
| 335 | Als. Superm. | 347 | 347 | 347 | 347 |
| 76 | A.L.S.P.I. | 77 40 | 77 80 | 78 | 76 80 |
| 153 | Alsthom-Atl. | 157 | 158 10 | 156 50 | 157 |
| 1000 | Amrep | 950 | 950 | 950 | 932 |
| 330 | Applic. gaz | 347 | 349 | 356 | 348 |
| 285 | Arjom. Prioux | 325 | 330 | 335 | 325 |
| 990 | Ass. Entrepr. | 1020 | 1020 | 1020 | 1001 |
| 450 | Av. Dass.-Br. | 458 | 460 | 460 | 460 |
| 220 | Bail-Equipem. | 228 90 | 225 | 225 | 225 |
| 490 | Bail-Investiss. | 497 | 505 | 504 | 499 |
| 320 | Cie Bancaire | 328 | 330 | 331 | 325 20 |
| 106 | Bazar H.-V. | 108 | 109 50 | 109 50 | 108 50 |
| 305 | Béghin-Say | 305 10 | 305 50 | 303 50 | 300 |
| 645 | Bic | 669 | 675 | 675 | 669 |
| 235 | B.I.S. | 256 50 | 256 50 | 270 | 251 40 |
| 1350 | Biscuit (Géné.) | 1310 | 1322 | 1322 | 1322 |
| 1480 | Bongrain S.A. | 1578 | 1579 | 1579 | 1552 |
| 700 | Bouygues | 716 | 711 | 710 | 699 |
| 1970 | B.S.N.-G.D. | 2050 | 2080 | 2085 | 2080 |
| 1370 | Carrefour | 1375 | 1390 | 1390 | 1385 |
| 880 | Casino | 889 | 910 | 915 | 891 |
| 565 | Cedis | 554 | 563 | 565 | 551 |
| 220 | Cetelem | 251 | 255 | 255 | 251 |
| 570 | C.F.A.O. | 535 | 545 | 535 | 536 |
| 73 | C.F.D.E. | 73 | 72 80 | 72 80 | 72 50 |
| 10 | Ch. France-Dunk. | 8 60 | 8 70 | 9 20 | 8 65 |
| 240 | Charg. Réunis | 253 50 | 260 50 | 263 50 | 250 50 |
| 20 | Chiers-Châtill. | 20 40 | 20 40 | 20 25 | 20 |
| 182 | Ciments franç. | 194 60 | 195 | 194 50 | 195 |
| 1280 | Cit. Alcatel | 1325 | 1324 | 1324 | 1300 |
| 685 | Club Méditerr. | 672 | 680 | 679 | 671 |
| 108 | Coficital | 102 20 | 102 | 102 | 102 |
| 179 | Cofimeg | 180 | 178 | 178 20 | 175 10 |
| 210 | Colas | 201 | 200 | 200 | 196 50 |
| 347 | Compt. Entrepr. | 116 50 | 115 50 | 115 | 115 |
| 280 | Compt. Mod. | 289 | 262 | 262 | 264 80 |
| 485 | Créd. Foncier | 489 | 493 | 493 | 487 |
| 189 | Crédit F. Imm. | 185 | 183 50 | 183 50 | 185 |
| 375 | Crédit Nat. | 377 90 | 376 | 376 | 375 |
| 64 | Creusot-Loire | 59 | 60 80 | 61 50 | 59 60 |
| 127 | Crouzet | 127 | 127 | 127 | 129 40 |
| 285 | C.S. Saupiquet | 277 | 281 | 281 | 281 |
| 1050 | Darnart-Serv. | 1075 | 1100 | 1100 | 1100 |
| 680 | Darty | 674 | 694 | 693 | 681 |
| 535 | Docks France | 578 | 590 | 586 | 590 |
| 76 | D.M.C. | 81 40 | 81 60 | 83 50 | 80 10 |
| 800 | Dumez | 920 | 949 | 949 | 930 |
| 388 | Eaux (Cie G.) | 377 | 377 50 | 376 50 | 370 |
| 180 | Elf-Aquitaine | 183 | 178 80 | 179 80 | 175 90 |
| 164 | – (certific.) | 165 | 163 10 | 163 10 | 160 |
| 1690 | Essilor | 1720 | 1800 | 1800 | 1800 |
| 340 | Esso S.A.F. | 335 | 339 50 | 337 90 | 333 |
| 510 | Eurafrance | 574 | 592 | 592 | 580 |

| Compen-sation | VALEURS | Cours précéd. | Premier cours | Dernier cours | Compt. Premier cours |
|---|---|---|---|---|---|
| 720 | Euromarché | 735 | 785 | 763 | 750 |
| 570 | Europe n° 1 | 589 | 600 | 595 | 588 |
| 655 | Facom | 685 | 695 | 700 | 695 |
| 940 | Fichet-Bauche | 925 | 924 | 930 | 906 |
| 158 | Finextel | 154 80 | 155 | 155 | 155 |
| 173 | Fives-Lille | 170 | 176 | 175 | 171 60 |
| 38 | Fonderie (Gén.) | 35 | 34 20 | 36 | 34 20 |
| 86 | Fraissinet | 85 | 85 | 85 | 84 |
| 410 | Francarep | 410 | 438 | 430 | 430 |
| 155 | Gal. Lafayette | 150 | 152 90 | 152 90 | 152 90 |
| 1090 | Gén. Géophys. | 1070 | 1052 | 1049 | 1052 |
| 355 | GTM-Entrepose | 361 | 361 40 | 362 | 354 20 |
| 320 | Guyenne-Gasc. | 330 | 335 | 328 40 | 328 40 |
| 1180 | Hachette | 1200 | 1236 | 1235 | 1235 |
| 270 | Hénin (La) | 289 | 291 | 292 | 286 10 |
| 69 | Imétal | 67 50 | 68 | 68 20 | 67 05 |
| 230 | Imm. Plaine-M. | 250 | 253 | 253 | 253 |
| 345 | Ind. et Particip. | 344 | 339 50 | 340 | 333 |
| 840 | Inst. Mérieux | 805 | 840 | 840 | 830 |
| 1300 | Intertechnique | 1295 | 1270 | 1270 c | 1245 c |
| 154 | J. Lefebvre | 153 | 153 10 | 153 10 | 150 10 |
| 163 | Jeumont Ind. | 161 | 164 | 164 | 160 80 |
| 390 | Lab. Bellon | 438 | 443 | 460 | 440 |
| 290 | Lafarge-Coppée | 288 | 288 | 287 80 | 285 |
| 1890 | Legrand | 1885 | 1885 | 1870 | 1856 |
| 1170 | Lesieur | 1219 | 1220 | 1220 | 1207 |
| 225 | Locafrance | 229 | 229 | 229 | 229 |
| 530 | Locindus | 545 | 555 | 555 | 565 |
| 710 | Lyonn. Eaux | 755 | 784 | 780 | 768 |
| 400 | Mais. Phénix | 390 | 390 10 | 380 10 | 385 |
| 855 | Majorette (Ly) | 847 | 858 | 858 | 845 |
| 94 | Manurhin | 89 | 91 | 92 | 91 |
| 72 | Mar. Wendel | 72 50 | 74 60 | 74 60 | 74 |
| 1090 | Martell | 1160 | 1157 | 1157 | 1137 |
| 880 | Merlin-Gerin | 951 | 955 | 955 | 955 |
| 1030 | Matra | 1090 | 1095 | 1095 | 1080 |
| 820 | Michelin | 810 | 803 | 810 | 791 |
| 1030 | Midi (Cie) | 1140 | 1174 | 1174 | 1163 |
| 158 | Midland Bk S.A. | 152 | 153 | 153 | 153 |
| 112 | Mines Kali (Sté) | 115 70 | 115 70 | 115 70 | 115 10 |
| 46 | M.M. Penarroya | 47 80 | 46 10 | 46 20 | 45 15 |
| 1200 | Moët-Hennessy | 1305 | 1343 | 1335 | 1318 |
| 495 | Mot. Leroy-S. | 504 | 515 | 523 | 505 |
| 92 | Moulinex | 89 50 | 89 50 | 88 50 | 88 50 |
| 460 | Mumm | 514 | 525 | 530 | 525 |
| 189 | Navig. Mixtes | 189 | 190 | 190 | 193 80 |
| 9 | Nobel-Bozel | 11 30 | 11 80 | 11 80 | 11 60 |
| 68 | Nord-Est | 56 80 | 57 40 | 57 | 56 40 |
| 300 | Nordon (Ny) | 300 | 300 | 300 | 300 |
| 70 | Nouvelles Gal. | 68 | 67 30 | 67 30 | 66 10 |
| 650 | Occident. (Gén.) | 687 | 650 | 650 c | 650 * |
| 180 | Olida-Caby | 208 | 205 | 205 | 201 |
| 940 | Omn. F. Paris | 955 | 968 | 980 | 968 |
| 140 | *Opfi-Paribas* | *144 50* | *147* | *145* | *144 80* |
| 1830 | Oréal (L') | 1965 | 2000 | 2025 | 2000 |
| 59 | Papet. Gascogne | 56 | 56 | 56 | 56 |
| 595 | Paris-Réescomp | 565 | 565 | 555 | 546 |
| 148 | Pechelbronn | 157 | 159 | 161 | 157 50 |

| Compen-sation | VALEURS | Cours précéd. | Premier cours | Dernier cours | Compt. Premier cours |
|---|---|---|---|---|---|
| 446 | Penhoet | 460 | 452 | 453 | 448 |
| 760 | Pernod-Ricard | 840 | 845 | 845 | 830 |
| 155 | Pétroles (Fse) | 159 20 | 155 10 | 156 10 | 155 |
| 37 | – (certific.) | 38 10 | 38 20 | 38 20 | 38 |
| 73 | Pétroles B.P. | 70 40 | 70 10 | 70 10 | 70 80 |
| 220 | Peugeot S.A. | 212 | 209 | 210 | 209 60 |
| 80 | Poclain | 80 20 | 79 80 | 79 80 | 80 |
| 350 | Poliet | 350 | 350 | 350 | 343 |
| 118 | Pompey | 115 10 | 115 10 | 115 10 | 117 |
| 305 | P.M. Labinal | 327 | 323 | 325 | 325 |
| 1080 | Presses Cité | 1102 | 1168 | 1188 | 1150 |
| 745 | Prétabail Sic. | 754 | 759 | 780 | 780 |
| 230 | Primagaz | 261 | 260 50 | 256 50 | 255 30 |
| 110 | Printemps | 112 50 | 110 | 110 | 112 |
| 1120 | Promodès | 1174 | 1175 | 1185 | 1153 |
| 400 | Radiotechn. | 411 | 419 | 419 | 413 |
| 82 | Raffin. (Fse) | 84 90 | 84 50 | 84 50 | 82 70 |
| 1090 | Redoute (La) | 1150 | 1134 | 1129 | 1112 |
| 500 | Roussel-Uclaf | 549 | 549 | 548 | 549 |
| 1005 | Rue Impériale | 1130 | 1250 | 1250 | 1250 |
| 148 | Sade | 150 10 | 151 | 151 | 151 |
| 1320 | Sagem | 1400 | 1378 | 1385 | 1351 |
| 340 | St-Louis B. | 342 | 342 | 342 | 338 |
| 425 | Sanofi | 486 | 486 | 486 | 470 |
| 280 | S.A.T. | 324 | 322 | 318 | 315 60 |
| 20 | Saulnes | 19 20 | 18 | 18 30 | 18 |
| 128 | Schneider | 117 | 117 | 118 50 | 117 |
| 42 | S.C.O.A. | 41 40 | 41 | 41 30 | 41 |
| 140 | S.C.R.E.G. | 138 | 139 | 138 10 | 139 |
| 355 | Seb | 359 | 367 | 367 | 360 50 |
| 250 | Sefimeg | 252 | 252 | 252 | 252 |
| 686 | S.F.I.M. | 708 | 695 | 686 | 683 |
| 145 | S.G.E.-S.B. | 144 | 143 | 142 | 140 20 |
| 785 | Sign. Ent. El. | 860 | 810 | 830 | 819 |
| 425 | Silic | 428 | 425 | 425 | 420 |
| 280 | Simco | 287 50 | 285 | 285 | 285 |
| 124 | Simnor | 125 | 125 | 125 | 125 |
| 1100 | Skis Rossignol | 1161 | 1180 | 1180 c | 1157 c |
| 430 | Sogerap | 470 | 460 | 460 | 451 |
| 440 | Sommer-Allib. | 493 | 512 | 512 | 512 |
| 360 | Source Perrier | 374 50 | 370 50 | 366 80 | 363 10 |
| 235 | Talcs Luzenac | 336 | 334 | 334 | 330 10 |
| 1150 | Tél. Elect. | 1170 | 1170 | 1170 | 1155 |
| 186 | Thomson-C.S.F. | 180 | 182 | 182 | 178 40 |
| 1890 | T.R.T. | 2030 | 2000 | 1989 | 2000 |
| 200 | U.F.B. | 210 | 215 | 215 | 211 |
| 460 | U.I.S. | 468 | 470 90 | 470 90 | 462 |
| 159 | U.C.B. | 159 | 159 | 159 | 156 80 |
| 275 | Valéo | 285 | 284 80 | 283 | 279 20 |
| 91 | Vallourec | 81 10 | 80 10 | 80 10 | 78 55 |
| 1530 | V. Clicquot-P. | 1615 | 1605 | 1605 | 1605 |
| 1130 | Viniprix | 1134 | 1130 | 1130 | 1108 |
| 1200 | Elf-Gabon | 1180 | 1195 | 1200 | 1175 |
| 290 | Amax Inc. | 282 | 283 50 | 283 | 280 10 |
| 420 | Amer. Express | 389 50 | 399 | 399 | 400 |
| 700 | Amer. Teleph. | 701 | 710 | 708 | 703 |
| 220 | Anglo Amer. C. | 216 | 212 80 | 213 50 | 211 80 |
| 1300 | Amgold | 1330 | 1300 | 1300 | 1326 |

| Compen-sation | VALEURS | Cours précéd. | Premier cours | Dernier cours | Compt. Premier cours |
|---|---|---|---|---|---|
| 930 | B. Ottomane | 945 | 945 | 945 | .... |
| 590 | BASF (Akt) | 613 | 627 | 626 | 627 |
| 585 | Bayer | 618 | 628 | 625 | 628 |
| 605 | Buffelsfont. | 584 | 573 | 574 | 573 |
| 40 | Charter | 39 10 | 39 | 39 | 39 75 |
| 525 | Chase Manh. | 510 | 524 | 524 | 514 |
| 345 | Cie Pétr. Imp. | 339 | 341 | 340 | 336 20 |
| 95 | De Beers | 93 | 94 | 93 25 | 92 50 |
| 1230 | Deutsche Bank | 1250 | 1250 | 1247 | 1258 |
| 157 | Dome Mines | 151 | 150 | 149 | 150 |
| 355 | Driefontein Cld | 350 | 348 | 346 | 348 |
| 545 | Du Pont-Nem. | 553 | 560 | 556 | 550 |
| 705 | Eastman Kodak | 751 | 752 | 753 | 749 |
| 185 | East Rand | 184 40 | 184 50 | 186 | 187 |
| 580 | Ericsson | 590 | 595 | 595 | 589 |
| 390 | Exxon Corp. | 400 | 396 | 396 | 392 |
| 655 | Ford Motors | 678 | 680 | 680 | 672 |
| 475 | Free State | 455 | 448 | 449 50 | 450 |
| 280 | Gencor | 282 50 | 282 | 282 | 281 |
| 360 | Gén. Belgique | 361 | 364 | 366 | 365 |
| 520 | Gén. Electr. | 555 | 562 | 562 | 560 |
| 755 | Gen. Motors | 787 | 786 | 786 | 782 |
| 95 | Goldfields | 93 | 90 10 | 90 30 | 90 05 |
| 245 | Harmony | 243 | 241 | 242 50 | 241 |
| 38 | Hitachi | 40 85 | 40 80 | 40 80 | 40 50 |
| 610 | Hoechst Akt. | 639 | 650 | 656 | 650 |
| 87 | Imp. Chemical | 85 20 | 93 | 93 | 91 10 |
| 180 | Inco. Limited | 185 50 | 183 20 | 180 50 | 182 50 |
| 1290 | IBM | 1368 | 1385 | 1383 | 1363 |
| 61 | Ito-Yokado | 63 70 | 64 50 | 64 20 | 64 |
| 460 | ITT | 471 | 470 | 470 | 468 10 |

| Compen-sation | VALEURS | Cours précéd. | Premier cours | Dernier cours | Compt. Premier cours |
|---|---|---|---|---|---|
| 73 | Matsushita | 78 05 | 78 50 | 77 95 | 77 95 |
| 990 | Merck | 1025 | 1048 | 1048 | 1030 |
| 830 | Minnesota M. | 878 | 890 | 890 | 884 |
| 330 | Mobil Corp. | 341 | 342 | 342 | 339 20 |
| 19510 | Nestlé | 20040 | 20470 | 20560 | 20060 |
| 750 | Norsk Hydro | 752 | 768 | 766 | 762 |
| 1120 | Petrofina | 1155 | 1169 | 1167 | 1160 |
| 680 | Philip Morris | 702 | 720 | 720 | 716 |
| 167 | Philips | 166 20 | 171 90 | 169 90 | 168 60 |
| 490 | Pres. Brand | 481 | 473 | 473 | 473 |
| 515 | Président Steyn | 529 | 525 | 520 | 522 |
| 1120 | Quilmès | 1185 | 1201 | 1201 | 1177 |
| 1450 | Randfontein | 1430 | 1435 | 1435 | 1435 |
| 475 | Royal Dutch | 494 | 496 | 496 | 492 10 |
| 105 | Rio Tinto Zinc | 100 10 | 99 80 | 99 80 | 99 80 |
| 395 | *St Helena Co* | *391* | *395* | *395* | *395* |
| 580 | Schlumberger | 594 | 602 | 597 | 599 |
| 96 | Shell transp. | 95 60 | 96 80 | 96 80 | 96 |
| 1350 | Siemens A.G. | 1395 | 1400 | 1408 | 1396 |
| 168 | Sony | 162 50 | 164 10 | 163 20 | 164 |
| 225 | T.D.K. | 237 | 235 | 236 10 | 235 |
| .... | Unilever | .... | .... | .... | .... |
| 720 | Unit. Techn. | 748 | 765 | 755 | 747 |
| 1260 | Vaal Reefs | 1246 | 1240 | 1240 | 1239 |
| 590 | West Deep | 577 | 561 | 560 | 560 |
| 550 | West Hold. | 548 | 560 | 560 | 560 |
| 460 | Xerox Corp. | 454 50 | 461 | 461 | 457 90 |
| 2 80 | Zambia Corp. | 2 77 | 2 71 | 2 72 | 2 71 |

c : coupon détaché ; * : droit détaché ; o : offert ; d : demandé.

## COTE DES CHANGES

| MARCHÉ OFFICIEL | COURS préc. | COURS 30/9 | COURS DES BILLETS AUX GUICHETS – Achat | Vente |
|---|---|---|---|---|
| Etats-Unis ($ 1) | 8 031 | 8 009 | 7 780 | 8 180 |
| Allemagne (100 DM) | 303 450 | 303 460 | 292 | 312 |
| Belgique (100 F) | 14 970 | 14 970 | 14 | 15 100 |
| Pays Bas (100 fl.) | 271 330 | 271 460 | 258 | 278 |
| Danemark (100 krd) | 84 030 | 84 040 | 79 | 87 |
| Norvège (100 k) | 108 830 | 108 980 | 104 | 111 |
| Grande-Bretagne (£ 1) | 12 032 | 11 961 | 11 550 | 12 350 |
| Grèce (100 drachmes) | 8 677 | 8 642 | 8 | 10 100 |
| Italie (1 000 lires) | 5 007 | 5 009 | 4 707 | 5 200 |
| Suisse (100 fr.) | 376 150 | 376 580 | 364 | 385 |
| Suède (100 krs) | 102 520 | 102 410 | 99 | 106 |
| Autriche (100 sch) | 43 160 | 43 130 | 42 | 44 |
| *Espagne (100 pes.)* | 5 277 | 5 270 | 5 | 5 600 |
| Portugal (100 esc.) | 6 460 | 6 480 | 5 600 | 7 |
| Canada ($ can 1) | 6 516 | 6 489 | 6 280 | 6 620 |
| Japon (100 yens) | 3 390 | 3 397 | 3 240 | 3 400 |

## MARCHÉ LIBRE DE L'OR

| MONNAIES ET DEVISES | COURS préc. | COURS 30/9 |
|---|---|---|
| Or fin (kilo en barre) | 106400 | 104750 |
| Or fin (en lingot) | 106150 | 104950 |
| Pièce française (20 fr) | 678 | 677 |
| Pièce française (10 fr) | 401 | ..... |
| Pièce suisse (20 fr) | 666 | 667 |
| Pièce latine (20 fr) | 642 | 629 |
| Souverain | 783 | 790 |
| Pièce de 20 dollars | 4320 | 4220 |
| Pièce de 10 dollars | 2050 | 2010 |
| Pièce de 5 dollars | 1445 | ..... |
| Pièce de 50 pesos | 4175 | 4145 |
| Pièce de 10 florins | 675 | 675 |

Le Monde

## UN JOUR DANS LE MONDE


### DOSSIER

2. CONSTITUTION AN XXV : « Les Français et la Vᵉ République », par Olivier Duhamel.

### ÉTRANGER

3. PROCHE-ORIENT
– Les diplomates français et le conflit irano-irakien.
4. EUROPE
4. ASIE
– CHINE : la répression politique.
6-7. DIPLOMATIE
– Le voyage de M. Stone en Europe ; la recherche d'un règlement à Chypre.
– Le sommet de Vittel.

### POLITIQUE

9. L'élection municipale de Sarcelles.
10. Les débats au sein de la majorité.
11. Les journées parlementaires du R.P.R.

### SOCIÉTÉ

12. MÉDECINE : Deux cliniques privées de Marseille achètent des appareils à résonance magnétique nucléaire.
12. Le cauchemar de Pontaumur.
13. Le neuvième congrès international de criminologie à Vienne.

### SPORTS

14. TENNIS : l'Australie et la Suède en finale de la Coupe Davis.
– SPORTS ÉQUESTRES : Michel Robert, champion de France de saut d'obstacles.
– GOLF : le Trophée des champions.

### RÉGIONS

15. ILE-DE-FRANCE : les pouvoirs publics au service des petits patrons.

### CULTURE

16. Le bilan de la FIAC.
17. CINÉMA.
– DANSE.
– LETTRES : Hervé Bazin dans la « Pléiade ».

### LE MONDE DE L'ÉCONOMIE

21. Les élections du 19 octobre à la Sécurité sociale.
– Le rôle des conseils d'administration des caisses.
– Les programmes des syndicats.
21. Les Français et leurs impôts, par Jean-Jacques Dupeyroux.
24. Le climat social à la rentrée.

### ÉCONOMIE

41-42. AFFAIRES : après l'accord C.G.E.-Thomson.
– L'ouverture du IXᵉ VIDCOM.
44-45. SOCIAL : les cadres descendent dans la rue à l'appel de la C.G.C.

**RADIO-TÉLÉVISION (19)**
**INFORMATIONS « SERVICES » (40) :**
« Journal officiel » ; Météorologie ; Mots croisés ; Loterie nationale : le Prix de l'Arc de triomphe.
**Annonces classées (26-39) ; Carnet (20) ; Programmes des spectacles (18) ; Marchés financiers (47).**


*Le numéro du « Monde » daté 2/3 octobre 1983 a été tiré à 469 739 exemplaires*



## Au Vatican

# Plusieurs évêques de l'Est n'ont pu se rendre à l'assemblée générale du synode

De notre correspondant

Cité du Vatican. — L'assemblée générale du synode des évêques s'est ouverte le 29 septembre en l'absence de trois de ses membres, originaires des pays de l'Est. Si le cardinal tchécoslovaque Tomasek a pu se rendre à Rome... alors qu'il n'avait pas été autorisé à rencontrer le pape à Vienne lors de la visite de celui-ci au milieu de septembre, en revanche, Mgr Hirka, du diocèse de Presov (Slovaquie-Orientale), l'unique diocèse de rite byzantin, n'a pu participer au synode.

Vendredi 30 septembre, les trois présidents délégués du synode, les cardinaux Cordeiro, Manning et Ratzinger ont envoyé un télégramme de protestation à l'ambassade de Tchécoslovaquie à Rome, dans lequel ils demandent, au nom du synode, au président Husak, d'autoriser Mgr Jan Hirka à se rendre à Rome. *Déjà en 1980*, ce dernier n'avait pas été autorisé à participer au synode sur la famille.

Sont également absents le cardinal Vaivods, administrateur apostolique de Riga en Lettonie, et Mgr Povilonis, évêque en Lituanie. Ce dernier a envoyé un télégramme laconique au Vatican, dans lequel il disait ne pouvoir venir, sans donner d'explication. Le cardinal Vaivods, âgé de quatre-vingt-sept ans, à qui le pape avait conféré la pourpre cardinalice en février dernier, n'a donné aucun signe de vie. Il était venu à Rome en octobre 1982 pour participer à un symposium des évêques européens. Un autre absent est le Père dominicain polonais Salij, qui devait participer au synode en tant qu'expert. — Ph. P.

## En U.R.S.S.

# Une manifestation anti-américaine a été organisée par le Comité soviétique de la paix

Le Comité soviétique de la paix a organisé, samedi 1ᵉʳ octobre à Moscou, une grande manifestation de soutien à « *la politique pacifique de l'U.R.S.S.* ». Les participants (huit cent mille selon la télévision soviétique, *cinq cent mille selon* l'agence Tass, beaucoup moins d'après les correspondants occidentaux sur place) ont défilé en plusieurs cortèges, notamment devant l'ambassade américaine, en criant des slogans hostiles aux Etats-Unis et aux « *ambitions impériales de Reagan* ».

La manifestation avait été annoncée par l'agence Tass au lendemain du rejet catégorique par M. Youri Andropov, secrétaire général du P.C. soviétique, des nouvelles propositions américaines de limitation des armements. De nombreux « habitués » de ce type de manifestation à Moscou, comme la cosmonaute Valentina Terechkova, le journaliste Youri Joukov, président du Comité soviétique de la paix, Romesh Chandra, président du Conseil mondial de la paix, ont participé aux meetings où furent dénoncés aussi bien la « *mission d'espionnage du Boeing sud-coréen* » — une « *provocation américaine* » — que le plan de déploiement par l'OTAN de nouveau missiles nucléaires en Europe. — *(A.F.P., U.P.I.)*

● « *Veillée aux bougies* » *à Paris.* — A Paris, une centaine de personnes ont participé, dans la nuit du samedi 1ᵉʳ octobre au dimanche 2 octobre, à une « veillée aux bougies » devant l'ambassade d'U.R.S.S. Les manifestants, réunis à l'appel du Comité pour le désar*mement nucléaire en Europe* (Codene), protestaient contre l'incarcération à Moscou de trois pacifistes soviétiques indépendants, membres du Groupe pour l'établissement de la confiance entre l'Est et l'Ouest, *MM. Oleg Radzinsky, Alexandre* Chatravka et Vladimir Kornev.

● *Manifestation ukrainienne à Washington.* — Huit mille manifestants d'origine ukrainienne se sont rassemblés dimanche 2 octobre devant l'ambassade d'U.R.S.S. à Washington à la mémoire « *des victimes du génocide* » commis en Ukraine il y a cinquante ans. Les participants voulaient rappeler au monde cet « *holocauste oublié* » au cours duquel les Soviétiques « *ont tué sept millions de personnes en les faisant intentionnellement mourir de faim* ». — *(A.F.P.)*

# Le gouvernement de l'Allemagne fédérale ne fera pas « cavalier seul » en Amérique centrale

L'Allemagne fédérale doit tenir compte des intérêts vitaux des Etats-Unis en Amérique centrale et consultera Washington afin de coordonner l'action des deux pays dans la région, a déclaré, le samedi 1ᵉʳ octobre, au Costa Rica, le porte-parole de M. Hans Dietrich Genscher, ministre des affaires étrangères de R.F.A., en visite dans la région. M. Genscher venait de réunir, deux jours durant, à San-José, les ambassadeurs de Bonn en Amérique centrale, dans les Caraïbes, et dans les pays du groupe dit du « de Contadora » (Mexique, Colombie, Venezuela, Panama).

Bonn considère qu'il n'est pas possible d'aider cette région en agissant contre les intérêts des Etats-Unis. Une telle attitude n'implique pourtant pas un accord total avec la politique du gouvernement de M. Reagan dans la région. Le dialogue avec *Managua sera donc maintenu ainsi* que l'assistance économique de la R.P.A. au régime sandiniste. Bonn s'efforcera d'autre part de dynamiser la coopération de la C.E.E. avec l'Amérique centrale et les Caraïbes.

Cependant, au Guatemala, les responsables de la défense de plusieurs pays d'Amérique centrale sont actuellement réunis avec le gé*néral Paul Gorman, chef du* « commandement sud » des Etats-Unis, basé à Panama, en vue d'étudier les moyens de relancer le Condeca (conseil de défense d'Amérique centrale).

La réunion est présidée par le général Mejia, nouveau chef de l'Etat guatémaltèque depuis le coup d'Etat du 8 août. Y participent, outre le général Gorman, le général Vides, ministre de la défense du Salvador, le général Alvarez, chef des forces armées du Honduras et le général Noriega, commandant en chef de la garde nationale de Panama.



## LA NAISSANCE DU MOUVEMENT CORSE POUR L'AUTODÉTERMINATION

# Les nationalistes créent une nouvelle organisation légale

Correspondance

Bastia. — Une nouvelle organisation nationaliste, le Mouvement corse pour l'autodétermination (M.C.A.), a été créée, dimanche *2 octobre* à Bastia, *lors* d'une assemblée constitutive rassemblant près de deux cent cinquante personnes. Les objectifs de ce mouvement qui réunit bon nombre de militants de l'ex-Consulte des comités nationalistes dissoute *le 27 septembre*, se distingue par sa référence à une société corse « *en rupture avec le capitalisme* » et son insistance à prôner « *les luttes publiques, y compris électorales, pour contribuer à l'assainissement impératif de la vie politique en Corse* ». Le Mouvement corse pour l'autodétermination exige « *la reconnaissance du peuple corse et de ses droits nationaux* » comme l'ex-C.C.N. et l'ex-F.L.N.C.

Il aura donc fallu seulement cinq jours à la mouvance indépendantiste pour mettre sur pied un autre mouvement légal. Cette rapidité d'action s'explique par un double souci tactique : éviter de paraître désarçonné par la mesure de dissolution, réduire d'autre part le risque de vide politique engendré par la disparition de la C.C.N. Risque qui aurait pu conduire à l'éparpillement des militants et à la multiplication des noyaux activistes difficilement contrôlables.

La menace d'une nouvelle dissolution pour « *tentative de reconstitution de ligue dissoute* » ne paraît pas inquiéter les responsables du *M.C.A. groupés en secrétariat provi*soire de cinq membres. A l'exception de M. Dominique Gallet, qui siégeait à la commission exécutive nationale de la C.C.N., les animateurs du mouvement dissous n'y *figurent pas. Le siège social* du M.C.A. a été fixé à Corte, alors que celui de la C.C.N. l'était à Bastia.

# M. Pasquini (R.P.R.) veut faire un « clash »

De notre envoyé spécial

Avignon. — Un mouvement comme le R.P.R., qui a toujours fait de l'unité de la France un de ses principaux chevaux de bataille, un parti qui a de tout temps compté de nombreux Corses parmi ses responsables ne peut qu'être particulièrement inquiet de ce qui se passe dans l'île. M. Pierre Pasquini (R.P.R.), ancien député gaulliste des Alpes-Maritimes puis de Corse et conseiller régional, a lancé la discussion lors des journées parlementaires du R.P.R. en soulignant l'importance du dossier. « *Le gouvernement va passer*, a-t-il dit, *le drame de la Corse va durer.* » Montrant que les événements actuels ne sont que la conséquence du passé, il a évoqué les traditions de son île et a déclaré : « *Les Corses ont toujours tout attendu de l'Etat ; ils ne peuvent comprendre aujourd'hui que l'Etat se décharge sur eux de ses responsabilités.* » Enfin, pour faire un « *clash* », il a souhaité que le R.P.R. autorise ses élus à démissionner de l'assemblée régionale.

Les responsables nationaux du mouvement ne pouvaient accepter un tel discours. Ce fut d'abord M. Michel Debré, qui a rappelé que *tous* les élus corses avaient pris des décisions « *démagogiques* », par exemple en préférant la création d'une université à Corte, « *usine à chômeurs* », plutôt que le développement d'écoles d'enseignement technique. « *Il ne faut pas que les élus démissionnent*, a-t-il affirmé.

*Ils doivent rester pour prendre des décisions courageuses, comme de gérer correctement une manne financière qui leur est accordée, et expliquer que les Corses doivent accepter d'aller travailler sur le continent.* »

M. Bernard Pons, lui non plus, ne veut pas entendre parler de démission. « *N'attendez pas toujours*, a-t-il dit avec force, *que la solution à vos problèmes vienne du R.P.R., à Paris.* » Evoquant la rencontre entre M. Robert Broussard, préfet délégué à la police en Corse, et M. Jacques Chirac — rencontre que ce dernier a reconnue en déclarant : « *Je n'ai aucun commentaire à faire sur notre conversation* » — M. Pons a demandé : « *M. Broussard a-t-il ou non été mis sous surveillance pour avoir rencontré un ancien premier ministre ?* » (1).

Enfin, le secrétaire général du R.P.R. a affirmé qu'en n'étant pas représenté par un ministre aux obsèques de Pierre-Jean Massimi et en laissant courir des bruits sur sa vie privée, « *le gouvernement avait assassiné une deuxième fois* » le secrétaire général de la Haute-Corse.

Th.B.

(1) La cellule anti-terroriste mise en place à l'Elysée en août 1982 avait, en effet, « filé » M. Robert Broussard après sa rencontre avec M. Chirac, alors en vacances en Corse (*le Monde* du 30 septembre).

● *Centres de tri : retards de courrier.* — Des mouvements de grève tournants d'une durée variable continuent dans une vingtaine de centres de tri, notamment en Normandie, en Picardie, dans les régions méditerranéenne, lyonnaise et parisienne (*le Monde* daté 2-3 octobre) surtout la nuit. Ces grèves provoquent des retards de courrier importants en Bretagne, Normandie, dans le Midi et la région parisienne. D'autre part, dans la plupart de ces centres des agents se sont présentés samedi 1ᵉʳ octobre pour effectuer les vacations supprimées par les P.T.T., les personnels chargés de la fermeture ne s'étant pas opposés à leur entrée. Dans un communiqué, la chambre de commerce du Val-d'Oise et des Yvelines menace de « *se substituer au service public défaillant* ».



## LES HOTELS, CAFÉS, RESTAURANTS N'ONT PAS RESPECTÉ LEURS ENGAGEMENTS DE PRIX

Le comité des prix devait se réunir lundi après midi 3 octobre pour étudier les conséquences à donner au non-respect par certaines professions des engagements de modération des prix. Les professions visées sont surtout les hôtels, les cafés, les restaurants, certains services (pour le logement, les réparations des appareils électro ménagers). Selon M. Delors, les engagements souscrits permettaient une hausse de 7 % en 1983 : les hausses enregistrées sont déjà de 8,5 % à 10 % pour huit mois.

## LE DOLLAR A 7,97 F

**Le fléchissement du dollar s'est poursuivi sur les marchés des changes lundi 3 octobre 1983. A *Paris*, la monnaie américaine a glissé au-dessous de 8 F, pour la deuxième fois depuis le début du mois d'août, revenant à 7,97 F. A Francfort, elle est passée de 2,6375 DM à 2,6220 DM, et à Tokyo de 236 yens à 234 yens. Cet affaiblissement du billet vert devrait se poursuivre dans les prochains jours, suivant les milieux financiers internationaux, en raison du plafonnement des taux aux États-Unis et de la dégradation de la balance commerciale américaine.**

**A Paris, le franc a continué à glisser par rapport au mark, dont la montée s'est poursuivie au-delà de 3,04 F.**

● *Perturbations sur les lignes S.N.C.F. en Normandie.* — Une grève de vingt-quatre heures lancée par les cheminots C.G.T. de Normandie a désorganisé le service marchandises et omnibus voyageurs sur les lignes de Normandie, lundi 3 octobre. Sur les grandes lignes, le trafic, normal sur Paris-Caen, est gravement perturbé sur Paris-Dieppe et surtout sur Paris-Rouen-Le Havre et Paris-Granville.

En revanche l'occupation des *voies qui faisait suite à la grève* du dépôt de Sotteville et bloquait la gare de Rouen (*le Monde* daté 2-3 octobre) a pris fin. Les forces de l'ordre étaient intervenues à nouveau le 1ᵉʳ octobre dans l'après-midi.